Supplément « Sans visa »

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14218 – 5 F

SAMEDI 13 OCTOBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Le Liban au bord d'un nouvel affrontement

Le réduit chrétien du général Aoun cerné par les Syriens

Un mutisme total régnait à Damas, vendredi 12 octobre, au lendemain du déploiement à Beyrouth de renforts syriens autour du réduit du général Aoun, soumis depuis plus de deux semaines à un blocus. La presse syrienne s'est contentée de rapporter une déclaration du président du Parlement libanais, qui s'est rendu récemment à Damas, et estime que le soutien syrien au président libanais Hraoui « impose de prendre toutes les mesures pour mettre fin à la situation irrégulière dans le secteur est de Beyrouth ».

BEYROUTH

de notre correspondant

D'importants mouvements de troupes de l'armée libanaise de « la légalité » (c'est- à-dire des forces du président Hraoui), mais aussi – ce qui est politiquement et militairement plus décisif – de l'armée syrienne, ont été observés durant la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 octobre, en direction du réduit du général Michel Aoun.

Ces concentrations enserrent la région de Baabda-Yarzé, où se trouvent les deux positions clés tenues par le général chrétien « rebelle », symbole du résidu de pouvoir qu'il conserve : le palais présidentiel et le ministère de la défense. Des blindés en grand nombre ont en particulier été déployés, d'une part dans la banlieue chiite, là où se trouve traditionnellement le Hezbollah pro-iranien qui a, aux yeux de Damas, un peu trop fraternisé ces jours-ci (et jeudi encore, à l'occasion d'une manifestation sur cette ligne de démarcation) avec les « Aounistes », et, d'autre part, autour de Souk-el-Gharb.

Ces forces sont à quelques centaines de mètres – dans les deux cas – des lignes de l'armée du général Aoun, afin de prendre en tenailles la zone de Baabda-Yarzé, tout en laissant apparemment le reste du territoire « rebelle » hors du champ de bataille.

LUCIEN GEORGE

Lire la suite page 4

Avertissement ou prélude ?

AU ***Proche-Orient,*** **où un conflit en cache toujours un autre, le regard, détourné du Golfe et de Jérusalem, se porte à nouveau vers Beyrouth. Dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 octobre, plusieurs milliers de soldats syriens –** ***épaulant*** **l'armée « légaliste » libanaise – ont spectaculairement resserré l'étau autour du réduit chrétien de Michel Aoun. Ultime avertissement ou prélude à l'assaut ? Le président Hafez El Assad a-t-il** ***jugé le moment propice*** **pour se débarrasser enfin du général rebelle, dernier obstacle à la mainmise de Damas sur le pays du Cèdre ?**

Pour M. Assad, la tentation doit être d'autant plus forte qu'il sait pouvoir jouir de l'impunité. Sans aller jusqu'à lancer un solennel appel à l'aide à Damas, le président libanais, M. Elias Hraoui, a dépêché jeudi le président du Parlement à Damas pour y solliciter à nouveau l'appui syrien, offrant ainsi d'avance une caution « légale » à l'intervention de son puissant voisin, qui a pratiquement les mains libres. Lâché de longue date par Washington, M. Aoun ne peut espérer, face à Damas, le moindre soutien extérieur. Plus soucieuse encore que par le passé de ménager M. Assad, depuis que ce dernier a fait le « bon choix », dans la crise du Golfe, en se rangeant du côté de l'Amérique, l'administration Bush ne fera rien pour s'opposer à une « pax syriana » au Liban.

L'ISOLEMENT international du bouillant général, résolu à « mourir dans l'honneur », n'a jamais été si grand. Il semble ***loin le temps – c'était il y a un an*** **et demi – où M. Aoun, coqueluche du Tout-Paris politique et médiatique, symbolisait la résistance des chrétiens d'Orient face à la volonté de puissance du dictateur syrien. Admiré naguère pour son** ***courage*** **et** ***sa gouaille,*** **l'homme n'est plus à la mode, même si sa cause – la liberté d'un Liban souverain – demeure juste et s'il peut prétendre à bon droit en être le dernier dépositaire.**

Il est en partie responsable de ce désintérêt. Ses déclarations fanfaronnes et – plus grave – ses atermoiements envers Damas ont largement ruiné la sympathie dont il bénéficiait, notamment dans l'opinion française. N'affirmait-il pas récemment que « certains des intérêts syriens ne sont pas en contradiction avec ceux du Liban » ? En outre, le soutien militaire reçu de l'Irak ne contribue pas, avec le recul, à rehausser le prestige du général rebelle.

EN revanche, le blocus imposé depuis le 1er octobre par l'armée « légaliste » libanaise au réduit de M. Aoun a redonné à ce dernier une partie de sa popularité perdue. Surtout, les Syriens craignent l'émergence – par un de ces ***retournements*** **d'alliance si fréquents au Liban – d'un front commun entre le général et le Hezbollah pro-iranien, avec la complicité feutrée du parti druze de M. Joumblatt. Briser cette douteuse coalition d'intérêts avant** ***qu'elle ne s'affirme*** **face à la fragile « légalité » prosyrienne du président Hraoui serait, pour Damas, un motif supplémentaire d'intervention contre le réduit chrétien.**


M 0147 - 1013 0- 5,00 F

L'évolution de la crise du Golfe

- **M. Edward Heath veut se rendre à Bagdad.**
- **Bonn rejette une demande saoudienne d'aide militaire.**
- **L'armée américaine suspend ses vols.**
- **Les Eglises de France lancent des appels à la paix.**

Page 3

- **Un entretien avec le ministre koweïtien des finances.**

Page 27 - section D

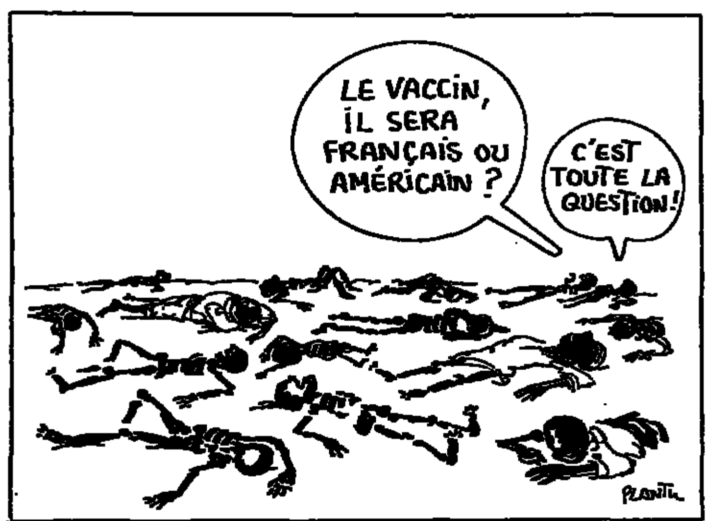
- **M. Le Pen envoie une « lettre ouverte » aux armées.**

Page 34 - section D

Dix millions de séropositifs en 1992

Dramatique progression du sida en Afrique

L'épidémie de sida en Afrique prend des proportions alarmantes. Selon l'OMS, le nombre des personnes atteintes par la maladie pourrait doubler, et atteindre dix millions d'ici à 1992. La cinquième conférence internationale sur le sida, qui a lieu à Kinshasa du 10 au 13 octobre, n'a pu, une fois encore, que constater l'étendue de la catastrophe. On constate, d'ores et déjà, l'impact majeur de l'épidémie sur la démographie et les systèmes économiques des pays africains.



Lire page 10 - section B l'article de JEAN-YVES NAU

Le Japon prisonnier de son passé

Autres grands vaincus de 1945, les Nippons ont assisté avec amertume à l'unification d'une Allemagne libérée du poids de l'Histoire

TOKYO

de notre correspondant

Plus encore qu'en Corée – certes divisée comme l'a été l'Allemagne, mais qui fut déchirée par une guerre civile, – l'unification allemande a eu de profonds échos au Japon. L'émotion de ce moment historique, soulignée par la presse, l'inquiétude diffuse que suscite comme ailleurs cette réémergence de la puissance allemande, le disputent à une certaine amertume.

« Réunifiée, l'Allemagne s'est libérée de son passé de pays vaincu », écrit le quotidien *Asahi.* Dans le cas du Japon, l'affirmation paraît moins sûre : la valse-hésitation dans la crise du Golfe *souligne les limites de la politique* étrangère d'un pays puissant qui cherche sa place sur l'échiquier international . L'Allemagne sort d'un passé dans lequel le Japon se sent encore englué. La suppression des clauses relatives aux vaincus de la seconde guerre mondiale dans la Charte des Nations unies, demandée par son ministre des affaires étrangères ne peut que lui donner une satisfaction symbolique. La naissance en Europe d'une *« puissance bénéficiant d'une écrasante supériorité »*, comme l'écrivent certains journaux, suscite une pointe d'anxiété dans la mesure où, comme le rappelle par exemple l'*Asahi*, l'Allemagne unie, de Bismarck à Hitler, fut à l'origine de deux guerres mondiales. Le peuple allemand, estime pour sa part le *Mainichi*, *« devrait faire preuve de la plus grande prudence dans sa réponse à la proposition du chancelier Kohl tendant à modifier la Loi fondamentale afin de rendre possible l'envoi de troupes en dehors de la région couverte par l'OTAN »*.

PHILIPPE PONS

Lire la suite page 5

Octavio Paz, l'imaginaire critique

Le prix Nobel de littérature vient de récompenser le poète et l'essayiste mexicain

En décernant enfin cette année le prix Nobel de littérature au Mexicain Octavio Paz, la plus haute personnalité vivante des lettres hispaniques, l'Académie suédoise, qui s'y entend chaque année pour maintenir un suspense *mondial, a renoué avec sa* grande tradition : celle qui est de consacrer une œuvre plutôt que d'encourager un écrivain ou d'attirer l'attention sur l'art de tel ou tel pays.

Poète et essayiste, Octavio Paz est né en 1914, au sein d'une famille très cultivée – grand-père écrivain « indigéniste », père avocat militant pour la Révolution aux côtés d'Emiliano Zapata. Et il apprit à aimer la littérature, la philosophie, l'art, davantage dans la bibliothèque familiale que dans les écoles. Dilettante et cosmopolite, à la manière sud-américaine – comme le grand mexicain Alfonso Reyes, si méconnu, ou le Chilien Vicente Huidobro, en passant par Borges, Neruda, Asturias, Carpentier, Lezam Lima, sans oublier Cortazar, *Bioy Casares, Fuentes, Vargas* Llosa..., – il quitte pour la première fois son pays pour assister, à Valence, dans une Espagne en pleine guerre civile, au célèbre congrès des écrivains anti-fascistes.

Il avait auparavant fondé avec des amis, en 1931, la première revue qu'il allait animer, *Barandal,* et publié un recueil de poèmes, *Luna Silvestre.*

De retour à Mexico en 1938, il dirige la revue *Taller.* Et c'est à la même époque qu'il devient l'intime de Benjamin Péret, son premier traducteur français, de Victor Serge, du peintre Remedios Varo et de Leonora Carrington, cette dernière également écrivain, et tous deux surréalistes de pointe.

Journaliste – Octavio Paz préfère encore ce terme à celui de *critique – il lui arrive d'accepter*, un moment, à la Banque du Mexique, le plus étrange des métiers : inspecteur au brûlage des billets usagés...

Enfin, il a vingt-huit ans lorsque, après un séjour aux Etats-*Unis, entre 1943 et 1945, il entre* dans la carrière diplomatique. Nommé à Paris, il ne tardera pas à se lier d'amitié avec André Breton. Ce qui, précisément, impliquait son adhésion au surréalisme, auquel il demeurera toujours fidèle.

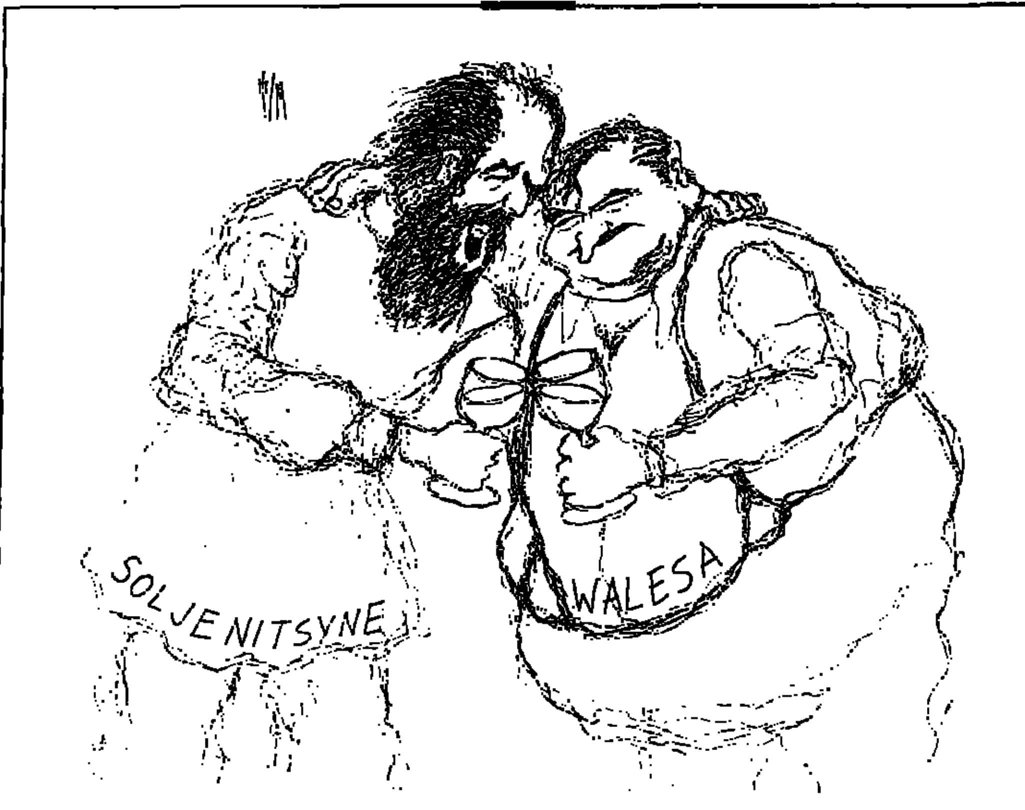
HECTOR BIANCIOTTI

Lire la suite page 12 - section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

DÉBATS

TRAIT LIBRE



Proche-Orient

Entre Golfe et Méditerranée

par Rafic Boustani et Philippe Fargues

LA crise du Golfe sera-t-elle le premier conflit Nord-Sud, ou simplement le dernier avatar d'un vieux serpent de mer, la question d'Orient ? La différence d'optique est de taille : dans le premier cas, un saut vers l'inconnu ; dans le second, le retour à des complications familières et l'occasion d'en finir peut-être avec l'épais dossier qui ensanglante chaque jour la Méditerranée orientale, de Jérusalem à Beyrouth.

Le 2 août dernier, la planète entière se réveilla médusée. L'Irak avait mis à profit la nuit pour investir le fragile Koweït : un pays tout juste grand comme deux départements français, dont beaucoup ignoraient jusqu'au nom. Mais quel morceau de choix, avec ses 97 milliards de barils d'or noir dans son sous-sol : des « réserves prouvées » plus de deux fois supérieures à celles des Etats-Unis ! Si rien n'était entrepris sur-le-champ, les immenses ressources pétrolières de l'Arabie saoudite et des autres principautés du Golfe tomberaient vite sous la menace de Saddam Hussein. Il maîtriserait alors à lui seul 45 % des réserves mondiales, et, ce qui était plus inquiétant encore, 75 % des ressources accessibles à moins de 4 dollars le baril, car aucun gisement n'offre des coûts d'extraction aussi faibles que ceux du Golfe. Le raïs de Bagdad pourrait faire valser les prix au gré de ses caprices et avec eux les économies les plus prospères. Plutôt que le « hold-up du siècle » dénoncé par de nombreux journaux, le Pentagone y vit une ambition de dominer l'économie planétaire qu'il fallait enrayer.

Du Liban au Koweït

Deux jours après la nouvelle, de savants stratèges brossaient déjà sur les ondes les scénarios possibles de ce conflit d'un nouveau type, dont risquait de naître une sorte de jacquerie planétaire terrifiante, opposant pour la première fois de l'histoire les riches aux pauvres, le Nord au Sud. L'entrée fracassante des armées d'Amérique puis d'Europe conforta tellement l'analyse qu'on ne pensa plus à la nuancer. On en négligea la dimension régionale, c'est-à-dire arabo-arabe, de cet épisode. Pourtant, il y a plus d'une raison d'y lire le bouclage d'un cycle engagé voilà dix-sept ans, précisément le 5 octobre 1973.

Ce jour-là, les armées égypienne et syrienne – les mêmes qui offrent aujourd'hui une couverture arabe au déploiement occidental dans le Golfe – croisaient le fer avec l'Etat hébreu. Epicentre de la région depuis 1948, le front israélo-arabe s'embrasait pour la quatrième fois. Aux premières heures de cette « guerre du Kipour », les équilibres stratégiques mondiaux semblèrent suspendus au déroulement des hostilités sur le canal de Suez et sur les hauteurs du Golan.

La guerre ne dura que trois semaines mais lorsque le canon se tut, le pivot de la région ne reposait plus sur son triangle habituel : Le Caire, Damas, Tel-Aviv. Les chancelleries se penchaient sur le prix d'un baril de pétrole en augmentation de... 600 %. Le Proche-Orient s'articulait autour d'un nouvel axe, reliant Téhéran, Ryad et Bagdad. Comme sur une scène de théâtre à double plateau, la lumière des projecteurs allait dès lors éclairer de tous ses feux les rives du Golfe et se voiler sur la façade méditerranéenne. L'éclipse permit d'ailleurs d'y changer de décor. L'unité longtemps opposée à Israël par les pays frontaliers se disloqua. L'Egypte, qui avait conduit le consensus arabe depuis 1948, gagna sa paix séparée à Camp David (1979) au prix de l'isolement. Au Levant, des enjeux hier internationaux se rétrécirent à leur horizon local : enfin libres de s'ébattre dans leurs prés carrés, la Syrie et Israël réduisirent le Liban et l'OLP. Se détournant de son flanc occidental, jusqu'à divorcer des territoires occupés (1989), la Jordanie se cantonna bientôt à assurer une profondeur stratégique à l'Irak.

Hissé sur scène par le renchérissement des prix du brut décidé en pleine guerre, le Golfe allait s'y maintenir grâce à la diplomatie saoudienne. Les recettes pétrolières passent en quelques années de 14 milliards de dollars par an (Iran compris) à plus de 200. Du Nil à l'Euphrate et du Yémen au Liban, l'économie du Machreq arabe gravite désormais autour de la gestion de la rente. Des chantiers pharaoniques inaugurés sur la côte des Pirates et dans les sables de la péninsule ouvrent le marché du travail le plus cosmopolite du globe. Parvenant aux non-producteurs sous forme de remises d'épargne de leurs travailleurs émigrés, d'assistance militaire ou d'aide au développement, l'argent du pétrole irrigue les économies arabes. Toutes, sans exception, allaient devenir d'une manière ou d'une autre clientes, c'est-à-dire dépendantes.

Un tel pouvoir ne pouvait se partager longtemps entre trois candidats à la suprématie : Iran, Arabie saoudite et Irak. La révolution islamique d'Iran révéla en 1979 le maillon faible là où presque personne ne l'attendait. Sa guerre avec l'Irak (1980-1988) acheva d'éliminer l'Iran. En accélérant la militarisation de la région, elle avait consacré la suprématie des arsenaux et des stratèges de Bagdad. Mais à quel prix ! Quinze ans d'exportations pétrolières ne couvrirent pas ses dépenses militaires. La presse a beaucoup écrit sur la spirale de l'endettement et du surarmement, mais peu sur le délabrement de l'économie irakienne. Un indicateur suffit à le résumer : important, en 1974, 72 kilos de céréales par habitant, il lui en fallait quatre fois plus pour nourrir sa population au moment de l'embargo. Des gaspillages titanesques disqualifièrent l'Arabie saoudite dans la course aux armements. Une facture militaire de 18 milliards de dollars par an, soit 25 % de plus que l'Irak, n'a pas empêché ce quatrième client des marchands de canons (après les Etats-Unis, l'URSS et la Chine) de trembler de toutes ses feuilles à l'approche des chars de Bagdad.

Enclave entre les deux géants, le Koweït devait s'effondrer. Plus d'un trait le rapproche de cette autre victime, méditerranéenne, elle, qu'avait été le Liban. Tous deux sont tenaillés entre un régime baasiste au nord et un pouvoir qui, au sud, fonde sa légitimité sur l'histoire sacrée d'une religion messianique. L'un et l'autre avaient offert à leurs peuples une presse libre, gênante pour les dirigismes baasistes et des avantages qui défiaient leurs voisins dévots : le partage confessionnel des pouvoirs au Liban contrastait avec leur monopole en Israël, de même que tranchaient sur l'absolutisme wahhabite les timides libertés démocratiques du Koweït, uniques dans la région. Les activités de son Parlement élu furent suspendues en 1986 à l'instigation de l'Arabie.

Le parallèle s'arrête là. Tandis que le Liban peut aujourd'hui encore compter sur ses émigrés pour survivre, l'émir du Koweït, bien avant les autres princes du Golfe, avait au contraire confié la construction de son pays à une main-d'œuvre immigrée. Comment ces non-citoyens de seconde zone, sans aucun espoir d'intégration mais formant les deux tiers de la force de travail, se mobiliseraient-ils pour des droits auxquels ils n'ont pas accès, pour une société qui les exclut impitoyablement ? Les options économiques elles-mêmes furent peu propices à la cohésion nationale. Comme toutes les familles régnantes du Golfe, les Sabah comprirent avec le premier contre-choc pétrolier que la manne ne serait pas éternelle. Mais, à l'opposé des autres pétromonarchies qui risquèrent le pari industriel, l'État koweïtien préféra placer les dividendes de la rente sur les marchés de Wall Street et de la City.

Contre-feux périlleux

Aussi immorale soit-elle, l'équipée de Saddam Hussein aura révélé que le roi était nu, que ni les Arabes ni l'Occident n'avaient tiré bénéfice du glissement vers le Golfe d'un centre de gravité jusqu'alors méditerranéen. Les 981 milliards de petrodollars des dix dernières années n'ont en fait profité à personne. Pas aux Arabes du Proche-Orient. Vivant en Egypte et au Levant, leur écrasante majorité n'en récupère que les reliefs dérisoires : une enveloppe pour le développement et l'effort de guerre contre l'ennemi sioniste, et surtout 7 à 8 milliards de dollars péniblement épargnés chaque année par leurs émigrés. Quant aux minorités autochtones, l'exode des rentiers désœuvrés du Koweït leur offre une piètre perspective d'avenir. Cela n'a pas profité à l'Occident non plus. Malgré un recyclage bénéfique des pétrodollars, il fut lui-même floué en se laissant entraîner dans l'escalade militaire. Afin de contenir la poussée iranienne, il a renforcé l'Irak. Contre ce dernier pays, il épaule maintenant l'Arabie. Jusqu'à quand devra-t-il allumer des contre-feux périlleux au lieu d'assainir le terrain ? En se penchant sur les cartes au début de ce siècle, les stratèges britanniques et français avaient eu au moins la clairvoyance de repérer en Méditerranée les véritables verrous du Golfe.

Il en va toujours de même. Mais là où l'on cherchait hier à occuper le terrain, et pour cela à découper, l'expérience contemporaine montre qu'il faut désormais développer. La guerre en Méditerranée avait donné la vedette au Golfe. C'est maintenant lui qui remet en selle les contentieux en Méditerranée. En l'an 2000, les pays qui bordent le pétrole arabe, vallée du Nil et croissant fertile, compteront 117 millions d'habitants. Ce seront eux les véritables partenaires. Il est temps de les aider à régler la succession du Grand Turc.

▶ Rafic Boustani, consultant international, a enseigné la démographie à l'université Saint-Joseph de Beyrouth ; Philippe Fargues est chargé d'enseignement à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Banlieues

Au secours, la France !

par Azouz Begag

POUR reprendre l'expression du maire de Vaulx-en-Velin, Maurice Charrier, *« il y a des cris qu'il faut savoir entendre »*. Le quartier du Mas-du-Taureau sera donc re-réhabilité. On recommencera les efforts qui ont été accomplis pendant dix ans par les acteurs locaux pour mettre un garrot à la dégradation endémique de ce quartier – de ces quartiers. On recommencera. Parce qu'il n'y a rien d'autre à faire. C'est l'unique constat auquel nous aboutissons tous ensemble aujourd'hui : élus locaux, nationaux, architectes, urbanistes, aménageurs, chercheurs, jeunes des quartiers, enseignants, travailleurs sociaux, habitants.

On recommencera. Parce qu'il faut que nous construisions ensemble une société d'êtres humains, à la française. Parfois, abattu par le contrecoup d'une nuit d'émeutes à Vaulx-en-Velin, j'ai l'angoisse que nous soyons irréversiblement entraînés par la tempête de la haine. Ceux qui jettent des pierres dans la nuit de leur désarroi en seraient les principales victimes. Les principales, pas les seules.

Nous sommes obligés d'entendre leurs cris qui déchirent ces nuits.

Malheureusement, dans nos quartiers, nous n'avons pas toutes les cartes en main pour recommencer d'une manière cohérente et crédible. Nous ne voulons pas reconstruire des fondations en plâtre dans le cratère du volcan. Les jeunes des banlieues ont besoin de vivre leurs dix-huit ans avec un travail, un salaire, une formation, des diplômes, une dignité, une police qui les comprenne, une justice qui soit justice pour tous ; un lycée dans la commune. Vaulx-en-Velin – à elle seule – ne peut assumer toutes ces exigences.

C'est là que le bât blesse. La France, celle des décisions politiques, n'« assure » pas. Elle n'a jamais « assuré » depuis le début de l'immigration maghrébine. Aujourd'hui, dans le camp de Bias, quelques centaines d'anciens harkis et leurs fils applaudissent les lanceurs de pierres de Vaulx-en-Velin. Ils se disent prêts à l'*« action directe »*.

Hier, dans le bus qui m'amenait au Mas-du-Taureau, des jeunes Français d'origine maghrébine sortis du lycée plaisantaient : *« Ta mère est allée faire la guerre, hier ? »* Il y a encore une petite énergie pour l'humour, la politesse du désespoir...

France, dépêche-toi, elle va s'éteindre. Entre-temps, nous, continuons de recommencer.

▶ Azouz Begag est chercheur et écrivain lyonnais.

BIBLIOGRAPHIE

La sagesse en cent mots

LES MOTS DE MA VIE
de Marcel Bleustein-Blanchet
Ed. Robert Laffont, 274 p., 90 francs.

IMAGINE-t-on Marcel Bleustein-Blanchet adepte de « l'écriture automatique » ? Difficile de voir en lui un disciple des surréalistes. Et pourtant... Jean Mauduit a eu l'idée de lui proposer de choisir cent mots dans un large fichier et de réagir tout à trac sur chacun d'eux. La tâche est moins impressionnante que de prendre la plume pour exposer sa philosophie de la vie. Et l'on arrive à peu près au même résultat. Avec peut-être cet avantage de faire jouer les réflexes, les associations d'idées plongeant dans l'inconscient et d'étaler ainsi des cartes non biseautées.

A travers ses réactions, ce qui frappe est la grande sagesse de l'homme. Pas tant une sagesse qui serait née de la brillante carrière du créateur de Publicis, mais celle qui lui vient de *« l'université du trottoir »*. A plusieurs reprises, l'auteur insiste sur les leçons qu'il a puisées chez ses parents certes – et surtout chez sa mère, – mais aussi sur des conversations qu'il avait, étant enfant, avec les gens de Montmartre. *« Mes professeurs étaient le marchand des quatre-saisons, la crémière, le balayeur, le sergent de ville. »*

En un temps où les repères se volatilisent, la réhabilitation de valeurs traditionnelles par un personnage-symbole de la réussite est une leçon de vie qui vaut plus que tous les sermons. Dignité, courage, pudeur, charité, vocation, rigueur, pureté, pardon, honneur, estime, fidélité, tous ces mots sont là accueillis avec faveur. Jamais pourtant une impression de moralisme racorni. *« Y a d'la joie »* comme on chantait jadis, dans ce livre ouvert aussi aux vocables « flirt », « jouissance » et surtout « bonheur », que Marcel Bleustein-Blanchet fait jaillir de la *« faculté d'émerveillement »*. « Dieu » n'est pas loin non plus : *« Ma raison vacille (mais) mon cœur n'hésite pas... (Et) mon cœur parle beaucoup plus fort que ma tête. »*

Un ouvrage tonique s'il en est, et de style aéré.

PIERRE DROUIN

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

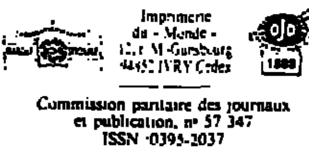
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.



Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 347
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

LA CRISE DU GOLFE

Désapprobation et embarras chez les conservateurs britanniques

M. Heath, ancien premier ministre, va se rendre à Bagdad pour rencontrer M. Saddam Hussein

L'ancien premier ministre conservateur Edward Heath a annoncé à Bournemouth son intention de se rendre à Bagdad en « mission humanitaire » pour y rencontrer M. Saddam Hussein. Une initiative qui suscite la colère de Mme Thatcher et choque profondément les députés de base de son parti.

BOURNEMOUTH

de notre envoyé spécial

Mme Thatcher devait réaffirmer avec force, vendredi 12 octobre, sa détermination à envisager si nécessaire, dans les semaines qui viennent, une action militaire concertée dans le Golfe. Elle fera *« le point »* sur l'opportunité d'une telle action, avant la fin de l'année, avec ses *« alliés »*, les Etats-Unis surtout, mais aussi la France.

La « Dame de fer » devait donc maintenir une ligne très ferme contre l'Irak lors de son grand discours de politique générale clôturant le congrès annuel du Parti conservateur réuni à Bournemouth, station balnéaire du sud de l'Angleterre.

Mme Thatcher n'est pas amusée par la nouvelle incartade de M. Heath. Elle est même franchement en colère. « Ted » a réussi une fois encore à bouleverser le bel arrangement d'un congrès tory. Il a même quasiment ravi la vedette au premier ministre. A soixante-quatorze ans, M. Heath part pour une navigation solitaire sans même avoir pris la peine de consulter l'actuelle locataire du 10 Downing Street. Il a seulement *« informé »* le Foreign Office de son plan de route avant, d'ailleurs, que Bagdad ne demande un report d'une semaine de son voyage. Finalement, il doit s'envoler vendredi prochain pour Amman et a pris rendez-vous, par l'intermédiaire de l'ambassade d'Irak à Londres, avec M. Saddam Hussein qui doit le recevoir le 21 octobre à Bagdad.

M. Heath, qui assistait aux travaux du congrès de Bournemouth, a profondément choqué – ce dont il n'a cure – les délégués de base qui se sont succédé jeudi à la tribune pour le débat de politique étrangère. C'était à qui lancerait la diatribe la plus enflammée contre M. Saddam Hussein.

Et le ministre koweïtien des finances en exil, Cheikh Ali Khalifa El Sabah, qui appartient à la famille régnante, a eu droit à une ovation prolongée et à des sourires appuyés de Mme Thatcher lorsqu'il a été invité à prononcer quelques mots. *(Lire page 27 un entretien avec le ministre koweïtien.)*

Il fallait donc un certain estomac à M. Heath pour se précipiter, à peine le débat terminé, dans un bar voisin pour y annoncer son projet aux journalistes. Sans jamais se démonter devant des questions parfois insolentes, « Ted » se défend de vouloir faire de la politique, ou même de la diplomatie. Il entend se cantonner à une mission purement *« humanitaire »*. Il ne pouvait pas *« refuser »* d'aider les familles d'otages – dont certains sont apparemment à l'article de la mort – qui lui ont expressément demandé d'intervenir. Il espère obtenir la libération immédiate d'un nombre indéterminé de Britanniques âgés ou malades. Les chiffres varient, selon le Foreign Office, entre quarante et soixante-dix.

M. Hurd : « ni compromis ni négociation »

Les diplomates ont tenté de faire bon visage. *« M. Heath se rend à Bagdad à sa seule initiative. Nous lui souhaitons bien du succès »*, a déclaré M. William Waldegrave, l'un des adjoints du ministre des affaires étrangères, M. Douglas Hurd. Ce dernier est dans une position très délicate. Il est en effet l'ancien secrétaire particulier de M. Heath et a été l'un de ses principaux conseillers lorsqu'il était au pouvoir. Il lui doit sa carrière et lui est resté fidèle. Libéral et pro-européen, il appartient d'ailleurs à l'aile gauche du parti, politiquement proche des idées de M. Heath, ce qui ne facilite pas ses rapports avec Mme Thatcher. Aux yeux de celle-ci, M. Heath symbolise le *« libéralisme mou »* le plus exécrable.

M. Hurd a eu le courage, alors qu'il savait ce que M. Heath allait annoncer, de dire à la tribune qu'il ne pouvait *« oublier le sort de mille citoyens britanniques, ou davantage, qui se trouvent encore au Koweït ou en Irak »* et qu'il *« travaillerait sans relâche pour assurer leur retour sains et saufs »*. Mais le secrétaire au Foreign Office a surtout répété la ligne officielle. Il a affirmé qu'il ne pouvait y avoir ni compromis ni négociation avec l'Irak tant que ce pays ne se serait pas retiré du Koweït, que la famille Sabah n'aurait pas été rétablie au pouvoir et tous les otages libérés. Si ces conditions ne sont pas réunies *« par des moyens pacifiques »*, il faudra passer *« à l'action militaire »*, a conclu M. Hurd.

DOMINIQUE DHOMBRES

M. Chirac reçu par M. Mitterrand

M. Jacques Chirac, après avoir été reçu pendant cinquante minutes, vendredi matin 12 octobre, au palais de l'Elysée par M. François Mitterrand pour évoquer la politique française dans le Golfe, a rendu compte de son entretien au bureau politique du RPR, puis il a fait une déclaration à la presse. M. Chirac a déclaré : *« M. Mitterrand m'a indiqué qu'il n'avait pas changé de stratégie ; que nous restions dans une stratégie de blocus, que les troupes françaises, renforcées à la suite de l'offensive dont nous avions été victimes, restaient sous commandement français, que les autorités françaises conservaient leur autonomie complète de décision et que notre politique continuait à se situer strictement dans le cadre des décisions du conseil de sécurité des Nations unies. »* L'ancien premier ministre a ajouté : *« Si telle est bien la position de la France, j'en prends acte ; j'ai toutefois fait remarquer à M. Mitterrand que cette position serait très difficile à tenir en cas d'un déclenchement des hostilités que nous n'aurions pas décidé nous-mêmes. »*

M. Chirac a ensuite rappelé les propositions qu'il a déjà formulées pour un règlement des problèmes du Proche-Orient après *« le retour à une situation de droit »*. Il a ajouté : *« A partir de là, une négociation devrait s'ouvrir, portant sur le contentieux entre l'Irak et le Koweït, sur les dettes irakiennes et sur la création d'un fonds de développement économique régional alimenté par les bénéfices pétroliers. Ces questions devraient être traitées par l'ensemble des nations arabes sous l'égide des Nations unies. Enfin, ces conditions préalables étant remplies, la France devrait prendre l'initiative d'une conférence internationale pour examiner l'ensemble des problèmes de la région. »*

A. P.

M. Chevènement : « La France n'a pas de moyens militaires infinis »

« La France n'a pas de moyens militaires infinis », a expliqué le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, à des journalistes qui l'accompagnaient, jeudi 11 octobre, pendant sa visite de l'Ecole de Saint-Cyr à Guer (Morbihan) et qui l'avaient interrogé sur des propos tenus la veille sur RFI par le chef d'état-major des armées. Le général Maurice Schmitt avait affirmé que *« la France est un peu à la limite »* de ses capacités en Arabie saoudite, compte tenu de la dispersion de ses garnisons, qui pose des problèmes militaires.

Il avait aussitôt ajouté à propos du déploiement de l'opération « Daguet », qui est réalisé à 90 % : *« Pour le moment, nous faisons face. »* Si *« limite »* il y a, elle ne concerne pas la *« capacité de projection »* des forces françaises, mais les problèmes liés à la logistique, aux transmissions et au coût final d'un dispositif réparti en de nombreux sites, en particulier à Yanbu (la base arrière), Ryad (le PC) et les infrastructures terrestres et aériennes d'Hafar-al-Batin (où stationnent les blindés et les hélicoptères) et de Yufuf (où sont basés les Mirage). Evoquant l'embargo, auquel participe la marine nationale, il a estimé : *« Il faudra de la patience. Nous avons les moyens de durer. La relève des forces devrait intervenir dans quatre à six mois. »*

M. Chevènement a confirmé le point de vue du chef d'état-major des armées, en considérant que *« la France n'a pas des moyens militaires infinis »*, notamment pour ce qui concerne les capacités de transport militaire *(le Monde* du 23 mai), la défense sol-air et les moyens de renseignement ou d'observation. Il a rappelé, à cette occasion, que l'armée de l'air avait été autorisée à acquérir deux avions-cargos C-130 Hercules supplémentaires aux Etats-Unis *(le Monde* du 14 septembre), qui s'ajouteront aux dix qu'elle possède déjà.

A la fin de la semaine, le ministre de la défense, accompagné du général Gilbert Forray, chef d'état-major de l'armée de terre, et du général Jean Fleury, chef d'état-major de l'armée de l'air, se rendra en Arabie saoudite pour étudier sur place le fonctionnement du dispositif « Daguet », qui mobilise à ce jour près de 5 000 hommes (4 000 dans la brigade blindée et héliportée, 200 dans les moyens dits d'éclairage et de renseignement, et 700 au service des avions de combat).

Enfin, la marine nationale a envoyé l'escorteur d'escadre *Du-Chayla dans le Golfe*, pour participer au contrôle de l'embargo décrété par l'ONU. Ce bâtiment renforcera le groupe actuellement sur zone, composé de la frégate *Dupleix* et de la frégate *Montcalm* (qui sera relevée par le *La Motte-Piquet*).

Quatre otages britanniques seraient autorisés à quitter l'Irak

L'Irak a accepté de libérer quatre Britanniques malades ou âgés retenus en otages à Bagdad, a annoncé jeudi 11 octobre le chanteur Cat Stevens, devenu Yusuf Islam depuis qu'il s'est converti à la religion musulmane.

M. Islam, qui se trouve à Bagdad depuis environ un mois, a précisé qu'il rentrerait en Grande-Bretagne à la fin de la semaine avec ces quatre personnes qui seraient les premiers otages britanniques, de sexe masculin, autorisés à quitter l'Irak depuis l'invasion du Koweït.

A Koweït, deux de leurs compatriotes ont été emmenés de force dans un hôtel. Les deux hommes seront vraisemblablement conduits en Irak, où quelque deux cent quatre-vingts Britanniques sont retenus en otage.

Les Etats-Unis ont conseillé jeudi à leurs ressortissants au Koweït et en Irak, par la voix de la Radio Voice of America, de se montrer discrets et prudents. Cette mise en garde est intervenue peu après une déclaration de Mme Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat, accusant les autorités irakiennes d'avoir accablé de tracasseries les trois cent vingt et une personnes évacuées la veille de Koweït *(le Monde* du 12 octobre) et d'avoir appréhendé douze candidats au départ. Le comportement des autorités irakiennes a été *« tout simplement scandaleux »*, a affirmé Mme Tutwiler. Les Irakiens ont, selon elle, transformé un voyage de trois heures de Koweït à la ville irakienne de Bassorah en *« un supplice de dix heures »*. Le porte-parole a également déclaré que l'Irak n'était plus prêt à libérer les hommes américains de plus de cinquante-cinq ans, contrairement à ce que laissaient entendre des déclarations antérieures.

Par ailleurs, les deux derniers diplomates belges en poste à Koweït, ainsi que l'ambassadeur des Pays-Bas, ont quitté leur ambassade jeudi pour Bagdad.

Enfin, New-Delhi a annoncé que la totalité des ressortissants indiens souhaitant quitter la région, soit cent quarante mille personnes avaient été rapatriés. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Deux cent cinquante huit Soviétiques ont quitté Bagdad.** – A bord d'un avion spécial de l'Aeroflot, deux cent cinquante-huit ressortissants soviétiques ont quitté Bagdad, vendredi 12 octobre, à destination de Moscou. Il s'agit du deuxième groupe évacué depuis l'accord intervenu la semaine dernière entre l'émissaire soviétique Evgueni Primakov et les autorités irakiennes sur le rapatriement de mille cinq cents Soviétiques. – *(AFP.)*

Par l'intermédiaire d'Israël

Le Chili vendrait des bombes à l'Ethiopie après en avoir fourni à l'Irak

SANTIAGO

de notre correspondant

M. Carlos Cardoen était déjà le marchand de canons attitré de Saddam Hussein, grâce à qui il est devenu l'un des plus riches brasseurs d'affaires du Chili *(le Monde* du 11 août). Il est aussi le fournisseur de bombes du régime éthiopien, affirme le quotidien démocrate-chrétien *La Epoca* du 7 octobre, qui révèle – sans être démenti – que l'intermédiaire de cette transaction n'est autre que... le gouvernement israélien.

Comme les autorités de Washington ne manifestent pas de tendresse particulière pour le gouvernement « marxiste-léniniste » d'Addis-Abeba, elles voient d'un mauvais œil Israël occuper la place laissée vacante par le retrait soviétique dans la région. On estime à deux cents le nombre de conseillers militaires israéliens en Ethiopie. Ils sont là pour aider le colonel Mengistu contre les rebelles érythréens, lesquels sont appuyés par les pays arabes. Le but serait de freiner la poussée islamique dans la Corne de l'Afrique. Pour dissimuler l'ampleur croissante de son engagement, Jérusalem n'a pas hésité à passer commande à un homme-lige de Bagdad.

Amorcé en septembre 1989 avec l'autorisation du général Pinochet, pourtant pourfendeur du communisme international, l'approvisionnement de l'Ethiopie en bombes chiliennes s'est poursuivi après l'entrée en fonctions du président Aylwin. Le soutien financier accordé par M. Cardoen à la campagne électorale des partis de la Concertation pour la démocratie, aujourd'hui au pouvoir, explique peut-être la mansuétude des autorités.

Depuis le début de la crise du Golfe, les difficultés s'accumulent pour M. Cardoen. Déjà, la presse du Royaume-Uni le soupçonne de ne pas être étranger à la mort mystérieuse de Jonathan Moyle, journaliste britannique retrouvé pendu dans une chambre d'hôtel de Santiago le 31 mars dernier. Lors de son séjour au Chili, Moyle s'était particulièrement intéressé aux affaires irakiennes de l'industriel.

Les journaux d'outre-Manche lui reprochent maintenant de fabriquer les composants les plus simples des mines sous-marines Stonefish, sans avoir obtenu de licence de la compagnie anglaise Marconi Underwater Systems, qui les a mises au point. L'entreprise chilienne livrerait les pièces à l'Irak, où les mines seraient assemblées et dotées d'un système de détection électronique d'origine sud-africaine.

D'autre part, des travailleurs récemment licenciés des usines du groupe ont révélé que la production de bombes destinées à l'Irak s'était accrue dans les mois précédant l'invasion du Koweït : une cinquantaine d'ouvriers, travaillant en deux équipes vingt-quatre heures sur vingt-quatre, avaient été embauchés en juin dernier. Ils ont été mis à pied après que le Chili eut décidé d'appliquer l'embargo total sur les exportations à l'Irak. M. Cardoen prétendait pourtant avoir cessé il y a belle lurette de fabriquer du matériel militaire pour Bagdad.

Autre difficulté plus terre à terre pour M. Cardoen : un Libanais résidant en Floride, M. Nasser Beydoun, vient de l'assigner devant les tribunaux de Miami. Il lui réclame une commission – impayée – d'environ 30 millions de dollars, pour ses services d'intermédiaire dans les ventes de bombes non seulement à l'Irak, mais aussi à la Libye. Décidément, le régime du général Pinochet avait l'esprit large.

GILLES BAUDIN

□ **Le Portugal reconnait avoir vendu de l'uranium à l'Irak.** – Le gouvernement portugais a confirmé, mercredi 10 octobre, les informations parues dans la presse espagnole révélant la vente d'importantes quantités d'uranium à l'Irak. Selon un document officiel, 252 tonnes d'uranium concentré, sous forme d'oxyde d'uranium, ont été livrées à la Commission irakienne de l'énergie atomique entre 1980 et 1982. Ce matériau aurait pu être utilisé par le régime de Saddam Hussein pour produire des armes nucléaires ; il ne s'agissait pourtant pas d'uranium hautement enrichi. Le ministère de l'industrie et de l'énergie à Lisbonne affirme que plus aucune vente n'a eu lieu après 1983. – *(AP.)*

Les Eglises de France lancent des appels à la paix

Le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, vient d'adresser un message à MM. Mitterrand et Rocard à propos de la situation dans le Golfe, ainsi qu'une lettre à toutes les paroisses protestantes : *« La bonne nouvelle de Jésus-Christ nous affranchit de toute résignation aux logiques et aux fatalités de la guerre ou des rapports de dépendance et de domination entre individus, ethnies ou nations,* écrit le pasteur Stewart.

» Nous crions notre inquiétude devant l'engrenage des mépris, des défis et des violences qui menacent les pays du Proche-Orient. Nous crions notre crainte devant une certaine fièvre de guerre qui gagne les médias et les cœurs.

» Mais nous affirmons aussi dans cette même prière notre confiance dans la puissance de la grâce, qui nous rend capables (...) de nouvelles forces pour servir désormais l'« engrenage » de la paix, dans la justice. »

Par ailleurs, le cardinal Decourtray et Mgr Duval, président et vice-président de la conférence des évêques de France, ont lancé, jeudi 11 octobre, l'appel suivant :

« Dans le Moyen-Orient, la violence tue, les menaces de guerre ne s'éloignent pas. Nous invitons tous les catholiques à ne pas relâcher leurs efforts de prières pour la paix. »

□ **Bonn rejette une demande saoudienne d'aide militaire.** – Le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud El Fayçal, a demandé, jeudi 11 octobre à Bonn, une aide militaire à l'Allemagne, mais s'est heurté au refus du gouvernement de Bonn qui ne veut pas autoriser, pour l'instant, des livraisons d'armes à un pays formellement en guerre contre Israël. Le gouvernement allemand *« n'envisage pas, à l'heure actuelle, de donner son accord concret à l'Arabie saoudite »*, a déclaré le ministre de la défense, M. Gerhard Stoltenberg. – *(AFP.)*

Une radio pour les GI's

« Good morning, Saudi Arabia ! »

C'est par un vibrant *« Gooood... morning, Saudi Arabia ! »* que la radio militaire américaine destinée aux troupes stationnées en Arabie soudite a inauguré cette semaine ses émissions. Diffusant vingt-quatre heures sur vingt-quatre en modulation de fréquence, cette radio est la dernière en date des tentatives destinées à distraire les soldats dont l'ennemi mortel, à part la chaleur, les serpents et les scorpions, est l'ennui. L'adjudant-chef Rich Yanku, en lançant ce retentissant *« Gooood morning »*, a rendu hommage au film américain *Good Morning Vietnam*, où l'acteur Robin Williams interprétait un tonitruant *disc jockey* militaire, pendant la guerre du Vietnam.

La station, qui émet d'un studio situé sur une base militaire, diffuse de la musique, des retransmissions en direct d'événements sportifs américains et des bulletins d'information destinés spécialement aux troupes déployées dans le Golfe. Le sergent Haynes a indiqué que la nouvelle station avait démarré sans incident majeur, mais, dit-il, *« les platines-laser (tourne-disques) commencent à lâcher à cause de la chaleur »*. Jusqu'à présent, une des seules radios sur laquelle pouvaient se brancher les GI dans le désert était celle de *« Baghdad Rose »*, surnom donné à la présentatrice des émissions de propagande en langue anglaise de la radio officielle irakienne – autre référence à la guerre du Vietnam, la *« Saïgon rose »* étant une forme particulièrement virulente de blennorragie. – *(AFP.)*

L'aviation américaine a suspendu ses vols pendant vingt-quatre heures

L'armée de l'air américaine a interrompu pendant vingt-quatre heures, à compter de mercredi 10 octobre à midi, ses vols d'entraînement en Arabie saoudite et dans le Golfe, afin d'examiner avec les pilotes les causes d'une série d'accidents.

« L'armée de l'air a décidé une suspension des vols pour un jour afin d'avoir avec les pilotes des réunions sur la sécurité et d'examiner ce qu'ils doivent faire pour voler de manière plus sûre », a déclaré le porte-parole du département de la défense, M. Pete Williams.

Un chasseur-bombardier F-111 s'était écrasé mercredi lors d'une mission d'entraînement en Arabie saoudite. Les deux pilotes avaient trouvé la mort dans l'accident, ce qui portait à vingt-quatre, selon des chiffres officiels, le nombre des militaires américains tués depuis le début de l'opération « Bouclier du désert ». Lundi, deux pilotes étaient morts dans l'accident d'un Phantom F-4 en Arabie, quelques heures seulement après la disparition de deux hélicoptères au-dessus du golfe d'Oman. Les huit militaires qui se trouvaient à bord de ces appareils sont présumés morts. *(AFP.)*

□ **Les représentants des groupes parlementaires à Matignon.** – M. Michel Rocard a reçu, jeudi 11 octobre, les représentants des groupes parlementaires pour les informer de la situation dans le Golfe. Au cours cette septième rencontre, qui a porté sur les derniers développements de la crise et sur les événements de Jérusalem, M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a évoqué l'aide apportée par le gouvernement aux salariés des petites et moyennes entreprises retenus en Irak.

□ **Délégations parlementaires.** M. Michel Vauzelle (PS), président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a annoncé, jeudi 11 octobre, l'envoi de délégations de députés dans huit capitales de pays de la région du Golfe : Iran, Emirats, Arabie saoudite, Oman, Yémen, Egypte, Syrie et Jordanie.

PROCHE-ORIENT

Les condamnations d'Israël se multiplient dans le monde

Le président George Bush a téléphoné jeudi 11 octobre au président François Mitterrand pour tenter d'obtenir le soutien de la France au projet américain de résolution condamnant Israël après la fusillade de lundi à Jérusalem, écrit vendredi le *New York Times*.

M. Bush a souligné que la coalition d'Etats occidentaux et arabes contre l'Irak serait fortement affectée si les Etats-Unis devaient opposer leur veto à une autre résolution présentée au Conseil de sécurité par les non-alignés au nom de l'Organisation de libération de la Palestine, écrit le journal, en citant des responsable américains. Selon ces responsables, le chef de l'Etat français a promis d'étudier les préoccupations du président Bush, mais il n'a pris aucun engagement précis.

La France s'est déclarée prête à voter la résolution des non-alignés, mais elle cherche à mettre au point un texte de compromis avec les autres membres du Conseil de sécurité. La résolution des non-alignés critique également Israël mais en des termes moins nuancés et, à la différence de celle des Etats-Unis, elle demande que le Conseil de sécurité envoie dans les territoires occupés une mission chargée de faire des recommandations *« sur les moyens d'assurer la sécurité et la protection des civils palestiniens »*.

Consensus sur une mission d'enquête

Tandis qu'à l'ONU les membres du Conseil de sécurité s'apprétaient vendredi à reprendre leurs débats interrompus la veille, pour parvenir à un consensus sur l'envoi d'une mission d'enquête en Israël après la tuerie de lundi dernier, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Chara, a réclamé la condamnation d'Israël par le Conseil de sécurité. En outre, dans un communiqué diffusé par l'agence Sana, il a demandé la réunion d'une conférence internationale pour régler le conflit israélo-arabe.

De son côté le Conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris pour sa session d'automne, a condamné jeudi vigoureusement l'emploi d'une *« force excessive »* par Israël au cours des sanglants incidents de lundi dernier à Jérusalem.

Par ailleurs, à la demande de tous les groupes politiques, à l'exception des libéraux, des représentants du RPR et de l'extrême droite, le Parlement européen, a condamné vigoureusement jeudi la réaction israélienne. Pour la grande majorité de l'Assemblée, *« ce nouveau massacre est dû aux provocations des extrémistes juifs et à la politique de répression systématique à l'égard du peuple palestinien »*.

La sévérité avec laquelle les députés de la CEE ont réagi à la tuerie va, nous signale notre correspondant aux Communautés européennes, jusqu'à traiter Israël de *« puissance occupante »* dont les méthodes de maintien de l'ordre *« attisent la spirale de la violence sans qu'aucune voie ne s'ouvre en vue d'une solution pacifique »*.

Soucieux d'éviter l'amalgame le Parlement souligne que le massacre de Jérusalem doit être évalué séparément de la crise du Golfe. A cette fin, il est favorable à l'envoi d'une mission internationale d'enquête en Israël et demande la désignation d'un représentant permanent de la CEE dans les territoires occupés.

Enfin, l'Union soviétique a demandé jeudi, en marge des discussions sur Israël, une réunion des chefs des armées des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, consacrée à la crise du Golfe. Cette réunion, a précisé le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Vladimir Petrovsky, pourrait se tenir très rapidement dans le cadre du comité d'état-major militaire des Nations unies, comité tombé en désuétude depuis la fin de la guerre froide.

□ **Manifestation d'extrême gauche pour les Palestiniens.** – A l'appel, notamment, de formations trotskistes, la Ligue communiste révolutionnaire de M. Alain Krivine et Lutte ouvrière de Mme Arlette Laguiller, et d'organisations de défense des immigrés, une manifestion devait être organisée, vendredi 12 octobre à 18 h 30, de la place de la Bastille à la place de la République à Paris, en signe de *« solidarité »* avec les Palestiniens et contre les *« massacres »* en Israël.

Après la tuerie de l'esplanade des Mosquées

Jérusalem plus que jamais divisée

Deux mondes se côtoient de manière surréaliste. Au mieux, c'est l'indifférence, mais le plus souvent les regards sont chargés d'un mélange de peur et de haine

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le jeune Palestinien a été conduit sur une terrasse dominant le mur des Lamentations, tête baissée, mains liées derrière le dos, entouré d'une demi-douzaine de gardes-frontières, fusil M-16 en bandoulière. Un peu plus haut déambule un groupe de touristes, Israéliens et étrangers. Le long du mur, des centaines de juifs religieux, redingote noire, châle blanc sur les épaules, psalmodient en chœur : c'est la journée de la « fête de la Torah », qui vient conclure la semaine liturgique de Sukkot.

Il est 11 h 30, jeudi 11 octobre, et la scène témoigne de l'atmosphère à Jérusalem. Deux mondes se côtoient de manière quasi surréaliste. Lundi dernier, au plus fort des affrontements, il suffisait de franchir l'invisible mais ô combien tangible « ligne verte » (la frontière d'avant 1967) pour mesurer tout ce que le terme de « réunification » – leitmotiv du discours officiel israélien – a de parfaitement fictif (1).

Alors que le secteur oriental, résonnant de détonations, sillonné d'ambulances et de véhicules de l'armée, donnait l'impression d'être en état de guerre, l'ouest – israélien – faisait la fête : cette fois, c'était la journée dite de *« la marche de Jérusalem »*, où délégations locales et étrangères viennent en cortège, avec majorettes et flonflons, manifester leur *« attachement à la capitale d'Israël »*...

Dans la vieille ville, à l'intérieur de ces murailles qui n'ont pas suffisamment laissé passer les vents de la laïcité, la coexistence est plus conflictuelle. Au mieux, c'est l'indifférence ; le plus souvent, comme ces jours-ci, les regards sont chargés d'un mélange de peur et de haine, inépuisable « carburant » du conflit. Dans les ruelles du quartier musulman, quelques yeshivas, écoles orthodoxes juives, ont cru bon d'installer leurs locaux le plus près possible des entrées de l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'islam et théâtre de la tuerie du début de la semaine.

Ce jeudi matin, alors que la population du quartier musulman observe encore le deuil du « lundi noir », un groupe d'orthodoxes chante et danse bruyamment, le Colt à la ceinture. La volonté qui l'anime est claire : il s'agit de défier – de provoquer ? – d'affirmer que rien, pas même le deuil de l'« autre », ne saurait empêcher leur présence en ces lieux. Teddy Kollek, le maire de la ville, a dit de ces groupes ultra-nationalistes, souvent tout droit venus de Brooklyn, qu'ils faisaient partie *« des faux messies qui ont toujours suscité des catastrophes au sein du peuple juif »*. Encore en état de choc, les Palestiniens regardent, sans un mot, dos appuyé au mur ; *« Saddam nous vengera »*, ont chuchoté les gosses.

Odeur âcre de gaz lacrymogène : la police vient de disperser une centaine de manifestants qui voulaient se rendre en cortège du Saint-Sépulcre à l'esplanade des Mosquées ; c'est là qu'un Palestinien sera arrêté.

Tirs d'hélicoptères contre jets de pierre

Les accès à l'esplanade sont soigneusement filtrés ; tout adulte doit laisser sa carte d'identité à l'entrée, inscrire son nom sur un registre tenu par la police.

Dans un local adjacent, M. Anouar Khatib, vice-président du Conseil supérieur islamique, organisme de tutelle de l'esplanade des Mosquées, donne sa version de ce qui s'est passé *« le lundi du massacre »*. *« Oui »*, il y avait eu mobilisation les jours précédents sur le thème de la défense du haram (l'esplanade), *« menacé par le groupe des Fidèles du mont du Temple »* : chaque année, ces ultra-nationalistes veulent monter en fanfare sur l'esplanade et y poser *« la première pierre du troisième Temple »*.

« Non, il n'y a pas eu attaque préméditée contre les juifs qui priaient au mur des Lamentations », dit-il encore, mais des jets de pierres dans toutes les directions lors des affrontements avec les forces de sécurité. Selon M. Khatib, des slogans – *« Allah est grand »* – ont été scandés par les musulmans réunis sur le haram lorsque le groupe des Fidèles, mené par leur chef, M. Gershom Solomon, s'est approché de la porte des Maghrébins, un des accès à l'esplanade.

La police a tiré des grenades lacrymogènes sur le haram, déclenchant jets de pierres et affrontements avec les milliers de Palestiniens sur place (à ce moment, il n'y aurait eu que quarante-cinq policiers en service).

Toujours selon M. Anouar Khatib, les premiers coups de feu ont été tirés depuis un hélicoptère de la police qui survolait l'esplanade ; ce fut le début d'une fusillade qui dura près de trente minutes. Les médecins de l'hopital Makassed ont expliqué que plusieurs blessés avaient été atteints par des balles tirées *« d'en haut »*, que de nombreux autres manifestants ont été touchés dans le dos, qu'une cinquantaine de personnes seulement portaient des blessures faites par des balles en plastique – toutes les autres victimes ayant été blessées ou tuées par des munitions de guerre.

M. Khatib dénonce *« un massacre délibéré »*. Les autorités israéliennes disent avoir eu affaire à une émeute soigneusement organisée (*le Monde* des 11 et 12 octobre). Elles font valoir que M. Solomon, le chef des Fidèles, ne se trouvait déjà plus à la porte des Maghrébins au début des affrontements.

Politiquement, peu importe. Dans la mémoire collective des Palestiniens, ce sera, pour toujours, *« le jour du massacre sur le haram »* et dans celle de nombreux Israéliens *« celui où l'on a attaqué les juifs au mur »*.

ALAIN FRACHON

(1) Au dernier recensement, la ville comptait 354 000 Israéliens et 139 000 Palestiniens.

Le général Aoun cerné par les Syriens

Suite de la première page

Le général prend la menace au sérieux, alors que, fort d'une popularité en partie retrouvée depuis deux semaines que son réduit est soumis à un blocus de la part du gouvernement légal, il affichait jusque-là beaucoup d'assurance. *« La Syrie ne bougera pas »*, disait-il. Aujourd'hui, il appelle le peuple à la mobilisation : *« Je suis prêt à me défendre et ne me rends pas facilement. Je propose des élections libres, on me répond par le canon. »* Les cloches des églises ont sonné dans le réduit aouniste, vendredi à l'aube, et le comité s'occupant de la mobilisation populaire dans ce secteur a demandé aux habitants de se réunir vendredi autour du palais de Baabda, ce qui ferait un « bouclier humain » en cas d'attaque ou de bombardement.

Intervention française ?

Selon les médias locaux, l'ambassadeur de France, M. René Ala, qui continue contre vents et marées de tenter de conjurer le sort et d'éviter la bataille vers laquelle on paraît se diriger inexorablement, aurait demandé au général Aoun de livrer Baabda. Celui-ci aurait refusé. Il a, en tout cas, démenti l'intervention de l'ambassadeur français. Mais si l'information était exacte, elle donnerait quelque consistance à l'hypothèse évoquée à Beyrouth d'un repli du général Aoun sur une partie de son minuscule territoire, le Metn-nord, après avoir abandonné l'autre partie – le Metn-sud, – celle incluant le palais présidentiel et le ministère de la défense. Il se serait aménagé un QG de secours dans le quartier de Fanar. Hypothèse séduisante dans la mesure où elle suppose la survie du général, notamment face aux Forces libanaises – ce qui est l'une des préoccupations de Damas, – mais le laisserait très affaibli. Cette solution aurait également pour effet de restituer à la « légalité » ses principaux attributs : présidence et défense. Hypothèse peu réaliste, néanmoins, au vu des positions du général et de ses ennemis.

Le branle-bas militaire apparaît, quoi qu'il en soit, comme un dernier avertissement au général Aoun plutôt que comme le prélude immédiat à un assaut. Si ce dernier continue à parier sur l'immobilisme des Syriens, ceux-ci lui signifient clairement que c'est un faux calcul. Ils le font après que le président de l'Assemblée nationale libanaise, M. Hussein Husseini, se fut rendu à Damas pour renouveler expressément la demande d'aide des autorités libanaises.

Toutefois, avant l'éventuel assaut, il faudra encore que deux conditions soient réunies : un appel solennel et public du président et du gouvernement libanais ; sans doute aussi l'assurance qu'Israël n'exploitera pas la situation pour brouiller toutes les cartes. On note que le vice-président syrien, M. Khaddam, a convoqué les ambassadeurs américain et français à Damas juste avant que l'armée syrienne fasse mouvement vers le réduit du général Aoun ; pour les en informer très certainement, mais ne serait-ce pas aussi pour obtenir l'assurance que la « ligne rouge » israélienne relative à l'utilisation de l'aviation syrienne soit levée ponctuellement ? On spécule à ce sujet à Beyrouth où l'on retient son souffle, toutes régions confondues, dans l'attente des événements.

LUCIEN GEORGE

IRAN

L'élection de l'Assemblée des experts est un succès pour M. Rafsandjani

Les résultats de l'élection de lundi pour le renouvellement de l'Assemblée des experts, annoncés jeudi 11 octobre de source officielle iranienne, confirment la victoire des pragmatistes. Le président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani a ainsi réussi à consolider ses positions en arrivant en tête à Téhéran, devant le fils du défunt imam, M. Ahmad Khomeiny.

Ce scrutin, précédé par une retentissante épreuve de force entre la fraction radicale et la fraction pragmatiste du régime islamique (*le Monde* du 11 octobre), a été marqué par une faible participation. Le résultat pourrait permettre à M. Rafsandjani, vice-président de l'Assemblée sortante, d'étendre son pouvoir en devenant président de la nouvelle Assemblée des experts, qui a la charge cruciale de désigner et, éventuellement, de révoquer le guide de la révolution, autorité suprême et pivot du système islamique.

L'ayatollah Ali Mechkini, président de l'Assemblée sortante, qui avait désigné M. Ali Khamenei pour succéder à l'imam Khomeiny comme guide de la révolution au lendemain de sa mort, vient en troisième position, devant l'ayatollah Mohammad Emami Kachani, membre du conseil de surveillance, et l'ayatollah Mohammad Yazdi, chef du pouvoir judiciaire. Tous étaient sur la même liste, soutenue par des organisations modérées du clergé chiite. Les candidatures de plusieurs figures de proue de la tendance dure, dont son leader Ali Akbar Mohtachémi et le président du Parlement Mehdi Karoubi, avaient été rejetées par le conseil de surveillance des élections. – *(AFP.)*

ÉGYPTE

Le président Moubarak réclame l'envoi d'une force internationale

LE CAIRE
de notre correspondant

Le président Hosni Moubarak a réclamé l'envoi d'une force internationale à Jérusalem. Il a ajouté, dans une déclaration à la presse, jeudi 11 octobre, que la mission d'une telle force serait *« de défendre la vie des Palestiniens »*.

Le raïs, qui commentait la fusillade de Jérusalem, s'est déclaré *« profondément attristé »* par cette tuerie et a accusé le gouvernement israélien d'être *« incapable de défendre les lieux saints »*. Le ministère égyptien des affaires étrangères a, pour sa part, convoqué jeudi le chargé d'affaires israélien, M. Eli Shaked, pour lui transmettre *« la ferme condamnation de la fusillade »*.

Le président égyptien s'est enfin prononcé contre l'établissement d'un lien entre le problème palestinien et la crise du Golfe. *« Le problème palestinien résulte d'un conflit entre Arabes et Israéliens, alors que la crise du Golfe est un problème inter-arabe. Si nous liions les deux questions, cela signifierait que nous ne voulons en régler aucune. »*

A. B.

AFRIQUE

RWANDA : plusieurs centaines de « rebelles en civil » tués par l'armée

Bruxelles et Washington prennent leurs distances vis-à-vis de Kigali

Entre trois cents et cinq cents *« rebelles en civil »* ont été tués dans le Mutara (nord-est du pays), a indiqué, jeudi 11 octobre, le ministre des affaires étrangères, M. Casimir Bizimungu, en réponse aux allégations faisant état du massacre, par l'armée rwandaise, d'un millier de civils. Le ministre s'est plaint que l'Ouganda n'ait pas tenu ses promesses de ne plus approvisonner les rebelles, dont le chef, Fred Rwigyema, s'est récemment rendu à Kampala pour se procurer vivres et médicaments. D'autre part, le gouvernement s'est engagé à autoriser, à compter de lundi, la visite par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) des prisonniers arrêtés lors des rafles qui ont suivi l'attaque de la capitale, il y a une semaine.

Les combats semblent continuer autour de la ville de Gabiro, à une centaine de kilomètres au nord-est de Kigali. Selon plusieurs sources informées, cinquante-sept soldats zaïrois ont été tués, jeudi, lors de la prise de la ville. Ces soldats faisaient partie de la garde présidentielle du président Mobutu, venue prêter main forte au régime du général Juvenal Habyarimana, dans le cadre des accords de défense des Etats membres de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL). D'après le témoignage d'un photographe de l'AFP, la ville serait, depuis mardi, aux mains des rebelles. Enfin, on indique que les maquisards ont attaqué la ville de Gatsiibo, à moins de 70 kilomètres de Kigali.

Pendant ce temps, à Bruxelles, tandis que le premier ministre annonçait le refus de la Belgique d'envoyer une nouvelle aide militaire, le ministre des affaires étrangères a dénoncé *« le caractère inacceptable »* des violations des droits de l'homme au Rwanda. Les Etats-Unis ont exprimé les mêmes réserves et invité les Rwandais à *« éviter tout acte de vengeance entre tribus »*. – *(AFP.)*

□ **LIBÉRIA : la force inter-africaine contrôle Monrovia.** – La totalité de la ville de Monrovia est maintenant contrôlée par la force ouest-africaine d'interposition. L'objectif de ces « casques blancs » serait de créer une zone tampon d'une vingtaine de kilomètres autour de la capitale pour la mettre à l'abri des tirs d'artillerie du Front national patriotique du Libéria (NPFL) de Charles Taylor. D'autre part, le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, est arrivé, jeudi, à Monrovia, pour une visite de trois jours. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les conséquences politiques de la crise budgétaire

A un mois des élections au Congrès l'image du président Bush est en chute libre

Pris entre ses propres volte-face sur l'élaboration du budget et les incertitudes d'une crise du Golfe qui s'éternise, le président George Bush enregistre pour la première fois une sérieuse perte de popularité.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'échec budgétaire est en train de tourner à la débâcle politique pour le président Bush. Jeudi soir 11 octobre, comme la veille et comme l'avant-veille, les journaux télévisés ont «ouvert» sur les revirements, les hésitations, l'indécision du chef de l'exécutif. Pis, M. Bush est soudain devenu, sinon la risée générale, du moins un sujet de plaisanteries plus ou moins cruelles. Un élu entonne à la tribune de la Chambre des représentants un couplet de comédie musicale : *«Un jour il veut, un jour il ne veut pas»*; un sénateur consulte soigneusement sa montre avant de demander publiquement à un collaborateur direct de M. Bush s'il est en mesure d'indiquer quelle est *«à 12 h 29»* la position du président. Et même le directeur du budget, M. Richard Darman, ne peut s'empêcher de commettre une impertinence : *«Je n'ai pas la moindre idée de la déclaration que la Maison Blanche a pu faire, mais je suis pour à cent pour cent»*...

L'origine immédiate de ces déboires remonte à la journée de mardi (*le Monde* du 11 octobre). Ce jour-là, M. Bush évoque l'éventualité d'une hausse du taux d'imposition des revenus les plus élevés, – c'est ce que réclament les démocrates, et cela pourrait débloquer la négociation sur la réduction du déficit budgétaire, – avant de battre précipitamment en retraite quand des élus républicains lui font part de leur stupeur. Les éclaircissements contradictoires apportés par le porte-parole de la Maison Blanche et certains officiels ne font qu'ajouter à la confusion, et le lendemain, mercredi, toute la presse titre sur la *«volte-face»* du président. C'est alors que M. Bush, au lieu de monter au créneau, choisit de se taire, refuse de préciser sa position, sous le prétexte que c'est désormais au Congrès de se débrouiller pour réduire le déficit, ce Congrès qui a refusé le compromis élaboré sous les auspices de la Maison Blanche. Et, pour que les choses soient encore plus claires (ou plus obscures), il répond à un journaliste qui l'interpelle à propos des impôts alors qu'il se livre, en short, à un *jogging* médiatique : *«Lisez sur mes hanches» (read my hips)*. Le jeu de mot n'est pas mauvais, il reprend à une consonne près le célèbre *«read my lips» (lisez sur mes lèvres)* qui servit de slogan à M. Bush pendant la campagne électorale.

Mais l'effet politique est douteux : tout le monde sait qu'à l'époque il fallait lire «non» (à toute augmentation d'impôts) sur les lèvres du candidat à la Maison Blanche, et que cette promesse a été reniée. Et puis la réponse fait un peu désinvolte, *«arrogant»* même selon un commentateur de NBC – après tout l'affaire budgétaire est grave, l'administration a dû mettre la clef sous la porte le temps d'un week-end, et aucune solution n'est en vue. Bref, il faut d'urgence corriger le tir, et le jour suivant, jeudi, M. Bush reconnaît qu'une *«petite clarification»* est nécessaire. Il s'y emploie devant un groupe d'élus républicains, et l'un d'entre eux déclare à la sortie aux journalistes que cette fois il n'y a plus d'équivoque : M. Bush, en fin de compte, est favorable à une augmentation (de 28 à 31 %) de la tranche d'imposition des revenus les plus élevés en échange d'une réduction (de 33 à 15 %) de la taxe sur les plus-values en capital. Mais, quelques instants plus tard, nouveau rebondissement, sous la forme d'un communiqué de la Maison Blanche : le président estime inutile de se battre sur une telle proposition...

Un peu plus tard, M. Bush finit par s'exprimer lui-même publiquement, et confirme la dernière version. Mais s'il essaie de se montrer ferme (il *«ne tolérera pas»* un taux d'imposition supérieur à 31 %), il admet aussi que cette proposition n'a aucune chance d'être acceptée par le Congrès, et que c'est donc *«une perte de temps»*, qui, de plus, risquerait d'entraîner la Maison Blanche *«plus à gauche»* qu'elle ne le souhaite...

On en est là – c'est à dire nulle part –, et M. Bush a tout fait, sauf repris les choses en main. Devant la Maison Blanche, jeudi, des manifestants protestaient déjà contre l'absence de *«leadership»*, terme aussi fondamental qu'intraduisible du vocabulaire politique américain. Mais c'est clair pour tout le monde. Le président doit, aurait dû, jouer son rôle de «leader», assumer ses responsabilités, prendre une position ferme, et il ne l'a pas fait. Qu'il rende le Congrès responsable de l'impasse actuelle, qu'il le somme d'agir, c'est de bonne guerre, et Ronald Reagan s'est livré à de multiples reprises à cet exercice classique. Mais M. Reagan ne se contentait pas de tonner, il disait ce qu'il voulait faire et, même si ses convictions défiaient parfois les lois admises de l'économie, on savait à quoi s'en tenir.

Avec M. Bush, on ne sait pas, on ne sait plus, et, à une vitesse impressionnante, l'image du chef d'une armée en campagne, du maître diplomate, se désagrège et laisse réapparaître l'«ancien» Bush, l'homme terne et sans convictions, ballotté dans l'ombre de personnalités plus fortes que la sienne.

Certes, on sait que cette image là est aussi trompeuse, aussi déformée que la première, mais le simple fait qu'à nouveau on l'évoque un peu partout dans la presse prouve à quel point le dommage est profond. *«Je regrette que le président commence à avoir si mauvaise figure»*, déclarait jeudi l'influent représentant Dan Rostenkowski, qui pour être démocrate n'en est pas moins un ami personnel de M. Bush.

Déjà, les sondages ont sonné l'alarme – vingt points de moins en deux mois (de 75 à 55 % d'opinions favorables), selon le dernier en date, commandé par le groupe Time Mirror. Et encore cette enquête a-t-elle été réalisée avant la valse-hésitation de ces derniers jours, que David Broder résume durement dans le *Washington Post* : *«Le président a révélé aux électeurs qu'on ne peut avoir le courage de ses convictions si on n'a pas de convictions.»*

Errements tactiques

Sans doute, dans l'affaire budgétaire, M. Bush n'est pas seul en cause, c'est l'ensemble de la classe politique qui ne semble pas à la hauteur de ses responsabilités, et un commentateur y voit même le symptôme d'un phénomène plus vaste et plus grave, *«une crise du système de gouvernement et des valeurs politiques»*. Mais, dans l'immédiat, c'est bien M. Bush qui l'incarne de la manière la plus voyante, non seulement pour l'ensemble de la nation, mais même pour son propre parti, le Parti républicain, où, à moins d'un mois des élections au Congrès, le moral est en chute libre. Au cours des derniers mois, M. Bush lui a fait perdre sa réputation – rassurante – de parti hostile aux impôts et favorable à la croissance. Mais en même temps l'obstination de la Maison Blanche à remettre constamment sur le tapis une réduction drastique de l'impôt sur les plus-values en capital a conforté son image – dommageable – de parti des riches. Les errements tactiques de ces derniers jours n'ont pu qu'aggraver les choses, et ces élections de mi-mandat, déjà traditionnellement difficiles pour le parti qui occupe la Maison Blanche, se présentent désormais fort mal. Un chroniqueur, tout en se défendant de prêter de si noires pensées au président, s'inquiète déjà à l'idée que M. Bush ne passe à l'attaque dans le Golfe pour rétablir sa situation politique.

Mais si l'échéance du 6 novembre (jour des élections au Congrès) a son importance, on pense surtout à la suivante, celle de l'élection présidentielle, et ce qui semblait une certitude ne l'est plus. *«M. Bush n'est plus un pari sûr pour 1992»*, écrit le commentateur Patrick Buchanan, tandis que Kevin Philips renchérit sur le même thème et qu'un troisième conservateur bien connu, M. Irving Kristol, se demande si M. Bush n'est pas de la race des Carter – qui fut un président éphémère. Plus sobrement, le démocrate Bob Strauss, un des piliers de la politique washingtonienne depuis des lustres, indique que le président a désormais *«des problèmes majeurs»*.

JAN KRAUZE

DIPLOMATIE

Reçu par M. Mitterrand

Le président Landsbergis envisage l'indépendance de la Lituanie « d'ici un an »

Il a fallu des mois aux Lituaniens pour accepter l'offre de discussion avec le Kremlin, qui se refuse toujours à reconnaître les indépendances proclamées successivement par les trois Républiques baltes au printemps dernier. Il y a dix jours, ces discussions ont démarré (*le Monde* du 4 octobre) et depuis, de petites brèches commencent à s'ouvrir dans le refus occidental de reconnaître ces indépendances avant tout règlement avec Moscou.

Le président lituanien Vytautas Landsbergis, effectuant sa première visite en Occident, a inauguré à Oslo un bureau d'information – le premier d'une République balte à l'étranger – avant d'être reçu, jeudi 11 octobre à Paris, par le président François Mitterrand. Ce dernier *«a estimé que la participation des trois Républiques baltes au processus d'Helsinki serait une chose tout à fait normale, mais que sa réalisation est une chose complexe, présentant certaines difficultés dont il faudra encore discuter»*, a déclaré le chef d'Etat lituanien dans un entretien avec *le Monde*. Ces discussions auront lieu entre Occidentaux et avec Moscou, a suggéré M. Landsbergis

C'est avec son habituelle ironie amère que l'ancien professeur de musique – comme le rappelle à l'occasion le président Gorbatchev, qui ne l'aime guère – déclare illogique le refus d'accepter les Baltes comme observateurs à la CSCE *«alors que loin d'être observateurs, nous avons participé concrètement au processus d'Helsinki et continuons à le faire»*. Mais *«beaucoup de choses peuvent changer d'ici le sommet»* de la CSCE fin novembre à Paris, *«au sein même de l'URSS et en Europe, qui pourraient amener les Baltes à y retrouver leur place légitime»*, a-t-il estimé. Il envisage, en tout état de cause, une indépendance effective de son pays *«d'ici un an»*.

Ses yeux se sont enfin allumés pour confier que M. Mitterrand l'a assuré que les deux tonnes et demi d'or déposées par la Lituanie d'avant guerre à la Banque de France *«sont à la disposition des Lituaniens»*. Mais *«nous ne pouvons les rapatrier en Lituanie, leur sort pourrait être semblable à l'or du Koweït, il nous faut réfléchir pour en faire le meilleur usage»*, a-t-il dit.

S. SH.

□ **M. Vaclav Havel, lauréat du prix UNESCO 1990 pour l'enseignement des droits de l'homme.** – Le prix UNESCO 1990 pour l'enseignement des droits de l'homme a été décerné au président tchécoslovaque Vaclav Havel et lui sera remis le 10 décembre, date anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, a annoncé jeudi 11 octobre à Paris le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor. – *(AFP.)*

La mort de Roger Vaurs

Roger Vaurs, diplomate, ministre plénipotentiaire honoraire, est mort lundi 8 octobre, à l'âge de soixante-dix ans (*le Monde* du 12 octobre).

Né le 26 août 1920 au Caire, M. Roger Vaurs a consacré une grande partie de sa carrière aux relations entre le monde diplomatique et politique et la presse. Ancien élève de la première promotion de l'Ecole nationale d'administration, il a été directeur du service d'information de l'ambassade de France aux Etats-Unis pendant une quinzaine d'années En 1969, après avoir dirigé pendant trois ans le service de presse du ministère des affaires étrangères, il entre comme directeur adjoint au cabinet du premier ministre, M. Maurice Couve de Murville; il sera plus tard conseiller pour les relations publiques de M. Jacques Chaban-Delmas.

Ambassadeur en Turquie, en Belgique, au Maroc, il a également été administrateur de Radio-Monte-Carlo, d'Europe 1 et de l'AFP, et président de la commission mixte de la diffusion de la presse française dans le monde. En 1986, Roger Vaurs avait été nommé conseiller chargé de la communication de M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères.

[A mille lieues du snobisme ou de l'amateurisme, Roger Vaurs avait pour lui la netteté du caractère, l'honnêteté absolue et un dévouement passionné à sa tâche. Il n'avait que des amis dans la presse, et notamment au *Monde* où il comptait parmi les intimes d'Hubert Beuve-Méry. Il avait tenu à manifester sa fidélité à son égard en devenant, en 1985, membre fondateur de la Société des lecteurs du *Monde*.]

EN BREF

□ **CUBA : visite du chef d'état-major de l'armée soviétique.** – A l'issue d'une visite à La Havane, et après un entretien avec M. Fidel Castro, le chef d'état-major de l'armée soviétique, le général Mikhaïl Moïseev, a déclaré jeudi 11 octobre que *« les liens entre les deux pays et leurs forces armées »* sortaient renforcés. – *(AFP.)*

□ **HAITI : l'ancien président Manigat autorisé à rentrer.** – L'ancien président haïtien, M. Leslie Manigat, qui vit en exil depuis juin 1988, a été autorisé officiellement, jeudi 11 octobre, à rentrer en Haïti et à se présenter à l'élection présidentielle du 16 décembre prochain. – *(AFP.)*

□ **SOMALIE : libération des deux employées du CICR.** – Le Mouvement national somalien (SNM, opposition armée) a libéré, jeudi 11 octobre, la déléguée suisse du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et sa collaboratrice somalienne enlevées le 6 octobre dans le nord du pays, a annoncé à Genève un porte-parole de l'organisation humanitaire. – *(AFP.)*

□ **TOGO : référendum constitutionnel à la fin de 1991.** – Un référendum constitutionnel sera organisé à la fin de l'année 1991, a annoncé, mercredi 10 octobre, le comité central du Rassemblement du peuple togolais (RPT), parti unique au pouvoir. Une commission, élargie à toutes les classes socioprofessionnelles, devra élaborer un projet de Constitution. – *(AFP.)*

ASIE

Le Japon prisonnier de son passé

Suite de la première page

Il s'agit d'une claire référence au débat qui secoue le Japon sur la possibilité de l'envoi de personnel militaire à l'extérieur de ses frontières. Mais on peut y voir aussi une réaffirmation implicite de la maturation dans l'esprit des dirigeants japonais d'une stratégie d'influence dans laquelle la puissance économique se substitue à la puissance militaire comme premier élément de la sécurité.

Dans une telle perspective, et compte tenu de l'environnement international plus fluide ouvert par le démantèlement du système hérité de Yalta, le nouvel Etat allemand est destiné à avoir, vu de Tokyo, une influence déterminante dans le cadre non seulement européen mais mondial. Et le Japon, malgré sa puissance, se sent d'autant plus en retrait.

« Révisionnisme » ou repentir

En 1945, il eut la chance d'éviter une division de l'archipel et la création, par exemple, d'une « République populaire de l'Hokkaido » (les Soviétiques ont arrêté leur progression à la partie sud de Sakhaline et à l'archipel des Kouriles). Dans leurs commentaires, certains quotidiens font néanmoins un parallèle entre l'Allemagne et le Japon, estimant que l'archipel continuera à souffrir des séquelles de la guerre froide tant que le problème des « territoires du Nord » (les quatres îles revendiquées par Tokyo et occupées par les Soviétiques) n'aura pas été réglé.

Le raisonnement n'est exact que partiellement. Ce chapelet d'îlots perdus dans les brumes, à la population clairsemée de pêcheurs, n'a jamais été une « Alsace-Lorraine » nipponne. Ce n'est qu'au lendemain du traité de San-Francisco (1952), et dans le contexte de la guerre froide, que cette question a pris un caractère émotionnel. L'ordre de Yalta s'effrite également en Asie du Nord-Est. Mais le Japon n'aura sans doute pas recouvré pour autant cette identité nationale qui conditionne une volonté politique plus affirmée. L'exemple allemand, encore une fois, s'impose à l'esprit des Japonais.

Dans un éditorial, il y a quelques mois, le *Tokyo Shimbun* écrivait à propos de l'Allemagne et du Japon que *« les vaincus de 1945 se redressent comme les vainqueurs de la guerre froide. Mais il ne faut pas oublier pour autant l'esprit de modestie et de repentir qui nous animait dans les années de l'immédiat après-guerre »*. Or, c'est précisément dans cet examen du passé, dans ce *« repentir »*, qu'existe une grande différence entre l'Allemagne et le Japon.

Au prix d'un cheminement douloureux, et malgré la renaissance d'un extrémisme de droite, les Allemands sont parvenus à une certaine *« maîtrise de leur passé »*. Ce n'est pas le cas des Japonais. Ce passé a été plus occulté que l'objet d'une réflexion. Il y eut certes, au lendemain de la guerre, dans le bouillonnement intellectuel de la parole retrouvée, une intense réflexion sur la guerre, dont témoigne toute une littérature. Puis, sous l'influence du maccarthysme, et la guerre froide aidant, l'occupant américain ayant renoncé aux priorités démocratiques au profit d'un redressement du Japon reposant en grande partie sur ses anciennes élites, ce fut le reflux.

Le cataclysme d'Hiroshima, qui a conduit les Japonais à se considérer plus comme des victimes que comme des agresseurs, les dispensant de toute mauvaise conscience, et la nature même d'un militarisme résultant d'une perversion du système de l'ère Meiji plus que d'une prise de pouvoir par une force totalitaire, ont facilité ce grand *« gommage »* de l'après-guerre. Les manuels d'histoire *« aseptisés »*, la *« retenue »* qui marqua les commentaires lors de l'agonie de l'empereur Hirohito, le *« révisionnisme »* historique qui aujourd'hui minimise les crimes d'autrefois montrent bien que ce passé n'est pas assumé.

Arrimé nulle part

Dans le Japon de cette fin de siècle s'est fait jour une réaffirmation de soi, fille des succès économiques. Mais elle peut difficilement se muer en une volonté nationale affirmée tant que le Japon restera prisonnier de son passé, du non-dit de son histoire. Dès qu'il tente de sortir de son attentisme, il suscite en effet chez ses voisins les craintes d'une renaissance du militarisme. Son gouvernement ou son empereur s'excuse certes, mais les craintes demeurent, partagées par une partie de l'opinion publique attachée à sa Constitution pacifique.

Assurance qui paraît peut-être d'autant plus nécessaire que le Japon ne fait partie d'aucune communauté de destin, telle que l'Europe, qui pourrait le contraindre par un jeu d'intérêts mutuels. Civilisation périphérique de la Chine, l'archipel ne s'est jamais considéré comme appartenant vraiment à l'Asie, pas plus que, par sa culture et sa structure sociale, il ne fait partie d'un Occident dont il se sait mal-aimé. Le Japon ne paraît totalement arrimé nulle part, même s'il s'efforce de donner des gages de sa solidarité avec le camp occidental.

PHILIPPE PONS

□ **INDE : 675 fondamentalistes hindous arrêtés.** – Quelque 675 militants d'organisations fondamentalistes hindoues ont été arrêtés lors d'une importante opération policière dans l'Etat de l'Uttar Pradesh (nord de l'inde) pour avoir enfreint une interdiction d'organiser des processions, a rapporté, jeudi 11 octobre, l'agence de presse indienne PTI. Les hindous souhaitent commencer la construction d'un temple le 30 octobre sur un lieu saint revendiqué par les musulmans, à Ayodhya. – *(AFP.)*

EUROPE

ALLEMAGNE : élections régionales

La tâche des futurs élus de l'Est s'annonce difficile

Les habitants des cinq Lander de l'ancienne RDA se rendent aux urnes, dimanche 14 octobre, pour élire leurs conseillers régionaux. La campagne a été terne et l'on s'attend à un fort taux d'abstention.

BERLIN

de notre correspondant

Surplombant l'Elbe, face, de l'autre côté du fleuve, à la masse sombre de la cathédrale catholique et des ruines du château, l'ancien ministère de l'intérieur résonne de toute part de bruits de construction. La lourde bâtisse, frappée aux armoiries saxonnes, doit devenir le siège de gouvernement du nouveau Land de Saxe après les élections régionales du 14 octobre. Il s'agit, à la hâte, de prévoir l'installation du futur ministre-président dans de bonnes conditions.

L'allure d'étudiant attardé, une paire de fines lunettes rondes plantées au milieu d'un visage presque enfantin, Arnold Vaatz règne en maître au milieu du chantier. A trente-cinq ans, le jeune informaticien n'a pas tout à fait perdu ses habitudes de conspirateur, du temps encore tout proche où il fréquentait les groupes de dissidents, militant sous la protection de l'Eglise protestante. Cofondateur de Neues Forum à Dresde, puis collaborateur du « groupe des vingt » – interlocuteur officiel des autorités communistes de Dresde pendant la transition – il est aujourd'hui l'un des hommes-clés pour la mise en place des institutions régionales de Saxe. Avec pour mission première de faire le ménage dans les administrations pléthoriques des trois anciens districts qui composent le Land d'aujourd'hui et trouver les esprits compétents pour faire démarrer la machine.

Comme dans les quatre autres Lander, la Thuringe, la Saxe-Anhalt, le Brandebourg et le Mecklembourg-Poméranie occidentale, les problèmes qui attendent les nouveaux gouvernements régionaux sont énormes. Il faut reconstituer le tissu économique, gérer un chômage à la croissance exponentielle, reconstruire les villes, apprendre à se passer d'un Etat central qui était responsable de toutes les décisions importantes.

En compagnie du nouveau maire de Dresde, M. Herbert Wagner, ex-porte-parole du « groupe des vingt », et de plusieurs autres amis politiques, Arnold Vaatz avait fait sensation en rejoignant au début de l'année, avec armes et bagages, les rangs du Parti chrétien-démocrate. C'est à cette poignée de dissidents chrétiens de la première heure que M. Kurt Biedenkopf, vieil adversaire du chancelier Kohl au sein du Parti chrétien-démocrate, doit d'être tête de liste de la CDU et grand favori du scrutin de dimanche prochain en Saxe. Il affronte Mme Anke Fuchs, parachutée par la direction du SPD de l'Allemagne de l'Ouest, qui défend une plus grande intervention de Bonn pour aider les collectivités locales et les entreprises solvables à démarrer.

Un fort taux d'abstention

Aux élections législatives du 18 mars, le premier et dernier scrutin libre qu'ait connu la RDA, l'Alliance pour l'Allemagne, qui regroupait toutes les formations soutenant le chancelier Kohl, l'avait emporté avec 57 % des voix. Les partis conservateurs avaient dû largement leur victoire à la promesse que l'introduction du deutschemark et la fusion des deux Allemagnes permettraient de surmonter rapidement le passage de la planification centrale à l'économie de marché.

Les Allemands de l'Est sont mieux à même de constater aujourd'hui que tout n'est pas aussi simple. L'invasion des produits de l'Ouest sur le marché de l'Est, la situation précaire dans laquelle se trouvent de nombreuses entreprises, la crainte d'une hausse incontrôlée des loyers dans les prochains mois, suscitent l'inquiétude générale. A en croire un sondage de l'Institut Allensbach publié en début de semaine par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 82 % des personnes interrogées estiment que la solution des problèmes n'est pas proche.

En dépit de ce constat pessimiste, le même sondage montre cependant qu'une majorité de la population continue à faire confiance au chancelier Kohl pour régler les problèmes. Le Parti social-démocrate, reconnaît le président de la fédération du SPD de Saxe-Anhalt, M. Rüdiger Fikentscher, est pris entre le discours simple de la CDU sur l'économie de marché et la critique radicale par le Parti du socialisme démocratique (ex-communiste) de la « colonisation » de l'Est par l'Ouest. *« Nos arguments en faveur d'une politique plus modulée sont compris quand on a le temps de prendre les gens un à un*, souligne M. Fikentscher. *Mais nous n'en avons ni le temps, ni les moyens. »* La vitesse à laquelle tout s'est passé depuis un an, le sentiment de ne pouvoir rien opposer à ce qui vient de l'Ouest et l'impuissance devant les événements provoquent également une grande résignation chez ceux qui seraient le plus susceptibles d'accepter le débat. On s'attend pour dimanche à une forte abstention.

Dans les cinq Lander de l'Est, seul le Brandebourg, la région située autour de Berlin, paraissait offrir au SPD une chance de ne pas tout perdre. Président du consistoire de l'Eglise évangélique de la région Berlin-Brandebourg, M. Manfred Stolpe, l'un des principaux négociateurs de l'Eglise avec l'Etat sous le régime communiste, affronte sous les couleurs social-démocrates le jeune avocat Peter-Michael Distel, Ministre de l'intérieur dans le gouvernement de M. Lothar de Maizière, celui-ci a été au centre d'une vive controverse pour avoir maintenu aux postes de commande de son ministère d'anciens responsables communistes et ne pas avoir mené avec la vigueur nécessaire l'éradication de la Stasi.

HENRI DE BRESSON

L'héritage de Franz-Josef Strauss enjeu de la consultation en Bavière

Le 3 octobre dernier a été doublement célébré en Bavière. On a, comme un peu partout en Allemagne, salué l'unité retrouvée, mais aussi, et peut être surtout, rendu hommage à Franz-Josef Strauss, mort le 3 octobre 1987.

BONN

de notre correspondant

Les bouleversements intervenus en Allemagne et en Europe centrale ont été perçus avec des sentiments mitigés dans cette Bavière toujours jalouse de son identité et de son particularisme. On se réjouit de l'ouverture des frontières avec la RDA et la Tchécoslovaquie qui rétablissent les courants traditionnels d'échanges de ce Land avec ses voisins du Nord et de l'Est, mais on craint la diminution du poids relatif de la Bavière au sein d'une Allemagne où les « Prussiens », rivaux traditionnels, font un retour en force.

Dimanche 14 octobre, les électeurs bavarois doivent renouveler leur Diète régionale, et dire ainsi s'ils confirment le choix du parti chrétien-social (CSU) d'avoir placé M. Max Streibl sur le fauteuil de ministre-président, occupé pendant plus de vingt ans par Franz-Josef Strauss. Parti dominant en Bavière depuis 1945, la CSU avait été, ces deux dernières décennies, totalement identifiée à son chef charismatique, qui jouissait dans le reste du pays et à l'étranger d'une notoriété et d'une influence considérables.

Le partage de son héritage ne s'est pas fait sans conflits, mais les prétendants ont réussi à confiner leurs disputes aux couloirs de la « Residenz » de Munich, donnant ainsi pour l'extérieur l'image d'une harmonie quelque peu factice. M. Max Streibl, l'homme de Haute-Bavière, catholique fervent et acteur dans la fameuse Passion d'Oberammergau, devenait un ministre-président aux ambitions plus modestes que son prédécesseur, mais plus représentatif de la Bavière rurale et traditionaliste. M. Theo Waigel, l'autre héritier présomptif, devenait de son côté président du parti et défendait à Bonn les intérêts de son Land au poste-clé de ministre des finances dans le gouvernement d'Helmut Kohl.

Le tandem Streibl-Waigel

L'enjeu des élections de dimanche n'est pas celui du maintien au pouvoir de la CSU. On voit mal comment un SPD traditionnellement faible à l'échelle régionale pourrait le lui contester. Il est plutôt de savoir si le tandem Streibl-Waigel sera capable de conserver pour la CSU le capital des voix personnelles de Franz-Josef Strauss et défendre la majorité absolue de leur parti à la Diète.

En 1986, la CSU avait obtenu 55,8 % des suffrages, laissant loin derrière elle un SPD qui, avec 27 %, réalisait son plus mauvais résultat depuis la guerre. Ces dernières années, cependant, et cela même du vivant de Franz-Josef Strauss, on pouvait constater un effritement des positions d'un parti qui n'avait pas su renouveler ses notables, usés par une trop longue période de pouvoir exercé sans partage. Cela se traduisait par des revers cuisants sur le plan municipal, où les sociaux-démocrates, plus avisés dans le choix de leurs locomotives locales, s'emparaient de villes traditionnellement conservatrices comme Ratisbonne ou Passau.

La CSU était également soumise, sur sa droite à la concurrence des Républicains, la formation d'extrême droite, de M. Franz Schönhuber, qui réalisait en Bavière des scores impressionnants aux élections municipales et européennes. Minés par d'homériques querelles internes et dépossédés de la rhétorique nationaliste par un chancelier Kohl qui a réalisé cette unité qu'ils réclamaient à grands cris, les républicains sont aujourd'hui en nette perte de vitesse, et il leur sera très difficile d'atteindre les 5 % pour faire leur entrée à la Diète.

Les responsables de la CSU attendront dimanche soir les résultats des élections régionales dans les cinq nouveaux Lander de l'ex-RDA avec une tension presque grande que ceux les concernant directement. Ils espèrent que le parti qu'ils ont contribué à créer à l'Est, la DSU, réussira à s'affirmer aux côtés de la CDU entraînée par le chancelier Kohl. Du score de la DSU dépend en effet le maintien, ou le déclin, du poids relatif des héritiers de Franz-Josef Strauss sur la politique nationale.

LUC ROSENZWEIG

GRÈCE : le scrutin municipal

Bataille de personnalités à Athènes

Plus de huit millions de Grecs iront dimanche aux urnes pour élire en un seul tour les maires de 5 600 communes de moins de dix mille habitants et en deux tours les dirigeants des 359 grandes villes du pays.

Une élection qui fait figure de test pour le gouvernement conservateur de Constantin Mitsotakis, au pouvoir depuis les dernières élections législatives du 8 avril.

ATHÈNES

de notre correspondant

La campagne, ouverte après une période sociale agitée, marquée notamment par trois semaines de grèves, a été particulièrement morne. Les Grecs sont fatigués d'une série de consultations, trois législatives, une présidentielle, qui se sont succédé depuis juin 1989. L'intérêt du scrutin se porte sur les trois principales villes, Athènes, Salonique et Le Pirée, que les conservateurs avaient ravies aux socialistes aux dernières municipales, en octobre 1986.

Le programme d'austérité appliqué depuis avril pour redresser les finances publiques devrait jouer contre les candidats de la Nouvelle Démocratie, et le gouvernement a déjà pris les devants. L'élection, a annoncé, trois jours avant le scrutin, le porte-parole officiel, M. Byron Polydoras, *« comportera bien sûr un message politique mais le gouvernement est de toute manière décidé à appliquer la politique qu'il s'est fixée »*.

La bataille d'Athènes retient l'attention générale. Une bataille d'images, de personnalités plutôt que de programmes, qui veulent, toutes rendre à la capitale grecque son air pur et une vie plus supportable.

A gauche : Mélina Mercouri (née, selon ses biographies officielles, en 1925), la candidate du PASOK (socialiste) et de la Coalition de gauche et du progrès (dominée par les communistes) réconciliés du bout des lèvres après plusieurs années d'adversité.

A droite : Antonis Tritsis, un ancien ministre socialiste de cinquante-trois ans, qui a rejeté en 1989 le PASOK après la série de scandales financiers, et qui est soutenu par la Nouvelle Démocratie, une candidature qui n'a pas fait l'unanimité des conservateurs. De petites listes indépendantes et écologistes trouble-fête empêcheront vraisemblablement ces deux candidats d'obtenir au premier tour la majorité absolue permettant d'être élu.

Mélina Mercouri, qui bénéficie d'une aura sentimentale, a axé sa campagne sur l'*« union »* des Athéniens et sur la *« dignité »* en demandant à Athènes *« de garder la tête haute »*. Antonis Tritsis a mené une bataille très dynamique, insistant sur sa connaissance des problèmes urbains de la capitale. Architecte, urbaniste, formé aux Etats-Unis, ancien ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire dans les premiers gouvernements du PASOK, a laissé le souvenir d'un homme efficace qui a pris des mesures contre l'anarchie athénienne et le nuage de pollution qui étouffe régulièrement la ville.

DIDIER KUNZ

Les deux amours de Mélina Mercouri

« Le théâtre existe et existera toujours dans mes rêves. J'ai deux amours : le théâtre et la politique. » Mélina Mercouri, trente années de présence sur scène et dans les studios, député socialiste depuis 1977, ministre de la culture de tous les gouvernements d'Andréas Papandréou de 1981 à juin 1989, se lance dans un nouveau défi : devenir maire d'Athènes, une métropole que son grand-père a dirigée pendant trente ans. Pourquoi ?

« Parce que je l'aime, on m'a appris à l'aimer. Athènes coule dans mes veines, j'ai rêvé d'Athènes quand j'étais enfant, et je veux lui rendre sa dignité », a-t-elle souligné dans un entretien au *Monde*. Elle estime qu'elle peut *« offrir beaucoup »* par *« sa connaissance de la capitale »* à une ville polluée, anarchique, dépourvue d'espaces verts. *« Chaque citoyen aura la clé de la mairie, j'organiserai des référendums sur chaque grand problème. »*

De même, elle est décidée à poursuivre son combat pour le retour à Athènes des frises du Parthénon enlevées à la fin du siècle dernier par Lord Elgin et actuellement exposées au British Museum. Elle veut faire d'Athènes *« une ville sans maquillage, avec une personnalité et une âme, une capitale culturelle »*, a-t-elle conclu en assurant que sa santé est *« merveilleuse »*.

URSS

Vent de fronde à la « Pravda »

MOSCOU

de notre correspondant

Avant, et jusque dans les premières années de la perestroïka, il y avait une vérité officielle. La fonction de la *Pravda*, organe du comité central, était de la diffuser, et cela suffisait à lui assurer un tirage enviable que la qualité de ses articles ne pouvait en rien justifier.

Aujourd'hui, il n'y a plus de vérité officielle. Les rédactions les plus dynamiques prennent l'une après l'autre leur indépendance. Il y a des journaux en URSS qui se cherchent et se trouvent et la *Pravda* – à l'image de son parti – est en pleine déconfiture. Ce n'est pas seulement qu'on en trouve, jusqu'au soir, des piles d'invendus dans tous les kiosques. Ce n'est pas seulement qu'elle avait déjà perdu, dès la fin de l'année dernière, près du quart de ses onze millions de lecteurs. C'est aussi que le taux de réabonnement pour 1991 (la campagne est en cours, comme chaque année, pour tous les titres) laisse prévoir un effondrement total des ventes, qui devraient diminuer de deux fois et demie.

A ce rythme, et à celui auquel recule le parti, la *Pravda* ne sera bientôt plus qu'un souvenir historique et, menacés dans leur gagne-pain, ses collaborateurs – tout peut arriver – se sont donc révoltés. Ont-ils été, comme l'ont rapporté, avec jubilation, plusieurs journaux de Moscou, jusqu'à réclamer la démission de leur rédacteur en chef, M. Ivan Frolov ? Tout l'establishment de la capitale jure que oui. Sous le sobre titre « Une précision indispensable », la *Pravda* de jeudi 11 octobre jure que non, mais le fait est en tout cas, et le démenti ne laisse aucun doute à cet égard, que M. Frolov est contesté par toute sa rédaction. Placé à ce poste il y a moins d'un an par M. Gorbatchev, dont il est homme de confiance, il est en effet haï par la majorité conservatrice du journal qui lui reproche d'en avoir infléchi la ligne anti-perestroïkiste. Quant aux quelques journalistes libéraux de la *Pravda*, ils lui reprochent, eux, de n'être nullement journaliste et de n'avoir en conséquence pas même tenté de transformer cet « organe » politique en organe de presse.

Les deux reproches étant fondés, M. Frolov est en mauvaise posture, et le comité central est maintenant saisi d'une demande d'*« autonomie »* de la *Pravda* formulée lors de leur dernière réunion, les 2 et 4 octobre derniers, par les communistes du journal. Le PC soviétique avait déjà perdu son monopole, son pouvoir d'intimidation, sa cohésion, de plus en plus de ses ressources occultes, son secrétaire général devenu chef de l'Etat. Il lui restait la *Pravda*, et l'ingrate, elle-même, se détourne... aussi vite que les lecteurs.

BERNARD GUETTA

EN BREF

□ **GRANDE-BRETAGNE : démission du sous-secrétaire d'Etat à l'environnement.** – M. Patrick Nicholls a démissionné, jeudi 11 octobre, de ses fonctions de sous-secrétaire d'Etat à l'environnement quelques heures après avoir été inculpé pour conduite en état d'ivresse à Bournemouth, où est réuni actuellement le congrès annuel du Parti conservateur. M. Nicholls avait lancé au début de l'année une campagne contre l'alcool au volant. Proche de Mme Thatcher, il était considéré comme l'une des étoiles montantes du Parti conservateur. – *(AFP.)*

□ **POLOGNE : le leader du Parti paysan dans la course à la présidence.** – M. Roman Bartoszcze, président du parti paysan PSL et ancien responsable de la branche rurale du syndicat Solidarité, a été proposé par la direction de son parti pour affronter MM. Walesa et Mazowiecki dans la course à la présidence de la République, a annoncé jeudi 11 octobre la presse polonaise. Pour être officiellement admis, chacun des dix candidats actuellement en lice doit recueillir 100 000 signatures en sa faveur avant le 25 octobre. – *(AFP.)*

□ **ROUMANIE : Nicu Ceausescu renvoyé dans un hôpital de prison.** – La Cour suprême de Roumanie a décidé, jeudi 11 octobre, de renvoyer dans un hôpital pénitentiaire Nicu Ceausescu, le fils cadet de l'ancien dictateur, condamné à vingt-cinq ans d'emprisonnement le 21 septembre dernier et remis en liberté provisoire pour des raisons médicales. Il effectue ainsi son second aller-retour entre l'hôpital et la prison depuis le 24 août dernier. – *(AFP, Reuter.)*

□ **TCHÉCOSLOVAQUIE : manifestations pour exiger la confiscation des biens du Parti communiste.** – Quelque cinquante mille personnes ont manifesté jeudi 11 octobre en fin d'après-midi sur la place de la Vieille-Ville, à Prague, pour exiger la confiscation des biens du Parti communiste. D'autres manifestations ayant réuni des foules importantes se sont aussi produites dans plusieurs villes du pays. Le gouvernement s'était engagé à déposer rapidement un projet de loi dans ce sens. – *(AFP.)*

□ **YOUGOSLAVIE : la Slovénie ouvre un bureau de liaison à Washington.** – La République de Slovénie, dans le nord-ouest de la Yougoslavie, a ouvert le 1er octobre dernier un bureau de liaison à Washington, a indiqué jeudi 11 octobre l'agence Tanjug. Ce bureau, composé de quatre personnes, est chargé de défendre les intérêts politiques, économiques et culturels de la Slovénie aux Etats-Unis. – *(AFP.)*

□ **RECTIFICATIF.** – Une erreur s'est glissée dans le bulletin de l'étranger consacré aux élections autrichiennes dans *le Monde* du 9 octobre. L'ambassade d'Autriche nous prie de préciser que Vienne a rétabli les visas pour les Roumains et les Polonais mais non pour les Hongrois. La frontière entre l'Autriche et la Hongrie est contrôlée pour empêcher le passage illégal de Roumains réfugiés dans ce dernier pays.

هكذا من الأصل

HONGRIE : avant le second tour des élections municipales

Notables en province, nouvelle vague à Budapest

Le Forum démocratique, parti de centre droit qui avait remporté les élections législatives hongroises au printemps dernier, a connu un net recul aux élections locales, dont le second tour se déroule dimanche 14 octobre. Alors que, dans les provinces, ce sont souvent d'anciens communistes qui ont été élus sous l'étiquette d'indépendants, à Budapest, les favoris sont les candidats des démocrates libres ou des jeunes démocrates, prototypes de la nouvelle classe politique hongroise.

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Il faut voir Klara Ungar, avec ses trente-deux ans rayonnants, son pull-over gris, ses jeans et ses baskets, dans son bureau du 7e étage du batiment triste et glacial qui abritait, il y a encore six mois, le siège du comité central du Parti communiste hongrois (PSOH), pour comprendre qu'ici aussi, même si la révolution a été progressive et pacifique, les choses ont bien changé. Les fantômes, ou ce qu'il en reste, des anciens dignitaires du régime doivent frémir en entendant Klara se proclamer *« alternative, libérale et radicale »*, avouer son admiration pour Vaclav Havel *« qui peut aller à un concert de rock tout en faisant bien son métier d'homme politique »*, reconnaître que *« Mme Thatcher fait aussi des choses positives mais elle ne m'attire pas »* et préciser enfin que *« Laurent Fabius paraît être un mec sympa »*.

Klara Ungar, qui a quelques (petites) chances de devenir maire de Budapest dimanche prochain, est le prototype de cette nouvelle génération politique hongroise dont une grande partie s'est regroupée au sein du FIDESZ, le parti des jeunes démocrates, qui avait obtenu 5,5 % des voix aux élections générales de mars et qui a nettement amélioré ses positions dans la capitale lors du premier tour de scrutin municipal. Curieusement, ce sont tout à la fois les électeurs les plus jeunes et les plus âgés qui se montrent les plus fidèles partisans du FIDESZ. Les jeunes parce qu'ils sont séduits par le *« look »* peu conventionnel des dirigeants du parti, leur programme radical mais aussi leur humour, qui a égayé une campagne électorale bien terne. Pour lutter contre l'abstention considérable qui a marqué le premier tour des élections, n'ont-ils pas fait circuler un chasse-neige dans les rues de Budapest avec cette banderole : *« Il ne neige pas encore, allez voter ! »* Quant aux personnes âgées, elles reconnaissent dans le FIDESZ cette génération d'*« innocents »*, comme on le dit joliment ici, qui n'a pas eu à se définir réellement par rapport à l'ancien régime. *« Bien sûr que je pouvais savoir ce qui s'était passé en lisant des samizdats*, reconnaît Klara Ungar, *mais je n'avais pas de vraies blessures. »*

« Ennemi public numéro un »

Si les résultats du second tour confirment ceux du premier, Gabor Demszky, le candidat de l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ), parti allié ou plutôt tuteur du FIDESZ, a toutes les chances de devenir le premier magistrat de la capitale hongroise. A trente-huit ans, ce juriste élégant estime, non sans fierté, avoir été l'*« ennemi public numéro un »* de l'ancien régime pendant plusieurs années. Depuis 1979, très exactement, date à laquelle il crée, avec des amis sociologues, une fondation destinée à venir en aide aux plus déshérités et qui deviendra, en 1981, le premier mouvement indépendant du pays. Condamné à six mois de prison avec sursis en 1984 pour avoir édité des livres séditieux, il sera élu député lors des élections générales de mars 1989.

Surtout représenté dans les grandes villes et dans l'ouest du pays, le SZDSZ renoue avec la tradition libérale du dix-neuvième siècle, interrompue par les totalitarismes du vingtième. Libéral, *« moderne »*, ouvert aux influences occidentales, le mouvement avait obtenu 23 % des voix aux élections générales de mars. *« C'est un parti typiquement intellectuel*, commente Mihaly Bihari, un politologue de Budapest, *mais qui a aussi une sensibilité sociale très développée. Ainsi il se préoccupe beaucoup du sort des exclus, des pauvres, des gitans. Je ne pense toutefois pas qu'il puisse devenir un véritable parti de gouvernement, compte tenu de sa base sociale trop restreinte. »*

Jugement que ne partage pas l'écrivain Gyorgy Konrad, qui estime que l'Alliance des démocrates libres pourrait occuper la place laissée pour le moment vacante du fait de l'absence d'un Parti social-démocrate crédible.

Curieusement, le troisième candidat à briguer la mairie de Budapest est soutenu par le Parti des petits propriétaires (PPP), parti gouvernemental de l'immédiat après-guerre, aujourd'hui essentiellement représenté dans les campagnes, puisque sa principale revendication est la restitution de la terre aux agriculteurs en retournant purement et simplement à la situation de 1947. Encore plus curieusement, ce candidat est un des héros de la révolte de 1956, Sandor Racz, qui fut, à vingt-trois ans, le président du Conseil national des ouvriers, seul pouvoir à Budapest avant l'arrivée des troupes soviétiques. Condamné à six ans de prison, il continua à militer et donna des cours clandestins à des étudiants contestataires, *« dont beaucoup, aujourd'hui, sont députés »*. Amer, aigri, souvent injuste – *« Ceux qui se présentent contre moi n'étaient pas là quand j'affrontais les Soviétiques en 1956 »*, dit-il, en oubliant que certains d'entre eux n'étaient pas nés à cette époque – il estime *qu'« aucun parti ne représente vraiment les ouvriers hongrois »*.

Associé à la coalition gouvernementale, le Parti des petits propriétaires – 11,2 % des voix aux élections de mars – risque de mettre celle-ci à mal puisque la Cour constitutionnelle vient de déclarer contraire à la Constitution sa principale revendication sur le retour à la situation de 1947 en ce qui concerne la propriété agraire. Le premier ministre a tenu à démentir, mercredi 10 octobre, les rumeurs de crise au sein du gouvernement en affirmant que la coalition était solide et qu'il ne voyait *« aucun signe que quelqu'un envisage d'en sortir »*. Au cas, peu probable donc dans l'immédiat, où le PPP quitterait le gouvernement, le principal parti de la coalition, le Forum démocratique hongrois (MDF) – 42 % des voix aux élections de mars, mais qui a perdu des suffrages aux dernières élections locales – ne pourrait plus compter que sur l'appui du petit Parti chrétien-démocrate.

Un débat « suicidaire »

La candidate du Forum à la mairie de Budapest, qui a peu de chances d'être élue, Etelka Barsiné-Pataky, ingénieur de quarante-neuf ans, a toujours travaillé dans l'administration de la ville et se glorifie (ou s'excuse) de ne jamais avoir appartenu à un parti politique. Elle fait partie de l'aile modérée et *« moderniste »* du Forum, représentée par le premier ministre Joszef Antall, et semble bien éloignée des thèses prônées par la frange la plus extrême du parti, prête à toutes les dérives populistes et xénophobes. Ainsi un des intellectuels les plus connus du Forum, le poète Sandor Csoori, a mis récemment le feu aux poudres en déclarant : *« De nos jours on peut voir de plus en plus dans notre pays des initiatives d'assimilation à l'inverse, puisque ce sont les juifs hongrois libéraux qui envisagent d'assimiler les Hongrois dans leur style et leur esprit. »*

A-t-il dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas au sein du MDF ? C'est ce qu'estime M. G.M. Tamas, membre du présidium de l'Alliance des démocrates libres. *« Après la seconde guerre mondiale*, dit-il, *l'échiquier politique avait changé en Occident, en revanche se recrée en Europe de l'Est, après la dictature communiste, quelque chose qui ressemble à l'avant-guerre. Ainsi le Forum démocratique renoue avec l'ancien parti unitaire, nationaliste, populaire, étatiste et xénophobe »*. Là encore, Gyorgy Konrad n'est pas d'accord. *« Méfions-nous des étiquettes*, dit-il, *ainsi on affirme aujourd'hui que je suis conservateur, alors qu'il y a un an on ne savait même pas ce que cela voulait dire. Quant à l'antisémitisme, il y aura toujours une droite extrême dans ce pays. Pour le moment, les « lepénistes » hongrois, qui ne jouissent d'aucun support populaire important, essaient de rester dans le parti de centre droit, le Forum démocratique, qui n'est pas fondamentalement xénophobe. »*

Le président de la République, M. Arpad Goncz, a tenu à intervenir lui-même en déclarant que le débat sur l'antisémitisme était *« suicidaire, cruel, sanglant »*. *« Je veux juger n'importe qui à partir de ses actes et non du fait de ses ancêtres »*, a-t-il ajouté. Unanimement respecté par ses concitoyens, M. Goncz n'arrive pourtant pas en tête du sondage sur la popularité des hommes politiques hongrois publié récemment à Budapest. Il est en effet devancé par M. Gyula Horn, ministre des affaires étrangères du dernier gouvernement communiste et actuel président du Parti socialiste (PSH, ex-communiste). L'ancien premier ministre, M. Miklos Nemeth, arrive en troisième position devant deux dirigeants des jeunes démocrates du FIDESZ ; le premier ministre actuel, Jozsef Antall, ne venant qu'en sixième place.

Cette popularité des anciens dirigeants communistes, du moins ceux de la dernière vague, qui a permis d'assurer la transition démocratique de la Hongrie, ne se reporte pourtant pas sur leur parti, le PSH, qui a obtenu moins de 9 % des voix aux élections générales. Lors du premier tour de scrutin des élections locales, si les anciens communistes ont bien résisté en province, notamment grâce aux notables locaux qui ont souvent été réélus sous l'étiquette *« indépendant »*, ils continuent d'être peu représentés dans la capitale. A tel point qu'ils ne présenteront personne pour briguer la mairie de Budapest.

Comme si les Hongrois reconnaissaient la valeur des hommes qui ont permis à leur pays une remarquable transition démocratique, appréciaient éventuellement leurs qualités de gestionnaires, mais ne voulaient en aucun cas voir associer pour le moment au pouvoir un parti communiste, même avec une nouvelle étiquette et une idéologie de plus en plus réformiste.

JOSÉ-ALAIN FRALON

POLITIQUE

Le débat agricole à l'Assemblée nationale

Menace de censure de l'opposition

Les députés ont longuement évoqué, jeudi 11 octobre, les problèmes de l'agriculture française au cours d'un débat qui faisait suite à celui organisé au Sénat, mardi 9 octobre, sur le même thème. Outre M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture, quatre anciens titulaires de ce portefeuille étaient présents dans l'hémicycle : MM. Jacques Chirac, Michel Cointat, Pierre Méhaignerie et Michel Rocard, qui a assisté, ainsi que M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire, à une partie du débat. L'opposition a menacé de déposer une motion de censure. Pour leur part, des agriculteurs venus de plusieurs départements ont distribué des produits régionaux à l'entrée de stations du métro parisien pour défendre leur cause auprès du public.

Les agriculteurs français sont formidables. Pour une fois unanimes, les députés leur ont adressé tant et tant de compliments que l'un des leurs, M. Charles Josselin (PS, Côtes-d'Armor), s'en est finalement inquiété. *« Gardons nous d'étaler trop une pommade qui nous discréditerait à leurs yeux »*, a-t-il indiqué. Mais aimer, aux yeux de certains, n'est pas comprendre. L'opposition a ainsi fait donner ses ténors, qui ont tiré à boulets rouges sur la politique du gouvernement, en l'occurrence celle du prédécesseur de M. Mermaz, M. Henri Nallet, que le nouveau ministre a assumée sans faiblir.

« La violence de certaines manifestations trouve ses racines dans l'abîme d'incompréhension que le gouvernement a laissé se creuser entre lui et ces combattants quotidiennement en lutte pour une survie dont ils ne sont même pas assurés », a affirmé M. Chirac (RPR, Corrèze). *« Ne les accuse-t-on pas, dans certaines sphères d'opinion, parfois même par la voix de certains ministres, d'être tout à la fois des pollueurs, de produire trop, et de coûter trop cher à la collectivité ? »*, a poursuivi le président du RPR. M. Méhaignerie (UDC, Ille-et-Vilaine) s'est montré tout aussi incisif. *« Nous avons le sentiment que pour vous le discours de la justice ne s'applique pas à l'agriculture*, a-t-il indiqué, avant de menacer le gouvernement d'utiliser *« toutes les armes dont dispose le Parlement pour obliger le gouvernement à sortir de l'immobilisme, y compris, si rien ne se passe d'ici deux mois la motion de censure »*.

« Une affaire de volonté politique »

« Comment croire que le gouvernement peut et veut défendre notre agriculture à l'extérieur des frontières alors qu'il l'abandonne à l'intérieur », a enchaîné M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais). *« Faire évoluer le budget de l'agriculture deux fois moins vite que celui de l'Etat, c'est bien avouer que l'agriculture est une préoccupation secondaire »*, a-t-il ajouté.

Par-delà les effets de tribune, les différents discours, coincés dans le triptyque aménagement du territoire, baisse des charges et fermeté dans les négociations (communautaires et internationales), ont pourtant eu souvent la même tonalité. Le ministre de l'agriculture n'a pas manqué de faire remarquer qu'un large accord se dégageait sur le diagnostic et souvent sur l'esquisse de solutions : *« Les obstacles ne sont pas insurmontables, comme toujours, c'est une affaire de volonté politique. »* Sur le premier point, celui de l'aménagement, M. Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne) a remporté un franc succès en prônant une souplesse plus grande des moyens d'intervention (la fongibilité partielle des fonds structurels et le décloisonnement des administrations). *« Il se passe dans nos campagne la même chose que dans nos banlieues : dans les deux cas les violents se révoltent contre leur marginalisation... Si les moyens existants étaient utilisés de façon plus focalisée, nous pourrions au moins faire quelque chose contre le malaise exceptionnel que connaît le monde rural : à défaut, j'ai très peur d'une formidable révolte »*, a averti M. Balligand.

A propos de la baisse des charges, dossier sur lequel l'opposition s'est faite particulièrement pressante, M. François Hollande (PS, Corrèze) a été également applaudi sur tous les bancs lorsqu'il s'est demandé pourquoi il faudrait refuser aux entreprises agricoles les allègements consentis aux entreprises industrielles. *« En matière de foncier non bâti par exemple, un rapprochement avec le droit commun s'impose*, a-t-il ajouté, *il faut un nouveau cadrage, qu'on l'appelle contrat* [proposé par M. Chirac], *loi d'orientation ou autrement, l'esprit doit être le même, il faut que les pouvoirs publics éclairent l'avenir de l'agriculture. »*

GILLES PARIS

L'examen du projet de loi sur le tabagisme et l'alcoolisme

Les deux tiers des sénateurs socialistes veulent maintenir la publicité pour le vin

Le Sénat a commencé, jeudi 11 octobre, l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, présenté par M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité. Adopté en urgence par l'Assemblée nationale lors de la session de printemps, ce texte inquiète de nombreux sénateurs des départements viticoles. Parmi les cent cinquante amendements qui ont été déposés, l'un d'eux, signé par les deux tiers du groupe socialiste, vise notamment à écarter le vin des dispositions prévues sur l'interdiction de la publicité en faveur de l'alcool.

A moi l'anjou, le muscadet et le gros-plant ! A moi le saint-émilion, le cahors et le pouilly, les côtes-de-bourg, les côtes-de-beaune, le rivesaltes et le riesling ! A moi Bourgueil, Brouilly, Bourgogne !...

Lorsque M. Bernard Barbier, sénateur (rép. ind.) de la Côte-d'Or et maire de Nuits-Saint-Georges, eut épuisé son tour de France des vignobles – cinquante crus, pas moins, cités de mémoire, sans oublier le vin de Montmartre, – on était assurément assez loin, jeudi 11 octobre, au Palais du Luxembourg, des préoccupations du ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evin, telles qu'elles apparaissent dans le projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme.

Mais, comme l'a dit le rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Charles Descours (RPR, Isère), fort réservé sur l'issue du vote, *« les sénateurs ont beaucoup réfléchi dans leurs départements »* au cours de l'été... C'est ainsi que, plus encore que celle des petits planteurs de tabac, la France du ballon de rouge et du petit vin blanc, celle des tonnelles et des fins de banquets s'est réveillée, relevant fièrement le coude.

Les faits sont là, pourtant : cent dix mille morts par an à cause de l'abus d'alcool ou de tabac. Afin de compléter la loi Veil du 9 juillet 1976, le projet défendu par M. Evin prévoit donc, notamment, l'interdiction totale de la publicité pour le tabac, une forte augmentation des prix de celui-ci (15 %, pour la première étape, à compter du 1er octobre 1991) et, en matière d'alcoolisme, ce texte limite de façon stricte la publicité pour les boissons titrant plus de 1,2. *« Il s'agit de légiférer sur des habitudes de vie qui conduisent à la mort*, expose le ministre. *Depuis que je parle à cette tribune, un quart d'heure environ, trois personnes sont décédées prématurément, en France, des suites directes du tabagisme et de l'alcoolisme »*, précise-t-il.

Au-delà de l'aspect sanitaire, M. Evin insiste sur les deux grands *« enjeux sociaux »* de son projet : la réduction des inégalités sociales face à la mort et la protection de la jeunesse. Puis, citant le professeur Jean Bernard, il anticipe sur la bataille d'amendements qui l'attend : *« L'alcoolisme est l'un des problèmes qui met aux prises contre l'intérêt général le plus grand nombre d'intérêts particuliers. »* Après lui, pourtant, au nom de la commission des affaires sociales, M. Charles Descours témoigne de toute la sollicitude possible en annonçant qu'il s'agit d'*« un texte de santé publique et non d'un texte politicien »*. Le rapporteur, chirurgien de profession, propose même d'interdire la vente de tabac aux jeunes de moins de seize ans et d'instituer un fonds de prévention alimenté par une taxe sur les quelques dépenses de publicité qui subsisteraient. Mais il sera bien le seul, dans le débat, à apporter ainsi des restrictions supplémentaires dans le projet du gouvernement.

Une « boisson agricole »

Comme personne ne peut décemment s'opposer à la finalité du projet, la réduction du tabagisme et de l'alcoolisme, tous les arguments peuvent être utilisés pour tenter d'entrebâiller la porte. La défense du terroir, bien sûr, le sort des employés de la SEITA, mais aussi l'avenir du cinéma. *« Que ferez-vous pour rendre aux salles de cinéma les cinquante millions de francs de ressources qui vont disparaître ? »* demande M. Jean Delaneau (rep. ind., Indre-et-Loire), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. M. Alain Pluchet (RPR, Eure), pour le compte de la commission des affaires économiques et du Plan, s'interroge sur le sort des débits de tabac dans les zones rurales, *« qui vendent aussi des timbres postaux et fiscaux »*. *« Le droit de propriété est menacé »*, estime M. Serge Mathieu (rep. ind., Rhône), dans la mesure où, privés de publicité, les fonds de commerce risquent de perdre de leur valeur. Comment rendre compte, en raison même de son intitulé, de la prochaine Route du rhum, s'inquiète M. Louis Minetti (PC, Bouches-du-Rhône). Et pourquoi, prévoit M. Claude Prouvoyeur (app. RPR, Nord), n'aboutirait-on pas un jour à une interdiction de la publicité pour les boissons sucrées ou les produits laitiers, au nom de la prévention contre le diabète et le cholestérol ?

La discussion, en soirée, des premiers amendements a montré que de nombreux sénateurs étaient disposés à réintroduire la possibilité de faire de la publicité, à petites doses, pour le tabac : soit dans la presse professionnelle, soit en faveur des cigarettes légères, soit encore par le biais du mécénat. A l'exception de cette dernière proposition, le ministre des affaires sociales a pu obtenir gain de cause. Mais il pourrait en aller tout autrement sur la seconde partie de son texte, relative à la lutte contre l'alcoolisme : à l'initiative de M. Roland Courteau, élu de l'Aude, quarante-deux sénateurs socialistes et apparentés sur soixante-six ont, en effet, entrepris de sortir le vin du cadre de la loi en le définissant comme une anodine *« boisson agricole »*...

JEAN-LOUIS SAUX

A quoi sert un paysan ?

par Eric Fottorino

A quoi sert un agriculteur dans la société française quand le train à grande vitesse traverse les campagnes à 300 kilomètres à l'heure ? A-t-on vu le paysan derrière le paysage ? Jeudi 11 octobre, le spectacle était dans les bouches du métro parisien. A Duroc, George-V, Saint-Lazare, ils sont venus de Mayenne, de la Lozère ou du Sud-Ouest, avec leurs fromages, leur lait, leur foie gras et leur sourire. Une opération bonne humeur, moins édifiante que la grande moisson de juin. Il faisait soleil dans la capitale, et trente-sept députés s'étaient inscrits au débat sur l'agriculture de l'après-midi au palais Bourbon.

Après un été agité, les paysans cherchent à regagner du crédit auprès de l'opinion. Au silence a succédé la violence, à la violence doit succéder le dialogue sur un terrain d'entente. Lequel ? *« Les Français n'ont plus faim »*, déplore l'un des responsables de la FNSEA, M. Luc Guyau, regrettant le bon temps où la société française savait gré à l'agriculteur de remplir son assiette pour pas cher. Plusieurs années d'excédents communautaires, de montagnes de poudre de lait ou de silos gorgés de blé ont, pour longtemps, dissuadé les pouvoirs publics de mener coûte que coûte une politique laxiste de sécurité alimentaire. On traque les surplus à coups de quotas et de plafonds de production.

Il faut s'y résoudre, l'agriculture française a une capacité de produire bien au-delà des besoins existants. Sur un million de chefs d'exploitation, trois cent mille suffiraient pour nourrir la population. La conclusion paraît simple : il y a trop de paysans, trop de bras à la terre. *Gardons les meilleurs*, les plus compétitifs, les producteurs du « pétrole vert », et accompagnons les exploitants sans avenir vers une sortie honorable. A quoi sert un paysan dans la société française quand le TGV traverse les campagnes ?

Un débat pauvre lui aussi

C'est oublier le paysan derrière le paysage. C'est sous-estimer son rôle d'aménageur, de protecteur des sols et de l'environnement, gardien vigilant d'une campagne vivante, accueillante, capable de préserver des emplois, d'attirer des visiteurs. La difficulté vient de la méfiance, justifiée, des agriculteurs, à placer leurs œufs au fond de paniers écologiques toujours plus lourds en contraintes, et peu attrayants en termes de revenus. Jusqu'à présent, le beau et le bon n'ont pas payé, ni à Bruxelles ni rue de Varenne. L'agriculteur, c'est humain, souhaite greffer ces nouvelles missions à sa tâche ancestrale de producteur de biens alimentaires. Pas question pour lui d'en rabattre en tonnages si le service par ailleurs rendu à la collectivité reste gratuit comme l'air.

En assurant qu'il s'attaquera à la gestion épineuse de l'impôt foncier non bâti (obstacle à l'installation des jeunes et à l'agrandissement des exploitations), le nouveau ministre de l'agriculture, M. Louis Mermaz, distille l'espoir d'une solution médiane : l'avènement d'un mode d'activité extensif, consommant davantage d'espace, plus exigeant en capital humain qu'en machines et en engrais. Une réforme souvent annoncée, jamais mise en œuvre, tant est fragile la fiscalité des petites collectivités locales, dont le budget provient souvent, pour l'essentiel, de l'impôt sur la terre.

Aussi passionné soit-il, le débat agricole hexagonal reste pauvre. Qui a tiré les leçons de la dramatique situation des campagnes dans les pays de l'Est comme dans le tiers-monde ? En URSS et dans la plupart des Etats satellites, le marteau a écrasé la faucille, les paysans ont été liquidés ou fonctionnarisés. En semant l'embrigadement, les nations communistes ont récolté la pénurie. Dans les pays du Sud, en Afrique notamment, de nombreux paysans ont succombé à l'attrait des villes, poussés par les prix dérisoires payés pour les cultures vivrières. Un exode rural qui n'a même pas l'excuse de l'autosuffisance alimentaire.

Sous toutes les latitudes, les sociétés paysannes participent à l'équilibre général des populations. Au sud et à l'est, la faim est encore un moteur qui tourne. L'agriculture française a besoin d'urgence d'une autre motivation, loin des modèles usés, qui emprunterait à l'imagination individuelle, y compris à celle de M. Mermaz...

La commission des finances a adopté la partie ressources du budget

La commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté, mardi 9 octobre, sans modification, la première partie (ressources) du projet de loi de finances pour 1991, prévoyant la baisse de trois points de l'impôt sur les sociétés, l'aménagement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), l'allègement de la taxe professionnelle et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers et la réduction du taux majoré (de 25 % à 22 %) de la TVA.

Deux amendements déposés par M. Edmond Alphandéry (UDC) ont été adoptés. Le premier prévoit de rendre déductibles de l'impôt sur le revenu les cotisations de retraites complémentaires des agents publics. Le second destiné à encourager la recherche et le dépôt de brevets, institue une réduction d'assiette de 50 % sur les rémunérations perçues par un salarié auteur d'une invention, dans le calcul de son impôt sur le revenu.

Les députés ont également adopté un amendement de M. Philippe Auberger (RPR) portant à 17 000 francs (au lieu de 15 000) le montant des dépenses déductibles de l'impôt sur le revenu au titre des frais de garde.

M. Augustin Bonrepaux (PS) a déposé et fait adopter par les commissaires aux finances un amendement portant de 9,5 à 12,5 centimes par mètre cube, le tarif des redevances au profit du Fonds national pour le développement des adductions d'eau.

La protection des acheteurs de maisons individuelles et des sous-traitants

Les sénateurs ont adopté à l'unanimité, en première lecture, mercredi 10 octobre, le projet de loi présenté par M. Louis Besson, ministre délégué chargé du logement, relatif au contrat de construction d'une maison individuelle.

La construction de maison individuelle est un secteur d'activité important en France. Il regroupe 5 000 entreprises qui employaient, en 1989, 350 000 personnes, pour un chiffre d'affaires de 67 milliards de francs. Il s'agit pourtant d'un secteur en repli, du fait notamment de la hausse des taux d'intérêt qui pénalise l'accession à la propriété. Le rapporteur du projet, M. Robert Laucournet (PS, Haute-Vienne) a souligné que les mises en chantier de maisons individuelles avaient régressé d'environ 4 % par an au cours de la dernière décennie. Il en résulte une *« exacerbation de la concurrence qui a accru la fragilité des entreprises du secteur »*. Les faillites de constructeurs entraîneraient ainsi celles de 6 000 sous-traitants. Le texte adopté par les sénateurs répond à une double exigence pour consolider ce marché : renforcer à la fois la sécurité juridique des candidats à l'acquisition d'une maison individuelle et celle des entreprises qui réalisent en sous-traitance une partie de sa construction.

A propos du premier objectif, *« la mesure principale de ce projet concerne la mise en place d'une garantie de livraison obligatoire de la maison à prix et délai convenus »*, a indiqué M. Besson. Le projet comporte également un nombre important de précisions qui visent à *« nouer les multiples relations entre les différents acteurs, et ce afin de mieux les responsabiliser »*.

G. P.

Photo de famille à Nice

Ce fut, en ce jeudi 11 octobre, une bien belle photographie de famille. Tandis qu'une cinquantaine de salariés de la défunte association Nice communication, encouragés par M. Jean Oltra, son ancien directeur, manifestaient sous les fenêtres de l'hôtel de ville, M. Honoré Bailet, le maire, entouré de sa majorité municipale, posait, devant la presse, pour signifier clairement : j'y suis, j'y reste. A sa droite, Mme Martine Daugreihl, député RPR ; à sa gauche, M. Rudy Salles, député PR. Au total, quarante-sept conseillers municipaux titulaires et cinq suppléants appelés à la rescousse pour pallier les défections du début de semaine. Cette petite famille tentait de dissimuler l'absence de deux adjoints : M. Michel Falicon, en tractation avec le Front national après avoir donné sa démission du RPR, et M. Jean Sassone, beau-père de M. Christian Estrosi, lequel par convenance personnelle, préférait s'épargner cette épreuve.

« Il faut pédaler pour ne pas tomber »

La déclaration de M. Bailet fut brève. Après avoir dénoncé *« ceux qui poursuivent une stratégie politicienne purement personnelle n'ayant rien à voir avec l'intérêt général des Niçois »*, le successeur de M. Jacques Médecin affirma que *« loin des états-majors parisiens »*, *« dans la rigueur et la transparence »*, *« avec l'association de toutes les forces vives de la cité »*, il entendait bien *« continuer à servir sa ville »*, *« conserver et accentuer le rayonnement de Nice sur le plan national et international »*. Déclaration qui devait se terminer par un cri du cœur improvisé : *« Qu'on nous foute la paix ! »*

Passé ce petit instant d'émotion et ce grand moment de mise en scène, M. Bailet, dans le secret de son nouveau bureau, tenait à afficher sérénité et détermination. Ironisant sur le comportement irréfléchi de M. Estrosi, *« ce paltoquet »* : *« Moi*, confie-t-il, *j'ai fait beaucoup de vélo, je sais qu'il faut pédaler pour ne pas tomber. Lui, le champion motocycliste, il n'a toujours eu qu'une vitesse, et c'est le moteur qui le guide. »* Insistant *« sur l'acte courageux »* qu'il a consenti *« en acceptant la lourde mission de succéder à Jacques Médecin. »* Réaffirmant son désir de mettre tout le monde à la tâche : *« L'opposition est ce qu'elle est, je la respecte, elle me respecte. J'espère qu'elle continuera de le faire. »* Se sent-il en sursis ? Faisant *« confiance en la justice française »*, il ne pense pas qu'on n'osera à l'avenir l'inquiéter sur la gestion passée de la ville. Il dit avoir recueilli de M. Jacques Chirac toutes les assurances et les éclaircissements utiles.

Il sait ce qu'il veut faire : *« désendetter »* la ville, dégrossir les sommes astronomiques versées annuellement à un nombre incroyable d'associations para-municipales – 600 millions de francs environ, – faire chuter le taux d'une taxe professionnelle presqu'au plafond (25,52 %). Il est décidé à se retrousser les manches, mais prévient qu'il ne s'accrochera pas : *« Si je ne conviens pas, si je suis à côté de mes pompes, je partirai. Pour l'heure j'ai conscience que je n'ai pas la classe de mener les affaires comme Jacques Médecin. Ma seule ambition, désormais est de servir sans me servir. »*

Trop ravis de voir M. Estrosi dans le fossé, les deux crocodiles restant dans ce marigot, M. Salles et Mme Daughreil, s'efforcent aujourd'hui de présenter la même sérénité et la même bonne volonté. Le discours est uniforme. *« Ces événements mineurs*, prétend le premier, *auront créé un élan de solidarité autour du nouveau maire. »* *« A toutes choses, malheur est bon*, assure la seconde. *Cette affaire a permis de souder les élus de la majorité. »* Tous deux attendent que la direction du RPR fasse le ménage au sein de sa fédération des Alpes-Maritimes et que M. Estrosi rende les clés. L'embarcation municipale va donc tenter de se remettre à l'eau sans trop faire de vagues. Un conseil des adjoints, procédure tout à fait méconnue de M. Médecin, sera convoqué, lundi 15 octobre. Une première réunion du conseil municipal aura lieu le 22 octobre. Personne à Nice ne jurerait pourtant que cette embarcation-là sera épargnée par tous les récifs financiers et politiques.

DANIEL CARTON

POLITIQUE

Le Nord dans le tourbillon de l'ouverture

L'entrée de M. Durieux au gouvernement, préparée par MM. Mitterrand et Mauroy, suscite la colère des centristes lillois et embarrasse les socialistes

LILLE

de notre envoyé spécial

Rendez-vous secrets, téléphones qui chauffent, courrier qui s'amasse : l'ouverture est, décidément, un sacré chantier. On creuse des tranchées, on cherche les fondations, on échafaude des plans sur la comète politique... Lille, jusqu'alors épargnée, connaît, depuis un peu plus d'une semaine, une étrange effervescence. L'entrée au gouvernement de M. Bruno Durieux a fait perdre le nord aux centristes et tourner la boussole socialiste. Plus rien n'y est simple.

A la mi-septembre, ce nouveau chapitre du livre rose de l'ouverture avait commencé par des conciliabules serrés entre le «château» et le «beffroi», entre M. François Mitterrand et M. Pierre Mauroy, ce dernier, comte des Flandres, y associant son féal, M. Bernard Roman, patron de la fédération socialiste du Nord. Question du château : en cas de remaniement, le sieur Durieux, député du Nord, barriste et fier de l'être, déparerait-il dans le tableau Rocard reverni ? Réponse officielle du beffroi : *« Pour Durieux, nous levons toutes nos objections ; un dont nous ne voulons plus entendre parler, c'est Borloo. »* (1)

Des bedeaux mais pas de diacres

Bien que jurant n'avoir eu, la semaine dernière, *« que trois heures pour se décider »*, M. Durieux était, alors, virtuellement ministre depuis quinze jours. Le 2 octobre, la nouvelle était répandue. Le téléphone centriste n'allait plus chômer. Consigne de M. Pierre Méhaignerie au maire de Roubaix, M. André Diligent, papa gâteau de la fédération centriste du Nord : *« Surtout, pas d'exclusion, cela ferait trop stalinien ! »* On ne se refait pas. Depuis, arrive le courrier. Le nouvel appelé se dit *« inondé »* : *« Une seule lettre d'injures, un tas de lettres me disant « bravo »*, affirme le ministre délégué à la santé, *un autre tas me disant : « On est content pour vous, mais laissez-nous digérer. »*

La boîte aux lettres de M. Roman est nettement moins encombrée, et c'est bien son problème... Deux petites lettres, seulement, de militants confessant *« avoir mal à leur carte »*. Ce silence, qu'il soupçonne parlant, l'inquiète. Car les petits échos annonciateurs de cette nouvelle aventure avaient beau se propager depuis plusieurs mois, en franchissant, comme dit M. Raymond Barre, le «Rubicon», M. Durieux en a fait de belles. Brouille au centre, trouble chez les socialistes, ricanements chez les communistes, clins d'œil au RPR, le Nord est *« à l'ducasse »*.

Les centristes ne savent plus à quel saint se vouer. Depuis deux ans, l'ouverture était pour eux un espoir pour ne point sombrer ; les voici contraints d'en faire un combat. Ce genre de contorsions n'est jamais aisé. Petits-fils du MRP, tenus par une fibre sociale bien solide, ils se disaient bien qu'il ne fallait pas exclure d'œuvrer, un jour, avec les descendants de la défunte SFIO, mais l'autonomie d'un centre fort, formant bloc, était à leurs yeux, la première clé. En voulant aller plus vite que la musique, M. Durieux la remise, selon eux, pour longtemps sous le paillasson.

Depuis deux ans, cette grosse fédération centriste collait avec zèle à la stratégie de M. Méhaignerie. *« La création du groupe UDC à l'Assemblée a été le plus beau jour de mes dix dernières années de vie politique »*, se souvient M. Diligent. Un petit groupe UDC s'était formé au conseil régional. Sur place aussi, cette stratégie d'autonomie commençait à ressembler à quelque chose. Mais les centristes du Nord, instruits par des années et des années de luttes sévères, se disaient aussi qu'il y avait chez eux socialiste et socialiste, qu'entre M. Pierre Mauroy et M. Michel Delebarre, il y avait un fossé plus large que la Deule (la rivière de Lille) et que le sectarisme du camp d'en face n'était pas une invention. Alors, patiemment, ils attendaient de voir.

« On ne peut casser la bipolarisation que par des grandes opérations d'envergure et en équipe, explique M. Diligent. *Or, les socialistes nous ont toujours montré que, hors de leur église, il n'y aurait point de salut. Ils veulent bien des enfants de chœur, des bedeaux, mais pas de diacres. »* M. Durieux avait, lui-même, toujours prôné cette thèse. *« Je crois*, disait-il en juillet 1988, pour justifier son refus d'entrer au gouvernement, *qu'il vaut mieux un accord politique lorsqu'on entre dans un gouvernement à dominante socialiste et qu'on n'est pas socialiste. »* Parce qu'il juge le CDS de nouveau *« englué »* dans ses alliances à droite, son avis a radicalement changé : *« Si nous ne sommes pas quelques uns à maintenir la pression de l'ouverture*, dit-il, *on tombera dans la glaciation. »*

« Quand on a envie de pécher, on trouve tous les prétextes », s'enflamme M. Diligent, qui, sans disconvenir que ses amis, à Paris, *« manquent vraiment de c... »*, préfère parler, aujourd'hui, de *« l'égocentriste »* Durieux. *« Il y va vraiment pour la part de gâteau*, ronchonne le maire de Roubaix. *En divisant et dévalorisant le centre, il joue contre l'intérêt collectif. »*

D'autres «amis» du nouveau ministre sont encore moins tendres. Veuve de Georges Delfosse, ancien député de cette quatrième circonscription de Lille réputée imprenable par la gauche, Mme Jeanine Delfosse, qui, en mars 1988, avait défrayé la chronique dans une élection cantonale partielle contre M. Jean-Jacques Decamps (PR), crie à la dilapidation de l'héritage et s'emporte contre ce *« parachuté de luxe »* qu'avait imposé M. Barre. Selon Mme Delfosse, M. Durieux *« a fait beaucoup de flonflons et beaucoup de colloques »*, sans jamais comprendre qu'il était *« dans le pays du bifteck à quatre sous »*. *« Mon mari en a souffert énormément*, explique-t-elle aujourd'hui, *mais les pressions financières étaient trop fortes. Quand la politique deviendra plus saine, Georges se relèvera de sa tombe. »*

Un « ticket » Delebarre-Durieux ?

Maire de Lambersart, où vit près de 40 % de l'électorat de la circonscription, M. Marc-Philippe Daubresse n'a jamais eu d'atomes crochus avec M. Durieux. L'homme de terrain n'a jamais admis le Parisien. Il ne s'en cache plus . *« Qui peut parler d'ouverture ? Stirn est parti, Durieux l'a remplacé... Le problème est qu'il est plus barriste que centriste, toujours certain que toutes ses analyses sont bonnes et celles des autres mauvaises. »* On dit qu'en privé Monsieur le maire de Lambersart a fait sabler le champagne, considérant que le chemin du Palais-Bourbon lui est, désormais, tracé.

Un autre homme s'est réjoui sans moins de retenue : M. Alex Turk, responsable du RPR lillois, qui, voici encore dix-huit mois, rompait des lances avec M. Durieux pour se lancer contre M. Mauroy à l'assaut du beffroi de Lille. Sur l'air de «Je vous l'avais bien dit», M. Turk veut tirer la leçon que, décidément, il n'y a rien de bon à attendre des parachutages dans le Nord. *« A nous de faire le boulot, pour que cette idée-là ne vienne plus à personne »*, insiste-t-il. Voulant croire à la bonne foi des centristes, pressé de les arrimer au socle nouveau de l'UPF, M. Turk se frotte gaillardement les mains. *« Cette opération m'arrange*, dit-il. *Désormais, il n'y aura plus de contestation sur mon* leadership *à Lille. »*

Ces divisions, ces humeurs, ces rancœurs dans le camp d'en face sont évidemment, pour l'heure, la seule consolation des socialistes du Nord, sérieusement perturbés par cette promotion et chahutés, de surcroît, par des partenaires communistes qui comptent encore dans la ré gion et qui ne se privent pas de crier à la trahison. Malgré les consignes de tempérance de la fédération, le maire de Lomme et député du Nord, M. Yves Durand, poperéniste, a été, dès cette annonce, l'un des premiers à lever l'étendard de la fronde. *« C'est le flou artistique*, dit-il encore aujourd'hui. *On ne voit pas ce que signifie ce ralliement d'un homme qui n'a jamais affirmé sa solidarité totale avec la politique Rocard. Ce débat sur l'ouverture n'a jamais été tranché politiquement au sein de la fédération. »*

« L'ouverture est devenue un fait », rétorque M. Roman, qui, tout en comprenant le *« trouble »* de ses troupes, prétend que tout cela est affaire de *« patience et d'explication »*, qu'il s'agit *« d'une nécessaire mutation des comportements »*. M. Roman a déjà prévu une vingtaine de réunions dans sa fédération. Il ira expliquer que le PS *« n'a pas renoncé à rassembler toute la gauche »*, *« que la gauche n'attire jamais autant le centre que lorsqu'elle est rassemblée »*, que le PS se doit d'accueillir tous ceux qui s'inspirent de la *Lettre à tous les Français* de M. Mitterrand en 1988. Un travail de galérien auprès de fidèles évidemment accoutumés à des distinctions plus claires.

L'entrée au gouvernement de M. Durieux, plus barriste que centriste aux yeux de M. Roman, aura le mérite, prétend ce dernier, de prouver qu'il n'existe plus dans le Nord qu'une droite dure et que *« le sectarisme n'est pas du côté où l'on croit »*. Sur le plan national, le premier secrétaire de la fédération socialiste et adjoint au maire de Lille n'exclut plus d'autres ralliements. Celui de M. Barre ne le surprendrait plus. Sur le plan local, il se montre plus prudent : les communistes sont aux aguets. Toutes les hypothèses, cependant, sont désormais permises. Celle d'un «ticket» Delebarre-Durieux aux élections régionales n'est pas la moins improbable.

DANIEL CARTON

(1) M. Jean-Louis Borloo est maire de Valenciennes et député européen.

Ultimes arbitrages sur la réforme du statut de la Corse

L'élaboration du projet de loi, préparé par M. Pierre Joxe, portant réforme du statut de la Corse afin d'y introduire une plus grande autonomie, est entrée dans sa phase ultime. Jeudi 11 octobre, une réunion a eu lieu à l'Hôtel Matignon au niveau des ministres, pour mettre la touche finale au travail interministériel accompli jusque-là. Néammoins, à l'issue de cette réunion, placée sous la présidence de M. Michel Rocard et à laquelle participaient une dizaine de ministres, quelques problèmes subsistent, qui doivent être réglés rapidement.

Si le calendrier envisagé est respecté, le gouvernement devrait transmettre le projet de loi au Conseil d'Etat dans le courant de la semaine prochaine, et le conseil des ministres pourrait l'adopter début novembre afin que le projet soit examiné lors de la session d'automne du parlement, comme le souhaitait M. Joxe. Néammoins, ce calendrier est tendu. Il n'est donc pas certain que l'ensemble de la procédure parlementaire puisse se dérouler avant la fin de la session.

Dans l'île, A Cuncolta naziunalista, la principale organisation nationaliste, a réaffirmé, lors d'une réunion extraordinaire, mercredi à Migliacciaro, (Haute-Corse), son soutien à l'ex-FLNC et a souhaité que *« soit trouvée une solution politique faisant prévaloir l'unité »* au sein de la famille nationaliste. Cette prise de position est liée aux turbulences et aux dissidences qui agitent depuis quelques mois les organisations nationalistes corses, aussi bien publiques que clandestines.

Dernier épisode public de ces problèmes internes, mardi, l'ex-FLNC avait démenti être à l'origine de l'opération au cours de laquelle, lundi, cent cinquante hommes avaient envahi des rédactions insulaires pour y distribuer le dernier numéro de *Ribellu*, organe idéologique du mouvement.

J.-L. A.

□ **M. José Rossi candidat à la succession d'un maire assassiné en Corse.** – M. José Rossi, député UDF-PR et président du conseil général de Corse-du-Sud, a annoncé, jeudi 11 octobre, qu'il est candidat à la succession de Charles-Antoine Grossetti, maire de Grossetto-Prugna, sur la rive sud du golfe d'Ajaccio, récemment abattu par deux tueurs. M. Rossi, qui est actuellement deuxième adjoint au maire d'Ajaccio, a expliqué : *« Mon expérience, ma responsabilité de parlementaire, ma fonction de président du conseil général, rendent possible* [cette candidature] *dans le cadre d'un large rassemblement. »* Pour lui, *« l'urgence est aujourd'hui de ramener la paix dans les esprits »*. Charles-Antoine Grossetti était un proche de M. Rossi.

EN BREF

□ **M. Chevènement : « Le PS n'est pas en guerre. »** – M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, fondateur du courant Socialisme et République, a déclaré jeudi 11 octobre, à propos de l'élection de M. Jean Auroux à la présidence du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, que *« le PS n'est pas en guerre »*. Le ministre de la défense a affirmé qu'il n'appartenait *« à aucun clan »* et qu'il avait *« beaucoup d'amis socialistes »*. A propos du rôle joué par les députés de son courant dans l'élection du fabiusien Jean Auroux, M. Chevènement a ajouté : *« Il y a si peu de guerres dans le PS que je vous défie de me ranger dans quelque camp que ce soit. »* M. Chevènement a fait cette déclaration à l'issue d'une visite aux écoles de formation des officiers de Saint-Cyr-Coëtquidan (Morbihan).

□ **M. Briant presse l'UPF d'accepter le CNI.** – M. Yvon Briant a affirmé, jeudi 11 octobre, qu'un nouvel ajournement de l'entrée du CNI dans l'UPF, confédération regroupant le RPR et l'UDF, constituerait, selon lui, *« un refus clair et net »*. Le président du CNI a indiqué que la direction de son parti en tirerait *« les conséquences logiques »*. Le bureau de l'UPF doit se réunir le 17 octobre. *« Quel intérêt peut-il y avoir à différer notre entrée sinon un intérêt de gamelle ? »*, a demandé M. Briant.

La cinquième conférence internationale de Kinshasa

Le combat inégal de l'Afrique contre le sida

Plusieurs centaines de spécialistes participent, du 10 au 13 octobre à Kinshasa, à la cinquième conférence internationale sur le sida en Afrique. La progression massive de l'épidémie sur ce continent soulève de très vives inquiétudes et laisse aujourd'hui entrevoir de très sombres perspectives socio-économiques.

KINSHASA

de notre envoyé spécial

En Afrique noire, de Dakar jusqu'à Nairobi, l'épidémie de sida a d'ores et déjà pris les dimensions d'une catastrophe. Pourtant, le pire est à venir. Tel est le dramatique constat auquel ont abouti les participants à la cinquième conférence internationale consacrée à cette maladie, réunis depuis mercredi 10 octobre dans le « palais du peuple » de la capitale du Zaïre. C'est une réunion « à l'africaine », où l'on compare, par exemple, les vertus des nouvelles techniques scientifiques de diagnostic de laboratoire à celles des diverses façons d'utiliser le préservatif masculin.

A la différence des précédentes conférences annuelles sur le sida organisées à Bruxelles, Naples, Arusha (Tanzanie) et Marseille, celle de Kinshasa consacre une large place aux aspects préventifs de l'épidémie, ainsi qu'à ses conséquences socio-économiques prévisibles. Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement ? Les progrès thérapeutiques sont toujours aussi désespérément lents et, comme l'a rappelé le professeur Luc Montagné (Institut Pasteur de Paris), non seulement aucun vaccin n'est envisageable avant plusieurs années, mais l'ensemble des données virologiques en provenance du continent africain confirme l'extraordinaire variabilité du virus. Ce phénomène fait penser que les vaccins « européens » ou « américains » actuellement à l'étude pourraient bien se révéler inefficaces vis-à-vis des nombreux variants africains du virus.

D'autre part, la seule molécule ayant fait la preuve d'une relative efficacité dans ce domaine – l'AZT de la multinationale Welcome – demeure, pour de pures et simples raisons d'économie, totalement inaccessible aux centaines de milliers de malades africains.

L'unique espérance réside dans la modification des comportements sexuels, connus pour être à haut risque d'infection, de centaines de milliers de personnes. C'est, à l'évidence, un défi tout à fait considérable pour lequel les moyens techniques et intellectuels disponibles apparaissent aujourd'hui dérisoires. Un défi aussi dont ne veulent pas entendre parler les autorités politiques qui, en toute logique, devraient se sentir les premières concernées et qui persistent dans leur attitude de déni.

Dix millions de personnes contaminées en 1991

Les travaux épidémiologiques menés sur le terrain africain et présentés à Kinshasa ne sont en tout cas plus remis en cause. Ainsi, l'Organisation mondiale de la santé estime à cinq millions le nombre de personnes contaminées en Afrique. Pour 1992, les spécialistes de l'OMS prévoient que ce nombre sera multiplié par deux. Conséquence directe de la transmission hétérosexuelle entre adultes d'une part, de la contamination mère-enfant *in utero* d'autre part, le nombre d'orphelins africains ne cesse de croître dans des proportions considérables. En Ouganda, par exemple, ils sont trente mille. Selon le docteur Christine Obbo, ces enfants sont de plus en plus mal considérés en Afrique et leur adoption est rendue difficile à cause de l'image sociale très négative du sida sur le continent.

Selon le docteur Antonia Novello, chirurgien général des Etats-Unis, on peut prévoir qu'avant l'an 2000 plus de dix millions d'enfants africains de moins de dix ans seront orphelins. D'autre part, toujours selon Mme Novello, la mortalité infantile liée au sida ne tardera pas à réduire à néant l'ensemble des progrès obtenus dans la prévention de cette maladie en Afrique. Pourtant, cette mortalité demeure près de dix fois plus importante que dans la plupart des pays industrialisés.

Sans doute à Kinshasa, par exemple, et sans que l'on puisse vraiment expliquer pourquoi, le taux moyen de séropositivité parmi les adultes (situé entre 7 % et 8 %) ne semble plus aujourd'hui augmenter. Mais, « *dans ce pays, l'impact social du sida est d'ores et déjà manifeste* », explique le docteur Eustace Luhondwa (Tanzanie). La tradition veut que les adultes assurent la subsistance de leurs aînés jusqu'à leur mort. Or ce sont aujourd'hui les vieux qui enterrent leurs enfants. De nombreuses personnes commencent à réduire leurs vagabondages sexuels. On commence aussi à avoir recours à l'autotransfusion de sang. Pourtant la majorité des informations publiées ou recueillies à Kinshasa sont bel et bien alarmantes.

Ainsi, à Kigali, les taux moyens de séropositivité trouvés chez les femmes enceintes sont passés ces deux dernières années de 18 à 30 pour cent. Contrairement à toutes les prévisions, l'épidémie commence à diffuser dans les zones rurales de Tanzanie, d'Ouganda ou de la Côte-d'Ivoire. Signe objectif de l'ampleur du mal et qui commence à poser de sérieux problèmes économiques, le sida est devenu la première cause de mortalité dans les hôpitaux d'Abidjan, de Kinshasa, de Kampala, de Kigali et de Lusaka.

La fréquence des maladies sexuellement transmissibles dans une dizaine de pays encore relativement peu touchés par le sida (Cameroun, Djibouti, Ethiopie, Gabon, Gambie, Madagascar, etc.) laisse malheureusement craindre, à court terme, une expansion rapide de l'épidémie dans les zones épargnées. Enfin, les caractéristiques particulières du sida et le cortège des infections dites « opportunistes » qui y sont associées font que l'épidémie commence à avoir un impact sur les autres maladies qui sévissent en Afrique sur un mode endémique. Au Malawi, mais aussi en Tanzanie ou en Ouganda, on observe ainsi une recrudescence majeure de la tuberculose, celle-ci pouvant toucher les personnes séropositives comme celles qui ne le sont pas, à cause de la promiscuité, de l'absence générale d'hygiène et de la mauvaise couverture vaccinale par le BCG.

Bien que dramatique, un tel constat est-il totalement désespéré ? Si beaucoup d'équipes spécialisées continuent malheureusement plus à observer la situation qu'à tenter de la modifier, on assiste aujourd'hui, comme en témoignent plusieurs des travaux présentés à Kinshasa, à la mise en œuvre de différents programmes concrets d'intervention. « *L'Organisation mondiale de la santé commence aujourd'hui à adopter une attitude plus interventionniste*, explique le professeur Peter Piot (Institut de médecine tropicale d'Anvers), l'un des organisateurs de cette réunion. *Pour ma part, je ne peux plus, éthiquement, moralement, me limiter à l'observation de ce qui se passe, à établir des taux de séropositivité et à les voir progresser.* »

Parmi les rares organismes internationaux ayant perçu, depuis quelques années, l'ampleur du problème sanitaire mais aussi socio-économique soulevé par le sida, on trouve la Banque mondiale dont l'un des représentants, M. Mead Over, économiste, a exposé à Kinshasa les très sombres conclusions de travaux prospectifs qui témoigneraient, s'il en était encore besoin, de l'urgence absolue de la situation africaine.

Selon les études réalisées à partir de différents modèles par la Banque mondiale, un taux moyen de séropositivité chez les adultes de 10 % double le taux de mortalité dans ce groupe qui passe ainsi à 10 pour mille par an. Cette mortalité se situe à 15 pour mille par an pour un taux de 20 % et à 20 pour mille pour un taux de 30 %, situation qu'il n'est pas rare de trouver dans certaines grandes métropoles africaines.

Ces chiffres sont d'autant plus inquiétants que cette mortalité supplémentaire surviendra quoi qu'il advienne durant les dix prochaines années, même si l'on parvenait, aujourd'hui, à stopper la diffusion du virus. Autre élément essentiel, cette mortalité touche avant tout les catégories socioprofessionnelles qui jouent un rôle essentiel dans les circuits de production et dans le développement économique des pays africains. Les études présentées montrent aussi que le coût direct de la maladie (estimé en moyenne entre 200 et 300 dollars par an et par malade au Zaïre et en Tanzanie) ne représente en réalité qu'une fraction très minime (de 5 % à 10 %) du coût total du sida estimé à partir du manque à gagner économique calculé en fonction des années de vie perdues.

Se fixant sur le taux de croissance qui pouvait être observé avant l'épidémie dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, les économistes de la Banque mondiale prévoient, à cause du sida, un recul très significatif, de l'ordre de 30 % en moyenne, de la progression des produits nationaux bruts, et ce en prenant les hypothèses les moins alarmistes.

Face à de telles menaces, l'Afrique noire parviendra-t-elle, à moyen terme, à limiter l'hécatombe en mettant en œuvre les seules mesures efficaces connues aujourd'hui pour interrompre la chaîne de transmission hétérosexuelle que sont la réduction du nombre des partenaires et l'usage systématique du préservatif dans les situations à haut risque de contamination ? Et pourra-t-elle, dans le même temps, comprendre qu'en dépit des convictions de certains de ses responsables et sans doute aussi de ses opinions publiques, le contrôle de ce fléau empêche que l'on ait recours à l'enfermement ou à la stigmatisation des victimes ?

JEAN-YVES NAU

Pour un dépistage de séropositivité erroné

L'Institut Pasteur condamné à verser 100 000 F de dommages et intérêts

La responsabilité des laboratoires d'analyses biologiques, en matière de dépistage du sida, ressort d'une décision de justice condamnant l'Institut Pasteur à verser 100 000 F de dommages et intérêts à Mme Cathie Godschalk, une Alsacienne de vingt-sept ans, ayant subi une interruption thérapeutique de grossesse le 6 août 1987, alors qu'elle se croyait séropositive sur la foi de tests erronés.

Dans son jugement rendu le 25 octobre 1989, le tribunal de grande instance de Colmar, explique que, dans la recherche d'anticorps HIV « *tout laboratoire d'analyses médicales contracte envers son client une obligation de résultat qui est celui de lui communiquer un résultat fiable, étant précisé qu'en l'état actuel des connaissances les laboratoires ont recours à des établissements spécialisés dans la matière, et qui utilise des méthodes qui doivent garantir la fiabilité des résultats* ». L'Institut Pasteur, qui a été condamné en tant que garant du laboratoire de Colmar, n'a pas fait appel.

DÉFENSE

En visite à Saint-Cyr

M. Chevènement veut élargir le recrutement des officiers de l'armée de terre

Devant les élèves officiers de Saint-Cyr, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé son intention d'élargir le recrutement des écoles d'officiers de l'armée de terre et de diminuer le nombre de places offertes dans chaque promotion, dès lors que le volume de cette armée de terre sera plus réduit.

SAINT-CYR-COËTQUIDAN

de notre envoyé spécial

Quand M. Chevènement est entré dans la fosse aux lions, le chahut bon enfant des élèves-officiers qui l'attendaient dans la salle de cinéma des écoles de Saint-Cyr (1) a cessé brutalement. C'est dans un silence recueilli que cet auditoire de jeunes en uniforme, encadré par ses professeurs et par ses instructeurs, a alors écouté un ministre de la défense venu, jeudi 11 octobre, lui dire à quelle sauce serait, à travers eux, assaisonné l'officier de l'an 2000.

La tâche de M. Chevènement était, en effet, relativement périlleuse puisqu'elle a consisté à expliquer à 2 000 élèves – les futurs cadres de l'armée de terre – qu'il fallait élever encore la qualité de leur formation, élargir le recrutement à d'autres couches de la société civile et adapter leur carrière aux finalités d'un outil de défense de plus en plus technique.

Pour faire passer la pilule, le ministre de la défense, citant indistinctement André Malraux, Fernand Braudel, Machiavel, les soldats de l'an II et plus curieusement Drieu La Rochelle, a dépeint « *un monde insondable et dangereux* ». « *Au risque de choquer*, a-t-il pronostiqué, *je dirai au contraire que je vois beaucoup de nuages s'accumuler à l'horizon* », et donc, la conclusion s'est imposée : « *A vrai dire, votre métier restera dans les années à venir d'une brûlante actualité. N'ayez pas de vague à l'âme. Soyez des chefs de votre temps* ».

Après quoi, M. Chevènement a pu détailler les mesures qu'il a déjà prises ou se propose de prendre bientôt pour mieux cerner « *le rôle de l'officier au tournant du siècle prochain* », compte tenu de la réforme décidée en 1984, qui a consisté à porter à trois ans la durée des études de l'Ecole spéciale militaire (ESM), autrement dit le recrutement direct à Saint-Cyr, et à deux ans celle de l'Ecole militaire interarmes (EMIA), qui forme des officiers par promotion du corps des sous-officiers.

Les initiatives du ministre de la défense semblent avoir été inspirées par sa volonté d'aérer en quelque sorte le recrutement, en l'ouvrant davantage vers le civil par rapport à la situation actuelle. A Saint-Cyr, par exemple, 40 % des candidats (900 environ concourrent pour 160 places) sont encore des fils de militaires, même si le taux a été supérieur à 50 % il y a quinze ans. A Saint-Cyr, toujours, 69 % des candidats ont préparé le concours d'entrée à partir des quatre lycées militaires existants (La Flèche, Aix-en-Provence, Autun Saint-Cyr-l'Ecole) et du collège naval de Brest, quand seulement 25 % proviennent des universités.

Pour faciliter un recrutement qu'il veut rendre « *plus équilibré* », M. Chevènement a annoncé l'octroi de bourses à des candidats à l'ESM, qui seraient des élèves des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques de l'éducation nationale. De même, des allocations seront offertes à des étudiants titulaires d'un DEUG ou d'un diplôme équivalent pour poursuivre leurs études jusqu'au niveau de la maîtrise ou d'un DEA avant d'entrer – grâce au corps des officiers de réserve en situation d'activité – dans une carrière militaire.

En amont encore, le ministre de la défense souhaite donner la primauté aux critères sociaux et professionnels sur les critères académiques pour inscrire dans les classes secondaires des lycées militaires les enfants d'officiers, de sous-officiers et de civils travaillant dans les armées à l'étranger ou dans des garnisons éloignées. La sélection y sera donc moins sévère au risque de baisser le niveau des étudiants, mais « *ces classes ne seront plus un Rotary* », dit un conseiller de M. Chevènement.

Des promotions moins nombreuses

Toutes ces mesures sont-elles à la hauteur de ce qu'il faut faire pour élargir davantage encore le recrutement des écoles d'officiers de l'armée de terre ? Le ministre n'en semble pas lui-même convaincu. Il a invité son auditoire à s'intéresser plus largement à l'université et à la recherche, à considérer d'autres profils de carrière, par exemple dans le renseignement, les relations internationales, voire dans les armes techniques (génie, transmissions, matériel, etc.) « *qui retrouveront leur primauté, comme c'était autrefois la tradition pour l'artillerie* ».

Et puis, si les saint-cyriens sont en droit d'attendre des perspectives gratifiantes de carrière, il faut qu'ils sachent dès aujourd'hui qu'il n'est plus possible d'assurer à chacun « *le commandement d'une troupe, qui est le plus beau moment de la carrière* », dans l'état actuel du nombre des élèves et de celui des régiments de l'armée de terre qui ira en diminuant. Dans ces conditions, la conclusion est venue, directe comme une mise en garde : « *Si l'on veut mieux répondre à votre attente, il faudrait soit réduire sensiblement le nombre des élèves dans chaque promotion, soit varier les carrières. Cela mérite réflexion.* »

C'est la première fois depuis des années qu'un ministre de la défense montre ainsi le bout de l'oreille, en laissant entendre qu'il se faisait lentement à l'idée de réduire le nombre de places offertes chaque année à l'entrée des écoles d'officiers.

Prudent, M. Chevènement a toutefois ajouté : « *Je demande au général Etienne Renard* (qui commande les écoles de Saint-Cyr) *et à son adjoint, le colonel Jean-Pierre Meyer, de rassembler vos propres réflexions sur ces sujets. Sachez que j'en tiendrai compte autant que possible. J'aurais, d'ici là, mûri mes décisions* », a conclu le ministre de la défense. Dans la salle, aucun applaudissement : les militaires n'acclament pas leur ministre. Mais, dans un aparté, un jeune officier a probablement résumé le sentiment général, en disant : « *On aura mûri les décisions pour le magner de 1991* ».

JACQUES ISNARD

(1) Sur le territoire de la commune de Guer (Morbihan), les écoles de Saint-Cyr sont au nombre de quatre : l'école de Saint-Cyr (ESM) proprement dite, l'Ecole militaire interarmes (EMIA), l'Ecole militaire du corps technique et administratif (EMCTA) et le Bataillon des élèves officiers de réserve (qui sont les aspirants du contingent).

Conseil restreint à l'Elysée

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a indiqué que le conseil restreint de défense, présidé par le chef de l'Etat en fin d'après-midi du jeudi 11 octobre à l'Elysée, avait été consacré à un examen de la loi de programmation qui détermine les dépenses militaires à long terme. A cette réunion, qui a duré une heure, ont assisté, outre M. Rocard et le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées, et M. Yves Sillard, délégué général pour l'armement.

Approuvée en 1989 par le Parlement, la programmation militaire actuelle couvre l'équipement nucléaire et classique des armées entre 1990 et 1993. Mais, d'une part, dès les deux premières années d'application de la loi (le budget de 1990 et le projet connu de budget pour 1991), ce texte n'a pas été exécuté dans son intégralité, les moyens financiers alloués annuellement par les Finances se révèlant insuffisants. D'autre part, la moindre tension en Europe et l'apparition de nouvelles formes de crise, comme celle du Golfe, obligent le gouvernement et les états-majors à réexaminer la programmation. C'est, en principe, au printemps prochain que le Parlement devrait être saisi d'une nouvelle rédaction du texte, avec, en particulier, des choix différents en matière d'armements.

SCIENCES

Théoricien de la mécanique quantique

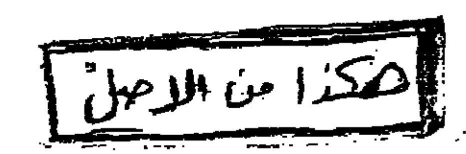
Le physicien John Stewart Bell est mort

Le physicien irlandais John Stewart Bell est mort la semaine dernière d'une hémorragie cérébrale, à l'âge de soixante-deux ans, a-t-on appris jeudi 11 octobre.

John Bell, qui travaillait au CERN (laboratoire européen pour la physique des particules) de Genève, était connu notamment pour ses travaux sur la mécanique quantique, en particulier la fameuse inégalité, ou théorème, qui porte son nom.

L'inégalité de Bell établit que, contrairement à ce que croyaient auparavant certains théoriciens, la mécanique quantique est incompatible avec les modèles dits « à variables cachées locales ». Après l'énoncé du théorème de Bell, en 1964, il devenait possible de trancher expérimentalement entre ces deux interprétations du comportement microscopique de la matière. La première était défendue par Niels Bohr, la seconde par Albert Einstein.

Ces expériences furent menées notamment par les physiciens français Alain Aspect, Jean Dalibard, Philippe Grangier et Gérard Roger, de l'Institut d'optique d'Orsay, en 1982. Elles ont démontré, schématiquement, qu'il n'existe pas de « variables cachées », paramètres internes qui, au sein des particules, fixeraient l'instant de leur désintégration.



SOCIÉTÉ

L'affaire des cliniques marseillaises

Jean Chouraqui, détenu depuis neuf mois n'a toujours pas été confondu

Plus de huit mois après son inculpation pour complicité d'assassinat sur la personne de Léonce Mout, gérant de la polyclinique Nord de Marseille, Jean Chouraqui, directeur de cliniques, est toujours maintenu en détention. Pourtant l'enquête n'a toujours pas permis, semble-t-il, d'étoffer les soupçons qui pèsent sur lui. A l'issue d'une longue audition par le juge d'instruction, les avocats de l'homme d'affaires ont déposé, mercredi 10 octobre, une nouvelle demande de mise en liberté.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

« Je vais te casser la bouche. Je vais t'emplâtrer ! » Pour quelques instants, huit heures de confrontation ont eu raison des nerfs du commissaire Roger Marion, ancien « patron » de la brigade criminelle de Marseille. Irritation compréhensible : il n'est pas habituel de voir cinq policiers d'une brigade criminelle traînés, à la demande d'un inculpé, dans le cabinet d'un juge d'instruction pour s'expliquer sur les conditions d'une garde à vue. *« La première fois, en vingt ans de carrière »*, maugréaient les plus anciens des policiers. C'est pourtant arrivé, vendredi 5 octobre, à Marseille, cité où il ne faut jamais jurer de rien.

A *affaire hors normes, petite* entorse aux usages. Car l'homme qui, ce jour-là, sous le regard du juge Chantal Gaudino, s'est retrouvé face à deux commissaires et trois inspecteurs, n'était autre que Marc Galeazzi, ancien directeur administratif de la polyclinique Nord de Marseille, l'un des protagonistes de « l'affaire des cliniques ». Un acteur essentiel, puisque c'est sur sa seule déposition que repose l'inculpation de Jean Chouraqui, commanditaire présumé de l'assassinat de Léonce Mout, ancien patron de Galeazzi.

« C'est Chouraqui qui m'a demandé de faire intimider Mout », avait déclaré Galeazzi aux policiers, en janvier dernier, *lors de sa* garde à vue contestée, avant, à peine arrivé devant Mme Gaudino, de se rétracter avec empressement. Et pour plus de sûreté, quelques semaines plus tard, du fond de sa cellule, il envoyait au magistrat instructeur une lettre de huit pages dans laquelle il expliquait comment un inspecteur lui avait soufflé avec insistance le nom de Chouraqui. Depuis, il n'avait de cesse de réclamer à Mme Gaudino cette inhabituelle confrontation.

Beaucoup d'obstination *pour pas* grand-chose : chacun, comme il fallait s'y attendre, est resté sur ses positions. Et les emportements du commissaire Marion, promu depuis les faits à la préfecture de police de Paris, ne furent même pas couchés au procès-verbal, Galeazzi et son avocat ayant accepté de ne pas les avoir entendus.

Même infructueuse, cette confrontation est significative de la volonté de Chantal Gaudino de *faire la lumière sur le moindre* recoin de l'affaire, tant la vérité y apparaît insaisissable. Le style de Mme Gaudino est-il, comme s'en plaignent certains avocats, trop *« psychologique »*, davantage attaché à sonder les âmes qu'à recouper les faits ? Toujours est-il que la magistrate, qui instruit seule les deux meurtres de Léonce Mout et de Jean-Jacques Peschard, maire de *secteur marseillais pendant la* durée du congé de maternité de sa collègue, Mme Nadine Perrin, ne cesse d'auditionner, de confronter, de passer en revue tous les mobiles imaginables.

La disparition de Christine Barras

Sans grand résultat, il faut bien l'admettre. Deux meurtres sans mobiles apparents, au déroulement demeuré d'autant plus mystérieux que la reconstitution de l'assassinat de Jean-Jacques Peschard n'aura lieu qu'à la fin du mois ; des témoins aux souvenirs variables ; un double assassin présumé, Roger Memmoli, qui, après avoir avoué tout ce qu'on voulait, et même davantage, a désormais choisi le silence ; et un commanditaire présumé, Jean Chouraqui, sur lequel pèsent depuis le premier jour les soupçons policiers mais qu'aucun commencement de preuve n'a encore confondu : l'enquête, depuis janvier, fait du surplace. A-t-on demandé à Memmoli de tuer ? L'a-t-on payé ? Pour quelle raison ? On ne le sait aujourd'hui pas plus qu'au premier jour de l'enquête.

Sans oublier l'affaire, connexe, de Christine Barras, la jeune compagne de Peschard disparue en 1984, et dont les proches, encore aujourd'hui, s'affirment persuadés qu'elle a été assassinée. Il y a quelques semaines, Mme Gaudino a *même reçu, à son sujet, une lettre* anonyme assurant, plan à l'appui, que le corps de la jeune femme avait été scellé dans un mur de la clinique Wulfran-Puget, une des cliniques ayant appartenu à une certaine époque à... Jean Chouraqui, *précisément*. Un examen approfondi du mur en question – vérifier le moindre indice, toujours – permit pourtant de s'assurer que cette portion de mur n'avait pas été touchée depuis de nombreuses années. Mme Gaudino n'en manifeste pas moins le désir de relancer aussi l'instruction de ce côté-là.

Reste donc, encore et toujours, le « cas » Chouraqui. Estimant qu'un tel faisceau de soupçons – les « aveux » de Galeazzi, les relations orageuses de Mout et Chou*raqui, le ton de « parrain »* employé par Chouraqui dans ses conversations téléphoniques – ne justifiaient pas une si longue incarcération, les avocats du patron de cliniques ont, depuis le début, multiplié les demandes de mise en *liberté. Pourtant, les quatre* demandes déposées à ce jour ont toujours été repoussées par Mme Gaudino, invariablement suivie en appel par la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence.

Cette attitude judiciaire nourrit *aujourd'hui* chez les défenseurs de Jean Chouraqui, dont Me Henri Leclerc, du barreau de Paris, le soupçon qu'existeraient dans l'affaire un « dossier secret », des charges connues des *seuls policiers* et magistrats et qui, pour des raisons mystérieuses, n'auraient pas été jointes au dossier « officiel ».

On voit pourtant mal quelles pourraient être ces « charges secrètes ». Les comptes de « l'empire Chouraqui » ont été passés au crible par les enquêteurs de la brigade financière, qui y recherchèrent même, à un certain moment, des traces du blanchiment de narco-dollars d'origine sud-américaine, sans aucun résultat. Et dans le contexte de l'affaire, comment imaginer que toute découverte significative n'eût pas fait l'objet d'annonces triomphales de la police ? S'il n'en fallait qu'un seul signe, de toute façon, les investigations à l'aveuglette de Mme Gaudino suffiraient à faire litière de cette supposition.

Force est donc d'en revenir à cette hypothèse : Jean Chouraqui, écroué depuis le 27 janvier, n'est aujourd'hui maintenu en détention que dans l'attente du miracle qui pourrait faire rebondir une enquête promise à l'enlisement. Mais Chouraqui est un homme d'affaires. Depuis son incarcération, il a déjà dû renoncer à ses prétentions sur la clinique Wulfran-Puget, dont la propriété était contestée, et vendre ses parts à ses associés dans une autre de ses cliniques, Les Roches claires. Accessoirement, pour honorer ses échéances, il a vendu sa Porsche et hypothéqué sa villa. Sans être, comme l'assurent ses amis, ruiné – il reste tout de même propriétaire



de deux cliniques, – il a incontestablement pâti de sa détention sur le plan financier.

S'il est coupable, ne serait-ce que *du dixième de ce dont on le soupçonne*, personne ne pleurera évidemment sur une voiture de luxe et quelques lambeaux d'empire. Mais s'il est innocent, hypothèse que rien, pas plus qu'au premier jour, ne permet d'exclure, qui lui rendra alors ses biens, et son honneur perdu ?

DANIEL SCHNEIDERMANN

Au congrès du Syndicat autonome des fonctionnaires

Le discours de la méthode de M. Henri Nallet

A dix jours du mouvement national d'action prévu le 23 octobre par l'intersyndicale des magistrats, fonctionnaires et avocats, à dix jours aussi de l'examen par l'Assemblée nationale du budget de son ministère, M. Henri Nallet, garde des sceaux, s'adressait pour la première fois publiquement à certains des futurs grévistes au cours du congrès du Syndicat autonome des fonctionnaires de justice, réuni les 10, 11 et 12 octobre à Strasbourg.

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

M. Henri Nallet fait *« bonne impression »*. Il n'est pour rien dans l'héritage que lui a laissé son prédécesseur, M. Pierre Arpaillange, qu'il s'agisse de *la détérioration* des relations sociales au ministère de la justice, ou du budget qu'il a trouvé, tout ficelé, en arrivant place Vendôme. Les syndicalistes présents le lui ont clairement dit, souvent séduits par les premiers entretiens qu'ils *avaient* eus au début de la semaine avec leur nouveau ministre. Même l'APM (Association professionnelle des magistrats), peu suspecte de tendresse à l'égard de la gauche, l'a fait savoir par la voix de M. Dominique Matagrin.

Il n'empêche : magistrats, avocats et fonctionnaires qui s'apprêtent à participer à un ample mouvement national, attendaient sans doute un peu plus de leur nouveau ministre que le discours de la méthode qu'il leur a adressé. M. Nallet, d'entrée de jeu, a levé leurs illusions en expliquant qu'il n'était pas venu avec des cadeaux : *« Si je vous disais que j'ai déjà tout dans ma poche, vous ne me croiriez pas, et vous auriez raison. »* C'est donc un mode de relations qu'il a tenté de définir, et non un catalogue de mesures qu'il a annoncé.

Le ministre ne croit pas *« aux grandes réformes miracle, mais à une évolution par petits pas »*. Et surtout, après une formation accélérée sur des dossiers qu'il reconnaît volontiers ne pas posséder – *« Je ne suis pas de la famille »*, – M. Nallet entend cultiver son image d'*« homme de dialogue »* et d'homme de terrain. C'est pourquoi, très vite, il fera des déplacements *« nombreux et fréquents »* dans les juridictions, les établissements pénitentiaires et les services de la protection judiciaire de la jeunesse. Pour *« non seulement connaître les problèmes, mais aussi et surtout ceux qui les vivent »*. Contrairement à son prédécesseur – et M. Nallet, tout en lui rendant un hommage appuyé, n'a pas manqué de le souligner, – il est un homme politique, un élu, et visiblement un homme à poigne. Et il faudra incontestablement compter sur ce caractère, fort, dans les négociations à venir.

Si certains, dans la salle, ricanaient bien un peu, le ministre ne s'est pas fait chahuter, car on lui fait encore crédit. Se détachant de ses notes sans difficulté, avec une aisance à laquelle, depuis deux ans, les interlocuteurs du ministre de la justice n'étaient guère habitués, le ministre a expliqué : *« Oui, bien sûr, il faut de l'argent, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi une orientation, des choix, une perspective. J'y suis prêt. Pour assurer à chacun de vous de meilleures conditions de travail, pour assurer l'épanouissement de chacun, mais aussi une justice au service des justiciables. »*

M. Nallet souhaite que ses relations avec les syndicats soient des relations de partenaires : chacun prenant des engagements réciproques régulièrement vérifiés, en mettant les cartes sur la table. Quant à ses rapports avec son ministre délégué, M. Kiejman, sur lesquels certains glosent déjà, mettant les deux hommes en concurrence, M. Nallet les a évoqués : *« Je n'ai pas trop d'inquiétude sur le tandem. Il y a du travail pour deux. »*

AGATHE LOGEART

□ **Dossiers volés à la cité judiciaire de Nancy : quatre inculpés remis en liberté.** – *La chambre d'accusation* de la cour d'appel de Nancy a remis en liberté, jeudi 11 octobre, quatre personnes appartenant au milieu gitan, inculpées d'association de malfaiteurs et incarcérées depuis neuf mois à la prison Charles-III. Une partie du dossier de Jean et Alain Gatt, Hafid Benhiali et Louis Boglioni, soupçonnés d'avoir participé à une série de cambriolages, avait été dérobée avec d'autres dossiers, le *17 septembre, dans le bureau du* juge d'instruction Henri Pons, à la cité judiciaire de Nancy (*le Monde* du 25 septembre). Une pièce essentielle, le procès-verbal de première comparution de Jean Gatt, a ainsi disparu et les seules copies disponibles n'ont pas été certifiées conformes par le greffier. Malgré l'opposition de l'avocat général, la chambre d'accusation a donc suivi les demandes des avocats des quatre inculpés.

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

IL faut croire dur comme fer au Parlement et à la démocratie représentative pour ne pas trouver vaguement consternant que se précipitent comme un seul homme vers les micros et les caméras les parlementaires de tous bords pour interroger le gouvernement sur les événements de Vaulx-en-Velin. C'était à qui, du PC au RPR, viendrait faire son petit « édito » baptisé « question » pour s'inquiéter, qui des jeunes, qui de l'ordre public, chacun maquillant son discours des couleurs de sa chapelle, tous également laborieux et, pour la plupart, prenant pour modèle M. Charles Millon, qui parle comme on ne laboure plus.

C'était une séance de questions d'actualité, et la belle actualité qu'on avait là ! Inattendue, surprenante, imprévisible, puisque, naturellement, à l'image de ses sœurs que la France compte par centaines, Vaulx-en-Velin était jusqu'alors la plus douillette, la plus paisible, la plus coquette des cités ; qu'il ne s'y posait nul problème, qu'elle ne connaissait nulle difficulté, ni d'éducation, ni d'emploi, ni d'intégration, ni de délinquance, ni de police.

Si tel était le cas, craignons le calme trompeur dont jouit la très prolétarienne et très mélangée commune de Neuilly-sur-Seine. *Faut-il prévoir la visite de M. Claude Evin*, toujours sur la brèche, ainsi que l'on sait ; à moins que, débordé, il ne dépêche M. Bruno Durieux, son nouveau compère, l'homme qui étend la gauche, *via* ce qu'il pense de l'avortement et de la peine de mort, jusqu'à Mme Stir*bois*.

Il faut s'empresser de dire que, pour ce qui est de la gesticulation audiovisuelle, le premier ministre n'était pas en reste. Vit-on jamais qu'il se lève à tant de reprises pour répondre à des questions qui ne présentaient pas, en *d'autres circonstances, une moindre gravité ?* Parlementaires et ministres se sont engouffrés dans ces incidents comme si, grâce à eux, ils retrouvaient leur parole, depuis deux mois confisquée par le Golfe et le président de la République.

Qui n'aurait en bon élu du Café du commerce, sur les jeunes, les immigrés, la violence urbaine, ou encore l'ennui (élément qui n'est pas sans portée) un avis, une opinion, un diagnostic ; à défaut, hélas ! de suggérer des solutions et de veiller à ce qu'elles soient appliquées, avec patience et obstination, à *titre d'action principale plutôt que subsidiaire*, discrètement plutôt qu'ostensiblement, volontairement plutôt que sous la pression des faits, alors que c'est plutôt le contraire qui apparaît aujourd'hui, quoi qu'on prétende et en dépit de la création du revenu minimum d'insertion, pour définir la politique sociale du gouvernement. Pourtant, peut-il ailleurs que sur ce terrain prouver ce qu'il prétend être plutôt que ce qu'on craint qu'il ne soit : de gauche et non pas d'en face ?

∴

AU chapitre de la politique étrangère, qui inclut pour l'heure sans conteste la défense, il n'est guère de voix réellement discordante pour se faire entendre, quels que soient les bégaiements de M. Chirac et les efforts de M. Giscard d'Estaing pour se distinguer de la masse. Quant à M. Le Pen, il n'est pas sûr d'être écouté de son propre camp s'il parle d'autre chose que des immigrés ; quant au Parti communiste, il n'a plus guère de camp.

Dans le domaine de l'économie, il est désormais officiel, après la belle expression de M. Rocard, que la France vit sous un régime de *« capitalisme tempéré »*, cette analyse en forme d'aveu ayant été, en quelque sorte, approuvée par acclamations tacites. Les dirigeants de l'opposition réunis à la fin de la semaine dernière se sont bien gardés de soutenir l'inverse.

S'il y a cependant une différence, elle tient au fait que M. Rocard chagrine et que la droite fait peur. Les propositions de cette dernière, et plus encore l'esprit qui les anime, relèvent de l'apologue mettant en scène le renard libre dans le poulailler libre.

Gens

La politique sociale, c'est s'occuper des gens. Même si cela ne sonne pas chic, « les gens », c'est là que se situe le clivage, si nécessaire, avec M. Madelin et ses amis pour qui « les gens » sont également libres et égaux, en caractère et en moyens. Qu'est-ce *que la liberté d'un adolescent de Vaulx-en-Ve*lin sans qualification ni emploi ? Qu'est-ce pour lui que l'égalité ?

C'est faire injure à la liberté et bafouer l'égalité de croire que l'une et l'autre seront d'autant mieux assurées que l'Etat ne s'en mêlera *pas, qu'il suffit de faire confiance au libre arbi*tre de chacun et à son esprit d'entreprise pour que tout marche comme sur des roulettes et que, si vraiment ça ne marche pas, le gendarme pourvoira au surplus. C'est croire à une société idéale, ou être un fieffé menteur, que de tenir un tel discours.

Répétera-t-on assez qu'il ne s'agit pas, ainsi, de sangloter sur la condition humaine et le péché originel, mais simplement de constater qu'il n'y a aucun profit social, et encore moins de profit individuel, à ce qu'une portion de génération soit considérée comme perdue *avant même d'avoir fait ses premiers pas* dans la vie, à ce qu'elle soit inscrite au passif du bilan avant d'avoir levé le petit doigt. Le plus cynique doit en convenir : il n'y a rien à gagner au laisser-faire. Il faut donc faire et non pas faire semblant. D'autant qu'il n'est pas difficile de savoir ce qui se passe quand s'installe le laisser-faire.

∴

DIRECTEMENT par les reportages, quand il en est, indirectement par les séries *télévisées* dont ils inondent le monde, les Etats-Unis fournissent à la France – entre autres – l'anticipation de ce qu'elle ne doit pas devenir et, pour être encore plus précis, l'exemple d'une situation politique irrattrapable, ou, si l'on préfère, plutôt que ce néologisme, incurable ; une situation où le remède s'essouffle toujours après le mal, où tout paraît voué à l'échec tant est grand le retard pris dans cette société dépolitisée pour ainsi dire par nature, où l'argent est la fin de tout dans un pays lui-même surendetté et où la détention d'armes est un droit constitutionnel.

Société dépolitisée ? La France y va à grands pas et, de cette faute historique, quel dirigeant ne songe à tirer avantage ? L'argent-roi ? Il est maintenant célébré par le parti qui le tenait à distance. Quant aux armes... elles se font trop souvent entendre dans ces banlieues *à qui l'on ne reconnaît une voix que lors*qu'elles font peur.

Les beurs et la génération des beurs doivent-ils aller regarder leur avenir, qui serait alors celui du pays tout entier, dans les ghettos de l'Amérique qui en sont les grandissantes poubelles sociales ? Les stupéfiants doivent-ils devenir « l'assommoir » du vingt et unième siècle ? La délinquance doit-elle être l'issue de secours de l'ANPE ?

Qui peut ignorer que la consommation et le trafic de drogue, en France, quoi que veuillent faire croire les mises en scène triomphalistes des douanes lorsqu'elles effectuent des saisies, loin de reculer, progressent ? Que cette avancée ne touche pas seulement le volume, mais aussi la nocivité des produits ? Qu'accessoirement, parler de « drogues douces » en lorgnant du côté de l'Espagne et des Pays-Bas est une escroquerie qui coûtera cher à qui la laisse se développer ? Qu'enfin la police n'est *qu'une bien petite partie des institutions qu'il* faut appeler à la rescousse dans une lutte qui est un enjeu national, autrement dit vital ?

Ceci ne repose, certes, que sur l'instinct, mais il saute aux yeux que la France est, à cet instant, sur ce terrain, sur celui des exclus, avérés ou à venir, face à une échéance imminente, qu'il serait criminel de la manquer, mais que c'est en l'honorant que la gauche retrouverait le peu qui lui reste d'elle-même.

∴

P.S. – Contrairement à ce qui était écrit en post-scriptum du papier *publié* vendredi dernier, il n'a jamais été question de faire relâche cette semaine. Pour la simple raison que ledit papier, intitulé « Cadeau », avait déjà paru dans *le Monde* daté du... 5 mai. Inexplicable mystère, du moins pour un profane, de l'informatique et de ses rots électroniques. L'« Amateur » prévu a donc été donné, dans le journal du lendemain, sous le titre « Capitalisme ». On y parlait de capitalisme, en effet, et des vertus qu'il s'arroge au seul motif que son adversaire a sombré corps et biens et sans coup férir. On s'y inquiétait aussi de l'orgueil retrouvé des Eglises, notamment de la catholique et de l'israélite, désormais pas moins habitées d'un esprit de reconquête qu'on ne le voit pour l'islamique. Les ordinateurs ont dû en avoir un haut-le-corps.

CULTURE

Octavio Paz, prix Nobel de littérature 1990

Le prix Nobel de littérature 1990 a été attribué, jeudi 11 octobre, à l'écrivain mexicain Octavio Paz pour son *« œuvre passionnée, ouverte sur de vastes horizons, empreinte de sensuelle intelligence et d'humanisme intègre »* (nos dernières éditions datées 12 octobre). Dans une déclaration à la télévision mexicaine, Octavio Paz, qui se trouvait à New-York pour une série de conférences, a dit : *« Ma première réaction a été une grande surprise, parce que je ne le prévoyais pas, je ne l'espérais pas, et aussi une grande joie, parce que c'est un prix très important. Cela me réjouit aussi pour la littérature mexicaine, parce qu'un écrivain n'est pas un être isolé, il fait partie d'une communauté, d'une tradition. Et cela me réjouit bien sûr pour mon pays, pour toute la littérature hispano-américaine, pour la littérature latino-américaine. »* Le président du Mexique, M. Carlos Salinas, a rendu hommage à l'écrivain, déclarant : *« Son œuvre, sa qualité, sa vision profondément mexicaine et latino-américaine montrent que nous pouvons nous identifier les uns les autres à travers les lettres, la poésie et les arts. »* Pour sa part, le roi Juan Carlos d'Espagne a appelé personnellement le lauréat au téléphone pour lui exprimer sa joie et son orgueil de voir le jury Nobel attribuer pour la seconde année consécutive son prix de littérature à un écrivain de langue castillane. Agé de soixante-seize ans, Octavio Paz, premier lauréat mexicain du prix Nobel de littérature, avait été plusieurs fois cité les années précédentes parmi les favoris.

Il a reçu de nombreux prix au cours de sa carrière, tels le Prix international de la poésie en 1963, le prix Cervantès en 1981, le Prix de la paix en 1984 et le prix Tocqueville, qui lui a été remis par M. Mitterrand à Valognes, en 1989.

L'ambassadeur de la culture

Il est né en 1914 à Mexico. Le monde occidental, à ce moment-là, se déchire. Octavio, enfant, va connaître une maison délabrée, une bibliothèque fabuleuse, l'abondance des miroirs, l'épaisseur des rideaux. Octavio est pour une partie, dans sa lignée, espagnol, et pour une autre partie indien.

L'initiateur, c'est le grand-père, homme turbulent, un vivant redoutable, auquel on devra les débuts de la littérature *« indigenista »*, c'est-à-dire cette volonté de saisir et de régler, non sans d'étranges lubies, le problème des Indiens.

Tout se complique encore. Le père d'Octavio est avocat. Il s'est voulu compagnon d'Emiliano Zapata. Il plaidera la cause des paysans pauvres et militera pour la réforme agraire, mais un accident de chemin de fer dans lequel il trouvera la mort mettra un terme à son entreprise.

Octavio est si jeune alors qu'il se met sous la coupe de sa tante, laquelle lui enseigne Hugo pêle-mêle avec Michelet. Tout se mélange : l'indigénisme, le combat des « agraristes » et le retour aux traditions. De tout cela, il semble qu'Octavio Paz n'ait jamais rien renié. Il est parti du particulier vers l'universel, et il a voulu mélanger, unir l'un et l'autre. Il est né « liseur » plus que lecteur. Il a été confronté aux douze mille volumes de la bibliothèque de son grand-père, mais aussi – sans peut-être le bien savoir – à la réalité mexicaine.

L'aventure se poursuit par des refus, c'est-à-dire par une exigence fondamentale. En 1936, rompant avec la faculté des lettres de Mexico, Octavio Paz s'en va dans le Yucatan enseigner dans le secondaire. Il est enfiévré par des découvertes essentielles : la femme, la nature, la parole. Il rompt avec la rhétorique, qui lui paraît être un masque. Il rompt avec un érotisme qui serait de facilité. Il rompt avec les philosophies de la nature, qui conduisent au mépris de l'homme. Sa poétique est occupée à naître.

Mais nous sommes en 1936, et la guerre d'Espagne éclate, rayant le ciel d'une civilisation. En 1937, Paz est en Espagne. Ses amis d'alors ont noms Cernuda, Vallejo, Neruda, Bunuel, Hernandez, Alberti. Cependant, une chose le gêne, et qu'il ne peut accepter. Ce refus qui va le distraire de certains de ses amis se nomme le stalinisme.

Alors commence l'écriture d'Octavio Paz, c'est-à-dire une réflexion fondamentale qui mélange, dans un même élan, la production lyrique et l'examen théorique. Cet homme, qui est mexicain d'un bout à l'autre, se voudra universel d'un bout à l'autre. Ce baroque se souhaitera classique. Ce démesuré mettra la mesure en cause en l'assumant.

Il faut passer vite sur les années suivantes, qui furent riches d'une recherche acharnée, d'une quête inlassable, d'une exigence incendiée. Paz entre dans la carrière diplomatique : il va aux Etats-Unis ; on le rencontre en France ; on le voit au Japon. Autant de confrontations, autant d'enrichissements. En 1962, il est ambassadeur de son pays aux Indes. Découverte considérable. Mais, tout aussi bien, rupture. En 1968, année fameuse, Paz apprend et voit que son gouvernement a fait ouvrir le feu sur les étudiants : il démissionne. Mais il demeure l'ambassadeur officieux et itinérant de la culture mexicaine.

Octavio Paz a traversé toutes les écoles : il a hanté le surréalisme, il est préoccupé par les sciences humaines et aucune des expressions diverses de notre temps ne le laisse indifférent.

H. B.



Les yeux ouverts sur le monde

Au Mexique, Octavio Paz n'est pas seulement reconnu comme l'un des plus grands écrivains, mais il s'est également imposé comme une véritable conscience morale. Dans un pays dominé, depuis sa révolution du début du siècle, par l'omnipotent Parti révolutionnaire institutionnel, le poète a su rester réfractaire aussi bien aux modes du moment qu'aux sirènes du pouvoir. *« Je persiste à penser et à dire la même chose,* nous a-t-il souvent répété. *La liberté est essentielle, c'est une valeur fondamentale que l'on ne saurait contourner. C'est un acte de foi, il faut savoir la défendre, ne serait-ce que par solidarité. »*

A retrouver Octavio Paz, c'est chaque fois la même découverte : pas de tour d'ivoire, le poète est au centre du monde, soucieux des aventures de la société, la clairvoyance à l'affût, naviguant tranquillement à contre-courant. Tel est sans doute, le secret de l'écrivain au regard ouvert sur l'infini mais scrutant les détails du quotidien.

S'il s'est engagé dans la guerre d'Espagne aux côtés des Républicains, il a été l'un des premiers intellectuels latino-américains à rompre avec le stalinisme, dès le lendemain de la seconde guerre mondiale. Il a aussi été parmi les premiers à dénoncer les dangers du totalitarisme, qu'il soit de gauche ou de droite. A l'heure où l'air du temps était aux grandes envolées lyriques et révolutionnaires, il a rapidement perçu les limites du castrisme à Cuba et plus tard, du sandinisme au Nicaragua.

« Le cinquième soleil »

Par rapport aux réalités de son pays, Octavio Paz ne s'est jamais départi d'un sens critique aigu. Ainsi, ambassadeur en Inde en 1968, il avait démissionné avec fracas pour protester contre le massacre des étudiants sur la place des Trois-Cultures, à la veille des Jeux olympiques de Mexico. A l'époque, il notait : *« Toute dictature d'un homme ou d'un parti débouche sur deux formes essentielles de schizophrénie : le monologue ou le mausolée. Mexico et Moscou sont pleines de gens bouillonnants et de monuments à la révolution. »* Il ajoutait : *« Le cinquième soleil, l'ère du mouvement, des tremblements de terre et de l'écroulement de la Grande Pyramide, correspond à la période historique que nous vivons, avec ses révoltes, ses rébellions et ses troubles sociaux. Devant l'effervescence et les convulsions du cinquième soleil, ce ne seront ni la stabilité, ni la solidité, ou la rigidité de la pierre qui nous suffiront, mais la légèreté, la souplesse et la capacité de changer. »*

Depuis lors, il n'a cessé de plaider en faveur d'une ouverture du régime et d'une démocratisation des institutions. Dans les colonnes de la revue *Vuelta*, qu'il anime depuis 1976, il balise les grandes tendances du mouvement international des idées ; scrute avec ses amis les perspectives historiques, sociales et artistiques de l'Amérique latine ; analyse ses malaises et ses crises chroniques.

La démocratie chevillée à l'âme, Octavio Paz nous disait, il y a déjà des années, que son pays ne pouvait s'en sortir que si le parti au pouvoir s'engageait résolument sur la voie des réformes et du respect du pluralisme. *« Sans doute,* poursuivait-il, *la démocratie n'est pas la panacée qui peut tout résoudre du jour au lendemain. Mais elle libérera les énergies de notre peuple. »*

JEAN-CLAUDE BUHRER

En français

A quelques exceptions près, que nous signalons, les œuvres d'Octavio Paz traduites en français l'ont été aux éditions Gallimard.

Pierre de soleil (1957), *l'Arc et la Lyre* (1960), *Liberté sur parole* (1960), *Hommage et profanations* (Hugo J., 1963), *Deux Transparents : Marcel Duchamp et Lévi-Strauss* (1969), *Versant Est* (1970), *Conjonctions et disjonctions* (1970), *Courant alternatif* (1972), *le Labyrinthe de la solitude* (1972), *Point de convergence* (1972), *la Fille de Rappaccini* (théâtre, Mercure de France, 1972), *Mise au net* (1977), *l'Apparence mise à nu* (sur des images de Marcel Duchamp (1977), *Chilida* (Maeght, 1981), *D'un mot à l'autre* (1980), *le Singe grammairien* (Flammarion, 1982), *Rire et pénitence* (1983), *la Fleur saxifrage : langue et littérature* (1984), *Une planète et quatre ou cinq monstres* (1985), *le Feu de chaque jour* (1986), *Sor Juana Ines de la Cruz ou les pièges de la foi* (1987), *L'arbre parle* (1990).

L'imaginaire critique

Suite de la première page

Fidèle moins d'ailleurs à son esthétique qu'à cette idée propre à l'auteur de *Nadja*, selon laquelle le véritable écrivain est révolutionnaire en ce qu'il exprime comme à son insu des exigences tout autres que celles qu'exprime la politique, exigences, latentes dans chaque homme, que l'écrivain, médium intermittent, arrive à déceler, les plaçant au premier plan pour éclairer les solutions proposées de façon contingente par la politique.

On le retrouvera à Paris en 1959 de retour du Japon et de l'Inde, où son esprit s'est enrichi d'une autre découverte, essentielle, celle d'une pensée radicale, *« la plus salutaire dans son pessimisme foncier »* : le bouddhisme. Et il est vrai que, depuis lors, il n'aura jamais cessé de soutenir que l'humanité devrait, si elle veut se régénérer, échapper à la destruction, faire une longue cure de bouddhisme afin d'oublier aussi bien le monothéisme, qui ne saurait aboutir qu'à l'Inquisition ou au goulag, que l'athéisme, lequel n'apporte pas au peuple la liberté qu'il lui promet.

Bien des années plus tard, nommé ambassadeur à La Nouvelle-Delhi, sa carrière de diplomate s'achève avec fracas en 1968 lorsque son gouvernement fait massacrer les étudiants sur la place de Tlatelolco. A ce moment-là, son œuvre est déjà vaste, les livres de poèmes y alternent avec des essais qui appartiennent désormais à l'histoire de la littérature, qu'ils aient trait aux mythes mexicains depuis la conquête jusqu'à nos jours – *le Labyrinthe de la solitude*, – à son *Ars poetica* – *l'Arc et la Lyre* – ou à Marcel Duchamp, auquel il a consacré deux ouvrages – en 1968 et 1973 – qui n'en font désormais qu'un seul, et dont l'œuvre le fascine car elle lui semble comme nulle autre, sur le mode hédonique, une mise en question permanente de la réalité, de la matière, de la quatrième dimension, de la vérité, de l'amour, de l'existence virtuelle de la vérité...

Travailler et veiller

D'autres essais suivront au fil des années, et notamment des essais politiques, dans lesquels, n'étant l'homme d'aucun parti, ses réflexions essaient de susciter, plutôt qu'une idée tranchante, un parallèle lucide – ses exégèses tiennent toujours compte de ce qui a pu précipiter les événements et de leur ressemblance avec d'autres faits ayant eu lieu dans un tout autre contexte.

Homme de dialogue, Paz est le type même de l'intellectuel qui, dès lors qu'il avance une idée, préfère la contradiction susceptible d'enrichir sa pensée à une acceptation satisfaisante. D'où la revue, et pour le principal, la dernière, qu'il créera en 1971, comme supplément culturel du journal El Excelsior, *Plural*, qui, par suite d'un différend avec la direction du quotidien, s'appelle aujourd'hui *Vuelta*.

Cela dit, et même si son œuvre d'essayiste a abouti à cet ouvrage monumental qu'il a consacré au fabuleux personnage et grand poète que fut, au dix-septième siècle, sa compatriote Joanna Inès de la Cruz, c'est le poète qui, chez Octavio Paz, prend le dessus.

En parlant de ses poèmes d'adolescence, il lui est arrivé de dire qu'il n'y voyait que *« les traces confuses d'un jeune homme, qui, en cherchant la poésie, se cherchait lui-même »*, sans soupçonner que, pour se trouver, *« il fallait s'inventer »*. Et pour cela, travailler et veiller.

Ainsi, il se place dans la tradition d'Edgar Allan Poe, romantique prêchant la doctrine classique, réinventée par Baudelaire, par Mallarmé, par Valéry, et dont, en dépit du mépris où il le tenait, T. S. Eliott aura été le plus illustre successeur, en affirmant que la plus grande partie du labeur du poète, lorsqu'il compose son œuvre, est un labeur critique. Et il soutenait même que certains écrivains ne sont supérieurs à d'autres que du fait que leurs facultés critiques sont plus grandes.

Définit-on le poète comme un homme favorisé par cette inspiration, dont on ne saurait dire d'où elle vient, et qui accorderait à l'élu un don de poésie sans qu'il ait rien fait pour le mériter ? Toute la poésie d'Octavio Paz répond que c'est la perpétuelle tension du poète vers un absolu de langage pouvant retenir la présence, l'éphémère, ce qui fuit, qui suscite en réalité l'inspiration. Laquelle vibration se trouve cristallisée dans les mots, soudain agissant comme par miracle, prise en charge par la musique que l'artiste lui-même hésite à considérer comme le fruit de son attente vigilante, de son patient travail.

Car, si la poésie emploie le *sens* en tant que moyen, sa finalité est le poème, cette chose ailée, et légère, dont parlait Platon, grâce à laquelle, comme le dit Paz, *« on écoute les images »* – les prises de conscience les plus aigues du poète étant, bien entendu, celles du rêve lorsqu'une plume déchiffreuse trempe dans sa nuit et que les poètes deviennent une chambre d'écho où impressions et expériences impersonnelles résonnent et se combinent de manière inattendue, de sorte que la vie même, le bonheur, les expériences intimes de l'artiste peuvent ne pas prendre place dans sa poésie alors que tout ce qui la nourrit peut en revanche ne jouer qu'un rôle négligeable dans son existence à lui.

A ces propos, on peut dire que chaque pensée venue des horizons les plus lointains aura été sans cesse pour Octavio Paz une expérience qu'il se devait de traduire, d'affirmer. Aussi a-t-il toujours prêté une oreille attentive aux rythmes et aux formes poétiques de l'Orient.

Voyageur inlassable à travers le champ presque infini de l'art et des langages, ayant touché à l'aventure des avant-gardes, Octavio Paz a vite atteint à cette clarté de parole qui, seule, rend possible ce qui existe – ce que lui a cherché, parfois sa vie durant, dans l'ailleurs des ailleurs perdus, et qui au vrai était là, à portée de la main et du regard. Aussi bien, lire sa poésie est-ce retrouver Ithaque et ses moments les plus hauts de l'errance parsemée de merveilleux d'Ulysse : le retour à la maison, à la vérité fragile de l'être, à ce peu de réalité complice et fuyante que nous sommes et qui est, somme toute, notre seule Pénélope.

HECTOR BIANCIOTTI

Un poème du nouveau Nobel

Dire : faire

A Roman Jakobson

1

« Entre ce que je vois et dis, entre ce que je dis et tais, entre ce que je tais et rêve, entre ce que je rêve et oublie, la poésie.
Elle glisse entre le oui et le non : elle dit ce que je tais, elle tait ce que je dis, elle rêve ce que j'oublie.
Elle n'est pas un dire : elle est un faire.
Elle est un faire qui est un dire.
La poésie se dit et s'entend : elle est réelle.
Et à peine je dis « elle est réelle », elle se dissipe.
Est-elle ainsi plus réelle ?

2

Idée palpable, mot impalpable : la poésie va et vient entre ce qui est et ce qui n'est pas.
Elle tisse des reflets et les détisse.
La poésie sème des yeux sur la page, sème des mots dans les yeux.
Les yeux parlent, les mots regardent, les regards pensent.
Entendre les pensées, voir ce que nous disons, toucher le corps de l'idée.
Les yeux se ferment, les mots s'ouvrent. »

(Traduit par Frédéric Magne.)

► **Tiré de *l'Arbre parle*, Gallimard, 1990.**

Les précédents prix

En décernant jeudi 11 octobre le prix Nobel de littérature à Octavio Paz, l'Académie suédoise couronne pour la première fois un écrivain mexicain.

Depuis Sully Prudhomme (France) en 1901, 87 écrivains ont ainsi recu le prix Nobel de littérature. Deux d'entre eux l'ont refusé : Boris Pasternak (URSS) en 1958 (sous la pression des autorités) et Jean-Paul Sartre (France) en 1964. Six femmes seulement ont été lauréates.

Voici la liste des dix derniers prix Nobel de littérature :

– 1980 : Czeslaw Milosz (Polonais vivant aux Etats-Unis).
– 1981 : Elias Canetti (G.-B.).
– 1982 : Gabriel Garcia Marquez (Colombie).
– 1983 : William Golding (G.-B.).
– 1984 : Jaroslav Seifert (Tchécoslovaquie).
– 1985 : Claude Simon (France).
– 1986 : Wole Soyinka (Nigéria).
– 1987 : Joseph Brodsky (Etats-Unis, d'origine russe).
– 1988 : Naguib Mahfouz (Egypte).
– 1989 : Camilo Jose Cela (Espagne). – *(AFP.)*

Les sélections pour les prix

□ **La première sélection du prix Interallié.** – *La Femme insoupçonnée*, de François Bott (Flammarion) ; *les Animals*, de Bayon (Grasset) ; *Tremblement de cœur*, de Denise Bombardier (Le Seuil) ; *les Coches bleus*, de Michel Caffier (Grasset) ; *la Vénus aux fleurs*, de François Ceresa (Laffont) ; *Mémoires d'un homme amoureux*, de Jean-Pierre Dufreigne (Grasset) ; *le Phare de Baleine*, de Jérôme Dumoulin (Gallimard) ; *la Nuit des masques*, de Marc Lambron (Flammarion) ; *les Hanches de Laetitia*, d'Eric Neuhoff (Albin Michel) ; *les Quartiers d'hiver*, de Jean-Noël Pancrazi (Gallimard) ; *les Clandestins*, de François Taillandier (Bernard de Fallois) ; *Sérénissime*, de Frédéric Vitoux (Le Seuil).

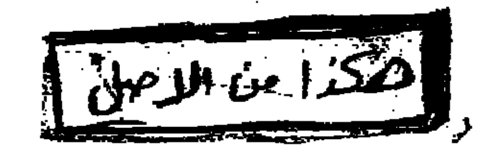
□ **La première sélection du prix Médicis.** – **Médicis français :** *Les Champs d'honneur*, de Jean Rouaud (Minuit) ; *A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie*, d'Hervé Guibert (Gallimard) ; *Ciels liquides*, d'Anne Garéta (Grasset) ; *les Quartiers d'hiver*, de Jean-Noël Pancrazi (Gallimard) ; *Phénix*, de Serge Rezvani (Gallimard) ; *Albucius*, de Pascal Quignard (POL) ; *Sérénissime*, de Frédéric Vitoux (Seuil) ; *Rire et pleurer*, de François Weyergans (Grasset) ; *les Clandestins*, de François Taillandier (De Fallois).

Médicis étranger : *Les Feux du Bengale*, d'Amitav Ghosh (Seuil) ; *les Noces dans la maison*, de Bohumil Hrabal (Laffont) ; *la Chine à petite vapeur*, de Paul Theroux (Grasset) ; *le Médecin de Lord Byron*, de Paul West (Rivages) ; *l'Oubli*, de K. Jell Espmark (Gallimard) ; *le Joueur de tango*, de Christoph Hein (Alinea) ; *Bohini, un manoir en Lituanie*, de Tadeusz Konwicki (Laffont).

Médicis essais : *La Mélancolie démocratique*, de Pascal Bruckner (Seuil) ; *Je me retournerai souvent*, de Dominique Arban (Flammarion) ; *Shakespeare, les feux de l'envie*, de René Girard (Grasset) ; *Marguerite Yourcenar*, de Josyane Savigneau (Gallimard) ; *l'Arbre de la littérature*, de Juan Goytisolo (Fayard) ; *Cynisme. Portrait du philosophe en chien*, de Michel Onfray (Grasset) ; *l'Enchantement littéraire*, d'Yves Vadé (Gallimard).

□ **La deuxième sélection du prix Renaudot.** – Les membres du jury du prix Renaudot ont rendu publique leur deuxième sélection en vue du prix qui sera décerné le 19 novembre prochain, en même temps que le prix Goncourt.

Le Guetteur immobile, de Claire Bonnafé (Balland) ; *les Coches bleues*, de Michel Caffier (Grasset) ; *les Frères Romance*, de Jean Colombier (Calmann-Lévy) ; *Nous sommes éternels*, de Pierrette Fleutiaux (Gallimard) ; *la Chambre noire*, d'Anne-Marie Garat (Flammarion) ; *l'Aimé*, d'Axel Gauvin (Le Seuil) ; *Comme dans un berceau*, de Jean Guerreschi (Julliard) ; *l'Autredi*, de Michel Luneau (François Bourin) ; *le Capitaine*, de Dominique Schneidre (Le Seuil) ; *la Leçon inaugurale*, de Jean-Didier Wolfromm (Grasset).



ARTS

Le fer et l'espace

Une rétrospective des sculptures de Julio Gonzalez au Musée Picasso d'Antibes

ANTIBES

de notre envoyé spécial

De fameuses retrouvailles posthumes, à Antibes, entre Pablo Picasso et Julio Gonzalez ! Les centaures et les faunes joueurs de flûte de l'un s'ébattent sur les murs blancs, non loin des masques et des *Hommes-cactus* de l'autre. Au-dessous d'eux, sous les massives pierres solaires du château Grimaldi, la mer violette palpite. La vieille alliance entre les deux hommes en est toute revigorée.

Elle est née à l'Ecole des beaux-arts dans la Barcelone fin de siècle, irriguée par les courants modernistes, s'est confirmée à Paris où Picasso introduisit son compatriote dans les milieux de l'avant-garde, s'est matérialisée enfin quand, en 1928, ils travaillèrent « à quatre mains », Picasso ayant demandé à Gonzalez de l'aider à réaliser des objets en métal et, plus tard encore, en 1937, quand ils exposèrent des œuvres-manifestes dans le pavillon de la République espagnole. Mais le destin de Julio Gonzalez fut plus âpre et sa carrière bien plus brève que ceux du Malaguène.

Fils d'orfèvres-ferronniers, il monte à Paris et s'y fait connaître surtout comme peintre. La mort de son frère, en 1908, le bouleverse au point qu'il se retire dans une quasi-solitude durant quinze années. L'été de 1918 compte dans sa vie : embauché à l'usine Renault de Boulogne-sur-Seine, il s'y initie à la soudure autogène. Une technique dont il va faire bon usage quand, à partir de 1922, il décide, sur les conseils de Brancusi et de Gargallo, de se consacrer exclusivement à la sculpture. Néanmoins, c'est de 1929, après sa collaboration stimulante avec Picasso, qu'on date ses vrais débuts de sculpteur du fer. Gonzalez, qui est mort en 1942, n'a donc eu que moins de quinze ans pour accomplir son œuvre, celle d'un pionnier.

Moins de quinze ans pour passer du bijou, du masque en métal rabattu, à la sculpture monumentale, et dessiner dans l'espace avec des tringles et des plaques de fer, *en intégrant le vide à sa création.* C'est sans doute parce qu'il prend le départ bien après les autres, alors que les mouvements d'avant-garde se sont épuisés, qu'il assimile ceux-ci avec une telle intensité et qu'il les dépasse par sa singularité.

Est-il cubiste, post-cubiste, surréaliste, abstrait, minimaliste avant la lettre ? Les soixante-trois sculptures d'Antibes (fer et bronze), les très nombreux dessins, toutes pièces provenant des héritiers, de la future Fondation Hartung, de la Galerie de France, de musées et de collections privées, répondent violemment et puissamment qu'il est tout cela à la fois et, plus encore, une personnalité irréductible : un créateur en proie à des contradictions qu'il résout en les soumettant aux exigences du matériau, à la rudesse élémentaire du fer. Une rudesse que le bronze semble ne pas trahir.

Beaucoup de dessins attestent qu'il y a en lui un observateur réaliste. Mais d'une situation, d'une posture, il déduit des formes simplifiées qu'il exprime dans le métal en lignes et en forces. On ne sait quel démon baroque l'incite ensuite à couronner d'aigrettes ces silhouettes d'une lointaine résonance figurative, à les hérisser de pointes. Cela donne une œuvre à la fois totémique et cocasse, plastiquement rigoureuse et cependant dansant dans l'espace une sorte de gigue déhanchée.

L'arabesque de la fantaisie

De salle en salle on va, à Antibes, de petits nus à la Rodin aux admirables masques de métal échancré ou frappé de quelques signes – plus près d'une inspiration africaine que du cubisme – et aux sculptures d'après 1929 dans lesquelles l'imagination de Gonzalez déborde. Il file dans le fer un Don Quichotte à la fois hidalgo, lance et moulin à vent, façonne une tête d'une cuve et de triangles, évoque une *Femme très fine* dans un pur infléchissement de métal, suggère un buste en modelant à peine la surface, transforme une pelle en main couchée. Cette main qu'on retrouve, dans la dernière salle, expressivement réaliste ou métamorphosée en objet crêté de doigts, mêlée aux derniers *Hommes-cactus*, *d'un robuste jaillissement* exotique, et à une grande sculpture de 1936-1937 sur un thème qui lui est familier : *la Femme au miroir*.

L'arabesque de la fantaisie, les arêtes des plans, la pureté des lignes, le détournement de la figuration vers l'abstraction, le fonctionnement symbolique, tout l'art de Gonzalez est là.

De petites pièces sous vitrine, dont une *Tête au triangle* en argent, montrent que le Vulcain du métal martelé et des soudures a su conserver, quand il l'a voulu, les grâces de l'orfèvre.

Au long du parcours, les dessins font escorte aux sculptures, tantôt études, tantôt œuvres autonomes, tous très articulés et volontaires, déjà spatiaux, parfois, par le jeu des ombres. Quelques-uns d'entre eux sont des portraits que Gonzalez fit de lui-même au fil des années. Austère, grave, il se regarde vieillir sans complaisance. Pas d'amertume mais de la solitude dans le regard.

La mort de Julio Gonzalez, à Arcueil, pendant l'Occupation, n'eut guère de retentissement. L'exposition proposée par Danièle Giraudy marque pourtant bien ce qu'une bonne partie de l'art moderne doit à celui qui souda le fer à l'espace.

JEAN-JACQUES LERRANT

▶ Musée Picasso, à Antibes. Jusqu'au 4 novembre. Exposition réalisée avec l'aide de la Maison du patrimoine, organisme créé par la Caisse d'épargne de Cannes.

CINÉMA

L'Inde des maudits

Le documentaire « Caste criminelle » fait découvrir un peuple de parias

« Une loi a décidé de notre histoire : elle dit que notre tribu est criminelle. Nous sommes des nés-criminels », explique un jeune homme au visage sombre. La loi en question est anglaise, celui qui parle est l'un des trois millions et demi d'Indiens qui vivent toujours sous le coup de cette loi, théoriquement abolie par l'indépendance, mais toujours en vigueur. La documentariste Yolande Zauberman, après avoir il y a deux ans montré la vie des Noirs en Afrique du Sud dans *Classified People*, décrit l'existence de ces exclus à travers le portrait de trois générations d'une même famille.

Leurs ancêtres étaient effectivement des voleurs, descendants mythiques des guerriers rebelles à l'Empire moghol devenus brigands par nécessité. En 1871, les Anglais les condamnaient en bloc, eux et leurs descendants, à la réclusion dans des camps. Ils y vivent encore, soumis à la pauvreté, à l'ostracisme de la population, aux persécutions policières.

Caste criminelle ne livre que partiellement, et parcimonieusement, ces informations. La réalisatrice se réclame de la tradition du documentaire, genre cinématographique longtemps tombé en déshérence et qui reprend des forces aujourd'hui (1), en se différenciant de ce qui faillit le supplanter : le reportage télé. Un reportage télévisé est pédagogique, rythmé, friand d'images choc ? Yolande Zauberman prend le contre-pied avec tant de détermination qu'elle tombe dans les travers inverses : manque de clarté, langueur, images anodines.

Dans sa manière de laisser uniquement, interminablement, la parole à ses « personnages », on devine que pour elle la caméra est un instrument sacerdotal, dont le seul usage offrirait une rédemption aux malheureux qu'elle filme. Idée à la fois généreuse et prétentieuse. Naïve, surtout.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Le même mercredi 10, trois documentaires sont sortis sur les grands écrans : *Caste criminelle*, *les Armes de l'esprit* et *Lung Ta, les cavaliers du vent*.

THÉATRE

L'enchantement pervers

Peter Brook est le magicien du théâtre
Sa « Tempête » de Shakespeare est une entreprise de séduction

Déjà la salle même, ces Bouffes du Nord, est une boîte d'illusionniste. Quand Brook et Micheline Rozan avaient repris ce théâtre, ils en avaient fait, habilement, une touchante fausse ruine. Les années passant, le « faux » s'est amorti. Ce lieu est devenu pour nous une habitude. Domine aujourd'hui l'émotion d'une apparence – cette émotion particulière qu'éveille, plutôt qu'une architecture, un être humain, une parente, dont l'âge a atténué les traits.

Cet « ailleurs » de songe, proche et surnaturel, Brook y fait la nuit, le point du jour, des éclairs ou la petite âme rouge dansante d'une bougie, et dans la paix de la caverne affleurent des souffles d'anges en exil, cordes ou tambours d'instruments de terres lointaines, auscultations de cœurs imaginaires plus frémissants que des cœurs vrais.

Sous les pieds nus des insulaires, par terre, c'est du sable, le sable gris des volcans ou le sable blond du soleil, mais un hasard de lumière, une nue qui traverse, ou un vent, jettent un froid, une alarme, et le temps d'une lampe qui va ou qui vient, le paysage change, Brook a jeté sur la plage tout un horizon de soie rose, de soie vert d'eau – brusque illusion optique de changement d'altitude : planons-nous dans les étoiles ?

Et voici l'entrée des... Mais quel nom leur donner, tant Brook les a, non pas dénaturés, mais « re-naturés » ? Funambules ? Officiants ? Esprits ?

Un demeuré bougonneur

Les esprits du jeu, Brook ne les lâche pas sans biscuits. Ils n'ont rien à voir avec un Gérard Philipe venant réciter les stances du Cid, enfant sage, les mains croisées. Les esprits de Brook ont un « plus », comme l'on dit (très mal) aujourd'hui. Ils ont un « look » africain, asiatique, ils ont la robe bleue du désert, ils ont des gris-gris, des bambous, des cerceaux, ou simplement des bûches, des feuilles d'arbre étranges, et Brook leur a insufflé l'art secret des métamorphoses. Les fées des Contes de Perrault sont des gourdes à côté d'eux. Peter Brook et ses gredins, et sa carcasse des Bouffes du Nord, c'est la poésie, la splendeur spirituelle dispensée par un art d'une délicatesse suprême.

Puisque Prospéro, le numéro un de *la Tempête*, a un penchant pour la magie (il s'était fait éjecter de son trône car, au lieu de conduire les affaires, il restait le nez dans ses grimoires), et puisque ce Prospéro, et son assistant Ariel, « esprit des airs », apportent à la pièce un volet de sortilège, les pratiques d'illusionniste de Brook s'ajustent on ne peut mieux à plusieurs scènes de la pièce. Et, de proche en proche, cet art magique illumine, aère, la soirée entière : *« Le thème essentiel* (de la Tempête), écrit Brook, *n'est pas l'illusion théâtrale, mais la vie ; les illusions de la vie explorées, avec les touches les plus légères, à travers une vision pleine de compassion de la comédie humaine et tout un réseau de charades et de jeux. »*

Peter Brook définit là, clairement, sa lecture personnelle et sa mise en scène de *la Tempête*, qui font de cette représentation un enchantement continu. Mais cette lecture est réductrice.

Réductrice, parce que, les écrivains anglais l'ont relevé souvent, et Brook le voit très bien, il y a deux « interventions » tout au long de *la Tempête* : il y a d'une part la science occulte, les tours de passe-passe du magicien autodidacte Prospéro et de son Ariel (mais Prospéro lui-même abandonnera cet art comme s'il était une conduite de fuite, d'abstention), et il y a, d'autre part, comme dans tant de pièces de Shakespeare, une lutte de pouvoirs, des complots, des meurtres projetés de rois. S'ajoute à cela, c'est difficilement niable, un regard appuyé de Shakespeare sur la façon de faire des visiteurs blancs, européens, dans les terres « ultramarines ».

Et, ici, la mise en scène de Brook atténue le propos de l'auteur. Il est pourtant clair que Prospéro se conduit, envers les « autochtones », Ariel et surtout Caliban, comme le colonisateur-type. Brook fait de Caliban un demeuré bougonneur.



PIERRE CHIOUELIN

Bakary Sangaré dans le rôle d'un Ariel très spécial

Rien qu'en France, les études de Renan, de Jean Guéhenno, parmi d'autres, voient dans le Caliban de Shakespeare un homme d'une toute autre dimension (chez Renan, Caliban, après la pièce, prendra même le pouvoir, il relancera les arts, la philosophie, et il aura l'élégance de ne pas opprimer Prospéro).

L'interprétation réunit les compagnons de route de Brook. Et Brook a raison : pour figurer des rôles de magiciens, de mages lointains, de « naturels » d'îles même irréelles, la présence d'*« acteurs de différentes origines »*, comme dit Brook, soutient l'exterritorialité du propos. Soutient en tout cas la part « magicienne » de l'œuvre. Un Prospéro africain de toute beauté, tel que l'acteur Sotigui Kouyaté, au regard habité, au physique d'une noblesse et d'une charge poétique flagrantes, donne une « magie » plus évidente, plus immédiate, qu'un acteur blanc, aussi grandiose et chevronné.

Mais cet atout que choisit Brook présente deux écueils. D'abord, le Prospéro d'origine, le maître de Naples, disparaît, et son histoire contée par Shakespeare n'est plus nette. Supposons qu'un théâtre décide de nous conter l'histoire du maréchal Badoglio envahissant l'Ethiopie, et que l'acteur interprétant Badoglio ait exactement le physique, le visage, de l'empereur Hailé Sélassié. Vous ne me ferez jamais croire que le metteur en scène n'est pas un peu pervers.

L'autre écueil est acoustique. L'acteur Bruce Myers, qui joue le bouffon Trinculo, prononce désormais très bien la langue française, que pratique Brook aux Bouffes du Nord. Mais Sotigui Kouyaté (Prospéro), Yoshi Oïda (le vieux conseiller Gonzalo), Bakary Sangaré (un Ariel très spécial, plutôt champion poids lourd qu' « esprit des airs »), si remarquables acteurs soient-ils, ne prononcent pas distinctement les voyelles et les consonnes : les comprendre exige une tension continue, différente de la tension normale du spectateur, et une partie du texte reste néanmoins perdue.

C'est embêtant, mais tout compte fait c'est à prendre plutôt qu'à laisser, car, c'est vrai, la soirée est sûrement plus forte grâce à ce qu'irradient ces acteurs africains, japonais, unis aux « naturels » d'ici (le dictionnaire de Bescherelle disait avec le sourire : « Naturel : habitant originaire d'un pays. On ne le dit pas des habitants d'Europe »).

La traduction de Jean-Claude Carrière est bien bonne, bien claire. Ce n'est pas nouveau.

MICHEL COURNOT

▶ Bouffes du Nord, du mardi au samedi à 20 h 30. Samedi matinée 15 heures. Tél : 42-39-34-50.



CULTURE

MUSIQUES

Le bazar de Bi Kidude

Dix-sept musiciens et une vieille dame ont chanté le taarab de Zanzibar à Bordeaux

BORDEAUX

de notre envoyée spéciale

La Bi Kidude, « Madame petite chose », était une enfant chétive, et Zanzibar une île minuscule qu'un sultan d'Oman avait fait entrer dans l'histoire, en 1830, en faisant de ce vieux comptoir arabe la capitale de son Etat. Les soldats de Sa Gracieuse Majesté britannique y avaient ensuite rajouté un zeste de colonialisme désuet.

Bi Kidude est à quatre-vingts ans la plus respectée des chanteuses de taarab, musique composite née des croisements coloniaux propres à l'océan Indien, et dont on retrouve la trace depuis la Tanzanie jusqu'en Ouganda et dans les Emirats arabes unis, partout où l'émigration swahili a essaimé.

Saïd Barghash, dernier sultan avant le protectorat britannique, était mélomane. De passage à Mombasa vers 1880, il se prit d'intérêt pour une musique raffinée, descendue d'Egypte par le Soudan. Il aima le son du violon, du luth, de la derbouka et du tambourin. Sous la férule de professeurs égyptiens et turcs naît alors l'Ikhwani Safaa, le premier orchestre de cette cour arabe de Zanzibar, qui, traversant toutes les tempêtes politiques, compte aujourd'hui près de trente-cinq musiciens.

Vigueur entêtée

Jusqu'aux années 30, le taarab est chanté par des hommes, en arabe, et l'Afrique se tait. Mais les femmes de Zanzibar, qui aiment à célébrer les noces à grand renfort de tambour et trouvent un peu ampoulées ces formations cérémonieuses, montent au créneau. La chanteuse Siti Binti Saad renoue avec les racines du continent noir, abandonne l'arabe au profit du swahili et va enregistrer des disques 78 tours en Inde, chez Odéon. Elle laisse à sa mort une héritière directe, Fatuma Baraka, dite Bi Kidude, enfant terrible à qui la fumée de cigarette et les rasades d'alcool ne coupent guère le souffle.

Que peuvent faire sur une scène française dix-sept musiciens semi-amateurs venus d'une île lointaine où les clubs musicaux restent la principale activité culturelle (1) ? Six violons en complet veston noir et chaussures vernies, un batteur musclé, un accordéon vagabond, cinq choristes en hauts talons et jupons colorés, une contrebasse inaudible, deux crooners reconvertis aux claviers, sortis tout droit d'un film égyptien des années 40, quel bazar !

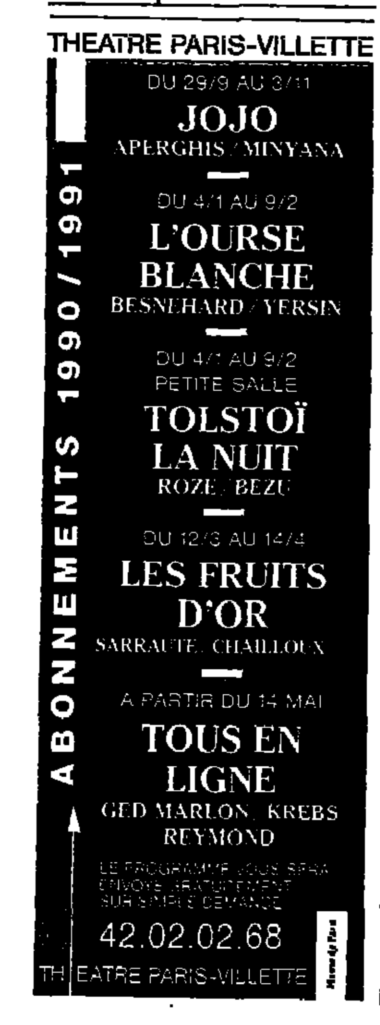
Ils jouent pourtant ensemble, pas toujours juste, mais il faut leur laisser le temps, ne pas se lasser avant qu'ils parviennent à extraire le nectar de cette musique : un solo de violon strident, dense, des accords de vieux rock'nroll plantés dans une mélopée à l'indienne, des relents d'accordéon coquin et une infinie gentillesse du ton, des gestes. Et Bi Kidude ? Retranchée derrière la scène, la tête entre les mains, voilée de blanc, elle passe son tour, comme il se doit à Zanzibar, où le chanteur n'apparaît que par intermittence.

Revenue en scène, elle récupère comme par un coup de baguette magique une effronterie de petite fille, ouvre largement les bras et chante (l'amour), comme elle veut, d'une voix noire, ample, tellurique, qui n'en finit pas de descendre et de monter. Lorsqu'elle en a terminé avec la phrase musicale, satisfaite, elle part se rasseoir, en tournant le dos à la salle, avec la même vigueur entêtée.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Globe Style a réuni les musiques de Zanzibar en quatre volumes CD, *The Music of Zanzibar*, distribution Media 7.

► **Bi Kidude et les musiciens de Zanzibar au Théâtre de la Ville de Paris, le 13 à 18 heures ; le 16 au CAC de Saint-Brieuc à 20 h 30 ; le 17 à l'Arsenal de Metz à 20 h 30.**



PHOTO

Fausses transparences

Simulacre ou constat, trois façons de voir, de vivre et d'inventer l'histoire

Avec humour, Olivier Richon, trente-cinq ans, fixé à Londres, poursuit sa réflexion sur la figuration. A partir de détails projetés, des toiles de Joseph Wright of Derby ou du peintre hollandais Saenredam, il se livre à une mise en cause ironique du naturalisme photographique. Et bâtit un monde allégorique et théâtral en exploitant, dans des tableautins exotiques, les conventions du trompe-l'œil (1).

Métaphore de l'art de vivre ou de la pensée, ces vues de l'esprit se poursuivent dans une série aux tons pimpants. « *Un œil dévorateur* » évoque la relation symbolique entre le regard et la nourriture (thon, huître, pastèque). Dans sa galerie du Marais, Samia Saouma accueille pour la quatrième fois les fantaisies optiques de cet Anglais pince-sans-rire totalement opposé à l'Allemand Volker Heinze.

Né en 1959 à Duisbourg, Heinze vit à Essen où il a étudié. Sa démarche diffère de celle des Becher, dont se réclament nombre d'opérateurs de la nouvelle photographie allemande. L'instable et l'informel fondent ses vues sans concession, au cadrage millimétré, basées sur l'autonomie du détail et l'agrandissement de fragments épars qui traitent sur un même plan la profondeur et la surface.

Fixant un portail rouillé, des blocs de parpaings en gros plan, ou une carte géographique entièrement graffitée qui évoque le fameux mur, Heinze relève par pans, avec une froideur distante, les indices et les symptômes d'un présent qui se défait. Tension, glissement et tremblement caractérisent cette série prémonitoire réalisée à Berlin en 1988. Son impact est d'autant plus brutal que les pièces, marouflées sur aluminium, sont présentées sans cadre ni sous-verre.

Volker Heinze inaugure le nouvel espace ouvert par Christian Bouqueret et Marie-Claude Lebon, dans un grand appartement tout blanc du Marais (2). Leur intention est de montrer surtout la création européenne contemporaine. Gerd Bonfert, lauréat du Mois de la photo 1988, exposera en décembre. Il sera précédé d'un ensemble historique sur le nu, réunissant des opérateurs français des années 30.

La tonalité crépusculaire des tirages en couleur de Volker Heinze est assez semblable à celle des portraits de l'Australien Bill Henson, né à Melbourne en 1955. Révélé par la galerie Urbi et Orbi, il est présent deux fois à Paris. A Beaubourg (3), ses grandes figures floues, prises dans la rue au téléobjectif, donnent l'impression d'êtres fragiles et fugitives, à l'*identité flottante*, à la fois vrais et irréels, comme surgis du subconscient.

A la Bibliothèque nationale (4), Jean-Claude Lemagny propose un choix de travaux plus anciens fort expressionnistes, représentant des lieux vides (corridor, salon baroque, chambre de rêve) ou des scènes de tableaux luxuriants. Histoire, mémoire et nostalgie viscontiénne inspirent ces tirages onctueux, virés à l'or, qui restituent les fastes et les vestiges d'un passé insaisissable.

PATRICK ROEGIERS

(1) Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures, Saint-Gervais, 75003 Paris ; jusqu'au 17 octobre.

(2) Ahnung/Prémonition, galerie Bouqueret-Lebon, 69, rue de Turenne, 75003 Paris ; jusqu'au 16 octobre.

(3) Passages de l'image. Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines ; jusqu'au 18 novembre.

(4) Galerie de la Bibliothèque nationale, passage Colbert, 2, rue Vivienne, 75002 Paris ; jusqu'au 20 octobre.

VARIÉTÉS

Génération romantique

Patrick Bruel chante au Zénith et touche le cœur des adolescents

Comédien ayant déjà accompli une jolie petite aventure au cinéma en compagnie d'Alexandre Arcady (*le Grand Carnaval*, *l'Union sacrée*), de Claude Lelouch (*Attention bandits*), de Georges Lautner (*la Maison assassinée*) et de Pierre Jolivet (*Force majeure*), Patrick Bruel depuis toujours balance vers la chanson. Après avoir écouté pêle-mêle les Rolling Stones et Michel Sardou, Renaud, Jacques Higelin et Bernard Lavilliers, Prince, Peter Gabriel et Sting, il a voulu former son propre mélange de musiques.

Des années de tâtonnements et de rencontres (notamment avec le musicien et parolier Gérard Presgurvic) ont permis au comédien-chanteur de prendre peu à peu ses « marques ». A présent, Patrick Bruel ouvre les années 90 en cavalier seul, par une série de concerts au Zénith à la dimension exacte de ses sentiments, avec des chansons qui parlent d'amitié, de regards croisés dans un aéroport, d'amour bien sûr et de doutes, d'angoisses, d'échanges.

Pudique mais constamment à la recherche d'un public en majorité adolescent (et, au Zénith en tout cas, à 90 % féminin), un peu candide et romantique, avec un charme encore brouillé-brouillon de lycéen en dépit de la trentaine, Patrick Bruel chante sans affectation. Il extériorise une part d'énergie longtemps contenue. Rarement dans un concert de ce genre, autant de chansons (*Casser la voix*, *Alors regarde*, *Décale*, *Même si on est fou*) ont été reprises en chœur par le public, comme ici, de la première à la dernière note, et mot à mot.

CLAUDE FLÉOUTER

► **Le Zénith, 20 h 30 jusqu'au 17 octobre. Tél. : 42-00-22-24.**

EN BREF

□ **Architecture commerciale et urbanisme.** – Deux ministères (celui du commerce et celui de l'équipement) et la délégation interministérielle à la Ville, organisent, le 18 octobre, un colloque axé sur les entrées de villes. Il s'agit de savoir comment améliorer la qualité de sites défigurés par l'implantation anarchique et proliférante de commerces divers et comment concilier efficacité commerciale et harmonie urbaine.

► **Les Rendez-vous de l'architecture commerciale et de l'urbanisme, Palais des Congrès, porte Maillot, 75016 Paris. Renseignements, tél. : 40-81-96-86. Inscriptions, CECOD, 19, rue de Calais, 75009 Paris, tél. : 40-69-38-80.**

□ **Création d'une deuxième troupe du Bolchoï.** – Les ballets du Bolchoï seront désormais deux. Youri Grigorovitch, directeur artistique de la célèbre troupe soviétique a annoncé, jeudi 11 octobre, la formation d'une nouvelle troupe de jeunes danseurs entièrement financée sur fonds privés. Composée de soixante danseurs de dix-neuf à vingt-cinq ans, la Bolchoï Ballet Grigorovitch Company, devrait faire ses débuts le 2 novembre au Théâtre Bolchoï de Moscou dans *Casse-Noisette*. La troupe entamera ensuite une tournée aux Etats-Unis. – *(AFP.)*

□ **Précision : la Fureur de lire.** – A l'occasion de la Fureur de lire 1990, la Ville de Paris a édité quatre ouvrages rares. Ces « introuvables » seront offerts pour tout achat de livres, à raison d'un volume par montant de 150 francs. C'est l'opération « Collection capitale », qui aura lieu samedi 13 et dimanche 14 octobre. La liste des 250 librairies parisiennes qui participent à l'opération et seront ouvertes pendant le week-end est disponible par Minitel. Il faut taper 3615, puis CAPITALE, le code dont le nom a malencontreusement disparu de l'article présentant l'opération (*le Monde* du 11 octobre).

PRESSE

Lancement d'un quotidien du 7e jour aux Pays-Bas

Pégase contre la chimère du dimanche

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le logo de *De Krant op Zondag (le Journal du dimanche)*, dont le premier numéro paraîtra dimanche 14 octobre, s'orne d'un Pégase. Le choix de ce symbole semble judicieux : le lancement d'un quotidien dominical aux Pays-Bas s'apparente à un concours d'obstacles.

Sous la protection mythique de ce cavalier ailé, le dernier-né de la presse néerlandaise vient de franchir avec succès les premières barrières dressées sur son galop d'essai. Il s'est tout d'abord épargné, en signant contrat avec l'éditeur-imprimeur belge Hoste, des négociations difficiles avec les syndicats bataves du secteur graphique, où le repos du dimanche ne peut être brisé qu'à coups de coûteuses compensations.

Il est ensuite parvenu à forcer le front formé par les éditeurs de quotidiens nationaux néerlandais, contraints par le ministre des affaires économiques dûment saisi, d'accepter la publicité de lancement du nouveau journal.

De Krant op Zondag a un double avantage. Il s'élance dans un désert médiatique et publicitaire. Sans concurrent, il peut spéculer sur la soif d'informations fraîches d'une population grosse lectrice de quotidiens (sept Néerlandais sur dix), ainsi que sur la soif d'espaces des annonceurs : la publicité est abandonnée le dimanche à la radio et à la télévision.

En regard, le nouveau titre a un énorme handicap. Bien que les Néerlandais se disant incroyants soient majoritaires, depuis la fin des années 80, la religion imprègne encore les traditions, et l'idée que le septième jour de la semaine ne saurait ressembler aux six précédents reste vigoureuse.

Une Association pour la promotion du repos dominical a mis à la disposition du public un autocollant lui permettant de prier les porteurs de ne pas encombrer leur boîte à lettres avec le journal. Celui-ci sera distribué gratuitement à soixante dix mille ménages, au cours des dix prochaines semaines, afin de constituer un portefeuille d'abonnés.

Un second obstacle

De Krant op Zondag espère ainsi contourner un second obstacle : le dimanche est le jour de repos des commerçants, du boulanger au buraliste en passant par les kiosquiers. Il ne reste comme points de vente au numéro possibles que les gares, les stations-services, les restoroutes, les librairies d'hôpitaux ou les salles de sport. Le journal dit pouvoir disposer de mille cinq cents de ces présentoirs pour écouler chaque semaine cent vingt-cinq mille exemplaires.

Lancé par un groupe d'investisseurs indépendants sur le modèle de *The Observer* avec lequel un accord a été signé pour la copie de son service étranger, *De Krant op Zondag-Pégase* a dans son harnais 30 millions de francs pour terrasser la chimère du sacro-saint dimanche.

CHRISTIAN CHARTIER

NOMINATIONS

INTÉRIEUR

M. Gaëtan Gorce, chef de cabinet de M. Pierre Joxe

M. Gaëtan Gorce, jusqu'alors chef adjoint de cabinet du ministre de l'intérieur, est nommé chef de cabinet de M. Pierre Joxe. Il remplace Mme Chantal Jourdan, désormais conseillère technique chargée des relations avec les élus et des affaires politiques et régionales, poste jusqu'alors occupé par M. François Rebsamen, qui quitte le cabinet de M. Joxe. M. Jean-Pierre Filiu, secrétaire des affaires étrangères, devient chargé de mission au cabinet du ministre, où il traitera des affaires internationales, en remplacement de M. Jean-Louis Destans.

[Né le 2 décembre 1958 à Luzy (Nièvre), M. Gaëtan Gorce, sous-préfet, est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Administrateur civil de la Ville de Paris, où il est chargé de mission au bureau d'aide sociale en 1987, il est nommé directeur de cabinet du délégué aux rapatriés, M. Maurice Benassayag, en octobre 1988. M. Gorce était chef adjoint du cabinet de M. Joxe depuis juillet 1989, et sous-préfet depuis septembre 1989.]

[Né le 19 décembre 1961 à Paris, M. Jean-Pierre Filiu, secrétaire des affaires étrangères, est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut national des langues orientales (arabe littéral et chinois), et docteur en histoire. Chargé des relations publiques à l'Institut du monde arabe en 1985, il intègre le Quai d'Orsay en 1988 et devient secrétaire d'ambassade à Amman (Jordanie), puis chargé de mission pour l'Afrique du nord et le Moyen-Orient au Quai d'Orsay.]

[Née le 5 juillet 1945 à Manosque (Alpes-de-Haute-Provence), Mme Chantal Jourdan, sous-préfet, est agent contractuel à la direction générale des collectivités locales en 1973. Attaché d'administration centrale en 1979, elle est affectée au cabinet du ministre de l'intérieur, Gaston Defferre, en 1981. Chef adjoint du cabinet de son successeur, M. Joxe, en 1984, elle sera, à dater de 1986, directeur de cabinet du commissaire de la République de Saône-et-Loire, puis des Pyrénées-Orientales, et commissaire adjoint de la République à Château-Chinon. En février 1989, Mme Jourdan devient chef de cabinet du ministre de l'intérieur.]

AGENDA

VENDREDI 12 OCTOBRE

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Le Défroqué (1953), de Léo Joannon, 16 h ; Sous le soleil de Satan (1987), de Maurice Pialat, 19 h ; le Franciscain de Bourges (1968), de Claude Autant-Lara, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

Coup de phare sur la colline de Chaillot : Chair pour Frankenstein (1974), de Paul Morrissey, 18 h ; Frankenstein Junior (1974, v.o. s.t.f.), de Mel Brooks, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Salle Garance (42-78-37-29)

Passages de l'image : Model (1980), de Frederick Wiseman, 14 h 30 ; la Rivière Subarna (1962), de Ritwik Ghataik, 17 h 30 ; Puissance de la parole, de Jean-Luc Godard, Sauve qui peut (1979), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

En voiture, Paris ! : Aventure-évasion : Bande annonce : Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, Extérieur nuit (1979) de Jacques Bral, 14 h 30 ; Ville moderne : le Mandarin et la Courtisane (1979) de Jean-Frédéric Samie, Jean-Luc Godard ou le Cinéma au défi (1965) de Hubert Knapp, 16 h 30 ; Statut social : Légende d'un siècle (1988) de François Salas, les Amants (1958) de Louis Malle, 18 h 30 ; Ville moderne : Fait divers (1923) de Claude Autant-Lara, Carnet de notes sur vêtements et villes (1989) de Wim Wenders, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

L'AUTRICHIENNE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; George V, 8e (45-62-41-46).

BAD INFLUENCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

BIENVENUE AU PARADIS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LES FILMS NOUVEAUX

LES ARMES DE L'ESPRIT. Film français de Pierre Sauvage : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

CASTE CRIMINELLE. Film français de Yolande Zauberman, v.o. : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

HENRY & JUNE. (*) Film français de Philip Kaufman, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LUNG TA. Film français de Marie Jaoul de Poncheville et Franz-Christoph Giercke : La Pagode, 7e (47-05-12-15).

METROPOLITAN. Film américain de Whit Stillman, v.o. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

PRÉSUMÉ INNOCENT. Film américain d'Alan J. Pakula, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PROMOTION CANAPÉ. Film français de Didier Kaminka ; Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

SEX & PERESTROIKA. (*) Film français de François Jouffa et Francis Leroi, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

COMME UN OISEAU SUR LA BRANCHE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CRY-BABY (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DADDY NOSTALGIE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASSET (Fr.-Alg., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

DÉTOUR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

DICK TRACY (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DOCTEUR PETIOT (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FULL CONTACT (A., v.f.) : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

ILS VONT TOUS BIEN (It., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MADO POSTE RESTANTE (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; *UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40)* ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MAURICE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

NON OU LA VAINE GLOIRE DE COMMANDER (Por., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38).

NUIT D'ÉTÉ EN VILLE (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LE PRÉDESTINÉ (Isr., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

48 HEURES DE PLUS (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

RÊVES (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

ROBOCOP 2 (*) (A., v.o.) : George V, *8e (45-62-41-46) ; v.f. : Miramar, 14e* (43-20-89-52).

S'EN FOUT LA MORT (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

LE SIXIÈME DOIGT (Fr.-Ivoirien) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOUT POUR RÉUSSIR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

TU MI TURBI (It., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

UN WEEK-END SUR DEUX (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

VOIR L'ÉLÉPHANT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

L'ETAU, POURQUOI ? JE REVE (MAIS PEUT-ETRE QUE NON). Cité internationale universitaire (45-89-38-69) (dim., lun., mer.), 20 h 30 (10).

LE FOND DE L'AIR EFFRAIE. Caveau de la République (42-78-44-45) (dim. soir, lun.), 21 h ; dim. 15 h 30 (10).

LA GÉOGRAPHIE DU DÉSIR, THE GEOGRAPHY OF YEARNING. *Théâtre Grévin (42-46-84-47), (dim.* soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 19 h 30 (10).

BRECHT, UNE BIOGRAPHIE. Théâtre de la Main-d'Or-Belle de Mai (48-05-67-89), 20 h 30 (10).

ROUNDJA LA JEUNE FILLE PLUS BELLE QUE LUNE ET ROSE. Théâtre national de l'Odéon (43-25-70-32) (lun.), 18 h 30 ; dim. 18 h 30 et 21 h (10).

SÉANCES. Centre Georges-Pompidou (42-74-42-19). Mercredi, jeudi et vendredi à 20 h 30 (10).

JE NE SUIS PAS RAPPAPORT. Théâtre de l'Œuvre (48-74-42-52) (dim. soir, lun.), 20 h 45 ; dim. 15 h (10).

LES JUSTES. Cinq diamants (45-80-51-31) (dim. soir, lun., mar.), 20 h 30 ; dim. 17 h 30 (10).

COULISSES. Créteil. Maison des Arts (49-80-18-88) (dim. soir, lun., jeu.), 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (12).

LES NOUVEAUX DIABLOGUES. Saint-Maur. Théâtre Rond-Point de la Liberté (48-89-99-10) (dim. soir, lun.), 21 h ; dim. 15 h (12).

BORIS. Boulogne-Billancourt. Théâtre de Boulogne (46-03-60-44) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (12).

KONTRABAS. Centre Georges-Pompidou (42-74-42-19). Samedi 20 h 30 ; dim. 16 h (13).

COMEDIA SIN TITULO. Théâtre national de l'Odéon(43-25-70-32). Samedi et mardi à 21 h (13).

HECUBE, ANDROMAQUE. Théâtre du Temps (43-55-10-88) (dim., lun.) 20 h 30 (16).

ALBERT DUPONTEL. Sentier des Halles (42-36-37-27) (dim., lun.), 20 h 30 (16).

L'AZOTE. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim., lun.), 22 h 15 (16).

LADY MAI-LIEN. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim., lun.), 20 h 30 (16).

TROIS PARTOUT. Théâtre des Variétés (42-33-09-92) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; samedi 17 h 30 et 21 h ; dimanche 15 h (16).

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Liebelei : 20 h 30.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Hom : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Une journée chez ma mère : 21 h.

ARCANE (43-38-19-70). Dans la nuit : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Partage de midi : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Théâtre yiddish en langue française : 20 h 30. Salle Louis Jouvet. Un jour, au début d'octobre... Festival d'automne à Paris : 20 h 30.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 1 QUAI MALAQUAIS) (42-08-68-89). Dracula-rock : 21 h.

BERRY (43-57-51-55). Antonin mal conçu : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). La Tempête : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Quelque part dans cette vie : 20 h 45.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). La France, ta fierté fout l'camp : 22 h.

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Chahut : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. Le Mystère de la chambre jaune : 20 h 30. Salle II. Liliom : 21 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Le fond de l'air effraie : 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Séances Festival d'automne à Paris : 20 h 30. Colloque Bertolt Brecht : *20 h 30*.

CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPÊTRIÈRE (42-40-68-66). Le Petit Pauvre : 20 h 30.

CHATELET THÉATRE MUSICAL *DE PARIS* (40-28-28-40). The Black Rider Festival d'automne à Paris : 20 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Les Justes : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. L'étau, pourquoi? Je rêve (mais peut-être que non) : 20 h 30. La Galerie. A quoi rêvent les vieux enfants? : 20 h 30. La Resserre. La Double Inconstance : 20 h 30.

COLLÈGE NÉERLANDAIS (45-89-22-46). La Fausse suivante : 20 h 45.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). L'Officier de la garde : 20 h 45.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). La Comédie de l'amour : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle *Richelieu*. Le Médecin volant, suivi du Médecin malgré lui : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Le Plaisir de rompre et le Pain de ménage : 21 h.

ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Bernard Mabille : 20 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 45. La Mouette : 20 h 30. Baudelaire : 22 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Stations volontaires : 20 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 20 h 45.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Coiffure pour dames : 20 h 45.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). *San Antonio* : 20 h 15. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Porté disparu rue du Pélican : 19 h. Hughie : 20 h 30. La Triple Mort du client : 22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Marcel Marceau : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Chasseurs en exil : 21 h 30.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). Tonkin-Alger : 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Guerre aux asperges : 21 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). L'Odyssée : 20 h 30.

LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-88-83). A ce moment précis : 22 h.

LE RÉVERBÈRE (45-79-50-74). Soleil brisé : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Paroles : 18 h 30. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. La Comédie du paradoxe : 20 h. Mélodie de Varsovie : 21 h 30. Théâtre rouge. Oh! Elle est ma-gni-fi-que ; Andy Warhol : 20 h. Huis clos : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Cerisaie : 21 h.

MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE DU FORUM DES HALLES) (42-36-27-53). La Fureur de lire : 16 h.

MARAIS (42-78-03-53). Une répétition au théâtre du crime : 21 h.

MARIE STUART (45-08-17-80). Entr'acte pour femmes seules : 20 h 30. François Villon ou la Ballade d'un *mauvais* garçon : 21 h 45.

MARIGNY (42-56-04-41). Cyrano de Bergerac : 20 h 15.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Love Letters : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schutz : 20 h 30.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). La Confession de Rousseau Rendez-vous des Petits Mathurins : 18 h.

MÉTAMORPHOSIS (THÉATRE SALON D'ENCHANTEMENTS) (42-61-33-70). Une histoire de la magie : 21 h.

MICHEL (42-65-35-02). Bisous, bisous : 21 h 15.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Tiercé gagnant : 20 h 30.

MOGADOR (48-78-75-00). La Légende de Jimmy : 20 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Souper : 21 h.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Catherine Zarcate raconte Bazar de nuit : 21 h.

NOUVEAU THÉATRE ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Job, d'après le Livre de Job Un mois de la Pologne à Paris : 20 h 30.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Album de famille : 20 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Oui patron! : 20 h 30.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 13 OCTOBRE

« La peinture italienne du Quattrocento, de Fra Angelico à Vinci », 14 heures, Musée du Louvre, porte Jaujard.

« La nouvelle dation Picasso », 16 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (P.-Y. Jaslet).

« De Saint-Médard aux jardins Mouffetard », 14 h 30, église Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).

« Le Val-de-Grâce, souvenirs d'Anne d'Autriche », 14 h 30, 277 *bis*, rue Saint-Jacques (Tourisme culturel).

« Hors du Marais battu », 14 h 30, 2, rue des Haudriettes (Paris historique).

« Le Louvre, du donjon à la Pyramide, et les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Connaissance de Paris).

« Promenade à travers le quartier chinois », 14 h 30, métro Porte-de-Choisy (M. Pohyer).

« Chemins inconnus et jardins secrets de la Butte-Montmartre », 14 h 30, métro Blanche (C.-A. Messer).

« L'hôtel Mezzara, de Guimard, et l'art nouveau dans le seizième arrondissement » (carte d'identité, nombre limité), 15 *heures, 60*, rue La Fontaine (D. Bouchard).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. *Passages*, ruelles insolites, jardins, plafonds, escaliers inconnus. Intérieur des demeures de personnages illustres, de Camille Claudel à Léo Malet », 14 h 45, métro Saint-Paul (I. Haulier).

« Albert André, l'ami des nabis », 14 h 30, fondation Bismarck, 34, avenue de New-York (G. Marbeau-Caneri).

« L'hôtel Potocki et le style pompier », 15 heures, 27 avenue de Friedland (S. Rojon-Kern).

« La Cité universitaire », 15 heures, métro Cité-Universitaire (Paris et son histoire).

« Les Archives nationales et les alentours », 15 heures, entrée, 60, rue des Francs-Bourgeois (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les salons du ministère de la marine et la place Louis-XV » (carte d'identité, nombre limité), 15 heures, 2, rue Royale (D. Bouchard).

« Les salons « rocaille » de l'hôtel de Soubise nouvellement restaurés », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (P.-Y. Jaslet).

« Mystérieuse Notre-Dame-de-Paris. Franc-maçonnerie, rose-croix, bouddhisme. Le langage des roses révélé », 15 heures, sortie métro Cité (I. Haulier).

« Le cimetière de Picpus, souvenirs de la Terreur », 15 heures, 35, rue de Picpus (Tourisme culturel).

« Cours et passages du vieux faubourg Saint-Antoine », 15 heures, sortie métro Faidherbe-Chaligny (Résurrection du passé).

« Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse », 11 heures et 15 heures, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

DIMANCHE 14 OCTOBRE

« Pyramide, crypte et aménagement du Grand Louvre », 10 h 30, métro Louvre (M. Pohyer).

« L'arche de la Défense et son quartier, aboutissement de la voie triomphale », 14 *h* 15, *hall du RER*, sortie L (Connaissance de Paris).

« Le Marais, hôtels et jardins, place des Vosges) », 11 heures et 14 h 30, métro Bastille, grand escalier de l'Opéra (Art et histoire).

« L'Institut de France et les curiosités du quartier », 14 h 45, 23, quai Conti (D. Fleuriot).

« Au Conservatoire des arts et métiers, descente dans l'eau de la Seine quaternaire », 14 h 45, métro Arts-et-Métiers (M. Banassat).

CONFÉRENCES

SAMEDI 13 OCTOBRE

270, rue Saint-Jacques, 14 heures : « Bessarion, Mocenigo et Giovanni Bellini : Venise domine la *Méditerranée* », par A. *Congnard* ; 18 heures : « Un aperçu de l'histoire de l'égyptologie : 1. l'expédition d'Egypte », par J.-P. Respaut (Clio-Les amis de l'histoire).

30, avenue George-V, 14 heures : « Interview de Tenzin Gyatso, quatorzième dalaï-lama », film de P. Brunato (en anglais) ; 18 heures : « Tibet : dalaï-lama », avec Y. Gyatso et M. Dagpa. Entrée libre. (Espace Kronenbourg Aventure).

Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, 15 heures : « Le risque cardio-vasculaire », par A. Vacheron ; 18 heures : « Initiation à la physique » (entrée gratuite).

DIMANCHE 14 OCTOBRE

270, rue Saint-Jacques, 14 heures : « De Zurbaran à l'école de Cuzco : la naissance de l'art métis », par J.-C. Huet ; 16 heures : « Le monde de l'Inde : bouddhisme », par L. Dumarcet (Clio-Les amis de l'histoire).

60, *boulevard* Latour-Maubourg, *14 h 30* : « La Thaïlande » ; 16 h 30 : « Le Népal » ; 18 h 30 : « La Hongrie d'hier et de demain », par M. Brumfeld (Rencontre des peuples).

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « L'ésotérisme chrétien », par J. Morranier ; « Le père Lamy, apôtre et mystique », par Natya.

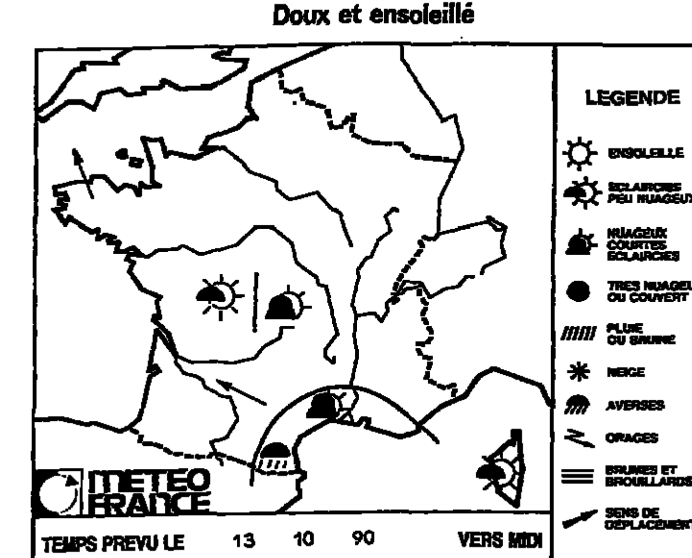
Salle Psyché, 15, rue J.-J.-Rousseau, 15 heures : « L'aura, cette énergie vivante protectrice de la vie », par L. Hourdequin (Usfipes).

AGENDA

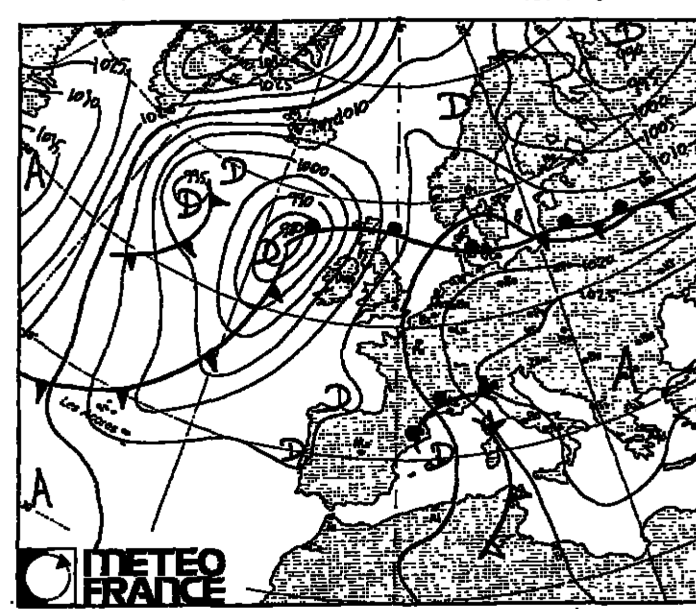
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 13 octobre 1990

Doux et ensoleillé



SITUATION LE 12 OCTOBRE 1990 A 0 HEURE TU



Le temps va devenir progressivement de plus en plus nuageux avec de la pluie sur la moitié nord-ouest du pays. Seul le Sud-Est bénéficiera d'un soleil généreux.

Dimanche : Nuages et pluies sur la moitié nord-ouest. – Sur la moitié nord-ouest du pays, le ciel sera très chargé. Quelques gouttes ne sont pas à exclure dès le matin sur l'ensemble de ces régions. Mais des pluies plus importantes, sur la Bretagne le matin, gagneront les pays de Loire, la Normandie, puis l'Aquitaine, le Centre et les Ardennes l'après-midi.

Des Pyrénées au Nord-Est, les passages de nuages deviendront de plus en plus nombreux. Ils pourront donner quelques ondées.

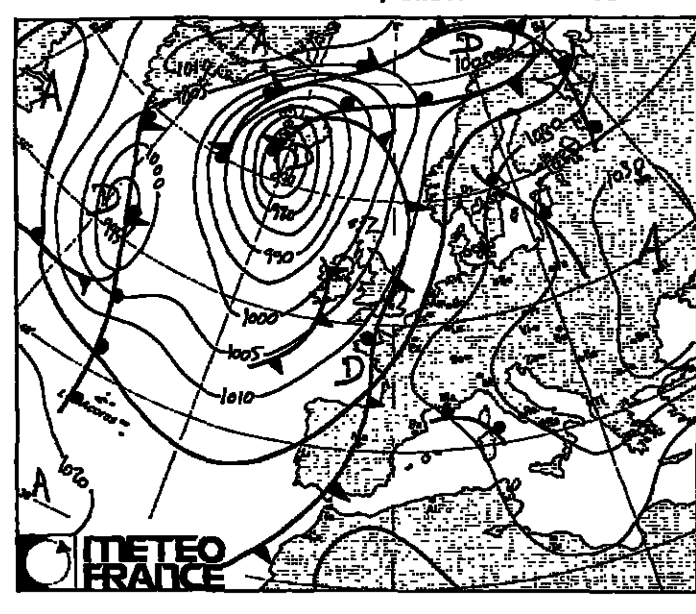
Sur le quart sud-est du pays, le soleil restera prédominant.

Sur l'Ouest, le vent de sud-ouest soufflera modéré à assez fort. Sur les autres régions, le vent de sud sera faible à modéré.

Les températures minimales varieront de 10 degrés à 16 degrés du nord au sud (15 degrés à 17 degrés près de la Méditérannée).

Les températures maximales seront comprises entre 17 degrés et 21 degrés sur le quart nord-ouest, entre 20 degrés et 23 degrés sur le quart nord-est, entre 23 degrés et 27 degrés plus au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 14 OCTOBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 11-10-90 à 6 heures TU et le 12-10-90 à 6 heures TU — le 12-10-90

FRANCE

AJACCIO	31	26	N
BIARRITZ	24	15	C
BORDEAUX	25	14	D
BOURGES	24	12	N
BREST	19	11	D
CAEN	20	9	D
CHERBOURG	17	11	D
CLERMONT-FER.	26	8	N
DIJON	20	9	D
GRENOBLESM-H	34	10	P
LILLE	18	6	D
LIMOGES	24	15	N
LYON	22	10	N
MARSEILLE-MAR.	26	16	O
NANCY	20	4	B
NANTES	15	14	D
NICE	25	18	P
PARIS-MONTS	21	11	D
PAU	23	11	N
PERPIGNAN	20	16	O
RENNES	22	13	D
ST-ETIENNE	26	10	N
STRASBOURG	19	5	B
TOURS	24	11	D
TOULOUSE	24	17	N
POINTE-A-PITRE	24	23	P

ÉTRANGER

ALGER	25	15	D
AMSTERDAM	16	7	D
ATHÈNES	23	15	D
BANGKOK	33	26	N
BARCELONE	23	16	N
BELGRADE	21	7	D
BERLIN	18	5	D
BRUXELLES	17	6	D
LE CAIRE	28	18	D
COPENHAGUE	13	9	C
DAKAR	31	27	D
DELHI	27	22	D
DJERBA	37	27	N
GENÈVE	18	7	–
HONGKONG	27	24	D
ISTANBUL	18	11	D
JERUSALEM	27	14	C
LISBONNE	25	16	N
LONDRES	19	8	D
LOS ANGELES	32	14	D
LUXEMBOURG	16	7	D
MADRID	24	11	N
MARRAKECH	25	15	N
MEXICO	26	13	O
MILAN	21	13	N
MONTRÉAL	17	7	P
MOSCOU	11	6	A
NAIROBI	26	14	N
NEW-YORK	27	21	D
OSLO	11	-1	D
PALMA-DE-MAJ.	21	15	C
PÉKIN	22	13	D
RIO-DE-JANEIRO	25	23	N
ROME	28	18	D
SINGAPOUR	27	25	N
STOCKHOLM	10	3	D
SYDNEY	23	16	A
TOKYO	20	14	C
TUNIS	30	25	N
VARSOVIE	18	7	N
VENISE	19	10	D
VIENNE	16	6	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Francephila 90 à Toulouse

Toulouse accueille jusqu'au dimanche 14 octobre, à 18 heures, à l'occasion des assises des Anciens de l'aéronautique, Francephila 90, manifestation internationale de philatélie. Francephila fête plus particulièrement le centenaire du premier vol humain dans un appareil plus lourd que l'air, l'*Eole* de Clément Ader (Muret, 1841-Toulouse, 1925), avec mille cinq cents feuilles d'album sur l'aéronautique et ses conséquences postales. A noter que de nombreuses administrations postales du monde entier ont, par le passé, émis des timbres à l'effigie de ce pionnier de l'aviation (la France dès 1938), celle de Wallis-et-Futuna étant la dernière en date, en juin 1990.

Un concours, le challenge Wissel (remporté par la France il y a trois ans, ce qui lui vaut d'organiser à son tour cette compétition), oppose, par collections prestigieuses interposées, les pays de la CEE, la Suisse et la Turquie. Enfin, les 7 200 mètres carrés du hall n° 6 du parc des expositions de Toulouse abritent trente-cinq négociants (français, belges, espagnols, américains), un bureau de



poste temporaire, des maquettes, des moteurs, des avions grandeur nature...

P. J.

► *Nombreux souvenirs philatéliques.* S'adresser à Bernard Bennetz, 59, cité des Planques, 81000 Albi. Un catalogue (20 F plus port) : Maurice Durrieu, 1, rue Frédéric-Cayrou, 82000 Montauban. Tél. : (16) 63-63-18-97.

Rubrique réalisée par la rédaction du *Monde des philatélistes* 5, rue Antoine-Bourdelle Tél. : 40-65-29-27

En filigrane



• **Timbres-poste pour l'unité de l'Allemagne.** – Les postes allemandes ont émis le 3 octobre deux timbres d'une valeur de 50 et 100 pfennigs pour célébrer l'unité de l'Allemagne.

• **Concours de philatélie scolaire.** – Premier prix du concours de philatélie scolaire, organisé par la Fédération des sociétés philatéliques françaises : un voyage au Sénégal. Ce concours, sur le thème « Suivons les oiseaux migrateurs », est ouvert aux classes et clubs des écoles élémentaires, collèges et lycées. Pour le détail du règlement, la liste des prix et pour tous renseignements d'ordre pratique, s'adresser à : Concours de philatélie scolaire « Suivons les oiseaux migrateurs », BP 156, 45201 Montargis-Cedex. Date limite des inscriptions : le 20 novembre.

• **Fureur de lire.** – Pour marquer sa participation à la manifestation « La fureur de lire » organisée les 13 et 14 octobre, la Poste apposera un cachet spécial sur tous les timbres présentés à l'oblitération à son stand, ouvert dans les jardins du Palais-Royal. A cette occasion, des graveurs feront une démonstration de leur art.

• **Ventes.** – François Feldman (10, rue Drouot, 75009 Paris, tél. (1) 47-70-74-07) organise sa treizième vente sur offres, date de clôture des offres le lundi 22 octobre. Au catalogue, plus de trois mille lots, dont des sélections de ballons montés, classiques de France et colonies. Quelques bonnes « variétés » à surveiller.

Vente à prix nets, qui débute le 25 octobre, pour Rivoli-Philatélie (146, rue de Rivoli, 75001 Paris). Une vente qui dispersera plus de six cents lots, dont un n° 5c « 4 retouché » à 20 000 F, deux n° 33 laurés neufs (25 000 F), nombreux non dentelés semi-modernes et bon choix d'*Alsace-Lorraine*.

• **Expositions.** – L'UPPTT région Centre organise à la mairie d'Artenay (Loiret) une exposition philatélique les 13 et 14 octobre (souvenir philatélique réalisé par Huguette Sainson, 15 F plus port, auprès de *l'UPPTT, 4, rue Colbert, 45100 Orléans*).

Jusqu'au 4 novembre, les Celliers de la maison de Castellane, rue de Verdun à Epernay (Marne), accueillent une exposition de cartes postales anciennes sur Epernay. Le but de cette exposition est de permettre la remise en eau de la fontaine Léger-Laherte à Epernay, le prix de l'entrée étant entièrement reversé à la municipalité.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 13 octobre

Nouveau Drouot, 14 h : tapis d'Orient.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 13 octobre

Corbeil, 14 h : vins ; 15 h 30 : tableaux modernes ; **Nogent-le-Rotrou**, 14 h : livres, arts populaires ; **Pontoise**, 14 h 15 : livres ; **Senlis**, 14 h 30 : livres ; **Versailles-Chevau-légers**, 14 h : vin ; **Compiègne**, 14 h : ameublement africain.

Dimanche 14 octobre

Chartres, 11 h : collection de tisanières ; 14 h : collections de demi-figures en porcelaine ; **L'Isle-Adam**, 14 h 30 : tableaux modernes ; **La Varenne-Saint-Hilaire**, 14 h 30 : tapis d'Orient ; **Provins**, 14 h : archéologie, Extrême-Orient ; **Sceaux**, 14 h 30 : arts d'Asie ; **Sens**, 14 h 30 : tableaux modernes ; **Vernon**, 14 h 30 : tableaux, mobilier.

PLUS LOIN

Samedi 13 octobre

Aix-en-Provence, 9 h 30 et 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Autun**, 14 h 30 : livres ; **Contrexéville**, 15 h et 21 h : mobilier, tableaux ; **Dijon**, 9 h 30 et 14 h 15 : art militaire ; **Strasbourg**, 16 h : Orient, Extrême-Orient ; 20 h : antique ; **Vichy**, 14 h : livres.

Dimanche 14 octobre

Bayeux, 14 h : livres ; **Besançon**, 14 h : tableaux modernes, mobilier ; **Calais**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Chalon-sur-Saône**, 14 h 30 : tableaux contemporains ; **Doullens**, 14 h 30 : livres, cartes postales ; **Honfleur**, 15 h : véhicules de collection ; **Lille**, 14 h 45 : tableaux modernes, mobilier ; **Mâcon**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Metz**, 14 h : tableaux anciens, mobilier ; **Noyon**, 14 h : mobilier, argenterie ; **Pont-Audemer**, 14 h 30 : art militaire ; **Saint-Brieuc**, 14 h : régionalisme ; **Saint-Dié**, 14 h : tableaux modernes, mobilier ; **Semur-en-Auxois**, 14 h 30 : tableaux modernes ; **Strasbourg**, 15 h : Orient et Extrême-Orient ; **Vance (Sarthe)**, 14 h 30 : tapis d'Orient.

FOIRES ET SALONS

Paris, boulevard Blanqui ; Bordeaux-Lac, La Gacilly (56), Marseille, Rouen

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 11 octobre 1990 :

DES DÉCRETS

– N° 90-909 du 5 octobre 1990 portant organisation du Collège de France.

– N° 90-913 du 10 octobre 1990 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.

Est publié au Journal officiel du vendredi 12 octobre 1990 :

UN DÉCRET

– N° 90-917 du 8 octobre 1990 portant publication de la publication de la convention aux droits de l'enfant, signée à New-York le 26 janvier 1990.

UN ARRÊTÉ

– Du 4 octobre 1990 fixant le taux de la contribution au fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions.

CARNET DU Monde

Naissances

– **Martine et Henning GADD,**
Louis et Pauline,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Jean-Baptiste,

à Nice, le 11 octobre 1990.

– **René et Madeleine FÉNIÉ,**
Jean et Josette DOMERC,

ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille,

Roxane,

le 2 octobre 1990.

chez

Jean-Pierre et Isabelle.

Les Graves,
Toulenne,
33210 Langon.
12, avenue Martin-Luther-King,
78230 Le Pecq.

– **Pascal DEJEAN,**
Pascale PANNEULLIER
et Clément

sont heureux d'annoncer la naissance de

Victor,

le mercredi 3 octobre 1990.

348, boulevard Sainte-Beuve,
62200 Boulogne-sur-Mer.

Décès

– Le directeur de l'Ecole française d'Athènes
Et l'ensemble du personnel,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. François ALVERTIS,
chevalier de l'ordre
des Palmes académiques,

le 10 octobre 1990.

Un service religieux sera célébré en la cathédrale Saint-Denis, le mardi 16 octobre.

6, rue Didotou,
106 80 Athènes (Grèce).

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Robert ARLET,
née Marie-Antoinette CAURO,
dite Nita Corelli,
sociétaire des poètes français,
lauréate de l'Académie française,

Les obsèques ont été célébrées en la chapelle Notre-Dame de la Paix d'Andernos (Gironde), le vendredi 12 octobre 1990, à 14 h 30, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille à l'ancien cimetière d'Andernos-les-Bains (Gironde).

Mme C. Gobert,
115, avenue de Pontaillac,
17200 Royan.
Pompes funèbres : Thomas,
(Andernos, Gironde),
Tél. : 56-82-30-96.

– Jean-Pierre Bodin,
Micheline Gérasse,
Margaret Grant,
Pierre Jolivet,
Detlef Kieffer,
Hélène Kuperty,
Annie Zwobada-Prudhomme,
ses amis,
sont navrés d'annoncer la mort de

Alain BEAUDOT.

– La famille
Et les proches de

Albert HIVERNAUD,
ancien secrétaire du SNI
au Maroc,

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 9 octobre 1990, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'incinération a eu lieu le 12 octobre, dans l'intimité, à Nice.

– Mme Flore Kreis de Mayo,
sa belle-sœur,
Le professeur Henri Kreis,
Mme Claude Marie Hakim-Kreis,
Laurent et Isabelle Kreis,
et leurs enfants,
Florence et Pierre Belier
et leurs enfants,
Vincent Hakim
et Sophie Vaulon,
et leur fille,
et Emmanuel Kreis,
ses neveu et nièce,
petits-neveux et petites-nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alexandre KREIS,

survenu le 9 octobre 1990, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, à Paris, en son domicile.

L'inhumation a eu lieu le vendredi 12 octobre, au cimetière parisien de *Pantin*, dans l'intimité familiale.

Claude-Marie Hakim-Kreis,
31, avenue Junot,
75018 Paris.

– Vige Langevin,
son épouse,
Tiapa et Annette Langevin,
Noémie et Yves Kœchlin,
Sylvestre et Annick Langevin,
ses enfants,
Hélène Parreaux,
sa sœur,
Luce Langevin,
sa belle-sœur,
Rémi, Laurent, Marianne, Fanny, Eglantine, Erwan,
ses petits-enfants,
Les familles Grandjouan et Varloteau,
Et tous leurs amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean LANGEVIN,
né le 18 décembre 1899,

survenu le 11 octobre 1990.

Les obsèques auront lieu le 15 octobre, à 10 h 30, au cimetière de Thiais.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Pierre LYONNET,
née Marguerite Pottier,

survenu *le 3 octobre 1990.*

De la part de
M. et Mme Bernard Lyonnet,
M. et Mme Stanislas Lyonnet
et leurs enfants,
Maxence et Flore,
M. et Mme Geoffroy Lyonnet
et leur fils Arthur,
Mme Aude Lyonnet.

La cérémonie religieuse a été célébrée à Notre-Dame de Paris, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

61, quai de la Tournelle,
75005 Paris.

Remerciements

– La famille,
profondément touchée des marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de

Serge LODÉON,
ancien bâtonnier
et avocat honoraire
au barreau de Fort-de-France,

adresse à tous ses amis ses très sincères remerciements.

Communications diverses

– **Forum Bernard-Lazare** : un cycle d'études et de réflexion sur le judaïsme moderne approfondira deux thèmes majeurs : la civilisation juive et les juifs et le nationalisme. Première session le mercredi 17 octobre à 20 h 30. Raphaël Cohen. Introduction de Philippe Boukara. Centre Tsavta, 10, rue Saint-Claude, 75003. Rens. : 42-71-68-19. Métro : Saint-Sébastien-Froissart.

– Le lycée de Sèvres va fêter son soixante-dixième anniversaire le 1er juin 1991.

L'Association des amis de Sèvres recherche tous documents et témoignages sur la vie du lycée de Sèvres depuis sa création en 1921.

Soutenances de thèses

– Université Bordeaux-III, le samedi 13 octobre, à 14 heures, salle des Actes, esplanade des Antilles, domaine universitaire à Talence. M. Jean-Pierre Saïdah : « Dandysme social et dandysme littéraire à l'époque de Balzac ».

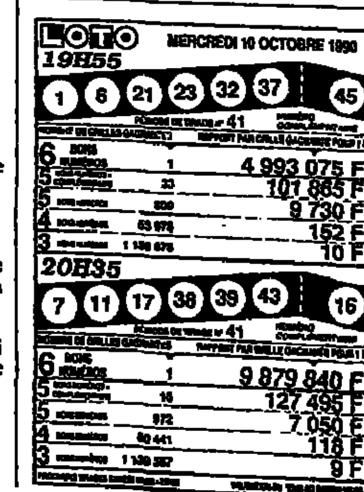
– Université Paris-X (Nanterre), le lundi 15 octobre, à 15 heures, salle E07 (bât. G). Mme Ameziane, née Amal Sefiani : « L'intégration du Maroc au système de l'économie mondiale ».

– Université Paris-III, le lundi 15 octobre, à 15 h 30, salle des Commissions. Mlle Orapin Phonsuwan : « Le contentieux de l'opposition en Thaïlande ».

– Université de Créteil, le mardi 16 octobre, à 16 heures, salle des Thèses (bât P). M. Ali Ridha Jaffar : « Comptabilité énergétique urbaine : le cas de l'agglomération d'Amman ».

– Institut national des langues et civilisations orientales : le mardi 16 octobre, à 14 heures, salons de l'INALCO. Mme Ia, épouse Stella Tieu : « Zhu Ziqing et ses travaux de recherche et de critique sur la poésie chinoise ».

– Université Paris-III, le jeudi 18 octobre, à 9 heures, salle Bourjac, 17, rue de la Sorbonne. M. Bruno Curatolo : « Le style de la fiction dans l'œuvre romanesque de Raymond Guérin (1905-1955) ».



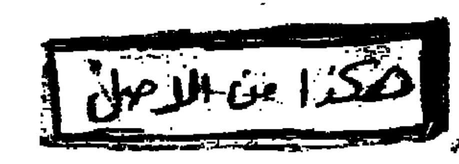
LOTO — MERCREDI 10 OCTOBRE 1990

19H55 : 1 6 21 23 32 37 — 45 — tirage n° 41

6	1	4 993 075 F
5 + compl.	33	101 865 F
5	800	9 730 F
4	63 978	152 F
3	1 189 075	10 F

20H35 : 7 11 17 38 39 43 — 16 — tirage n° 41

6	1	9 879 840 F
5 + compl.	16	127 495 F
5	972	7 050 F
4	60 441	118 F
3	1 130 387	9 F



AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans *le Monde radio-télévision* ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 12 octobre

TF 1

20.35 Variétés : Tous à la Une. Autour de Jane Birkin et Kirk Douglas.
22.35 Magazine : Grands reportages. Chats, chiens, hommes et compagnie.
23.35 Documentaire : Sept femmes au Tibet.
0.45 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.40 Série : Profession comique.
21.45 Caractères. Magazine littéraire. Histoire d'écrivains. Invités : Josyane Savigneau (*Marguerite Yourcenar*), Paul West (*Le médecin de Lord Byron*), Pascal Quignard (*Albucius*), Louis-Jean Calvet (*Roland Barthes*), Jean-Marie Catonné (*Romain Gary-Emile Ajar*).
23.00 Journal et Météo.
23.20 Cinéma : Manhattan. ■■■ Film américain de Woody Allen (1979) (v.o.).

FR 3

20.40 Magazine : Thalassa. La dernière vague, de Christian Cascio.
21.35 Feuilleton : Tendre est la nuit (1er épisode).
22.35 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Mille Bravo.

23.50 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS

20.25 Sport : Football. France-Tchécoslovaquie.
22.35 Flash d'informations.
22.40 Documentaire : Les allumés... Bienvenue à l'université du hamburger.
23.00 Cinéma : Les sorcières d'Eastwick. ■■ Film américain de George Miller (1987).

LA 5

20.40 Téléfilm : Un témoin de trop.
22.20 Série : L'inspecteur Derrick.
23.15 Rallye des Pharaons.
23.25 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Frères de sang.
22.20 Série : Brigade de nuit.
23.10 Magazine : La 6e dimension. Les Arabes et le Golfe : Qu'est-ce qu'ils ont dans la tête ?
23.40 Magazine : Avec ou sans rock.
0.05 Six minutes d'informations.

LA SEPT

20.55 Série : Grafic.
21.00 Feuilleton : Napoléon et l'Europe. (2e épisode).
22.00 Série : Time code.
22.30 Série : Grafic. (La métamorphose).
22.45 Série : Portraits La dame lavabo.
23.00 Théâtre : Abel et Bela. Pièce de Robert Pinget.
23.50 Série : Grafic.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Marcel Schwob ou le virus des archives.
21.30 Black and blue.
22.40 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 janvier au Théâtre des Champs-Elysées) : Paris : Le chant d'une grande ville ; Concerto pour piano et orchestre en la mineur op. 16 ; Symphonie no 4 op. 29, de Nielsen, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Michael Schonwadt.
22.20 Concert du GRM. Immersion, de Miereanu ; La complainte du Bossué, pour contrebasse et syter, de Savouret.
23.07 Poussières d'étoiles. Carnets d'or.

Samedi 13 octobre

TF 1

14.30 La Une est à vous (et à 15.55).
15.45 Tiercé à Auteuil.
17.25 Divertissement : Mondo dingo.
17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.50 Série : Marc et Sophie.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, et Météo.

20.35 Sport : Football. France-Tchécoslovaquie.
21.30 Tirage du Loto.
22.40 Magazine : Ushuaïa. La citadelle ; Kitum ou le mystère des éléphants ; Le manoir aux girafes ; L'esprit de Scott.
23.40 Magazine : Formule sport.
0.35 Journal et Météo.

A 2

14.50 Magazine : Sport passion. Basket-ball : Championnat de France, Mulhouse-Limoges.
17.00 Club sandwich.
18.45 Magazine : Télé-zèbre.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard.
21.55 Variétés : Etoile-palace. Présenté par Frédéric Mitterrand. Spécial Stéphane Eicher. Avec Paul Personne, Rachid Taha, Roé, Bratsch, Alder Bruder, Séverine Angèle, Moondog, Arno.
23.25 Journal et Météo.
23.45 Série : Euroflics. La bourse ou la vie.

FR 3

14.00 Demi-finale des championnats d'orthographe.
14.30 Magazine : Rencontres. L'emmerdeur, c'est l'hôte, de Karim Elouaer.
— Dè 15.00 à 19.00 La SEPT —
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.00 Divertissement : Les deux Ronnies font un pique-nique. Emission humoristique de la BBC.
20.35 Demi-finale des championnats d'orthographe.
22.15 Journal.
— De 22.30 à 0.00 La SEPT —
0.00 Série rose : A la feuille de rose.

CANAL PLUS

15.15 Documentaire : Les allumés... La jardin de la décharge.
15.45 Documentaire : Arnold Schwarzenegger, portrait d'un séducteur.
16.15 Cinéma dans les salles.
16.40 Série : Zorro.
17.05 Les superstars du catch.
— En clair jusqu'à 20.30 —
18.00 Dessins animés : Décode pas Bunny.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50. Présenté par Marc Toesca.
20.30 ▶ Téléfilm : Une femme parfaite. De Charlotte Brandstrom.
22.00 Les Nuls... l'émission. En direct du Pavillon Gabriel. Invité : Gérard Lanvin.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Les ensorcelées. ■ Film italien d'Alessandro Capone (1989). Avec Ian Bannen, Christopher Peacock, Michelle Vanucchi.
0.30 Cinéma : Trop belle pour toi. ■■■ Film français de Bertrand Blier (1989). Avec Gérard Depardieu, Josiane Balasko, Carole Bouquet.

LA 5

14.30 Série : La belle et la bête.
15.20 Série : Au cœur du temps.
16.05 Série : Chasseurs d'ombres.
17.00 Série : Super Kid.
17.30 Série : Arnold et Willy.
18.00 Série : Happy days.
18.30 Jeu : Télé-contact.
19.00 Journal images.
19.05 Divertissement : Les mordus de la vidéo.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Téléfilm : Gueule d'arnaque. De Joël Séria.
22.20 Série : Deux flics à Miami.
23.20 Rallye des Pharaons.
23.30 Magazine : Désir.
0.00 Journal de minuit.

M 6

14.45 Série : Laramie.
15.30 Série : Poigne de fer et séduction.
16.00 Documentaire : Chasseurs d'images. Samburu (2e partie).
16.15 Série : Le saint.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Six minutes d'informations.
18.05 Variétés : Multitop.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : Un sacré bout de femme. De Noël Black, avec Patty Duke, Joé Bologna.
22.20 Téléfilm : Les filles de Folignazzaro. D'Aline Tavorian.
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Musique : Rap line. Emission présentée par Olivier Cachin.
0.35 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT

13.30 Feuilleton : Napoléon et l'Europe (2e épisode).
14.30 Série : Time code.
15.00 Magazine : Dynamo.
15.30 La dernière escale de Pierre Loti.
16.30 Grafic.
16.45 Série : Portrait (La dame lavabo).
17.00 Chants sacrés du bassin méditérranéen.
18.00 Megamix.
19.00 Documentaire : Boulez XXe siècle (5).
20.00 *Histoire parallèle.*
21.00 *Messe en ut mineur de Mozart.*
22.05 Claudio Abbado dirige Haydn.
22.25 Grafic.
22.30 Les documents interdits.
23.00 Lire et écrire.
23.55 Grafic.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Multipiste.
20.45 Dramatique.
22.35 Musique : Opus. Lambert Wilson avant son spectacle au Casino de Paris, du 11 au 20 décembre.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.45 Concert (en direct du Festival de Laon) : Quatuor à cordes en ré majeur, Quintette pour piano et cordes en fa mineur, de Franck, par le Fine Arts Quartett (Ralph Evans, violon ; Efim Boico, Jerry Horner, altos ; Wolfgang Laufer, violoncelle) et Jean Hubeau, piano.
23.07 Poussières d'étoiles.

Dimanche 14 octobre

TF 1

10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.20 Magazine : Auto-moto.
11.50 Jeu : Tournez... manège.
12.25 Jeu : Le juste prix.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur de choc.
15.05 Divertissement : Vidéo-gag.
15.35 Série : Côte Ouest.
16.30 Tiercé à Longchamp.
16.40 Dessins animés : Disney parade.
18.00 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7/7. Présenté par Anne Sinclair. Invité : Edouard Balladur.
19.50 Loto sportif.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.35 Cinéma : Le gendarme et les gendarmettes. □ Film français de Jean Girault (1982). Avec Louis de Funès, Michel Galabru, Maurice Risch.
22.25 Magazine : Ciné dimanche.
22.30 Cinéma : Jeune et innocent. ■ Film britannique d'Alfred Hitchcok (1937).
23.55 Journal et Météo.

A 2

10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe, célébrée en l'église Sainte-Radegonde à la Bruffière (Vendée). Prédicateur, Père Talec.
12.05 Dimanche Martin. Ainsi font font font...
13.00 Journal et Météo.
13.20 Dimanche Martin (suite). Le monde est à vous, avec Elsa.
14.55 Série : Mac Gyver.
15.45 Dimanche Martin (suite).
16.35 Série : Allô ! Béatrice.
17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
18.30 Magazine : Stade 2. Athlétisme : 20 km de Paris ; Football : Championnat de France ; Rugby : Championnat de France, portrait d'Alain Carminati ; Basket : Championnat de France, sujet sur Evreux ; Les résultats de la semaine ; Equitation : Championnat de France ; Golf : Dunhill Cup ; Trampoline : Championnat du monde ; Omnisport : Présentation des sites olympiques de Barcelone ; Cyclisme : Paris-Tours.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : Les cinq dernières minutes. Ça sent le sapin
22.10 Magazine : Musiques au cœur. D'Eve Ruggieri. Haendel.
23.20 Journal et Météo.
23.40 Documentaire : Des autos et des hommes. Le match Renault-Citroën 1930-1936.

FR 3

10.30 Magazine : Mascarines.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Widemann.
13.30 Magazine : Musicales. D'Alain Duault.
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Golf : Championnat du monde féminin, en direct de Cély ; Cyclisme : Paris-Tours, en direct et en *Eurovision* ; Les actualités.
17.30 Magazine : Montagne. La route du Karakorum, de Claude Francillon.
18.00 Amuse 3.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Série : Benny Hill.
20.35 Spectacle : Les sept merveilles du monde du cirque.
21.45 Magazine : Le divan. D'Henry Chapier. Invité : Frédéric Mitterrand.
22.00 Journal et Météo.
22.30 Cinéma : Le club des trois. ■■ Film américain de Tod Browning (1925).
23.40 Cinéma : West of Zanzibar. ■■ Film américain de Tod Browning (1928).

CANAL PLUS

10.35 Cinéma : Les sorcières d'Eastwick. ■■ Film américain de George Miller (1987).
— En clair jusqu'à 14.00 —
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : *Mon zénith à moi.* Invité : Eddy Mitchell.
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : L'homme au complet marron. D'Alan Grint.
15.30 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.40 Série : Zorro.
17.00 Les Nuls... l'émission (rediff.).
18.00 Cinéma : Sauf votre respect. ■ Film franco-américain de Guy Hamilton (1989).
— En clair jusqu'à 20.40 —
19.40 Flash d'informations.
19.50 Dessins animés : Ça cartoon. Présentés par Philippe Dana.
20.30 Dis Jérôme «...?». Présenté par Jérôme Bonaldi.
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
20.40 Cinéma : Sans pitié. ■ Film américain de Richard Pearce (1986).
22.20 Flash d'informations.
22.30 Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football ; Flash sport ; L'événement ; Football américain.
0.50 Cinéma : La fille de Jack l'éventreur. ■ Film britannique de Peter Sasdy (1970).

LA 5

10.55 Série : Shérif, fais-moi peur.
11.50 Série : Wonder woman.
12.45 Sport : Automobile. Grand Prix de Paris F3000.
13.00 Journal.
13.35 Série : Simon et Simon.
15.20 Série : Bergerac.
16.15 Téléfilm : Sur les traces du passé. De Rod Holcomb.
17.55 Série : La loi de Los Angeles.
18.43 Journal images.
18.50 Série : L'enfer du devoir.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : Top gun. ■ Film américain de Tony Scott (1986).
22.40 Cinéma : Ça va faire mal. □ Film français de Jean-François Davy (1982).
0.15 Le journal de minuit.

M 6

10.40 Téléfim : Les filles de Folignazzaro. D'Aline Tacvorian (rediff.).
11.55 Infoconsommation.
12.00 Informations : M 6 express.
12.05 Magazine : Sport 6 première.
12.15 Série : Mon ami Ben.
12.40 Série : L'ami des bêtes.
13.30 Série : Madame est servie (rediff.).
14.00 Série : Murphy Brown.
14.30 Série : *Dynastie.*
16.00 Documentaire : Chasseurs d'images.
16.15 Série : Médecins de nuit.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Six minutes d'informations.
18.05 Série : Clair de lune.
18.55 Magazine : Culture pub.
19.25 ▶ Série : La famille Ramdam. *La vie d'une famille beur.*
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : Les vampires n'existent pas.
22.20 Six minutes d'informations.
22.25 Capital.
22.35 Cinéma : Brigade mondaine, vaudou aux Caraïbes. □ Film français de Philippe Monnier (1980).
0.10 Six minutes d'informations.
0.15 Rediffusions.

LA SEPT

12.00 Cours d'italien (23).
13.00 Série : Objectif amateur (6).
13.30 Histoire parallèle.
14.30 Téléfilm : Book of days.
15.45 Court métrage : Fin de série.
16.00 Documentaire : Le drapeau en briques.
16.35 Documentaire : Elégie soviétique (Boris Eltsine).
17.00 Théâtre : Abel et Bela. Pièce de Robert Pinget.
18.00 Documentaire : William Burroughs.
19.30 Court métrage : La valse des médias.
20.00 Histoire de la bande dessinée (6).
20.30 Cinéma : Le premier maître. ■■ Film soviétique d'Andrei Mikhalkov-Kontchalovski (1965).
22.10 Documentaire : Bonjour Djaillo.
22.30 Cinéma : L'âne qui a bu la lune. ■■ Film français de Marie-Claude Treilhou (1987).
0.10 Court métrage : Passerelle.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Acoustic pieces.
22.35 Musique : Le concert (enregistré à Strasbourg, le 22 septembre) : Ablauf, de Lindberg ; Maponos, de Mache ; Mobiles, de Matalon ; Das Narrenschiff, de Lancino ; Fantasia oscura, Lider vom Wasser, par l'Ensemble Accroche-Note.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

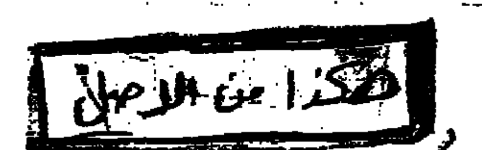
20.03 Concert (donné les 21 et 22 septembre 1989 à la Maison de la radio de Hanovre) : La Freischütz, ouverture, de Weber ; Concerto pour piano et orchestre no 5 en mi bémol majeur op. 73, de Beethoven ; Symphonie no 3 en mi bémol majeur op. 97, de Schumann, par l'Orchestre symphonique de la radio de Hanovre, dir. Mario Venzago ; sol. : Christian Zacharias, piano.
23.07 Poussières d'étoiles. Escales en Tunisie.

Audience TV du 11 octobre 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	54,8	Roue fortune 15,8	McGyver 12,8	Act. région. 18,3	Nulle part 2,0	Je compte... 1,9	Fête maison 3,2
19 h 45	61,0	Roue fortune 28,0	McGyver 13,6	19-20 Info 12,2	Nulle part 2,6	Journal 1,8	Roseanne 3,2
20 h 16	69,3	Journal 30,4	Journal 16,6	La classe 7,8	Nulle part 3,2	Journal 4,3	Madame 6,0
20 h 55	68,7	Paparoff 18,9	Envoyé spéc. 17,0	Agent trouble 19,2	Ratboy 3,3	Passion... 6,9	Charly... 4,3
22 h 8	53,6	Paparoff 17,7	Guerre... 8,0	Agent trouble 18,3	Ratboy 1,6	Passion... 5,7	Charly... 4,8
22 h 44	26,0	Ex-Libris 4,4	Guerre... 12,3	Etat d'âme 2,2	Nashville 0,6	Reporters 4,1	L'or des Viets 2,3



BILLET

Le dollar à 5 francs ?

Entre la folie du marché pétrolier et la déprime de celui des actions, les évolutions du marché des changes paraissent bien ternes. Ce n'est pourtant pas faute d'événements. A force de glisser depuis juillet, le dollar a désormais retrouvé son niveau de février 1981, frôlant les 5 F (5,07 F vendredi 12 octobre). Le franchissement de cette barre psychologique importante risque de faire prendre conscience aux opérateurs qu'une crise des changes se prépare.

Les responsables d'une telle crise ne seraient ni le Koweït ni l'Irak, mais bien les Etats-Unis eux-mêmes. Satisfaites de la nouvelle compétitivité de leur monnaie, et soucieuses de ne pas relever les taux d'intérêt pour éviter un enlisement dans la récession, les autorités monétaires américaines s'abstiennent de toute action et même de tout commentaire sur le niveau du billet vert. Coupables d'une *« pernicieuse insouciance »*, selon M. Lawrence Kudlow, économiste de la maison de courtage Bear, Stearns, elles prennent le risque de voir s'assécher la demande internationale de dollars. Si les étrangers réduisaient leurs achats de titres américains – une tendance qui paraît se dessiner depuis le début de l'année, – le Trésor devrait offrir des rendements plus attrayants, alourdissant encore le poids de la dette fédérale. Une perspective bien peu encourageante lorsque l'on connaît les énormes difficultés déjà rencontrées pour boucler le budget. Pour l'instant, la place financière américaine souffre au même titre que toutes les autres des remous de la crise du Golfe. Mais à la faveur d'une accalmie des marchés, on pourrait s'apercevoir que les investisseurs délaissent véritablement New-York. La chute du dollar s'accélérerait alors.

Jusqu'à présent, satisfaits de payer le pétrole un peu moins cher grâce à la faiblesse de la monnaie américaine, les responsables européens se sont tus. Mais avec un dollar à 5 francs, les exportateurs européens ne vont pas manquer de se plaindre. Les ministres des finances pourront-ils alors éviter de reconsidérer le niveau des taux de change ? Au moment où la concertation internationale dans le domaine des changes est citée en exemple pour une possible régulation du marché pétrolier (les stocks de brut pouvant être utilisés comme les réserves de devises des banques centrales), un dérapage ferait pour le moins mauvais effet.

F. L.

(Lire la rubrique « Marchés financiers », page 32.)

Un entretien avec le ministre koweïtien des finances

- *« La peur d'une destruction des champs pétrolifères saoudiens n'est pas fondée »*
- *« Il faut forcer rapidement Saddam Hussein à accepter les résolutions de l'ONU »*

nous déclare Cheikh Ali Khalifa Al Sabah

Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août, le gouvernement et un tiers de la population koweïtienne vivent en exil, et attendent la libération de leur pays. Cheikh Ali Khalifa Al Sabah, quarante-deux ans, membre de la famille royale, ministre des finances et ancien ministre du pétrole de l'émirat depuis 1978, a été au cœur des disputes qui ont précédé la crise. Il gère aujourd'hui le « nerf de la guerre », c'est-à-dire le formidable patrimoine financier constitué par le petit Etat. Réfutant toutes les accusations de l'Irak, il souligne dans l'entretien qu'il nous a accordé l'urgence d'une action internationale pour forcer l'Irak à libérer son pays, doutant des chances d'une solution diplomatique et estimant que la guerre ne provoquera ni une interruption des approvisionnements pétroliers ni un retournement du monde arabe contre l'Occident.

LONDRES

de notre envoyée spéciale

« Quel a été le rôle exact du pétrole dans le déclenchement de la crise du Golfe ? Le Koweït n'a-t-il pas provoqué l'Irak en surproduisant, faisant ainsi chuter les prix du brut ?

– Toutes les raisons invoquées par l'Irak ne sont que des prétextes. La première est effectivement le pétrole. En juin, dix pays de l'OPEP sur treize surproduisaient, y compris l'Irak ! Le Koweït, quant à lui, ne représentait guère plus de 10 % de ces dépassements.

» L'Irak a toujours surproduit dès qu'il en avait les moyens. Il est resté en dehors des accords de l'OPEP jusqu'à ce qu'il obtienne un quota égal à celui de l'Iran. Après le cessez-le-feu en 1988 il est même venu nous dire qu'il envisageait de quitter l'OPEP. Cela montre à quel point ils sont attachés à l'organisation ! Ils ne la défendent que lorsque cela les arrange.

» S'ils avaient des problèmes économiques, c'est qu'ils ont mal géré leur économie et orienté leurs ressources pour l'essentiel dans le secteur militaire. Au cours des vingt dernières années, les Irakiens ont eu des revenus supérieurs aux nôtres. Ils se plaignaient par exemple que le dinar irakien ait perdu 95 % de sa valeur par rapport au dinar koweïtien. Mais est-ce notre faute s'ils ont fait tourner la planche à billets sans garantir leur monnaie par des devises étrangères, jusqu'au point où personne ne voulait plus de ce papier, ce qui nourrissait l'inflation ?

» Le second prétexte invoqué est que nous avons pompé sur leurs champs pétroliers. Les champs n'ont pas de frontière. Lorsque l'un d'eux est à cheval sur une frontière, la règle veut qu'on s'en éloigne d'un kilomètre. Nous sommes toujours restés éloignés de deux kilomètres, contrairement à l'Irak. De plus, ce champ produit en moyenne 10 000 barils/jour. Allait-on leur voler cela alors que nous leur donnions par ailleurs quinze fois plus, extraits de la zone neutre ? Enfin, cette situation existe depuis 50 ans. Ne le savaient-ils pas jusque-là ?

» Le troisième prétexte est l'annulation de leur dette . Lorsqu'ils nous l'ont demandé, nous avons répondu : nous ne demandons pas le remboursement, mais ne serait-il pas préférable de négocier un arrangement global avec tous vos créanciers ? A ce moment-là, nous annulerons la dette.

– Que pensez-vous de la position française ? Croyez-vous à une solution diplomatique de la crise ?

– Si un règlement diplomatique signifie l'application de la résolution de l'ONU, sans recours à la guerre et dans un délai raisonnable qui ne conduise pas à la destruction totale du Koweït, je suis pour. Mais si cela signifie négocier une autre résolution que celle de l'ONU, bien sûr que non.

» Il faut forcer rapidement Saddam Hussein à accepter les résolutions car chaque jour qui passe aggrave les souffrances du peuple koweïtien. Je doute qu'il accepte. Il ne veut pas. Il essaye seulement de trouver des tactiques dilatoires en faisant un signe d'espoir ici, une diversion, là. etc.

– Mais si la guerre éclate, le Koweït sera le premier touché...

– Le Koweït aujourd'hui est systématiquement détruit et pillé. Chaque jour des Koweïtiens sont tués. La poursuite de cette situation ne peut être bonne.

– A combien estimez-vous ce pillage ?

– La banque centrale était conçue de telle sorte que le coffre-fort tombe dans la mer si quiconque tentait de faire sauter la porte. Malheureusement, les Irakiens ont fini par trouver les gens qui détenaient les clés et la combinaison. Ils les ont menacés de tuer leur famille sous leurs yeux s'ils ne cédaient pas...

» Il y avait à la banque centrale relativement peu de devises étrangères – 10 millions de dollars environ, – et un stock d'or d'une valeur de 350 millions de dollars. Mais cet or était estampillé. Pour l'écouler, l'Irak devra le refondre et le marquer – avec un certificat irakien ? et probablement accepter de fort rabais. Quant aux dinars koweïtiens, ils n'ont plus aucune valeur.

« Si la crise est résolue, les prix du pétrole retomberont »

» Finalement l'essentiel du vol est ce qui a été pillé dans les rues, les bureaux, les maisons, les magasins : des voitures, des bijoux, des ordinateurs d'ailleurs inutilisables car transportés en Irak par camions sans aucune précaution, etc.

– Quelles seraient les conséquences d'une guerre sur les prix du pétrole ? Les prix ont déjà doublé, ils risquent de s'envoler encore plus haut...

– Si la situation reste ce qu'elle est, les prix resteront élevés. Si la crise est résolue, non en acceptant des concessions, mais en appliquant les résolutions de l'ONU, pacifiquement ou par la guerre, alors les prix retomberont.

» Si la guerre éclate, elle sera nécessairement courte. Peut-être pas deux ou trois jours, mais pas trop longue. Et la peur d'une destruction des champs saoudiens n'est pas fondée. Ces champs s'étalent sur des superficies énormes, peu susceptibles de souffrir d'attaques aériennes. Même les terminaux ne sont pas faciles à détruire, et il y a suffisamment de redondances dans le système pour garantir l'écoulement du pétrole quoi qu'il arrive. Le meilleur exemple est celui du terminal iranien de Kharg. Attaqué sans relâche par l'Irak pendant sept ans et dépourvu de défenses, il a pourtant continué de fonctionner. Rien sinon une occupation ne peut interrompre les approvisionnements.

– S'il devait y avoir une guerre, le Koweït comme l'Arabie saoudite et les autres émirats pourront-ils éviter de devenir après les vassaux soit des Etats-Unis, soit des puissances militaires de la région : Irak, Iran et Syrie ?

– Coopérer avec l'Occident ne signifie pas qu'on en devienne les vassaux. Si l'Irak ne nous avait pas agressé nous n'aurions pas eu besoin de cette protection. Si l'Irak prouve au monde entier qu'il n'agresse et n'agressera plus personne dans la région, il n'y aura pas besoin d'une présence internationale.

» Le problème est que depuis dix ans Saddam Hussein a menacé tous les pays avec lesquels il a une frontière commune, et même d'autres. C'est la crédibilité de la parole irakienne qui déterminera la nécessité d'une présence des forces étrangères...

– Le Golfe redeviendra-t-il jamais comme avant ?

– Non. Nous changerons, mais de manière positive. Nous réexaminerons les vieilles idées héritées des années 50, comme la foi aveugle que nous avions dans la solidarité arabe. Saddam a détruit cette foi. Nous devons être sélectifs, reconnaître nos vrais amis. Nous réexaminerons notre mode de vie et la structure de notre population : quel travail devons-nous fournir, combien de travailleurs étrangers pour le faire ?

– Après la crise, allez-vous installer la démocratie au Koweït ? Une partie de l'opinion occidentale ne comprend pas le besoin de défendre un régime monarchique...

– Ils défendent le peuple koweïtien, pas la famille royale. Les Occidentaux devraient se préoccuper d'abord de la démocratie en Irak, où un dixième de la population vit en exil forcé pour des raisons politiques ; se préoccuper des Kurdes, attaqués par des armes chimiques et déplacés de leurs montagnes dans le désert, comme l'a dénoncé Mme Mitterrand. Ils devraient défendre le peuple irakien contre l'oppression permanente de ce régime criminel !

« Nous n'avons pas gaspillé nos revenus »

» Le Koweït est une société ouverte où on ne compte pas un seul prisonnier politique, pas une seule personne exilée par le gouvernement. Nous avons eu longtemps un parlement. Nous l'avons supprimé quand nous avons eu des problèmes mais, trois mois avant l'invasion, nous avons appelé les électeurs à élire une nouvelle assemblée. L'émir avait confié à cette assemblée, élue un mois avant l'invasion, la mission de revoir l'ensemble du processus démocratique depuis vingt ans et promis que les conclusions de cette mission seraient soumises à un parlement avant trois ans.

» Nous étions sincères et prêts à laisser se développer la participation populaire et la démocratie dans le pays, sans qu'on vienne nous apprendre la démocratie par une agression !

– Le Koweït avait depuis longtemps placé à l'étranger des avoirs considérables. Quel est aujourd'hui leur statut ?

– Les avoirs irakiens ont été gelés par punition, les nôtres pour les protéger des mains de l'Irak. Tous les gouvernements nous ont donné le contrôle de ces avoirs et nous ont autorisé à les utiliser au bénéfice du gouvernement et du peuple. Par exemple, nous aidons la population en exil, qui représente environ un tiers du total, soit 150 000 à 200 000 personnes. Nous aidons aussi les pays du front. Nous participons – à hauteur de 5 milliards de dollars – aux dépenses des forces multinationales.

– A combien s'élèvent ces avoirs ?

– C'est un secret d'Etat. Nous avons été sages pendant les années de vaches grasses. Nous n'avons pas gaspillé nos revenus dans des dépenses militaires, nous n'avons pas jeté l'argent par les fenêtres. Aujourd'hui, il profite au peuple koweïtien, à ceux qui sont restés en contribuant à leur libération, à ceux qui ont fui en subvenant à leurs besoins. En Arabie saoudite par exemple, une famille de trois personnes reçoit 350 dollars (1820 FF environ) par mois en sus du logement. En Europe, c'est plus cher : l'équivalent de 10 livres (100 FF) par jour.

– Avez-vous la pleine liberté de gestion de ces avoirs, ne sont-ils plus gelés ?

– Si, mais dans le cadre du gel nous avons négocié des arrangements qui nous permettent de gérer normalement nos fonds et de les utiliser pour les besoins du gouvernement. Nous n'avons pas vendu d'actifs mobiliers ou immobiliers, sauf dans le cadre d'une gestion courante des affaires.

– Les revenus de ces placements suffisent-ils ?

– Non, ils ne suffisent pas, mais nous avions aussi des avoirs liquides. Nous les utilisons. Combien de temps suffiront-ils ? Nous espérons que cela ne durera pas... »

Propos recueillis par
VÉRONIQUE MAURUS

De nouvelles déclarations de M. Major

La Grande-Bretagne reste opposée au plan Delors d'union monétaire européenne

L'entrée de la livre dans le Système monétaire européen ne signifie pas que la Grande-Bretagne adhère aux projets d'unification monétaire de la Communauté, a déclaré en substance le chancelier de l'Echiquier britannique, M. John Major, jeudi 11 octobre.

Intervenant au congrès du parti conservateur, à Bournemouth, le responsable britannique des finances a rappelé son opposition au plan Delors, déclarant que *« rejoindre le SME ne signifie pas s'engager sur une voie menant inexorablement à une monnaie unique »*.

Une fraction du Parti conservateur demeure opposée à la participation de la Grande-Bretagne aux mécanismes monétaires de la Communauté, estimant qu'elle provoque une perte de souveraineté.

M. Major a ajouté que les taux d'intérêt britanniques *« ne pourront baisser que lorsque l'inflation aura diminué »*. Lundi 8 octobre, simultanément à l'entrée de la livre dans le SME, la Banque d'Angleterre avait procédé à une diminution du taux de base de 15 % à 14 %. En août, la hausse des prix de détail britanniques a atteint 10,7 % en rythme annuel.

La Kuwait Airways peut-elle être indemnisée par les Lloyd's ?

Une compagnie d'assurances peut-elle indemniser une entreprise *« off shore »* d'un pays lui même *« off shore » ? Tel est le dilemme* des Lloyd's de Londres face à Kuwait Airways, la compagnie aérienne nationale du Koweït. Alors que le gouvernement du Koweït s'est déplacé à Londres, le siège de Kuwait Airways s'est, lui, déplacé au Caire. C'est de la capital égyptienne que, jeudi 11 octobre, M. Ahmad Al Michari, PDG de Kuwait Airways, a déclaré publiquement son espoir de voir les Lloyd's de Londres indemniser rapidement la compagnie qu'il dirige. Une manière polie de se plaindre d'un règlement tardif pour un sinistre d'importance.

Car à la suite de l'invasion du Koweït, le 2 août, les Irakiens se sont emparés de plus de la moitié de la flotte de la compagnie, soit 8 Airbus, 2 Boeing 767 et 5 Gulfstream (avions à réaction pouvant embarquer une vingtaine de passagers). Kuwait Airways ne dispose plus que de 8 appareils qui se trouvaient à l'étranger début août (4 Boeing 747, 3 Boeing 727 et 1 Boeing 767). Pour M. Al Michari, le syndicat 418 des Lloyd's de Londres devrait donc l'indemniser à hauteur de 692 millions de dollars. *« Nous sommes la compagnie nationale du Koweït. Nous continuerons à être cette compagnie. Un règlement rapide de notre dossier nous aidera à obtenir de nouveaux appareils et à reprendre nos activités sous les couleurs de notre pays »*, a-t-il expliqué.

Malheureusement, les choses ne sont pas aussi simples. Kuwait Airways était certes une compagnie correctement assurée aux Lloyds, notamment contre le risque de guerre. La confiscation de ses appareils par les Irakiens fait donc l'objet d'une indemnisation. Mais une fois ce point admis par tous, les problèmes commencent. Ils sont de deux ordres. La police d'assurance prévoit qu'un seul événement guerrier peut conduire à un règlement de sinistre limité. Comme le rapt des appareils s'est produit d'un seul coup et sans péripéties, les Lloyd's prétendent indemniser Kuwait Airways au tiers du dommage seulement, soit environ 228 millions de dollars. Le débat juridico-financier n'est pas clos.

Deuxième problème : qui indemniser ? Les gouvernements occidentaux ayant décrété un gel des avoirs koweïtiens et irakiens, aucun chèque ne peut être libellé au nom d'une entité juridique affirmant exister sous le nom de Kuwait Airways. Dans le meilleur des cas, l'argent ne peut être versé qu'à un trust qui gérera les fonds et les fera fructifier, en attendant leur attribution à un destinataire final clairement identifié. Là encore, les discussions vont bon train.

Y. M.

INSOLITE

Surgelés pour gastronomes

Gastronomes, les Français consomment toujours davantage de produits... surgelés. En 1989, ils ont absorbé 1,3 million de tonnes de produits surgelés, soit 13,6 % de plus qu'en 1988. Au premier semestre 1990, cette croissance s'est poursuivie, avec une augmentation des ventes de 14 %.

La progression la plus forte est enregistrée par les « préparations élaborées » (plats cuisinés divers), avec + 26,9 %, dont le tonnage commercialisé dépasse 147 000 tonnes.

L'industrie des produits surgelés regroupe 1 500 établissements (fabrication et entrepôts frigorifiques), emploie près de 30 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de près de 27 milliards de francs.

La réforme des PTT ayant été votée et acceptée

Après un début d'année difficile, la distribution du courrier s'améliore

La distribution du courrier a souffert, au cours des premiers mois de l'année, des débats sur la grande réforme des Postes et Télécommunications. Au grand dam des associations de consommateurs. Pourtant, si, comme le reconnaît l'administration, la qualité du service a baissé pendant les quatre premiers mois de 1990, elle s'est nettement améliorée depuis, comme en témoignent les statistiques les plus récentes.

«*Simple comme une lettre à la poste.*» Aucun dicton n'est plus faux que celui-ci tant est complexe – de l'expéditeur au destinataire – l'acheminement d'un pli ou d'un colis. Complexe et minutieux : le moindre grain de sable dans un rouage, – et la machine est grippée.

A chaque conflit social, la Poste en fait l'amère expérience. Un arrêt de travail, même bref et limité, à une heure bien choisie, et c'est un train ou un avion raté, des sacs qui n'arrivent pas le lendemain. C'est un peu ce qui s'est passé au cours des quatre premiers mois de l'année, période au cours de laquelle le gouvernement réformait le statut juridique des PTT : faute d'avoir pu déclencher un grand conflit national, des syndicats ont réussi à faire débrayer certaines régions, comme Bordeaux, Toulouse ou Montpellier.

Ces conflits locaux – dont la Poste ne s'était pas vantée à l'époque – ont immédiatement fait baisser de trois points l'indice mensuel de qualité du courrier, ou plus exactement le taux mesurant la quantité d'objets distribués le lendemain de leur postage, le fameux «J + 1». De 80 % environ, le taux mensuel a chuté à 77 %. Bien évidemment, dans les régions touchées par les grèves, le taux est infiniment plus mauvais.

Dès juin, mois du vote de la loi et de la fin des négociations salariales qui l'ont accompagné, la situation est redevenue normale, selon la direction. Depuis, les chiffres sont meilleurs que jamais, assure l'opérateur. En août, on a même atteint un taux de 81 %. Autrement dit, quatre lettres sur cinq étaient distribuées le lendemain de leur postage, et 97 % le surlendemain. Ce qui n'est pas si mal lorsqu'on sait que la Poste achemine 60 millions d'objets chaque jour et que le trafic augmente de 5 à 6 % l'an depuis une dizaine d'années. Il faut pourtant savoir que ces statistiques, établies selon un sondage portant sur soixante mille objets par an, ne concernent que six jours, le dimanche ne comptant pas. Autrement dit, une lettre postée le vendredi qui arrive le lundi est comptée en J+2. En outre, pour couper court à tout procès, il serait peut-être bon que ce soit un organisme indépendant de la Poste qui tienne ces statistiques et non la Poste elle-même.

Les régions inégales

Cela dit, la statistique globale cache une nette différence entre le trafic Paris-Province et celui Province-Paris. *Les* objets partant des régions et adressés à Paris circulent mieux que ceux circulant dans l'autre sens. L'écart peut être considérable entre les deux flux : en juillet, par exemple, la moyenne nationale du J + 1 était de 84,8 % dans le sens Paris-province et de 92,3 % dans la direction inverse. Ces chiffres eux-mêmes doivent être maniés avec prudence car ils concernent la ville de Paris *stricto sensu* et non l'Ile-de-France, nettement moins performante (sauf pour la zone autour d'Orly). Les responsables de la Poste avancent deux explications aux moindres performances du courrier en partance de la capitale : le volume d'abord (2,5 millions des 20 millions de lettres distribuées tous les jours quittent la région parisienne pour la province); les embouteillages, ensuite, qui retardent le trafic du courrier et font parfois rater des avions. Cas de figure fréquent quand il s'agit du trafic vers le sud de la France (une lettre sur trois partant de l'Ile-de-France pour la province va dans le grand Sud).

Toutes les régions ne sont pas logées à la même enseigne. Si l'on reprend le mois de juillet, la meilleure performance dans le sens Paris-province était enregistrée avec le Lot-et-Garonne, la pire avec les Pyrénées-Orientales (pour des raisons exceptionnelles, apparemment). En général, le Sud est vraiment mal loti : en moyenne, les taux de distribution le lendemain du postage s'échelonnent entre 50 et 67 %. Les Alpes-Maritimes, en juillet, se distinguaient avec un taux de 31,9 %, ce qui, en clair, signifie que seule une lettre sur trois envoyée de Paris avait une chance d'être distribuée le lendemain du jour où elle était mise à la boîte. En règle générale, le courrier en partance de Paris acheminé par air circule moins régulièrement que celui par rail. D'abord parce qu'il faut arriver à Orly alors que les gares sont en centre-ville. Ensuite parce qu'Orly n'est pas ouvert la nuit. Enfin, parce que le trafic aérien est sensible aux aléas climatiques.



Mais la Poste explique les contre-performances du Midi par l'organisation même de la desserte aérienne de cette région : actuellement c'est le même avion en partance de Paris qui dessert Marseille, puis Nice et enfin la Corse. Comme il part de bonne heure de Paris, il est fréquent qu'il soit raté. En outre, il arrive déjà un peu tard à Nice pour être sûr de repartir... Pour être tout à fait complet, il est notoire que Nice est une ville difficile : au cours d'enquêtes précédentes, plusieurs sources nous ont signalé que c'était une des cités dans laquelle un grand nombre de postiers avaient un deuxième emploi, notamment en raison de la cherté de la vie («le Monde Emploi» du 30 mai).

C'est donc sur cette région que la Poste a décidé de tester une nouvelle organisation du trafic : l'idée générale est d'inverser le sens des flux. Au lieu de faire partir les avions de Paris en direction de la province (pour les faire remonter ensuite à Paris), ils s'envoleraient de la province, monteraient à Paris, et repartiraient en province. Ce qui permettrait de retarder l'heure de départ de la capitale (les avions décolleraient alors de Roissy et non d'Orly), repoussée entre 0 h 30 et 1 h 30 (au lieu de 10 h 30-11 heures actuellement). Le premier test grandeur nature va être fait en novembre vers le Sud-Est, expérience qui pourrait être étendue d'ici à la fin de l'automne 1992 si elle donne satisfaction. En outre, la Poste utilisera deux avions et non plus un, séparant les liaisons *via* Marseille de celles *via* Nice. Bien évidemment, tout cela bouculera les habitudes de travail des deux côtés de la chaîne et demandera une minutieuse réorganisation pour éviter des perturbations dans les centres de tri. A Marseille, une concertation est organisée avec les syndicats. En outre, la Poste va remplacer ses dix-sept Fokker par des Boeing. *«D'occasion»*, précise-t-on, ajoutant pour éviter tout procès sur ces achats de matériels étrangers qu'*«il n'existe pas d'appareil français équivalent»*.

Le mythe du J+1

S'il est souvent plus aléatoire, le trafic aérien est aussi plus onéreux que celui par rail : *grosso modo*, une tonne de courrier passant par la SNCF (500 000 tonnes par an) coûte dix fois moins cher qu'une tonne aérienne (55 000 tonnes par an). Aussi, la Poste (qui lui a versé 734 millions de francs en 1989 dont 200 millions pour ses infrastructures) suit-elle avec attention la politique de la SNCF en matière de TGV... Satisfaite de sa liaison avec Lyon, elle ne cache pas son intention de la prolonger jusqu'à Marseille dès que possible. Elle n'est pourtant pas inconditionnelle : ainsi, elle a conservé son organisation combinant air, rail et route plutôt que de basculer sur le TGV Atlantique. Car les volumes en eu n'étaient pas suffisants pour faire rouler un de ses TGV jaunes.

L'inégalité est encore plus flagrante quand on analyse le trafic province-province. Sur certaines liaisons, la poste n'a jamais été en mesure d'assurer une desserte en J+1 pour les objets mis à la boîte le soir et reconnaît qu'elle ne pourra pas le faire faute de moyens techniques. Par exemple, la liaison Metz-Nice. En revanche, tous les départements limitrophes sont desservis par route.

Aussi plusieurs responsables remettent-ils en question ce qu'ils appellent *«le mythe du J+1»*. Non par désir de «casser le thermomètre», assurent-ils, mais parce qu'il accrédite l'idée qu'à un moment de son histoire la Poste a été en mesure d'assurer ce service à 100 %. Ce qui est faux, assurent-ils, ajoutant que *«la Poste est meilleure qu'il y a dix ans, mais les gens ne veulent pas le croire»*. Pourtant, en année pleine, le J+1, même s'il avait légèrement remonté en 1989 (77,4 %) par rapport à 1988 (76,4 %), restait inférieur par rapport à 1987 (77,6 %), 1986 (80,3 %) et 1985 (78,4 %).

En outre, d'autres éléments alimentent la grogne des usagers : certains se plaignent de lettres qui disparaissent. Les plaintes sont rarissimes, assurent les responsables. En revanche, ils reconnaissent qu'un paquet sur 1 600 disparaît sur les 300 millions de colis ordinaires acheminés tous les ans.

Autre source de mécontentement, la distribution du courrier. A Paris, d'abord, la Poste a eu tendance à «remonter la pendule» d'environ une heure au fil des ans. Pour être clair, la dernière levée dans les bureaux est effectuée plus tôt : du lundi au vendredi, elle est maintenant faite à 19 h 30 pour le courrier à destination de Paris (22 heures dans un bureau central), à 19 heures à destination de la banlieue et 18 heures vers l'étranger (19 heures dans les deux cas pour un bureau principal). Si la Poste explique cela par les difficultés de trafic, le consommateur, lui, a l'impression que le service est de plus en plus lent.

Les entreprises privilégiées

D'autre part, la direction – généralement très prudente dans ses réformes sur la capitale – tente depuis la mi-juin une réorganisation de la distribution dans le dix-septième arrondissement. Contrairement à une idée généralement répandue, elle n'a pas supprimé la deuxième tournée de l'après-midi. Mais dans la première du matin, elle a segmenté la clientèle, afin de mieux répondre à ce qu'elle pense être les besoins spécifiques des uns et des autres. La distribution des journaux est effectuée entre 7 h30 et 8 heures le matin. Pour les entreprises ayant un cedex ou une boîte postale, le service est assuré avant 9 h 30. Dans les immeubles ayant un concierge, entre 9 h 30 et 10 h 30. Les particuliers viennent en queue, entre 9 h 40 et 13 heures. C'est là que le bât blesse : non seulement les professions libérales ou les entreprises n'ayant ni cedex ni boîte postale se trouvent défavorisées, mais certains particuliers se considèrent lésés car ils reçoivent leurs lettres plus tard. Et dans ce quartier considéré comme «huppé», quelques-uns n'ont pas hésité à se plaindre.

Certes, cette réorganisation privilégie les entreprises, mais l'un des grands dangers qui menace la Poste n'est-il pas de perdre cette clientèle fort rentable? La situation est paradoxale : le particulier n'a pas intérêt à avoir une Poste sans le sou qui, à terme, serait incapable de lui assurer un service satisfaisant. A l'inverse, il se sent un peu le parent pauvre d'une Poste qui soigne les entreprises. Difficile de concilier les contraintes de service public et de rentabilité.

FRANÇOISE VAYSSE

ÉCONOMIE

Pour la mettre en conformité avec les demandes de la CEE

La réglementation des télécommunications sera dépoussiérée

Les députés devaient commencer, vendredi 12 octobre, l'examen en première lecture du projet de loi modernisant la réglementation des télécommunications en France, régies par un code vieux de plus de cent cinquante ans. Très technique, ce texte permettra notamment de mettre le droit français en conformité avec les demandes de la Communauté européenne.

Les télécommunications changent, entraînant dans leur sillage un bouleversement complet des structures en place dans le monde entier. Leur mariage avec l'informatique, au début des années 80, a donné naissance à toute une série de services nouveaux fort éloignés du téléphone de papa : la télématique, les transmissions de données, etc. Le choc du monde des « télécoms » – très encadré et « national » – avec celui – très concurrentiel – de l'informatique a fait souffler un vent de libéralisme sur les télécommunications, qui a modifié la structure juridique des exploitants et les règles du jeu auxquelles ils étaient assujettis.

Parti des Etats-Unis (en 1984, American Telephone and Telegraph était démantelé), le mouvement s'est propagé à l'Europe, n'épargnant aucun pays. La France, après d'autres, s'est mise au diapason en modifiant d'abord au printemps dernier la structure juridique de son exploitant (France Télécom), puis en s'attaquant aujourd'hui à la réglementation des télécommunications. Auparavant, conformément aux demandes de Bruxelles, elle avait créé une direction de la réglementation, indépendante de l'exploitant public (France Télécom), bien que tous deux soient placés sous la tutelle du même ministre des PTT.

Redéfinitions

Le texte proposé à l'examen des députés est constitué de deux grandes parties : la première redonne au ministre des PTT les compétences en matière de télécommunications qui avaient été confiées à l'audiovisuel (à la Commission nationale de la communication et des libertés d'abord, au Conseil supérieur de l'audiovisuel ensuite) par le gouvernement de M. Jacques Chirac. La deuxième ne s'occupe que des seules « télécoms », dont elle fixe les règles.

A cette fin, les auteurs du texte ont pris soin de redéfinir une série de termes techniques comme « réseau », « service terminal », avant d'édicter les principes dont devait s'inspirer le ministre dans son travail de réglementation (en s'appuyant sur deux commissions dans les radiocommunications et les services à valeur ajoutée).

En matière de réseaux, seuls resteront sous monopole de France Télécom ceux qui seront ouverts au public. Sachant que dans certains (radiotéléphone, radiomessageries) la concurrence existe déjà, des dérogations subsisteront mais seront organisées par la loi (après définition d'un cahier des charges). Le ministre des PTT autorisera l'ouverture des réseaux non ouverts au public (baptisés « indépendants »).

Dans les services, le texte distingue les services sous monopole de France Télécom (le téléphone entre deux points fixes, y compris les cabines dans le domaine public et le télex), ceux sous concurrence encadrée (services de transmissions de données du type Transpac), dans lesquels les concurrents de France Télécom devront recevoir l'autorisation du ministre accompagnée d'un cahier des charges, ceux soumis à autorisation (utilisant une ressource rare comme les fréquences ou offerts sur des réseaux cablés de télévision) et enfin les services libres.

Tous les terminaux, quoique soumis à l'agrément des PTT, seront vendus librement.

Ce texte sera vraisemblablement jugé trop peu libéral par certains membres de l'opposition, qui en critiqueront l'inspiration. L'attitude qu'adoptera l'ancien ministre (PR) des PTT, M. Gérard Longuet, qui a tenté de libéraliser la législation en vigueur pendant les deux ans qu'il passa aux PTT, sera particulièrement intéressante à observer puisque c'est à lui que l'on doit les rares « espaces de liberté » actuellement ouverts dans les télécommunications.

FRANCOISE VAYSSE

SOCIAL

Une étude du CERC et du ministère du travail

Le « dumping social » n'est pas une fatalité européenne

L'échéance du marché unique européen et le renforcement de la concurrence qui en résultera ne signifient pas forcément que les entreprises joueront la carte du « dumping social ». De plus en plus, elles vont éprouver la nécessité de fidéliser des salariés pour lesquels des efforts de formation importants auront été consentis.

Si la recherche de coûts moindres demeurera une contrainte forte, *« la compétition par l'innovation est elle aussi appelée à s'intensifier »*, estime la revue *Travail et emploi* du ministère du travail, qui vient de se pencher sur le thème de la détermination et de la négociation des salaires en Europe.

Ce numéro spécial (1), qui retrace les principaux débats d'un colloque international organisé en mars dernier à Paris à l'initiative du ministère du travail et du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), fait apparaître que, partout en Europe, coexistent à des degrés divers un chômage persistant et des déficits de main-d'œuvre qualifiée. D'où l'inadaptation du terme global de *« marché du travail »*, entité éclatée entre plusieurs *« marchés internes »* générateurs d'écarts croissants entre les salaires.

Depuis le début des années 80, les pays européens ont mis en place des systèmes de rémunérations flexibles en même temps qu'une désindexation par rapport aux prix. Toutefois, le débat sur l'individualisation des rémunérations paraît beaucoup plus vif dans les pays latins (France, Italie, Espagne).

Généralement, la participation des salariés au capital paraît plus développée que l'attribution de primes, hormis en Italie. Enfin, le centre névralgique de la négociation salariale se déplace : en France comme ailleurs, les branches professionnelles ont tendance à s'effacer au profit des entreprises.

J.- M. N.

(1) *Travail et emploi*, n° 45.

ÉTRANGER

Le conseiller économique de M. Gorbatchev reçu à l'ONU

M. Chataline estime que le programme des privatisations en URSS doit s'étendre sur cinq à six ans

A quelques jours de la présentation par M. Mikhaïl Gorbatchev, le 15 octobre prochain devant le Soviet suprême, du nouveau projet de réformes économiques, M. Stanislav Chataline était l'hôte, le 10 octobre, du Conseil économique et social des Nations unies. Il estime notamment que le programme de privatisations actuellement engagé doit s'étendre sur cinq à six ans.

NEW YORK

de notre correspondant

A cette occasion, le plus radical des conseillers économiques du numéro un soviétique a brossé un tableau réaliste – et peu engageant – de la situation du pays avant d'aborder quelques-unes des principales dispositions que devra prendre le gouvernement pour convertir au plus vite l'Union soviétique à l'économie de marché.

Admettant que l'URSS est *« allée plus loin sur le plan politique que sur le plan économique »* à ce jour, M. Chataline qui, on le sait, est partisan d'une accélération des réformes, a notamment reconnu que le déficit budgétaire, initialement fixé à 60 milliards de roubles, dépassait déjà le double de ce chiffre.

Partisan d'une libération, la plus rapide possible, de l'ensemble des prix, à commencer par ceux du pétrole, de la viande et des céréales, il estime qu'il faut d'abord stabiliser le marché de la consommation jusqu'à obtenir le maximum d'équilibre entre l'offre et la demande, de façon à *« assurer la convertibilité interne du rouble »*. C'est après seulement que l'Union soviétique pourra aborder la convertibilité externe de sa monnaie, *« seul moyen d'éviter un effondrement du rouble »*, lequel sera dévalué d'ici au 1er janvier prochain (*le Monde* du 12 octobre).

« En renforçant le rouble, nous pouvons sans doute résoudre nos problèmes financiers et monétaires actuels, mais à la seule condition de mettre un terme à la grave récession que connaît actuellement le pays », a encore indiqué M. Chataline. *« Les réformes d'abord, la convertibilité ensuite »*... A ce sujet, le conseiller économique du président Gorbatchev a également rappelé les grands principes de la privatisation – qu'il préfère appeler *« désétatisation »*.

D'après lui, ce processus doit s'étendre sur cinq à six ans. *« Un délai que certains jugent trop long, mais qui tient compte de la situation dans laquelle se trouve le pays »*. Ce transfert *« sans trop d'à-coups »* vers une économie de marché est le seul remède à une menace de désintégration de l'Union soviétique, que certaines républiques *« déjà entrées dans une phase de quasi-guerre civile »* n'hésitent pas à brandir.

SERGE MARTI

« L'Allemagne unifiée agit comme une locomotive pour la croissance mondiale »

déclare le président de la Bundesbank

Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, a estimé mercredi 10 octobre que la réunification entre les deux Etats allemands était une chance pour l'économie mondiale. *« Alors que l'activité s'est ralentie dans de nombreux pays industrialisés, on constate que le dynamisme économique d'une Allemagne unifiée agit comme une locomotive pour la croissance de l'économie mondiale, et ce rôle ne va faire que se renforcer »*, a-t-il déclaré.

FRANCFORT

correspondance

M. Poehl, qui prenait la parole à l'occasion de l'ouverture à Francfort de la sixième Conférence internationale des contrôleurs de banque, réunissant plus de deux cent cinquante participants venant de cent pays différents, parmi lesquels – pour la première fois – des représentants des pays de l'Est, s'est déclaré *« sans illusions »* sur le coût de la réunification. Avec le renchérissement du pétrole, le maintien de la stabilité des prix devient un objectif prioritaire non seulement pour l'Allemagne, où l'inflation n'atteint pas plus de 3 %, mais aussi pour les autres pays membres du Système monétaire européen (SME), a-t-il ajouté.

Au vu des excédents commerciaux et des paiements courants ouest-allemands, le financement de la réunification est *« quelque chose que nous pouvons nous permettre »*, a encore précisé M. Poehl, même si les premières statistiques combinées pour l'Est et l'Ouest rendues publiques la semaine dernière font apparaître un léger tassement. Les importations totales pour la nouvelle Allemagne ont progressé de 4,5 % en août par rapport à juillet (+ 5,2 % par rapport à août 1989) et les exportations de 8 % (mais – 2,3 % par rapport à août 1989).

L'excédent commercial de l'Allemagne unifiée a atteint 7,5 milliards de marks en août contre 9,9 milliards en juillet (et 10,9 milliards en août 1989).

Le président de la Bundesbank n'a donné aucune précision sur la manière dont ce déficit résultant de l'unification, estimé par la Bundesbank à 100 milliards de marks (335 milliards de francs) pour 1990 et à 120 ou 130 milliards de marks pour l'année prochaine – une révision à la hausse – allait être financé. Selon le magazine *Der Spiegel*, la Bundesbank aurait proposé dans un rapport destiné au gouvernement une augmentation de la taxe sur le prix de l'essence de 50 pfennigs par litre, ce qui permettrait de faire entrer 22 milliards de marks supplémentaires dans les caisses de l'Etat, une augmentation des impôts indirects ou un report de la réforme de la fiscalité des entreprises. Autant de mesures politiquement délicates.

CH. HOLZBAUER-MADISON

COMMERCE EXTÉRIEUR

La construction de deux lignes de métro en négociation à Mexico

Le président de la RATP joue l'exportation

Les discussions se poursuivent à Mexico, entre l'ambassade de France et les autorités mexicaines, sur le financement de deux lignes de métro pour lesquelles la France pourrait prêter 3,6 milliards de francs en quatre ans. Les contrats de fourniture qui en résulteraient profiteraient aux entreprises françaises comme GEC-Alsthom, Matra, Sodeteg-TAI, qui, avec la RATP, s'efforcent de mettre fin à une série de désillusions à l'exportation.

MEXICO

de notre envoyé spécial

M. Christian Blanc, PDG de la RATP, qui vient d'achever un voyage d'une semaine à Mexico, n'en est pas à son coup d'essai. Il est même en passe de devenir le patron de la Régie le plus sensible aux nécessités de l'exportation de la technologie française. En quelques mois, il a rendu visite aux Moscovites, aux Barcelonais, aux Munichois et par deux fois aux Chinois.

Pourquoi ce souci de l'étranger chez un président qui a déjà fort à faire pour réorganiser, dynamiser et motiver une RATP en proie à des malaises divers ? Dès son arrivée à la tête de la Régie, il y a bientôt deux ans, M. Blanc a entendu ses troupes qui gardaient la nostalgie de l'âge d'or des années 70, lorsque la RATP perçait en tous sens le sous-sol parisien pour étendre le métro régional et surveiller la naissance des réseaux de Montréal, de Mexico et de Caracas. Pour pallier la fin des grands travaux, M. Blanc a convaincu le premier ministre qu'il convenait de décider le lancement de la ligne de métro sans pilote, Météor (Maison-Blanche - Gare-Saint-Lazare). En revanche, en matière d'exportation, force lui a été de constater que, pour quelques succès de Matra à Chicago, Barcelone et Taïpeh, les industriels français et la SOFRETU, la filiale ingénierie de la RATP s'étaient fait tailler de larges croupières par les Canadiens, les Japonais, les Allemands et les Italiens à Pékin, Changaï, Ankara, Athènes, Los Angeles, New-York, pour ne citer que les défaites les plus cuisantes.

3,6 milliards de prêts

Le PDG veut d'autant plus renverser cette évolution calamiteuse qu'au-delà de la participation à l'effort d'exportation nationale et de la fierté à rendre à la RATP, il vise à sélectionner et à former, outre frontières, les meilleurs ingénieurs, qui reviendront un jour au bercail féconder la vieille maison de leur expérience et de leurs idées neuves. Il s'agit aussi pour M. Blanc *d'« habituer la RATP à cesser de concevoir des matériels pour son seul usage et à réfléchir à des standards qui conviendront à d'autres réseaux »*. Economies d'échelle et intérêt renouvelé des clients potentiels pourraient résulter de cette démarche qui a connu un début d'application avec la commande récente de 3,5 milliards de francs de matériel roulant pour les lignes parisiennes Météor et n° 1 (Vincennes-Neuilly). M. Christian Blanc a donc pris son bâton de pèlerin en association avec les industriels ferroviaires pour convaincre villes et gouvernements du savoir-faire et du savoir-conseiller français. Il négocie d'arrache-pied, avec les autorités chinoises, un accord au terme duquel une société commune franco-chinoise pourrait se voir confier la construction de métros dans sept villes dont Canton. Il espère que la prochaine visite du chef de l'Etat soviétique à Paris donnera lieu à la signature d'un protocole de coopération entre les métros parisien et moscovite. Au Caire, avec l'aide de la Banque mondiale et des financiers saoudiens en remplacement des financements gouvernementaux français antérieurs, il a contribué à ce que les travaux du métro soient poursuivis par les industriels français et non par les Japonais.

Le voyage qu'il a fait à Mexico du 4 au 10 octobre, à l'occasion d'une réunion de l'Union internationale des transports publics (UIT), a été pour lui l'occasion de redresser une situation en voie de dégradation. Le métro qui irrigue depuis 1969 l'une des plus grandes agglomérations du monde (vingt millions d'habitants) est un métro de conception et de fabrication françaises. De 100 % à l'origine, la part française (14 milliards de francs en vingt ans) a chuté sous l'effet de la « mexicanisation » de la construction des métros, ce qui était normal, et sous l'effet de l'arrivée de redoutables concurrents, japonais pour les moteurs et allemands pour les boggies.

Avec ses cinq millions de voyageurs par jour sur huit lignes totalisant 140 kilomètres, le métro de Mexico est l'un des plus importants de la planète et représente une vitrine de premier ordre qui est appelée à un développement spectaculaire pour faire face aux inconvénients d'une circulation automobile apoplectique. Il est prévu qu'en l'an 2015 Mexico comptera quinze lignes et 315 kilomètres de métro.

C'est pourquoi M. Blanc est venu appuyer les discussions intergouvernementales en cours au sujet de la participation de la France à l'extension du réseau de Mexico. D'ores et déjà, il est acquis que la future ligne A (matériel roue-fer) qui sera mise en service en août 1991 sera conseillée par la SOFRETU et équipée du système de conduite automatique français SACEM. Selon toute vraisemblance, les futures lignes 8 et 10 (matériel sur pneus) et le prolongement de la ligne 9 verront 30 % des marchés, estimés à 11 milliards de francs, aller à des entreprises françaises pour les installations fixes de voies, les sous-stations et le matériel roulant. Paris pourrait consentir des prêts atteignant 3,6 milliards de francs sur quatre ans.

La poursuite d'une coopération aussi poussée permettra peut-être un jour de marier les prix très bas de l'industrie ferroviaire mexicaine et la fiabilité des techniques françaises afin d'offrir à nombre de cités de pays désargentés comme le Pérou, le Nigéria ou l'Algérie un métro à portée de leur bourse.

ALAIN FAUJAS

Alors que la balance commerciale se dégrade

Les industriels français du textile satisfaits du rejet des mesures protectionnistes américaines

Les industriels français du textile et de l'habillement (377 000 salariés) ont accueilli avec soulagement l'échec de la dernière tentative protectionniste de leurs homologues américains. La semaine dernière, le président Bush a mis son veto à un texte de loi limitant toutes les importations textiles et de chaussures aux Etats-Unis et, mercredi 10 octobre, la Chambre des représentants n'a pu réunir la majorité des deux tiers nécessaire pour défaire ce veto.

Pour les industriels français – qui exportent 2,7 milliards de francs outre-Atlantique – et européens en général, la loi textile aurait été catastrophique : d'une part, elle limitait leurs ventes aux Etats-Unis au même titre que celles de tous les pays en développement ou nouvellement industrialisés ; ceux-ci, empêchés d'exporter vers les Etats-Unis risquaient, d'autre part, de déverser massivement leurs marchandises vers le Vieux Continent.

« On ne pouvait pas faire n'importe quoi »

Les professionnels français, qui ont vu leurs effectifs se réduire de 50 % en dix ans, et dont la balance commerciale s'est encore dégradée au premier semestre, n'avaient pas besoin de cela et ont eu beau jeu de dénoncer la contradiction entre la logique de la démarche des industriels américains et l'esprit du GATT.

Les industriels français ont donc tiré argument de la tentative de leurs concurrents américains pour rappeler qu'*« on ne pouvait pas faire n'importe quoi »* dans leur secteur et rappeler les conditions qu'ils mettent à leur retour dans le régime normal du GATT : que les autres pays en développement ou nouvellement industrialisés aient un degré d'ouverture conparable au leur ; que les règles actuelles du GATT pour mettre fin au dumping, aux subventions ou au piratage des marques soient renforcées.

Vivant depuis quinze ans sous le régime particulier de l'accord multifibres (AMF) (*le Monde* du 26 septembre 1989) – qui expire à la fin de 1991 – ils plaident donc pour le maintien d'un régime transitoire particulier au textile-habillement tant que ces conditions ne seront pas satisfaites.

F. V.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INSTITUT MÉRIEUX
International

L'activité du premier semestre 1990, incluant les laboratoires Connaught non consolidés en 1989, fait apparaître un chiffre d'affaires consolidé de 2 224,7 millions de francs, en progression de 29,1 % par rapport à 1989. A structure comparable, en intégrant les laboratoires Connaught en 1989, le chiffre d'affaires est toutefois en recul de 2,0 %, en raison notamment de la baisse du Dollar.

■ En **Santé Humaine**, le portefeuille d'activité produits-marchés a été élargi par le lancement du vaccin Haemophilus des laboratoires Connaught en RFA et en Suisse, et par l'enregistrement d'un produit immuno-thérapeutique aux États-Unis.

■ Le premier semestre a également été marqué par la création de Pasteur Mérieux Sérums & Vaccins et par la consolidation du financement correspondant à l'acquisition de Connaught BioSciences Inc. Pasteur Mérieux Sérums & Vaccins a procédé à une augmentation de capital de 3,2 milliards de francs, souscrite par Rhône Poulenc SA à hauteur de 2,7 milliards en contrepartie d'une participation de 44 %, et pour le solde par l'Institut Mérieux International, qui détient dorénavant 56 % de Pasteur Mérieux Sérums & Vaccins.

■ En **Santé Animale** et en **Génétique Avicole**, Rhône Mérieux et l'Institut de Sélection Animale ont enregistré une progression satisfaisante de leur activité qui s'est traduite par une contribution au résultat consolidé en très nette amélioration par rapport à 1989.

Le résultat net consolidé s'élève à 14,5 millions de francs (0,7 million de francs en 1989), après prise en compte de l'amortissement des survaleurs d'acquisition pour 34 millions de francs. Le Groupe détient par ailleurs des créances en Irak et au Koweït dont la dépréciation, non comptabilisée au 30 juin 1990, aurait une incidence nette sur le résultat évaluée à 10 millions de francs.

Malgré la progression prévue de l'activité pour le second semestre, le résultat net prévisionnel de l'exercice devrait être en retrait par rapport à l'exercice précédent, en raison notamment des frais financiers et de l'amortissement des survaleurs liés aux récentes acquisitions.

EUROCOM

Pour le 1er semestre 1990, le groupe EUROCOM a réalisé un chiffre d'affaires en progression de 12 % et un bénéfice net consolidé (courant, part du groupe) en progression de 25 %.

Le Conseil d'Administration qui s'est réuni le 9 octobre 1990 a examiné les résultats du premier semestre.

Le chiffre d'affaires réalisé pendant cette période, reconstitué selon les normes de la profession, est en augmentation, à structure comparable, de 12 %.

Le résultat net consolidé courant, avant amortissement des survaleurs, s'élève à 96,3 MF pour la part du groupe, soit une progression de 25 % par rapport au premier semestre 1989.

Après prise en compte des résultats extraordinaires pour 400 MF, correspondant principalement aux plus-values de cession des sociétés des branches Emballage (TPI) et Distribution (UNIMAS), et après amortissement des survaleurs, le bénéfice net consolidé, part du groupe, du 1er semestre 1990 atteint 478,7 MF (contre 88,5 MF en 1989).

Ces résultats semestriels confirment les prévisions pour l'année 1990, soit un bénéfice net courant consolidé, part du groupe, de 192 MF, en augmentation de 20 % par rapport à 1989.

Conformément à la résolution adoptée à l'Assemblée Générale des actionnaires du 26 juin 1990, le nombre d'actions EUROCOM va être multiplié par deux, par réduction du nominal de 100 francs à 50 francs. Cette opération sera réalisée en bourse le 29 octobre 1990.

EUROFI

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

Me Arts-et-Métiers
Calme, baigné de soleil, en duplex, gd living dble + 1 chbre + s.d.b.
46-22-03-80
43-59-68-04 p. 22

4e arrdt

PLACE DES VOSGES
Imm. luxueux, appt env. 100 m², ent., living + 2 chbres, 2 s.d.b., park. 46-22-03-80
43-59-68-04 p. 22

5e arrdt

RARE
Près Maubert, neuf, jms habité. Ancien imm. XVIIe réhabilité, appt ht de gamme, env. 115 m², living 50 m² + 2 chbres, s.d.b., s. d'eau.
46-22-03-80
43-59-68-07 p. 22

8e arrdt

ST-AUGUSTIN
MALESHERBES
240 m² + STUDIO
IMPECC. PPTAIRE
S/PLACE SAMEDI, 14 H A 17 H.
17, RUE GAL-FOY.
TÉL. : 43-87-01-81

CHAMPS-ELYSÉES (proche) Idéal prof. lib. 210 m² env., bcp de charme, ent., dble living + burx + 3 chbres, 2 bains. Travaux à prévoir.
46-22-03-80
43-59-68-04 p. 22

9e arrdt

PRIX INTÉRESSANT
Me ST-LAZARE
Bon imm., asc., 2e ét., soleil, gd living, cuis. incorporée, 2 chbres, bains, 99 m² s. r. Park. 24, rue d'ATHÈNES. Samedi-dimanche, 14 h-17 h.

11e arrdt

FAIDH. CHALIGNY
Bon imm., pierre de t., s. r., calme, chf cent. individuel, liv. dble, 1 chbre, cuis., bains, soleil, refait neuf. Pptaire. 10, r. JEAN-MACÉ. Samedi-dimanche 14 h-17 h.

13e arrdt

ITALIE GOBELINS
ŒUVRE D'ART
Duplex d'artiste, 60 m², 3e ét., triple orientation. CHARME. 43-36-17-36.

16e arrdt

TROCADÉRO (proche) clair, aéré, dégagé, très b. appt env. 200 m², 3 récpt + 3/4 chbres, étage élevé.
46-22-03-80
43-59-68-04 p. 22

17e arrdt

Proche Neuilly ou pte Maillot, clair, aéré, 5e étage, appt. env. 133 m², living dble 45 m² + 2 chbres, cuisine, s.d.b., chbre ser., asc. Très bon plan.
46-22-03-80
43-59-68-04 p. 22

PLACE PEREIRE (près) Appt. env. 125 m², récept. 40 m² + 3 chambres, 1 s.d.bs, 1 s. douche. 5 250 000 F.
46-22-03-80
43-59-68-04 p. 22

Place des Ternes (proche) Luxueux atelier d'artiste, 60 m² env., aménagement de grande qualité.
3 000 000 F. 46-22-03-80
43-59-68-04 p. 22

19e arrdt

PROX. B. CHAUMONT
« LES PRINCES »
Résidence grand standing. Construction récente, studios, 2, 3, 4, 5 p., park. Libres de suite ou loués avec baux expirant dès 1991.
Sur place du mardi au dimanche inclus.
11 h-15 h / 16 h 30-19 h.
20, bd de La Villette.
Tél. : 42-41-20-21.

PRIX TRÈS INTÉRESSANT
BASSIN DE LA VILLETTE
Imm. récent, tt cft, vue dégagée, séj., 2 chbres, cuis., bains, balc., 50 m², box. 86, QUAI de la LOIRE. Samedi-dimanche 14 h à 17 h.

20e arrdt

Particulier vend dans imm. pierre de taille, appart. F 3. Premier étage, tout confort. Proximité métro Pelleport, tous commerces.
Prix : 1 100 000 francs.
Tél. : 43-60-82-44 apr. 19 h.
(Agences s'abstenir.)

78-Yvelines

LE CHESNAY
Proximité écoles, commerces, dernier étage, 83 m², clair, verdure.
1 400 000 F.
39-54-68-00

92 Hauts-de-Seine

ST-CLOUD CTRE
Superbe 175 m², 5 chbres, 3 bains, box dble. 4 250 000 F. Samedi 14 h-17 h. 23, r. du CALVAIRE. 42-50-04-28.

Province

A La Colle/Loup (Alpes-Maritimes), 30 mn de l'aéroport de Nice, bel appt. 3 p. principales + bureau en duplex, 2 sanit., terrasse, garage, tt proche commerces. A saisir.
1 250 000 F. Agence MALIBERT. Tél. : 93-58-35-45.

Pptaire vd appt studio, grd luxe, dans imm. classé, RIVERIA PALACE, BEAUSOLEIL, A.M., jouxtant Principauté, 99 ares + 1 emplacement garage. 850 000 F.
Tél. : 85-24-69-69.

TOURS (37)
1 h de Paris par TGV. Appt. dans anc. hôtel particulier (centre-ville), 4 p. principales env. 120 m², 1er étage, tt confort, cave, garage.
Tél. : (16) 54-61-00-34.

appartements achats

RECH. URGENT 110 à 140 m² PARIS, préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, 9e. PAIE COMPTANT.
Tél. : (1) 48-73-35-43.

Très urgent pour banque recherche appt standing 3 réceptions + 3 à 5 chbres 16e N, 8e, 7e, 5e, 17e.
46-22-03-80
43-59-68-04 p.22

CABINET KESSLER
78, Champs-Elysées, 8e
Recherche de toute urgence
BEAUX APPTS DE STANDING
petites et grandes surfaces
EVALUATION GRATUITE
sur demande
46-22-03-80
43-59-68-04 poste 22

locations non meublées offres

Paris

SANS COMMISSION Résidence
MANIN-CHANTECOQ
139, rue Manin, 19e, imm. NEUF, libre de suite 2 p. 50 m², loyer 4 360 F PLUS charges 455 F. 3 p., 63 m², loyer 5 030 F PLUS charges 566 F. cave + box inclus. Chauff. individuel électriq. Appartement témoin ouvert : lundi, mercredi, samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Rens. : 45-65-37-02. h. de b.

hôtels particuliers

17e PEREIRE (proche) H. part. R + 3, petit jardin, terrasse, possibilité prof. libérale, surf. env. 350 m², 3 récept. + 8/9 chbres. 20 M.
46-22-03-80
43-59-68-04, p. 22

propriétés

LUBERON SUD
30' D'AIX-EN-PROVENCE
Très belle situation.
BERGERIE à restaurer, terrain de 1 ha.
Prix : 600 000 FF.
EMILE GARCIN.
Référ. L.H. 4355.
Tél. : 90-72-32-93.
Fax : 90-72-28-01.

RECHERCHONS
POUR NOTRE CLIENTÈLE EUROPÉENNE PROPRIÉTÉS, DOMAINES, CHATEAUX. EXPERTISES GRATUITES. DISCRÉTION ASSURÉE.
Demander personnellement EMILE GARCIN.
Tél. : (16) 90-92-01-58.
Fax : (16) 90-92-39-67.
Télex : 432-482 F.

MONFLANQUIN (47) vds mais. de maître, 19e s., 8 p., 200 m² S.H. + 100 m² cave + 100 m² gren. aménageable, 630 m² dépend. sur 13 400 m² (parc boisé, cour, pré). 680 000 F. Poss. ach. jusq. 19 ha. 53-36-63-25.

FORGES-LES-EAUX
110 km de Paris sur 6 000 m² (3 000 paysagés, 3 000 constructibles), maison contemporaine, env. 500 m² (10 pièces) sur 4 niveaux, 160 m² env. au sol, séj. cathédrale 50 m² avec chem., cuis. avec barbecue, 6 chbres, 6 s.d.b., 4 w.-c., 2 cuis., 1 terrasse 65 m² env., gar. 3 voit., 2 caves dont 1 cellier.
(16) 35-94-39-07 le soir.

Vends 5 km Compiègne, superbe propriété 7 000 m², bord riv., 370 m² habit., gde réception. Px : 2 700 000 F. Tél. : 44-40-05-10.

pavillons

FOSSES 95
30 mn Châtelet - Les Halles par RER
15 mn Roissy par la route
Quartier calme, proche RER et lycée. Pavillon F5, 3 chambres, dressing + mezzanine, séjour double 32 m² avec grande cheminée, cuisine équipée, 2 salles de bains, 2 wc. Sous-sol total, garage 2 voitures. Terrain clos de 280 m².
117 m² habitables.
800 000 F
(1) 34-72-24-06
et/ou (1) 34-72-99-50

Pavé de LARDY : 8' de la gare à pied, RER C 38' de Paris. Sur 850 m² arborés. Pavillon, salle de séjour, salon, cheminée, cuisine, 3 chambres, grande salle de bain, wc, sous-sol, laverie, atelier, garage, cave, combles aménageables, chauffage électrique, survitrage.
Tél. 64-56-42-14
ou 42-72-04-61

viagers

335 000 F + 3 750 F/mois, 3/4 p., 75 m², tt cft, 5e, asc., occupé, fme 89 ans, imm. moderne près St-Fargeau.
F. CRUZ 42-66-19-00.

LIBRE MASSY (centre RER), gde maison rurale rénovée, calme, caractère, 6 p., jardinet. 200 000 F + 8 000 F
Viagers CRUZ 42-66-19-00.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

GROUPE ASPAC
1er RÉSEAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES propose : BUREAUX ÉQUIPÉS et salles de réunions, minitel, services complets, domiciliations. SIÈGES SOCIAUX, démarches, formalités et CRÉATION immédiates de ttes ENTREPRISES. Fax, permanence, tél., secrét., TTX, assurance, imprimerie, financements... et tous services personnalisés.
ETOILE 16e 47-23-61-61
GRENELLE 15e 47-23-61-58
ST-LAZARE 8e 42-93-50-54
LA FAYETTE 9e 47-23-61-61
BOULOGNE 92 46-20-22-25
+ 25 centres en France.
Prix compét., délais rapides.
Depuis 1978 à votre service.

fonds de commerce

Ventes

Me POISSONNIÈRE
proche rue La Fayette
Hôtel 2 étoiles
Superficie env. 850 m² + ss-sol, R + 4 avec asc., 32 chbres avec s.d.b.
46-22-03-80
43-59-68-04, p.22.

automobiles

A vendre Super 5 GT Turbo, mod. 1988, noir verni, 43 000 km, vitres teintées, écrous antivol, pacq équipements. Prix : 52 000 F. Etat exceptionnel.
Tél. h.b. : 40-65-28-45, le soir : 39-76-24-84.

OFFRES D'EMPLOIS

École supérieure d'ingénieurs en Génie-Électrique (Rouen) recrute
3 ENSEIGNANTS

Sté de CRÉDIT
Soyez notre CORRESPONDANT dans votre région. Env. c.v. et lettre d'intérêt à SMO, 219, rue St-Honoré, 75001 Paris.

SOCIÉTÉ RECHERCHE REPRÉSENTANT OUTILLAGE SOUDAGE ET ROBINETTERIE INDUSTRIELLE
Paris, banlieue. Expérience souhaitée. T. : 48-06-48-46.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 27 ans, BTS secrétariat bureautique, 2 ans exp., cherche poste assistante dans société importante. Maîtrise TTX (World 4, Textor). Disponible immédiatement. Ouverte à toutes propositions sérieuses.
Tél. : 47-36-56-33

ASSOCIATIONS

YOGA
Toujours en forme ! Stages pour débutants 17-10, 31-10 à 18 h 30 et 27-10, 4-11 à 16 h (week-end) postures-respiration-relaxation. Centre de Yoga Sivananda, 123, bd Sébastopol Paris 2e. Tél. : 40-26-77-49.

COURS DE CORSE A PARIS
LYCÉENS, ADULTES
TÉL. : 43-87-23-87
CULTURA VIVA

JAPONAIS INTENSIF
par la suggestopédie.
12 nov./7 déc. Matsumoto
43-36-24-59 - 43-22-35-13.

PROFESSEUR DE YOGA
Formation avec diplôme du 6/1 au 3/2 en Inde, du 3/2 au 3/3 aux Bahama. Centre de Yoga Sivananda, 123, bd de Sébastopol, 75002 Paris.
Tél. : 40-26-77-49.

HEBREU עברית
Initiation sérieuse, profs univers., 1er cours : 23-10-90.
INSTITUT MEGUILA
Tél. : (1) 42-82-25-91.

- Prix de la ligne 47 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
- Chèque libellé à l'ordre du *Monde Publicité*, et adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parution du vendredi daté samedi au *Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

L'AGENDA

Animaux

VENDS JOLIS CHIOTS
SHAR-PEI
MALES ET FEMELLES
nés le 18 août 1990
A RETENIR
(16) 86-88-49-10
(après 20 heures)

Collections

Ppt. vd livre d'art grd luxe « Les petites filles modèles » de la Comtesse de Ségur, illustré par Léonor Fini + 20 gravures burin couleurs + 1 suite de 25 gravures numérotées et signées n° 58. Faire offre au 85-24-69-69.

Psychanalyse

Angoisses, Dépressions, Difficultés relationnelles, adressez-vous à votre Psychothérapeute-psychanalyste sur Paris-Ouest
Tél. : 46-03-19-40

Vidéo

A VENDRE URGENT
cause double emploi
LECTEUR VIDÉO DISC PAL
3 mois, état neuf. 3.000 F. Laisser message sur répond. : 46-24-05-81.

Vacances
Tourisme
Loisirs

Driscoll House Hotel, 200 chambres indiv., 110 livres sterl. par sem., bonne cuisine. RENS. : 172, New Kent Road, London SE1 4YT, G.B. 19-44-71-703-4175.

POUR VOTRE SÉJOUR à NICE, louez votre appart. aux CITADINES BACCARAT, ttes durées. (16) 93-56-32-77.

Home d'enfants à la montagne (Jura 900 m alt. près frontière suisse).
TOUSSAINT-NOEL
Agrément jeunesse et sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants de ancienne ferme XVIIe siècle confortablement rénovée, chbres 2 ou 3 avec s. de bns, w.-c. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfants, idéal en cas 1re séparation. Ambiance familiale et chaleureuse. Activités : VTT, jeux collectifs, peinture sur bois, initiat. échecs, fabrication du pain. 1 800 F sem./enft.
Tél. : (16) 81-38-12-51.

JURA 3 h. Paris TGV près Métabief
Location studios pour 2, 4 et 6 pers., tt cft. Activités : salle de remise en forme, sauna, ski à roulettes, tir à l'arc [illegible]rabine, location maté[illegible]lace. Enormes possi[illegible]donn. pédestres. [illegible]1-48-00-72.

COMMUNICATION

Le rôle futur de Hachette dans la chaîne

Les souhaits contradictoires du gouvernement pour la Cinq

Recevant jeudi 11 octobre le groupe Hachette, candidat au contrôle de la Cinq, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est l'objet de pressions vives et parfois contradictoires du gouvernement (*le Monde* du 12 octobre).

Dialogue de sourds. A Cannes, jeudi 11 octobre, M. Jack Lang et Mme Catherine Tasca ont profité de l'ouverture du traditionnel MIP-COM (marché international des programmes de télévision, vidéo, câble, satellite), pour répéter *« ce qu'ils avaient sur le cœur »*. Le ministre de la culture et celui la communication ont dressé une nouvelle fois *« un constat inquiétant et négatif »* du paysage audiovisuel.

« Il n'est pas possible, a ainsi déclaré Mme Tasca à la revue du MIP, *que le CSA se prononce sur les propositions de transformation de l'actionnariat et du management de la Cinq (...) sans examiner sérieusement l'avenir possible de cette entreprise. » « Pour ce faire*, a-t-elle ajouté, *il doit tenir compte de la situation des autres chaînes évoluant sur le même marché. Faute de quoi ce serait un coup d'épée dans l'eau, avec l'assurance de retrouver très vite les mêmes problèmes : déficits chroniques, non-respect des engagements et appauvrissement des programmes »*.

A Paris pourtant, et presqu'à la même heure, le PDG de Hachette, M. Jean-Luc Lagardère, réaffirmait ses ambitions pour la Cinq, qu'il voit à l'avenir comme un produit *« éducatif, culturel, divertissant et de qualité pour le plus grand nombre »*. Reçu pour la seconde fois par le CSA pendant plus de deux heures, le patron du premier groupe français de communication dessinait ainsi – en pointillé – le portrait-type de la chaîne généraliste *« haut de gamme »* qu'il avait décrite devant les caméras de télévision, le 24 septembre dernier.

Pour justifier son entreprise, M. Lagardère a développé trois types d'arguments. L'achat de TF 1 a coûté 6 milliards de francs à ses actionnaires, quand ceux de la Cinq n'ont investi jusqu'à présent que 2,2 milliards. *« Nous espérons atteindre l'équilibre en 1994 et nous verrons alors si la Cinq est viable ou pas »*, a-t-il ajouté, en mettant en doute la capacité des deux ministres à en juger dès aujourd'hui.

Ensuite, a-t-il rappelé, la Cinq et M 6 totalisent à elles deux, 20 % de part d'audience sur 65 % du territoire. *« Peut-on dire dans ces conditions à un Français sur trois que la chaîne qu'il regarde est de trop? »* Enfin, le PDG de Hachette a dénoncé *« le risque de domination »* de TF 1 qui cherche encore à accroître sa puissance, alors qu'elle représente déjà 40 % à 42 % de part d'audience...

M. Lagardère mettait ainsi le doigt sur ce qu'il savait être de discrètes contradictions gouvernementales. Depuis que le groupe Hersant a fait part de son désir de se désengager de la Cinq au profit de Hachette, le pouvoir politique est en effet tiraillé entre deux exigences difficilement compatibles.

« Rendement trop faible »

Il y a d'abord le souhait de voir enfin se mettre en place un paysage audiovisuel économiquement et culturellement équilibré. Un paysage où les entreprises gagnent suffisamment d'argent pour investir dans une industrie de programmes indispensable à la défense de l'identité nationale.

Sur les 6,4 milliards de francs dépensés en trois ans – de 1987 à 1989 – par la Cinq et M 6, 715 millions seulement ont ainsi été consacrés à la production audiovisuelle ou cinématographique. *« Le rendement de cette machine à diffuser est trop faible*, assure ainsi Mme Tasca dans la revue du MIP. *Ce n'est pas ainsi que l'on construit un audiovisuel français armé pour la compétition internationale. »* Si l'on privilégie ce raisonnement, les projets – en l'état – du groupe Hachette sont dangereux car ils relanceraient une concurrence suicidaire.

Il y a ensuite – et cela, le gouvernement le dit moins haut – le souci de rééquilibrer la puissance de TF 1. Une puissance qui pourrait devenir un quasi-monopole si la Cinq venait à disparaître. *« Inacceptable politiquement »*, dit-on ici ou là dans les allées du pouvoir, où l'on rappelle que le premier ministre en personne a jugé nécessaire de monter au créneau en août dernier, pour dénoncer certains dérapages pendant la crise du Golfe.

Qu'adviendrait-il si plus de 50 % des Français regardaient le même journal télévisé? *« Inacceptable économiquement »*, ajoute-t-on, car le plafonnement volontaire des recettes publicitaires des chaînes publiques livrerait à TF 1 les clés du marché. L'arrivée d'un grand groupe de communication aux commandes de la Cinq est, de ce point de vue, une chance.

Un danger? Une chance? *« Les deux! »*, reconnait-on dans les plus hautes sphères de l'Etat, en imaginant des scénarios capables de concilier l'inconciliable. *« A titre personnel »*, s'empresse-t-on d'ajouter en soulignant que le véritable pouvoir de décision appartient au CSA. *« Entre le rejet des projets de Hachette et leur approbation pure et simple existe en effet un clavier de réponses allant du « oui mais » au « non sauf » sur lequel l'instance de régulation peut jouer »*, souligne en privé un haut responsable.

Officiellement, Mme Tasca demande au CSA de mener *« une réflexion sur la présence multiforme »* de Hachette dans le paysage de la communication. Plus officieusement, ressurgit dans les cabinets ministériels l'idée de constituer face à TF 1 un second pôle privé réunissant la Cinq et M 6. Un pôle dans lequel les deux jeunes chaînes conserveraient leurs réseaux mais passeraient des accords privilégiés pour éviter d'inutiles surenchères.

Le CSA, qui n'ignore rien des débats internes au gouvernement, a d'ailleurs demandé au groupe Hachette, jeudi, s'il envisageait de discuter avec M 6. M. Lagardère, dit-on, se serait montré *« ouvert »*... Sans bien sûr s'engager. Tractations et marchandages ne font que commencer. Le pouvoir, comme le CSA, n'ignore plus aujourd'hui que rien ne peut se faire sans l'accord préalable des opérateurs privés.

PIERRE-ANGEL GAY

Régisseur exclusif des annuaires téléphoniques

L'Office d'annonces est condamné pour abus de position dominante

Filiale commune d'Havas et de France-Télécom, l'Office d'annonces (OdA) est le régisseur exclusif des annuaires téléphoniques et vend chaque année 3,5 milliards de francs d'espaces publicitaires à quelque 430 000 annonceurs. Certains d'entre eux, regroupés dans une association de défense, contestent cette position de monopole et avaient porté plainte, en 1988, contre les pratiques de l'Office. Le Conseil de la concurrence vient de leur donner en partie raison, en estimant que les clauses des contrats de l'OdA limitant sa responsabilité en cas de non-parution des annonces constituent un abus de position dominante.

L'OdA est donc condamné à supprimer ces clauses, à une amende de 2,5 millions de francs et à la publication de cette décision du Conseil dans trois journaux. Cette décision reconnaît que l'OdA exerce la régie d'un support qui n'a pas de substitut. C'est, de plus, la première fois qu'une clause limitative de garantie est considérée comme un abus de position dominante.

REPÈRES

PUBLICITÉ

Publicis s'associe avec le hongrois Hungexpo

Après les *américains* Young and Rubicam, Mac Cann Erickson et Ogilvy, le groupe publicitaire français et européen Publicis-FCB vient de s'implanter en Hongrie, tout en poursuivant des négociations en Tchécoslovaquie et en URSS. Il a conclu le 11 octobre un accord *avec le premier groupe de communication* hongrois, Hungexpo.

Fondé à la fin du siècle dernier, Hungexpo règne sur 25 % du marché de la communication en Hongrie et renforce son association avec des firmes occidentales : ainsi l'institut de sondage français IPSOS a pris récemment 49 % de Szonda, une société d'études filiale. Hungexpo gère des salons et des foires-expositions, dont la Foire de Budapest, et possède une agence de publicité dont l'activité représente le tiers de son chiffre d'affaires, estimé à 200 millions de francs.

L'accord entre les deux groupes devrait entraîner une prise de participation majoritaire de Publicis-FCB dans Hungexpo dès que l'agence gouvernementale chargée des privatisations, sur la liste des*quelles figure Hungexpo*, aura donné son feu vert. Hungexpo traitera les annonceurs de Publicis en Hongrie, dont Renault, tandis que le groupe publicitaire français travaillera avec ses clients hongrois (textile, pharmacie, *électronique*) implantés *en Europe* et l'aidera à *acquérir un savoir-faire. Une* collaboration ultérieure entre les deux associés est envisagée en matière de régie et de médias en Hongrie.

RADIOS FM

Un marché publicitaire de 1,9 milliard de francs

Les recettes publicitaires brutes des radios FM devraient atteindre 1 900 millions de francs cette année, selon une étude menée par l'AACC (Association des agences-conseils en communication). En 1989, ces *recettes étaient de* 1 500 millions de francs, soit un doublement par rapport à 1987.

Mais ces recettes ne représentaient toutefois qu'environ le quart des recettes totales de la radio (5,7 milliards) alors que les radios FM représentent près de 40 % de l'audience totale du média *radio* (55 % des radios FM ont eu leur audience mesurée dans les douze derniers mois). Les premiers annonceurs des radios FM sont les secteurs de l'automobile (19 %), des grandes surfaces (17 %), du commerce local (15,5 %), de l'ameublement-décoration (12 %).

EDITION-PRESSE

Hachette réduit sa dette aux Etats-Unis

Le groupe Hachette va injecter 150 millions de dollars – environ 780 millions de francs – dans sa filiale américaine de magazines, Hachette Magazines Inc., ex-Diamandis. En bénéficiant de la baisse du dollar, le groupe français compte ainsi réduire d'un tiers son endettement *aux Etats-Unis, né de* l'achat de Diamandis en 1988 pour 4,5 milliards de francs.

Ce versement, affirme la direction d'Hachette, est indépendant de la relance du titre-vedette des dix-sept publications du groupe aux Etats-Unis, *Woman's day*, un *magazine féminin populaire vendu* à 4,6 millions d'exemplaires dans les supermarchés qu'Hachette n'a pas réussi à céder.

Cette relance à un prix de vente maintenu en dessous d'un dollar débutera aussi par la refonte de la couverture où les traditionnelles photos de recettes de gâteaux seront remplacées par celles de stars. Hachette espère aussi augmenter la diffusion de son *Elle* américain et de *Elle Décor*.

□ **Maxwell demande une enquête du CSA sur TF 1.** – Pour faire appliquer les accords sur le développement international de la chaîne passés avec le groupe de repreneurs de TF 1, M. Robert Maxwell a menacé, devant le conseil d'administration de la chaîne réuni le 11 octobre, de saisir la justice. S'affirmant prêt à un *« ultime effort pour trouver un modus vivendi »*, le milliardaire britannique maintient ses griefs contre la direction de TF 1 (*le Monde* du 9 octobre) et demande une enquête du Conseil supérieur de l'audiovisuel, *« notamment sur l'opportunité d'un nouvel appel d'offres pour la chaîne »*.

MARCHÉS FINANCIERS

INDUSTRIE

Pour répondre à la concurrence japonaise

General Motors présente une gamme de petites voitures

Pour répondre à la concurrence japonaise, General Motors, le premier constructeur d'automobile américain et mondial, a dévoilé jeudi 11 octobre sa gamme de « petites » voitures Saturn, projet très ambitieux, préparé depuis 1982 et représentant un investissement global de près de 4 milliards de dollars (20 milliards de francs).

Saturn doit essayer d'enrayer le recul de GM dont la part de marché est tombée à 35 %, en baisse de 10 points en 10 ans, et de bloquer l'irrésistible poussée des constructeurs nippons qui ont pris le contrôle de 27 % du marché américain au premier semestre de cette année. Saturn est un « enfant » de M. Roger Smith devenu président de GM au début des années 1980 (très contesté, il vient de quitter son poste). Il voulait apporter une réponse *« à l'américaine »* au défi nippon. Véritablement lancé en 1985 après trois ans d'études préliminaires, le projet voulait déboucher sur une véritable révolution technologique et sociale de l'industrie automobile.

Plus de 5 milliards de dollars devaient être placés dans une usine toute neuve dans le Tennessee (loin du berceau de la voiture qu'est Detroit), bourrée d'automatismes électroniques et de robots dernier cri, et bénéficiant d'un nouveau contrat social négocié et conclu avec l'UAW (United Automotive Workers), le syndicat des ouvriers. L'emploi y serait garanti pour 80 % des effectifs et le travail organisé en équipes autonomes. La mode était aux *« nouvelles organisations du travail »* et GM voulait faire de Saturn un *« laboratoire »*. La productivité devait être au bout des chaînes multipliée par plus de quatre. Cette révolution devait bien entendu s'étendre aux autres usines du groupe et à toute l'industrie...

Le projet rencontra mille difficultés de taille. D'abord parce que GM n'a pas eu le temps d'attendre les résultats de Saturn avant de « révolutionner » et d'automatiser ses autres usines. Saturn a donc perdu de son originalité. Ensuite parce que les Japonais ont construit aux Etats-Unis leurs propres établissements encore plus *« révolutionnaires »* car ... sans syndicat. GM ayant perdu tant de parts de marché est en outre moins en condition d'assurer une garantie de l'emploi. Enfin l'investissement dut être limité à 4 milliards de dollars.

Reste que la voiture est enfin prête face aux Toyota Corolla ou aux Honda Civic. GM espère en produire 240 000 par an contre 500 000 selon le projet initial. Devenu modeste, le groupe ne pense plus qu'elle va damer le pion des Japonais, mais qu'elle va lui permettre de *« résister »*. Est-ce encore trop optimiste ? La courbe des ventes sera très intéressante à suivre.

E. L. B.

Rapprochement dans l'aéronautique

Participations croisées entre Pratt & Whitney et MTU

Les motoristes Pratt & Whitney, filiale du groupe américain United Technologies et MTU, filiale du groupe allemand Daimler Benz vont échanger des participations à hauteur de 20 % de leur capital, afin de renforcer leur collaboration commerciale et d'étudier ensemble un nouveau moteur civil.

Cet échange concrétise l'accord de coopération dans l'aéronautique conclu au début de l'année entre les deux maisons-mères. Il vise à lutter contre deux autres alliances de motoristes : celle, très ancienne entre l'américain General Electric et le français Snecma (qui a donné lieu notamment à la production du CFM-56) et celle, plus récente, entre le britannique Rolls-Royce et l'allemand BMW.

EN BREF

□ **Trois compagnies de charters françaises pour le monde entier.** – Le ministre de l'équipement devrait autoriser, dans les prochains jours, les compagnies Air Liberté, Euralair et Minerve à créer des vols charters dans le monde entier, comme en ont seules le droit jusqu'à présent les filiales d'Air France (Air Charter) et UTA (Aéromaritime). Cette mesure de libéralisation a été annoncée, le 11 octobre, par M. Pierre-Henri Gourgeon, directeur général de l'aviation civile. Au moment où Bruxelles s'efforce de contraindre la France à accepter plus de concurrence aérienne, cette mesure semble aller dans le sens souhaité par la Commission européenne, mais elle intervient alors que les charters européens se trouvent dans une situation de crise.

□ **Augmentation de 6,6 % des prix du transport routier.** – M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, a confirmé, le 11 octobre, une hausse de 6,6 % des prix du transport routier de marchandises, devant le congrès de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR). Cette augmentation tient compte de l'inflation depuis septembre 1989, date de la dernière hausse officielle, et de la poussée des prix du carburant qui entre pour 15 à 25 % dans les prix de revient de la profession, selon la FNTR.

□ **La Treuhandanstalt estime ses besoins financiers à 35 milliards de deutschemarks d'ici à la fin de 1991.** – L'institut chargé de privatiser l'industrie de l'ancienne RDA – la Treuhandanstalt – devrait avoir besoin de 35 milliards de marks (117 milliards de francs) d'ici à la fin de 1991. Le président de la Treuhand, M. Detlev Rohwedder a en effet annoncé cette semaine à la commission budgétaire du Bundestag qu'il lui fallait 12 milliards de marks en 1990 et 23 milliards en 1991 pour faire face aux charges financières des quelque 6 000 entreprises de l'Est qui lui ont été confiées. Ces sommes dépassent de 10 milliards le montant estimé lors de la signature du traité de l'unification.

□ **La contribution sociale généralisée discutée le 7 novembre à l'Assemblée nationale.** – Le projet de loi instaurant la contribution sociale généralisée (CSG) sera discuté à partir du 7 novembre, dans le cadre de l'examen du budget du ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale. Ce texte, qui comprendra huit articles, sera inclus dans le projet de loi de finances.

□ **La couronne suédoise pourrait être liée au système monétaire européen (SME).** – Le ministre suédois de l'économie, M. Allan Larsson, a indiqué jeudi 11 octobre lors du débat de politique économique au Parlement que *« le gouvernement surveillait les possibilités pour la Suède de se rapprocher du SME »*, tout en soulignant que cela *« n'impliquait aucune initiative prochaine »* en ce sens. Confronté à un croissance très ralentie (1 % cette année et sans doute zéro l'an prochain), tandis que les prix flambent (11,5 % de hausse sur douze mois), le gouvernement éprouve des difficultés croissantes à défendre sa monnaie et beaucoup d'économistes suggèrent un rapprochement du mécanisme de stabilisation des changes du SME.

NEW-YORK, 11 octobre ↓

Sous la barre des 2400 points

Wall Street s'est encore un peu plus enfoncé dans le marasme jeudi, l'indice Dow Jones tombant sous la barre des 2 400 points, soit son niveau le plus bas depuis le 10 mai 1989. Cet indice a perdu 42,82 points, soit un recul de 1,78 % à 2 365,10 points dans un marché plus actif que les jours précédents. Quelque 182 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en baisse dépassait celui des hausses : 1 284 contre 302, 404 titres étant inchangés.

Les analystes ne voient rien de nouveau susceptible de sortir le marché du marasme où il s'enlise depuis le milieu de l'été. En effet, ajoutent-ils, la crainte de récession croît régulièrement avec les rapports décevants du troisième trimestre publiés par les entreprises américaines. Par ailleurs les prix du pétrole ont repris leur progression, repassant au-dessus de 40 dollars le baril. La crainte d'une accentuation de l'inflation a encore poussé à la hausse les taux d'intérêt. Ceux des bons du Trésor à trente ans ont dépassé les 9 % à 9,05 % contre 8,99 % la veille.

VALEURS	Cours du 10 octobre	Cours du 11 octobre
Alcoa	56 1/2	54 1/2
ATT	31 1/8	31 1/4
Boeing	43 3/4	42 7/8
Chase Manhattan Bank	12 3/8	12
Du Pont de Nemours	33	32 3/4
Eastman Kodak	35	34 3/8
Exxon	48 3/4	48 1/8
Ford	30 1/8	29 3/4
General Electric	51 7/8	51 1/4
General Motors	36 1/4	33 3/4
Goodyear	16 3/8	16 1/2
IBM	103 1/8	101
ITT	42 3/8	42
Mobil Oil	58 3/8	56 5/8
Pfizer	73 1/8	71 5/8
Schlumberger	59 1/8	58 1/2
Texaco	59 7/8	58 3/4
UAL Corp. ex-Allegis	88 5/8	90 3/4
Union Carbide	14 3/4	14 1/2
USX	31 7/8	30 7/8
Westinghouse	27 1/2	27 3/8
Xerox Corp.	33 1/4	32 3/4

LONDRES, 11 octobre ↓

Poursuite de la baisse

Malgré une réduction des pertes, les cours des valeurs ont terminé en baisse mercredi au London Stock Exchange, en l'absence de direction de la part de Wall Street à l'ouverture. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a cédé 12,3 points, à 2 121,8, soit un repli de 0,5 % par rapport à la clôture de mardi. Le marché a retrouvé son niveau d'activité d'avant l'annonce de l'entrée de la livre dans le SME. Seulement 416,2 millions d'actions ont été échangées contre 818,9 millions la veille. Des rumeurs, démenties par la suite, sur une intervention militaire américaine dans le Golfe avaient initialement ravivé les spéculations sur un éclatement du conflit au Proche-Orient et précipité les cours à leur plus bas niveau du jour. Le maintien des cours du brut au-dessus des 40 dollars le baril a inquiété les investisseurs mais stimulé les valeurs pétrolières. Les bancaires se sont repliées dans le sillage de la Midland, suite aux incertitudes entourant sa fusion avec la Hong Kong and Shanghai Bank. Le groupe électronique Amstrad s'est effrité après l'annonce d'une baisse de 43 % de son bénéfice annuel.

PARIS, 12 octobre ↑

Indécision

Une tentative de reprise, a succédé à l'hésitation de la veille, pour la dernière séance de la semaine, à la Bourse de Paris. Les valeurs françaises affichaient une timide hausse de 0,12 % dès les premières cotations. En fin de matinée l'avance était portée à 0,52 %. Plus tard dans l'après-midi, peu avant l'ouverture de la bourse new-yorkaise, les gains affichés par l'indice CAC-40 avoisinaient les 0,3 %.

Le marché parisien n'a pas tenu compte de la baisse qui avait affecté la bourse de New-York, la veille, et de Tokyo, quelques heures auparavant. Il était plutôt sensible à la bonne tenue du marché allemand qui, dès les premiers échanges, gagnait plus de 30 points. Une meilleure orientation du MATIF a, elle aussi, favorablement inspiré les intervenants. Ces derniers espèrent toujours une légère détente des taux malgré la non-décision en ce domaine de la Banque de France, la veille, au cours de son appel d'offres. Les valeurs françaises ont progressé sous l'impulsion des rachats à bon compte après les baisses de ces derniers jours, mais toujours dans des volumes étroits, comparables à ceux de la veille, où le montant des transactions sur le marché à réglement mensuel atteignait à peine 1,4 milliard de francs.

La publication de plusieurs résultats semestriels décevants pour certaines entreprises françaises pesait lourdement sur le cours de leurs actions. Ainsi, De Dietrich, qui avait annoncé une chute de son bénéfice net de 98 %, a été lourdement sanctionné en affichant une baisse de son titre supérieure à 7 %, tout comme Bongrain, dans une moindre mesure, qui avait annoncé une baisse de son résultat net de 21 %. En revanche, bonne progression de GTM Entrepose, dont les perspectives faisait bon effet sur les milieux financiers.

TOKYO, 12 octobre ↓

Nouveau repli

La Bourse de Tokyo a encore eu un accès de faiblesse vendredi dans un marché creux, l'indice Nikkei cédant 195,47 yens, soit 0,9 % pour finir à 22 390,16 yens. L'indice Nikkei perdait 2 % (449,35 yens) en milieu de journée. Quelque 320 millions de titres ont été échangés, contre 291,18 millions jeudi. La morosité du marché américain et la hausse des prix du pétrole ont poussé les opérateurs à se tenir à l'écart du marché. Baisse notable des chimiques, des financières et des métaux non ferreux.

VALEURS	Cours du 11 octobre	Cours du 12 octobre
Akai	510	540
Bridgestone	1 120	1 110
Canon	1 410	1 410
Fuji Bank	1 750	1 740
Honda Motors	1 380	1 380
Matsushita Electric	1 770	1 790
Mitsubishi Heavy	705	705
Sony Corp.	6 400	6 380
Toyota Motors	1 870	1 880

FAITS ET RÉSULTATS

□ **La Sanwa Bank impliquée dans le scandale boursier Kotani.** – Après la Sumitomo Bank *(le Monde* du 12 octobre), un deuxième établissement financier la Sanwa Bank serait impliqué dans le scandale boursier Kotani selon la justice japonaise. Le parquet de Tokyo a accusé les spéculateurs Mitsuhiro Kotani et Associés d'avoir délibérément manipulé en avril dernier les cours de l'action Fujita Tourist Enterprises Co., une importante société de promotion immobilière. La Cour a soutenu que la Sanwa avait procuré à Kotani les 31 milliards de yens nécessaires à ces manipulations boursières.

□ **Fusion d'Unibail et Prétabail-Sicommerce.** – Les conseils d'administration d'Unibail et de Prétabail-Sicommmerce, deux Sicomi gérées par Arc Union, ont approuvé un projet de fusion de ces deux entités qui sera soumis en décembre à l'approbation de leurs actionnaires, avec effet rétroactif au début de l'année. Ce regroupement, sous la houlette d'Unibail, donnera naissance à la plus importante Sicomi française possédant un parc immobilier locatif évalué à 9 milliards de francs. La capitalisation boursière de cette firme représentera 19 % de celle du secteur. Les modalités retenues sont de sept actions Unibail pour cinq actions Prétabail Sicommerce. Dans le même temps, Unibail émettra au profit de ses actionnaires actuels un bon de souscription pour une action. Dix bons leur permettront de souscrire à une action nouvelle pendant cinq ans maximum à 825 francs.

□ **Altus annonce deux acquisitions.** – Altus Finance Gestion, filiale d'Altus Finance et de Cogespar, a pris le contrôle de la société de Bourse Champeil, opérant sur la place de Bordeaux. Altus Finance Gestion devient donc opérateur simultanément sur les places boursières de Paris, Bordeaux et Nancy. Par ailleurs, la société de services informatiques Concept poursuivant sa politique de recentrage, a annoncé qu'elle avait cédé à Altus Finance sa branche d'activité SCBF dédiée à la clientèle bancaire. Altus détenait déjà depuis juin dernier 18 % de cette branche qui devrait réaliser environ 600 millions de chiffre d'affaires en 1990.

□ **Chargeurs vend Tissages de soieries réunis.** – Le groupe Chargeurs a cédé sa filiale Tissages de soieries réunis (TSR) au fonds commun de placements à risques Rénovaction. Implantée à Sattilieu dans l'Ardèche, TSR emploie 250 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 250 millions de francs français. La société a toutefois accusé des pertes l'an dernier. Chargeurs avait acquis en 1987 Tissages de soieries réunis qui dépendait des tissus Roudière. Le groupe a engagé cette année un vaste plan de restructuration chez Roudière qui devrait notamment se solder par la suppression de près de 500 emplois.

□ **Ecco achète Asepro (sécurité).** – Ecco, un des premiers groupes français de travail temporaire, vient d'acquérir, par l'intermédiaire de sa filiale Ecco-SPS la société espagnole Asepro, numéro 7 de la sécurité en Espagne. Asepro, entreprise familiale créée en 1978 et installée à Madrid, Barcelone et Bilbao, emploie 460 personnes, avec un chiffre d'affaires de 53 millions de francs en 1989 et un bénéfice net de 2,8 millions. Ecco a réalisé en 1989 1,52 milliard de francs de chiffre d'affaires dans la sécurité et 30,3 millions de francs de bénéfice net et vient de créer au Danemark High Sec International pour de nouveaux produits anti-intrusion et anti-incendie.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amault Associés	398	398	Idianova	130	131
Asystel	195	....	I.M.S.	962	950
B.A.C.	200	200	IN2	280	....
B.I.C.M.	848	845	I.P.B.M.	128	127
Boiron (Ly)	370	369	Loca investis.	325	330
Boisset (Lyon)	205	....	Locamic	86	89 40
Câbles de Lyon	3089	3080	Matra Comm.	131	132
C.A.L.-de-Fr. (C.C.I.)	1008	1010	Molex	180	180
Calberson	400	395	Olivetti Logabax	590	599
Cardif	417	422	Presbourg	90	90
C.E.G.E.P.	190	190	Publ.Filipacchi	483	397 40 o
C.F.P.I.	250	252	Razel	609	601
Ciments d'Origny	498	492 10	Rhône-Alp.Ecu (Ly.)	308	....
C.N.I.M.	910	910	St-H. Matignon	200	194
Codetour	272	272 10	Select Invest (Ly)	95	88
Comareg	285 20	283 40	Serbo	420	420
Conforama	797	795	S.M.T. Goupil	187	187
Crealis	306	300 20	Sopra	179 90	179 90
Dauphin	377	375	Supra	156	151 60
Delmas	600	604	Thermador H. (Ly)	229	....
Demachy Worms Cie	541	540	Unilog	151	154
Desquenne et Giral	247 50	241	Union Fin. de Fr.	380	375
Devanlay	800	715	Viel et Cie	130	...
Deville	494 50	494 50	Y. St-Laurent Groupe	827	827
Dollfus	182	177			
Editions Belfond	196 20	202			
Europ. Propulsion	415	404			
Finacor	134 80	134 80			
GFF (group.fon.f.)	348	345			
Grand Livre	428 90	417			
Gravograph	155	150 70			
Guimard	800	804			
I.C.C.	228	230			
IDIA	304	304			

Marché des options négociables le 11 oct.1990

Nombre de contrats : 18 410

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. dernier	Mars dernier	Déc. dernier	Mars dernier
Bouygues	–	–	–	–	–
CGE	480	70	–	7,60	14
Elf-Aquitaine	680	24	40	41	–
Eurotunnel SA-PLC	40	7,40	10,90	2	3
Euro Disneyland SC	80	–	–	3,50	–
Havas	525	15	–	55	–
Lafarge-Coppée	340	22,20	–	17,50	–
Michelin	70	2,20	5	11	–
Midi	880	41,50	–	–	–
Paribas	560	1,20	–	142	–
Pernod-Ricard	960	70	–	–	–
Peugeot SA	440	–	93	13,50	19,90
Rhône-Poulenc CI	–	–	–	–	–
Saint-Gobain	320	50	–	10	–
Source Perrier	1 100	74	–	82,50	–
Société générale	400	7,50	15	63	–
Suez Financière	280	12,30	25,30	18	25,50
Thomson-CSF	100	5,10	–	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 11 oct.1990
Nombre de contrats : 43 185

COURS	ÉCHÉANCES		
	Décembre 90	Mars 91	Juin 91
Dernier	97,86	96,96	96,88
Précédent	96,88	96,68	96,68

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 90	Mars 91	Déc. 90	Mars 91
97	1,25	1,80	1,16	1,82

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,0930 F ↓

Le dollar s'inscrivait nettement en baisse vendredi 12 octobre, après avoir chuté jeudi en fin de journée à New-York. Les opérateurs s'inquiètent toujours du blocage de la discussion budgétaire aux Etats-Unis. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,0930 francs contre 5,1335 francs jeudi à la cotation officielle.

FRANCFORT	11 octobre	12 octobre
Dollar (en DM)	1,5324	1,5221
TOKYO	**11 octobre**	**12 octobre**
Dollar (en yens)	129,95	129,30

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (12 octobre) .... 9 1/2 - 5/8 %
New-York (11 octobre) .... 7 15/16 - 8 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	10 oct.	11 oct.
Valeurs françaises	72,50	72,80
Valeurs étrangères	78,70	78,10
(SBF, *base 100 : 31-12-81)*		
Indice général CAC	421,68	421,92
(SBF, *base 1000 : 31-12-87)*		
Indice CAC 40	1 541,04	1 541,76

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	10 oct.	11 oct.
Industrielles	2 407,92	2 365,10

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	10 oct.	11 oct.
Industrielles	1 626,70	1 618
Mines d'or	175,90	172,50
Fonds d'Etat	79,98	79,97

TOKYO

	11 oct.	12 oct.
Nikkei Dow Jones	22 585,63	22 390,16
Indice général	1 671,68	1 663,69

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –
$ E.-U.	5,1320	5,1340	+ 62	+ 72	+ 130	+ 150	+ 460	+ 520
$ can.	4,4626	4,4682	– 116	– 73	– 215	– 164	– 483	– 380
Yen (100)	3,9305	3,9341	+ 50	+ 70	+ 103	+ 136	+ 304	+ 371
DM	3,3466	3,3494	+ 32	+ 47	+ 67	+ 93	+ 197	+ 256
Florin	2,9708	2,9736	+ 31	+ 42	+ 63	+ 82	+ 182	+ 232
FB (100)	16,2714	16,2881	+ 68	+ 177	+ 180	+ 346	+ 630	+ 1052
FS	3,9876	3,9922	+ 61	+ 81	+ 117	+ 148	+ 357	+ 436
L (1 000)	4,4684	4,4741	– 63	– 31	– 100	– 64	– 274	– 199
£	10,0895	10,0986	– 361	– 321	– 686	– 616	– 1576	– 1409

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 7/8	8 1/8	8	8 1/8	8	8 1/8	8 1/16	8 3/16
Yen	7 9/16	7 13/16	7 13/16	7 15/16	7 7/8	8	8 1/4	8 3/8
DM	8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 5/16	8 7/16	8 11/16	8 13/16
Florin	7 15/16	8 3/16	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 11/16	8 13/16
F.B.(100)	8 7/8	9 1/8	8 3/4	9	8 13/16	9 1/16	9 1/16	9 5/16
F.S.	6 7/8	7 1/8	7 1/2	7 5/8	7 5/8	7 3/4	8	8 1/8
L(1000)	9 1/4	10 1/4	10 1/2	11	10 1/2	11	11	11 1/2
£	13 11/16	13 15/16	13 3/4	13 7/8	13 3/4	13 7/8	13 3/8	13 1/2
F.franç.	9 1/2	9 3/4	9 11/16	9 13/16	9 3/4	9 7/8	10 1/16	10 3/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هكذا من الاصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 12 OCTOBRE

Cours relevés à 14 h 31

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3740	C.N.E 3%	3765	3770	3765	....
980	B.N.P. T.P	960	951	960	....
1130	C.C.F. T.P	1135	1137	1135	.... •
1090	Cr.Lyon. T.P	1068	1077	1077	+ 0 84
1580	Renault T.P	1393	1392	1395	+ 0 14
1650	Rhone Poul. T.P	1500	1500	1500	....
1083	Saint Gobain T.P	1110	1100	1100	- 0 90
1135	Thomson T.P	990	981	980	- 1 01
665	ACCOR	714	712	719	+ 0 70
610	Air Liquide	633	634	635	+ 0 32
1340	Als.Superm	1500	1500	1500	....
360	A L S P I	350	355	337	- 3 71
1570	Arjom. Prioux	1730	1710	1760	+ 1 73
960	AGF Sté Centrale	843	870	865	+ 2 61
820	Aux. Entrepr.	840	828	835	- 0 60
240	Avenir H. Média	244	246	248	+ 1 64
163	Axa Midi Ass.	174	172	172 50	- 0 86
247	Bafip	225	228	226	+ 0 44
190	Bail-Equipem.	170	171	175	+ 2 94
755	Bail Investiss.	765	765	760	- 0 65
380	Bancaire	381	383	390	+ 2 36
565	Bazar H.-V.	620	600	610	- 1 81
795	Beghin-Say	760	737	725	- 4 61
1120	Berger (M)	1095	1095	1095	....
540	Bic	560	563	570	+ 1 79
740	B.I.P.	814	812	845	+ 3 81
315	BIS	335	335	324	- 3 28
310	B N P (CI)	260	260	259	- 0 38
910	Bollore Tech	799	799	791	- 1 00
2830	Bongrain	2330	2350	2310	- 0 86
645	Bon-Marché	660	651	654	- 0 91
425	Bouygues	404	400 10	411	+ 1 73
113	BP France	109	112	108	- 0 92
736	B S N	756	757	766	+ 1 32
890	Canal Plus	897	907	914	+ 1 90
385	Cap Gem.S.	356	357	355 50	- 0 14
3220	Carrefour	3450	3465	3455	+ 0 14
123	Casino	116 50	117	116 90	+ 0 34
98	Casino ADP	97 30	97 10	98	+ 0 72
940	Castorama D.I.	928	920	925	- 0 32
160	C.C.F.	144 70	142	143 20	- 1 04
65	CCMC Ly.	61 50	58	61	- 0 81
335	C.D.M.E.	350	348	348	- 0 57
425	C.E.G.I.D.	463	460	455	- 1 73
230	Centrest (Ny)	237	238 30	235	- 0 84
475	C.E.P. Comm.	517	519	513	- 0 77
181	Cerus	150 50	149	152	+ 1 00
340	Cetelem	378	375	385	+ 1 85
380	C F A O	408	403	404	- 0 98
380	CF Im.	360	363	360	....
490	C G E	537	540	545	+ 1 49
260	CGI Info.	317	315 10	322	+ 1 58
826	C G I P	853	826	843	- 1 17
500	CGP	495	499	499	+ 0 81
780	Chargeurs S A	708	693	704	- 0 56
585	C I C A (M)	565	580	580	+ 0 90
1140	Ciments franç.	1035	1015	1015	- 1 93
405	Club Méditer.	385	380 20	383 50	- 0 39
120	CMB Packa.	110	110	112	+ 1 82
104	Codetel	96	96	97 90	+ 1 98
475	Colas	465	460	455	- 2 15

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
260	Cpt. Entrep.	247	248	248	+ 0 40
995	Compt Mod.	1110	1095	1100	- 0 90
147	Concept S.A.	138	135	133	- 3 62
370	CPR (Paris Réa.)	310 10	310	307 70	- 0 77
960	Créd. Foncier	870	869	863	- 0 80
630	Cr Lyon (CI)	565	563	564	- 0 18
1060	Credit Nat.	1009	1000	999	- 0 99
215	CSEE	201	209 90	200	- 0 50
2260	Damart	2100	2100	2086	- 0 67
485	Dassault Aviation	462	479	465	+ 0 65
270	Dassault Electr.	284	282	277 50	- 2 29
1400	De Dietrich	1300	1190	1210	- 6 92
200	Dév.P.d.C.(Li)	196	197	194	- 1 02
255	Dév.R.Sud-Est	278	278	278	....
380	D M C	353	348 20	349	- 1 13
3110	Docks France	3500	3510	3510	+ 0 29
600	Dumez	579	577	584	+ 0 86
2070	Eaux (Gle)	2180	2185	2183	+ 0 14
320	Ecco	295	292	284	- 3 73
895	Elf Aquitaine	653	651	646	- 1 07
490	- (Certific.)	480	477	477	- 0 63
895	Epeda B.-F.	957	954	949	- 0 84
365	Essilor	270 80	268	271 80	+ 0 37
190	Essil.Int.(DP)	161 40	161	163 50	+ 1 30
730	Esso	680	670	669	- 1 62
1400	Eurafrance	1360	1340	1365	+ 0 37
1510	Eurocom	1665	1650	1650	- 0 90
81	Eurodisneyland	86	85 60	85 90	- 0 12
3020	Euromarché	2950	3000	2990	+ 1 36
930	Europe 1	995	990	989	- 0 60
40	Eurotunnel	44 50	44 75	44 60	+ 0 22
1360	Exor	1358	1369	1340	- 1 33
1220	Facom	1200	1197	1180	- 1 67
135	Finextel	137	136	139 80	+ 2 04
225	Fives Lille	215	221	220	+ 2 33
1820	Fromager. Bel	1651	1680	1650	- 0 06
1750	Gal.Lafayette	1610	1596	1596	- 0 87
1780	G.A.N.	1795	1790	1793	- 0 11
320	Gascogne (B)	365	362	355 10	- 2 71
1220	Gaz et Eaux	1125	1115	1090	- 3 11
1410	Geophysique	1155	1140	1150	- 0 43
400	Gerland Ly.	387	392	399	+ 3 10
695	Groupe Cité	645	627	626	- 2 95
1340	GTM-Entrep.	377	382 40	395	+ 4 77
920	Guyenne-Gas.	945	940	950	+ 0 53
188	Hachette	162 10	164 50	166	+ 2 41
485	Havas	479 50	482	480	+ 0 10
490	Hénin (La)	514	513	515	+ 0 19
710	Hutchinson	846	850	850	+ 0 47
230	Imétal	218	220	222 90	+ 2 25
90	Immob. Phénix	102	100 10	105 20	+ 3 14
94	Ingénico	80	79	76	- 5 00
2910	Inst. Mérieux	2930	2930	2960	+ 1 02
370	Interbail	390	387 20	389	- 0 26
1000	Intertechnique	1050	1050	1050	....
655	J. Lefebvre	650	648	630	- 3 08
765	Labinal	768	760	775	+ 0 91
2280	Lab. Bellon	2830	....	....	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
345	Lafarge	340 50	342	340	- 0 26
1041	Lebon	340	340	339	- 0 29
3300	Legrand	3380	3349	3347	- 0 38
1810	Legrand (DP)	1851	1852	1848	- 0 16
525	Legris Industries	519	517	515	- 0 77
700	Locabail Imm.	745	714	760	+ 2 01
405	Locafrance	416 50	417 90	407	- 2 28
620	Locindus	615	615	627	+ 1 95
380	Luchaire	345	345	345	....
3320	L.V.M.H.	3455	3452	3500	+ 1 30
470	Lyonn. Eaux	440	438	444 40	+ 1 00
220	Majorette Ly.	205	208	205	....
310	Mar. Wendel	285 50	283	281	- 1 58
230	Matra	208 50	206	207 50	- 0 48
490	Merlin-Gerin	451	452 70	456	+ 1 11
92	Metaleurop	88 10	87	87 05	- 1 19
120	Mérologe In.	119	116 30	116	- 2 52
66	Michelin	60 95	60 60	61	+ 0 08
850	Midi (Cie)	850	856	857	+ 0 82
95	Midl. Bk Sa *	93	92	90 50	- 2 69
340	Min. Salsig (Ma)	351	355	355	+ 1 14
102	MMB	93 90	92	94	+ 0 11
80	Moulinex	82	80	79 60	- 2 93
1390	Navig. Mixte	1319	1324	1328	+ 0 68
132	Nord-Est	125 40	125 20	125 80	+ 0 32
450	Nordon (Ny)	483	480 10	480	- 0 62
590	Nouv Galeries	590	565	555	- 5 93
545	Occid. (Gle)	597	601	595	- 0 34
1330	Omn. f. Paris	1395	1395	1366	- 2 08
310	Olipar	302	305	305	+ 0 99
480	Oréal	471 50	478	476	+ 0 95
465	Paribas	420	424	422	+ 0 48
1390	Pechelbronn	1349	1349	1315	- 2 52
107	Pechiney Int.	127 90	130	127 20	- 0 55
250	Pechiney (CIP)	273 50	273	271 50	- 0 73
450	Penhoet	460	460	450	- 2 17
1020	Pernod Ricard	973	969	969	- 0 41
530	Peugeot	486 50	489 10	485	- 0 31
430	Pinault	337 90	338	339 80	+ 0 56
270	Plastic-Omn.	283	283	286	+ 1 14
390	Poliet	445	440 50	460	+ 3 37
865	Prétabail-Sic	975	950	953	- 2 26
600	Primagaz	600	600	600	....
420	Printemps	498	497	490	- 1 61
1850	Promodès	1880	1861	1890	+ 0 53
410	Radiotechn.	370	368	360	- 2 70
300	Raff. D.Total	300	300	300	....
2300	Redoute (La)	2740	2700	2725	- 0 55
245	Rémy et Associés	230	233	227	- 1 30
215	R. Poulenc CIP	232	233	230 50	- 0 65
325	Robur Financ.	342	344	340 60	- 0 44
47	Rochette (La)	52	53	52 10	+ 0 19
1870	Roussel Uclaf	1740	1745	1700	- 2 30
2850	R. Impé.Ly *	3000	3000	3000	....
183	Sade (Ny)	179 50	178	177	- 1 39
1450	Sagem	1460	1470	1430	- 2 05
385	Saint Gobain	353 50	354	355 10	+ 0 45
1130	Saint Louis	1290	1290	1304	+ 1 09

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1250	Salomon Ly.	1100	1101	1110	+ 0 91
410	Salvepar (Ny)	390	390	390	....
715	Sanofi	733	721	721	- 1 64
1720	S.A.T.	1683	1681	1681	- 0 12
245	Saul. Chât.	235	236	236	+ 0 43
1080	Saupiquet (Ns)	1250	1237	1250	....
755	Schneider	612	610	627	+ 2 45
15	SCOA	16 40	16 95	16 50	+ 0 61
1000	S.E.B.	1119	1120	1146	+ 2 41
430	Sefimeg	423	428	419	- 0 95
525	Sextant A.	585	580	591	+ 1 03
1100	S F I M	1100	1100	1080	- 1 82
172	S.G.E.	162 80	167	163	+ 0 12
550	Simco	558	558	547	- 1 97
920	Sk. Rossignol	900	900	900	....
800	Sligos	820	813	810	- 1 22
435	Société Géné.	335	338	344	+ 2 69
115	Sodecco (B)	122	....	....	....
150	Sodero (Ns)	150	....	....	....
395	Sodexho	483	477	480	- 0 62
85	Sogerail (Ny)	81	81	80 50	- 0 62
410	Sogerap	404	402	400	- 0 99
1120	Sommer-Allib.	1260	1250	1271	+ 0 87
1190	Source Perrier	1071	1078	1075	+ 0 37
470	Sovac	515	521	500	- 2 91
430	SPEP	452	440	450	- 0 44
465	Spie-Batignol.	453 40	445	445	- 1 85
980	Strafor	945	941	945	....
300	Suez	268 50	268 20	280 50	+ 4 47
490	Synthelabo	575	571	576	+ 0 17
90	Thomson	98	97 50	99 10	+ 1 12
690	Total	691	690	689	- 0 29
120	- (certif.)	117	116 20	116 10	- 0 77
270	Truffaut Fin.	224	229	229	+ 2 23
490	U.A.P.	480	482	476	- 0 83
210	U F B Locab.	207 50	205	202 20	- 2 55
900	U I C	890	910	875	- 1 69
575	U I F	550	558	558	+ 1 45
745	U I S	749	751	750	+ 0 13
730	Unibail	730	748	728	- 0 14
158	U C B	164	158	161	- 1 83
305	Valéo	321	320	321	....
285	Vallourec	254	254	254	....
385	Via Banque	377	378	377	....
945	Zodiac	879	880	880	+ 0 11
1890	Elf Gabon	1700	1715	1720	+ 1 18
136	Amax	100 60	98	98	- 2 58
119	Amer. Express	100	98	98	- 2 00
160	A.T.T.	161	160 60	160 50	- 0 31
124	Anglo Amer.C.	127 10	126	126	- 0 87
415	Amgold	418 50	414	414	- 1 08
200	Banco Santander	205	200 50	200 50	- 2 20
710	B.A.S.F.	691	696	696	+ 0 72
725	Bayer	723	733	735	+ 1 66
77	Buffelsfont.	70 20	71	70 60	+ 0 57
74	Chase Manh.	62 25	59 50	58 50	- 6 02
93	De Beers	90 30	87 90	87 90	- 2 66
2080	Deutsche Bank	2000	2050	2050	+ 2 50

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1290	Dresdner Bank	1235	1260	1260	+ 2 02
61	Driefontein	57 10	57	57 60	+ 0 88
183	Du Pont-Nem.	170	167 50	167 50	- 1 47
220	Eastman Kodak	179 50	178 80	177	- 1 39
21	East Rand	21 80	22	21 80	....
66	Echo Bay	61 50	60 80	61 50	....
150	Electrolux	145	145	145	....
990	Ericsson	197	197	197	....
270	Exxon Corp.	249 90	245	245	- 1 96
181	Ford Motor	155	152 80	152 80	- 1 42
48	Freegold	48 30	48 10	48	- 0 62
11	Gencor	11 20	11 10	11 10	- 0 89
285	Gén. Elect.	267	263	262	- 1 87
194	Gén. Motors	185	183	183	- 1 08
365	Gén. Belgique	310 40	312	313	+ 0 84
54	Gd. Métropol.	56	57 20	57 20	+ 2 14
68	Guinness	72 90	73	73	+ 0 14
18	Hanson PLC	19 10	19	19	- 0 52
42	Harmony Gold	43 20	43	43 60	+ 0 93
174	Hewlett Packard	147	140	140	- 4 76
45	Hitachi	46 30	47 15	47 15	+ 1 84
710	Hoechst	673	675	678	+ 0 74
105	Homestak	96 40	92 80	92 70	- 3 84
82	Imp. Chemical	82 50	85	85	+ 3 03
570	I.B.M.	529	519	517	- 2 27
265	I.T.T.	217 40	213 50	214	- 1 56
118	Ito Yokado	131	131 20	131 30	+ 0 23
61	Matsushita	69 40	70	70 60	+ 1 73
16 50	Maxwell	14 40	13 85	13 85	- 3 82
136	Mc Donald's	136 70	133 40	133	- 2 71
405	Merck	389	385	385	- 1 03
415	Minnesota M.	387	375 50	375 50	- 2 97
350	Mobil corp.	299	291	291	- 2 68
173	Morgan J.P	169 90	165	165	- 2 89
29200	Nestlé	29700	29730	29750	+ 0 17
890	Nixdorf	871	885	885	+ 1 61
210	Norsk Hydro	191	188	188 60	- 1 31
113	OFSIL	110 50	110 40	110 40	- 0 09
1690	Pétrofina	1680	1688	1688	+ 0 48
240	Philip Morris	233 50	228 50	228 50	- 2 14
69	Philips	62	62	62	....
89	Placer Dome	84 95	82 35	82 35	- 3 06
260	Quilmès	270	265	265	- 1 85
24	Randfontein	25	24 60	24 60	- 1 60
430	Royal Dutch	406	406	406	....
40	R T Z	40 95	42 50	42 50	+ 3 79
3 60	Saat.& Saatch.	3 20	3 20	3 20	....
49	St Helena	44 70	44 75	44 75	+ 0 11
355	Schlumberger	298	290 20	290 20	- 2 62
48	Shell transp.	47 30	46	46	- 2 75
1850	Siemens	1840	1885	1885	+ 2 45
250	Sony	255	254 90	254 90	- 0 04
65	Sumitomo Bank	60 15	60 25	60	- 0 25
190	T.D.K.	207 10	206	206	- 0 53
44	Telefonica	41 10	40 50	40 50	- 1 46
32	Toshiba	31 50	31 20	31 20	- 0 95
415	Unilever	420 50	418	418 50	- 0 48
250	Unit.Techn.	225 90	219	219	- 3 05
375	Vaal Reefs	349	346	346	- 0 86
280	Volvo	264	267	267	+ 1 14
175	West. Deep	172	172 10	172 10	+ 0 06
206	Xerox Corp.	169 90	167 90	167 90	- 1 18
97	Yamanouchi	104 10	106 90	106 90	+ 2 69
1 77	Zambia Cop.	1 85	1 75	1 75	- 5 41

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	118 30	3 42
Emp.Etat 9,8%78	99 15	2 47
10,80% 79/94	100 65	1 12
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 95
Emp Etat 14,6% 83	101 37	9 32
Emp.Etat 13,4%83	108 18	10 83
Emp.Etat 12,2% 84	103 68	0 13
Emp.Etat 11% 85	103 65	7 02
10,26% mars 86	99 40	6 01
OAT 10% 5/2000	97 57	3 78
OAT 9,9% 12/1997	99 15	8 21
OAT 9,8% 1/1996	98 19	6 94
PTT 11,2% 85	101 55	8 86
CFF 10,30% 86	95 50	6 73
CNB Bques 5000F	100 50	2 73
CNB Paribas 5000F	100 25	2 73
CNB Suez 5000F	100 25	2 73
CNE 11,5% 85	101 20	3 71
CNI 1/82 5000F	100 30	2 73
CNT 9 % 86	91	4 17
CRH 10,90% déc.85	99 95	7 68
CHARB FCE 3% 100	143	....
CNCA	1045	....
Cenra	1940	....
CGE 6 janv. 89/99	541	....
Drouot Ass.8%88cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	875	880
Applications Hydr.	1380	....
Arbel	810	785
Astorg	268	270 50
Bains C.Monaco	949	940
B.Hypoth.Europ.	356	351 20
B.N.P. Intercont.	250	242 60
Beghin-Say (C I)	585	....
Bénédictine	3310	....
Blanzy Ouest	2421	2518 d
B T P	76 10	76
Cambodge	863	....
Carbone Lorraine	760	741
Case Poclain	15 10	15 55
C.E.G.F (Frigor.)	370	375
Cerasmaire Blanzy	497	480
Cerabati	106	106
Champex Ny	131	....
CIC (CIP)	180	184
C.I.M.	764	760
C.I.T.R.A.M. (B)	2200	....
Clause	406	438
Cofimeg	256	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cofradel	1151	1131
Cogifi	388 80	388 80
Comiphos	480	470
Cie Industrielle	4200	....
Cpt Lyon Alemand	430	422
Concorde	720	720
Constr.Mét.Prov.	29	....
Crédit Gén.Ind.	400	....
Cr Universel (Cie)	557	561
Créditel	125	120
Darblay	670	....
Degremont	1400	1400
Delalande	1840	1850
Delmas Vieljeux	3480	3475
Didot Bottin	1018	1020
Eaux Bassin Vichy	2075	....
Eaux Vittel	858	883
Ecia	187 40	188 10
Electro-Financ.	774	....
Electro-Banque	310	306
E.L.M. Leblanc	740	718
Eneif Bretagne	550	550
Ent.Mag. Paris	4050	....
Eter (ex. Eternit)	1620	1672
Europ Soudure Ind.	54	28 o
Finalens	265	261
F.I.P.P.	168	....
F.N.A.C.	1800	1850
Foncière (Cie)	666	655
Fonc.Lyonnaise	725	....
Foncina	481	481
Fougerolle	731	720
France I.A.R.D.	800	800
France SA (La)	1380	1374
From. Paul-Renard	2520	....
Gaumont	925	926
Genefim	260	250
Gévelot	489 80	489 70
G.F.C.	385	385 10
G.F.I.I.	289	290
Grds Moulins Paris	1470	1490
Groupe Victoire	1290	1300
G.T.I (Transport)	504	500
Immobail	339	348
Immobanque	684	682
Im.Marseillaise	5900	....
Imm. Plaine-Monceau	405	415
Immofice	420	418
Invest.(Ste Cie.)	3080	3000
Jaeger	70	69
Lambert Frères	268	260
Lille Bonnières	1685	1680
Loca-Expansion	272 50	280
Locafinancière	488	....
Locamat	289	....
Louis Vuitton	593	590
Louvre	3475	3374
Lutia	1730	1750
Machines Bull	42	....
Mag.Uniprix	140	140
Magnant	742	707

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Métal Déployé	486	....
Mors	146	141 70
Navigation (Nle)	230	....
Optorg	345	335
Oréal (CI)	218 60	....
Origny-Desvroise	1298	1248
Palais Nouveauté	950	965
Paluel Marmont	630	649
Parfinance	200	200
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	194	....
Paris Orléans	248	245
Parthena Invest	297	300
Pathé Cinéma	1014	....
Piper Heidsieck	2100	2099
PLM	346	340
Porcher	609	601
Promodès (CI)	1000	1000
Publicis	700	690
Rochefortaise	134	128 60o
Rosario	247 60	....
Rougier	434	421
S.A.C.E.R.	383	383
S.A.F.A.A.	452	433 90o
S.A.F.I.C Alcan	301	....
SAFT	1110	1070
Saga	220 40	....
Salins du Midi	575	581
Saram	92	90
Savoisienne M.	158	....
S.C.A.C.	759	737
Senelle Maubeuge	424	....
S.Eud.Part. (M)	148	....
Silic	598	617
Simim	285	287
S.I.P.H.	318	317
Sofal	665	658
Sofio	583	570
Soficel	1100	1100
Soficomi	588	565
S O F I P (M)	400	....
Sofragi	1421	1421
Sophia-Bail	388 20	380
Sopagri	174	....
Soudure Autogène	840	855
Sovabail	385	389
Starni	725	....
Suez (CP)	208 60	215
Taittinger	3335	3420
Télémécanique Elect.	4090	4180
Testut-Aequitas	825	825
Tour Eiffel	252	....
Ufiner	1013	1030
U.T.A.	2850	....
Vicat	380	384
Viniprix	1850	1851
Virax	149 50	149 60
Marne Sté Brasserie	250	250

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	700	770
Akzo Nv Sico	232	....
Alcan Aluminium	104	94 o
American Brands	350	350
Arbed	494	468
Asturienne Mines	161	....
Banco Popular Espa.	400	400
Banque Ottomane	1890	1892
B.Reglements Int.	26000	25700
Can.Pacifique	79 10	77
Chrysler Corp.	64 60	....
C I R	13 20	13 30
Commerzbank	760	730
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	203	....
GBL (Brux Lamb.)	521	520
Gevaert	1130	....
Glaxo Holdings Ltd	72 50	75
Goodyear Tire	81 05	84 50
Grace and Co (WR)	95	90 50
GTE Corp.	135	....
Honeywell Inc	375 30	375
Johannesburg	1445	....
Kubota	25 20	....
Latonia	310	310
Midland Bank	19	19
Noranda Mines	66	69 50
Olivetti priv.	12 30	11 90
pakhoed hold.	550	555
Pfizer Inc.	371	361
Procter Gamble	390	370
Ricoh	30	....
Robeco	253 70	252 30
Rodamco NV	161	161 20
Rolinco	238 10	237 10
Saipem	5 90	6
Sema Group	52 90	53
SKF Aktiebolaget	87	85
Tenneco Inc	255	229 o
Thorn Electrical	62	61 50
Toray Ind.	22 10	21 10
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1400	1350
West Rand Cons.	12 85	12 60

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	280	....
Bohonl	815	....
Calciphos	160	156
C G H Cogedhor	77 30	....
C. Occid. Forestiere	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	360	....
Coparex	700	700
Drouot Assurances	190	190 50
Elf Antargaz	1910	....
Europ. Accum.	68	....
Gachot S.A.	86 10	77
Groupe Extenson	200	....
Guy Degrenne	410	....
Haribo Ricqles Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	315	340 d
Merlin Imm.	240	....
Nicolas	960	....
Paternelle RD	810	....
Particip. Percier	352	....
Rorento N.V.	176 10	176 10
St-Gobain-Emballage	1595	....
Sema Metra	256	....
S.E.P.R.	1560	1522
S.P.R. act. B	323	....
Ufinex	380	....
Waterman	1500	....
Whitman Corp.	95 50	....
Wonder	968	755 o

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/10	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 133	5 093	5 040	5 490
Ecu	6 941	6 940	....	....
Allemagne (100 dm)	334 770	334 840	324 500	345 500
Belgique (100 F)	16 262	16 259	15 750	16 850
Pays-Bas (100 fl)	296 980	297 050	286 500	306 500
Italie (1000 lires)	4 471	4 468	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	87 980	87 820	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	10 074	10 056	9 350	10 150
Grèce (100 drachmes)	3 340	3 337	4 050	4 050
Suisse (100 f)	398 600	398 080	391	418
Suède (100 krs)	90 750	90 270	87	95
Norvège (100 k)	86 580	86 460	82 500	90 500
Autriche (100 sch)	47 587	47 596	46 050	49 150
Espagne (100 pes)	5 324	5 326	5 100	5 650
Portugal (100 esc)	3 819	3 809	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	4 460	4 446	4 380	4 760
Japon (100 yens)	3 940	3 958	3 660	3 860

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12/10
Or fin (kilo en barre)	64000	64000
Or fin (en lingot)	63950	63800
Napoléon (20f)	400	399
Pièce Fr (10 f)	436	.....
Pièce Suisse (20 f)	454	451
Pièce Latine (20 f)	375	368
Souverain	489	482
Pièce 20 dollars	2295	2260
Pièce 10 dollars	1270	1250
Pièce 5 dollars	870	.....
Pièce 50 pesos	2440	2435
Pièce 10 florins	396	380

SICAV (sélection) 11/10

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	949 19	926 04
Actilion	196 01	190 76
Agepargne	699 25	689 14
Ageplacement	6972 99	6972 99
Ageprenière	106 10	105 78
AGF Actions et CIP	992 97	969 75
A.G.F. 5000	573 16	559 18
AGF ECU	1013 13	1003 10
AGF Foncier	108 04	105 40
AGF Invest Sicav	101 84	99 36
AGF Interfoods	406 16	396 25
AGF Oblig	1068 45	1063 13
AGF Sécurité Sicav	10856 41	10856 41
A.G.F.I.M.O.	595 63	581 30
AMERI-GAN	5529 88	5317 ◆
Amplitude	573 59	558 88
Arbitrages Court.T.	6187 56	6175 20◆
Associc	1124 85	1124 85
Atout Futur	329 46	321 42
Aurecic	1160 32	1126 52
Avenir Alizes	1533 15	1503 09
Avenir CIC	99 86	96 95
Axa Capital	140 47	134 42
Axa Europe	115 94	110 95
Axa Investments	107 84	103 20
Axa NPI	96 65	92 49
Axa Valeurs PER	112 53	107 68
Capimonétaire	5471 86	5466 19
Capioblig	5585 46	5502 92
Capitacic	1112 66	1096 22
Caphal-Monde	344 74	336 33
Casden Pierre	28 60	27 90
Coexis	1131 87	1104 26
Compavalor	6050 48	6041 42
Convertimmo	358 75	345 91
Credinter	439 38	426 58
Credit Mutuel Capital	1104 77	1083 11
C.T.A. Plus	5011 60	5011 60◆
Dese	1113 36	1086 20
Drouot France	744 67	712 60
Drouot Investiss.	886 55	848 37
Drouot Sécurité	229 25	219 38
Drouot Sélection	135 42	129 59
Ecucic	1052 42	1036 87◆
Ecupar	119 17	114 04
Ecureuil Capitalisation	2172 06	2150 55
Ecureuil Invest	354 88	344 54
Ecureuil Monepremière	57525 67	57525 67
Ecureuil Monétaire	33903 83	33903 83
Ecureuil Trésorerie	2103 33	2103 33
Ecureuil Trimestr.	1955 64	1936 28
Elicash	393812 46	393812 46
Energia	267 66	255 52◆
Eparcic	3093 27	3093 27
Eparcourt-Sicav	4311 77	4301 02
Epargne Associat.	25018 33	24980 86
Epargne Capital	8958 27	8869 57
Epargne Court Terme	584 01	584 01
Epargne Croissance	1460 58	1421 49
Epargne Industrie	83 86	81 62
Epargne J	60207 59	60207 59
Epargne Long Terme	182 84	177 95
Epargne Monde	1134 57	1104 20
Epargne Oblig.	184 37	179 44
Epargne Premiere	12520	12426 80
Epargne Quatre	1078 52	1049 65
Epargne-Unie	1200 06	1170 79
Epargne Valeurs	405 95	396 06
Epsilon	1148 05	1136 68
Eufinvest	589 10	571 94◆
Eurocic Leaders	937 25	909 95
Eurodyn	1065 40	1039 41
Euro Gan	6487 46	6237 94
Euromatif	26 53	26 14
Fonsicav	12331 99	12331 99
FRANCE-GAN	8670 59	8337 11
France Garantie	261 19	260 67
France Investiss.	439 69	428 97◆
France Oblig.	452 56	448 08
Francic	394 27	382 79
Francic Pierre	102 80	99 90
Francic-Regions	1165 04	1121 40

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Association	30 74	30 74
Fructi-Capi	35 21	34 69
Fructi Court	122362 26	122352 26
Fructidor	230 18	226 78
Fructi-Ecu	550	541 87◆
Fructi-Epargne	28 39	27 70
Fructifrance	765 09	746 43
Fructimmo	27 42	26 75
Fructi-Première	10272 32	10120 51
Fructivar	4695 73	4684 02
Futuroblig	1206 30	1176 88
Gestilion	12582 38	12551
Gest.Associations	149 18	145 90
Gest. F. Sécur.	10581 71	10077 82
Horizon	1077 45	1046 07
Interepar	100289 81	97369 75
Interoblig	11859 17	11402 09
Intersélection Fce	484 62	470 50
Japacic	144 90	140 68
Jeunepargne	247 28	243 63
Lafitte Amerique	181 88	173 63◆
Laffitte Europe	240 97	230 04◆
Laffitte Expan	239 39	228 53◆
Laffitte France	297 34	283 86◆
Laffitte Immobil.	229 33	218 93◆
Laffitte Japon	400 27	382 12◆
Laffitte Oblig.	135 81	129 65◆
Lafitte Rendement	178 71	170 61◆
Laffitte Tokyo	349 82	333 96◆
Latitude	5848 04	5839 28
Leumi C.T.	10901 86	10901 86
Leumi L.T.	5902 30	5730 39
Lion Association	11396 72	11396 72
Lion Institution	24850 41	24788 44
Lionplus	830 99	814 70
Lion Trésor	2102 12	2081 31
Lion 20 000	22810 81	22810 81
Livret Bourse Inv.	479 62	465 65
Livret Portefeuil.	622 64	604 50
Méditerranée	166 20	158 04
Mensuel CIC	10069	9968 31
Mondial Investissem.	379 14	361 95
Monecic	5419 46	5419 46
Monedep	58195 27	58195 27
Mono.J	62819 30	62819 30
Monévalor	70653 66	70653 66
Mutualité dépôts	11648 21	11624 86
Mutuelle Unie Sél.	139 51	133 50
Natio Court Terme	244082 00	244082
Natio-Epargne	15052 23	14903 20
Natio-Ep. Ret.	112 27	109 27
Natio Eparg.Trésor	6667 28	6653 97
Natio-Imm.	1124 99	1094 88
Natio-Inter	1159 23	1128 20
Natio-Monétaire	21999 20	21999 20
Natio Obligations	502 64	489 19
Natio-Patrimoine	1346 96	1310 91
Natio-Placements	65743 86	65743 86
Natio-Revenu	991 96	982 14
Natio Sécurité	12219 53	12219 53
Natio-Valeurs	747 30	727 30
Nippon-Gan	5522 82	5310 40◆
Nord Sud Dévelop.	1282 57	1280 01
Obli-Associations	124 53	123 30
Oblicic-Mondial	2303 91	2269 86
Oblicic-Régions	1006 10	991 23
Oblig. tres caté.	153 12	150 86
Oblifion	1128 16	1116 99
Oblisécurité	11083 89	11083 89
Optimex	31873 63	30945 27
Oraction	1005 39	980 87
Orvalor	5655 30	5451 86
Paribas Epargne	17878 66	17842 97
Paribas Opportunités	112 11	107 54
Paribas Patrimoine	509 18	498 42
Paribas Revenus	89 24	88 36
Patrimoine Retraite	190 14	186 41
Pervalor	608 23	588 57
Phenix Placement	286 18	277 84
Pierre Investissements	703 19	686 04
Placement A	1185 12	1161 88
Placements C.T.	7715 31	7699 91

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Placement J.	6224 83	6212 41
Placement Premier	5680 93	5649 63
Pléiade	115 87	112 77
Poste Gestion	56410 99	56410 99
Première Oblig.	10829 56	10818 74
Priv. Ecureuil	106 46	105 41
Privassociation	25373 15	25373 15
Proficias	1054 64	1028 92
Quartz	116 29	113 45
Réalvalor	818 57	794 73
Rentacic	157 95	155 62
Revenus Trimestr.	5253 64	5201 62
Revenu-Vert	1135 44	1118 66
St Honoré Bio-Alim.	837 83	799 84
St Honoré Global	233 98	223 37
St Honoré Mat Plac.	193 43	184 66
St Honoré Pacifique	545 20	520 48
St Honoré PME	478 31	456 62
St Honoré Real	12932 58	12881 05◆
St Honoré Services	459 40	441 73
St Honoré Techno	691 83	660 46
Sécuricic	1516 11	1516 11
Sécuri-Gan	13157 86	12899 86◆
Sécuri-Taux	1205 52	1205 52
Sicasden	689 61	679 42
Sicav Associations	1602 94	1600 54
S.F.I. fr. et étr.	600 51	583 02
Sicav 5.000	375 98	365 92
S.I. Est	1289 92	1234 37
Silvafrance	610 17	593 84
Sivam	385 22	374 91
Sivarente	203 79	198 79
Siviater	393 69	383 15
S.N.I.	1062 21	1031 27
Sogépargne	305 45	294 41
Sogéroc	53285 17	51733 17
Sogevar	973 34	929 20
Soginter	1172 13	1118 98
Soleil Investissements	492 70	473 75◆
Solstice	2076 78	2071 60
Stratégie Actions	792 43	761 95
Stratégie Rendements	1210 29	1172 19
Technocic	945 96	918 41
Techno-Gan	5475 64	5285 04
Thesora	558 68	553 15
Transplus	131 15	125 50
Trésor Avenir	104 07	103 04
Trésor Plus	1096 48	1085 62
Trésor Real	12384 63	12384 63
Trésoricic	111177 49	111177 49
Trilion	5029 62	4979 82
U.A.P.Investiss.	414 74	398 75
U.A.P. Act. F.	524 07	505 13
U.A.P. Act. Sél.	577 52	556 65
U.A.P. Actifi	589 30	568
U.A.P. Altail	198 13	191 93
U.A.P Alto	162 86	158 97
UAP Moyen Terme	118 45	114 17
Uni-Associations	117 96	117 96
Uni-Foncier	1263 48	1232 66
Unifrance	518 15	505 61
Uni-Garantie	1318 31	1293 04
Uni Régions	1382 65	1348 93
Unirente	2428 65	2367 46
Univar	206 87	206 87
Univers Actions	1159 52	1131 24
Univers-Obligation	1623 76	1584 16
Valorem	487 57	475 68
Valorg	1796 18	1794 37
Valreal	46037 60	46014 59
Vaxban	24981 83	24956 85

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

Le président du Parlement égyptien a été tué dans un attentat

Le président du Parlement égyptien, M. Rifaat Al Mahjoub, est mort vendredi 12 octobre, au Caire, au cours d'un attentat. Deux autres personnes, dont un garde du corps, ont été tuées. Deux hommes armés circulant à moto ont ouvert le feu sur la voiture de M. Rifaat Al Mahjoub alors qu'il circulait sur la corniche du Nil, près du centre-ville. Le quartier a été bouclé par la police, qui le passe au peigne fin pour retrouver les agresseurs.

LE CAIRE

de notre correspondant

M. Refaat Al Mahgoub, qui était considéré comme la figure de proue de l'aile gauche du Parti national démocrate au pouvoir, était âgé de soixante-quatre ans. Diplômé de droit public de l'université du Caire, il a été simultanément professeur et avocat. En 1972, il a été nommé ministre à la présidence de la République, et en 1975 vice premier-ministre et premier secrétaire du comité central de l'Union socialiste arabe (parti unique). C'est lui qui, en 1975, à la demande du président Sadate, a mis au point le début du multipartisme en Egypte. Il s'agissait de trois «tribunes» (gauche, droite et centre) au sein du parti unique. Ces tribunes sont plus tard devenues des partis politiques. Il a été élu président du Parlement en 1984 et 1987.

Contesté par l'opposition, M. Mahgoub était devenu la bête noire des islamistes. Par ailleurs, il s'était opposé jusqu'au bout à la dissolution du Parlement jugée anticonstitutionnelle par la Cour suprême. Un Parlement dont la dissolution devait être officiellement annoncée vendredi 12 octobre au terme d'un référendum. Récemment, M. Mahgoub semblait en perte de vitesse, et l'on estimait dans les milieux politiques proches du gouvernement qu'il ne serait pas réélu président du Parlement.

A. B.

Dans les lycées et collèges

Le conseil national des programmes recommande un assouplissement des emplois du temps

Dans une déclaration remise, jeudi 11 octobre, au ministre de l'éducation nationale, le conseil national des programmes recommande d'assouplir les emplois du temps scolaire afin de lutter contre « l'émiettement excessif des enseignements ».

Institué par la loi d'orientation de juillet 1989, officiellement installé en mars dernier et chargé de réfléchir à l'évolution des contenus, des programmes et de la conception générale des enseignements, le Conseil national des programmes (CNP) n'a pas perdu de temps. Avant de boucler, d'ici à la fin novembre, son rapport très attendu sur les lycées et le baccalauréat, il a accueilli, jeudi 11 octobre, le ministre de l'éducation pour lui présenter une déclaration sur *«la parcellisation des enseignements et l'aménagement du temps scolaire»*.

Le verrou de l'heure de cours

Le débat n'est pas nouveau. Mais le président du CNP, M. Didier Dacunha-Castelle, et les vingt et un membres du conseil entendent le relancer avec vigueur. *«Les programmes ne peuvent plus être construits par la simple juxtaposition des contenus disciplinaires. Le nombre de disciplines augmente et chacune ne dispose que d'un horaire amenuisé»*, soulignent-ils. Cet *«émiettement excessif»* des enseignements crée une situation *«dommageable pour l'élève»*, amené à étudier simultanément dix, voire quinze disciplines distinctes, mais également préjudiciable pour les enseignants, qui peuvent avoir jusqu'à vingt classes par semaine.

Un tel saupoudrage est un *«non-sens pédagogique»*. Comme le note M. Philippe Meirieu, membre du conseil, cela interdit *de facto* tout suivi individualisé des élèves et entérine un enseignement magistral, au détriment de pédagogies plus expérimentales.

Le conseil national des programmes considère que l'assouplissement des emplois du temps au collège et au lycée est *«un préalable indispensable au renouvellement des programmes»*. Il propose donc au ministre de l'éducation nationale une mesure réglementaire simple : *«Dans les années à venir, les réformes doivent amener chaque enseignant à passer, avec une même classe, au moins trois heures par semaine, au besoin en concentrant sur une partie significative de l'année scolaire un enseignement dont l'horaire réglementaire annuel n'atteint pas les trois heures hebdomadaires. Comme première étape, nous souhaitons que, dès 1992, tous les enseignements atteignent le seuil de deux heures.»*

Un tel objectif suppose de faire sauter le verrou de l'heure de cours et de mettre en place des *«emplois du temps mobiles»*, adaptables aux objectifs pédagogiques et non l'inverse. Si le CNP admet que l'heure de cours reste la base de calcul des obligations de service des enseignants, il recommande, pour le reste, la plus grande souplesse : durée variable des séances d'enseignement, modulation possible du rythme de progression des disciplines, adoption de démarches pluridisciplinaires. Autant d'évolutions qui impliquent le développement du travail en équipes des professeurs et des regroupements plus cohérents entre grands secteurs disciplinaires.

Le conseil national des programmes n'ignore pas les tabous qu'il bouscule. Mais il entend le faire *«sans* a priori *ni crispations inutiles, avec la volonté de dégager des bases de négociation raisonnables»*. Il est évident cependant que le ministre de l'éducation ne le suivra dans cette direction qu'avec la plus extrême prudence, tant le terrain est miné.

GÉRARD COURTOIS

SUR LE VIF CLAUDE SARRAUTE

Communicouacs

JE sais pas si vous avez remarqué, mais depuis quelque temps, à moins d'un miracle façon Jeanne d'Arc entendant ses voix, il est devenu absolument impossible d'appeler quelqu'un et de l'avoir en personne au bout du fil. Tenez, pas plus tard qu'hier, je téléphone à un ami, pas n'importe qui, hein, le directeur de la communication d'une grosse entreprise genre IBM. Ou plutôt j'essaye.

Avant, suffisait d'appeler la boîte pour qu'on vous passe votre correspondant. Maintenant, terminé. Faut consulter son carnet d'adresses – question poids et taille, il a remplacé le Bottin – pour y trouver le numéro de sa ligne directe. Si vous connaissez dix mecs qui bossent à la BNP, mettons, ça vous oblige à marquer dix numéros au lieu d'un. Je cherche : Ah ! tiens, voilà le sien. Je tapote le 40-65-47-25 sur mon clavier. C'est occupé. Je recommence. Ça sonne, ça répond pas. Ça sonne encore. Ça sonne toujours.

Je lève le nez et je vois s'inscrire sur mon Coyote un message urgent – nous ici, à l'intérieur du journal, on a renoncé à s'entretenir autrement que par écran interposé. T'as vu l'heure qu'il est, bientôt midi et c'est ton tour d'offrir la tournée. Flûte, j'avais complètement oublié ! Ben qu'est-ce qu'il fout, ce crétin de dircom ? Ah ! enfin il décroche... Non, c'est pas lui, c'est une nana que je prends pour sa secrétaire. Erreur de ma part. C'est le standard. Au bout de douze sonneries sans réponse, ça faut le savoir, vous êtes basculé automatiquement sur une personne qui vous rebalance aussi sec – Vous avez son numéro de poste ? – dans un bureau désert.

D'où la vogue croissante des répondeurs automatiques : M. Courandaire n'est pas là. Vous pouvez le contacter – Tu parles d'un contact ! – demain entre 9 et 11 heures du matin. Si c'est pour décommander un rendez-vous dans l'après-midi, vous devez rappeler le même numéro, laisser nasiller la voix synthétique enregistrée sur ordinateur et attendre d'être repris par la standardiste pour la supplier, entre deux mesures des *Quatre saisons*, de noter un message urgent à l'intention de.... Refus catégorique : J'ai pas le droit. Attendez, je vais essayer de vous trouver quelqu'un. Alors là, ça sonne, ça décroche et ça vous dit : Le directeur de la communication ? C'est pas ici. On vous a mal aiguillé. Quittez pas. Je vous repasse le standard !

L' E S S E N T I E L

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 octobre 1990 a été tiré à 553 492 exemplaires.

M. Le Pen envoie une «Lettre ouverte» aux armées

M. Jean-Marie Le Pen a rendu publique, vendredi 12 octobre, une *« lettre ouverte aux personnels des forces armées de terre, de l'air et de mer »* dans laquelle il réaffirme son *« hostilité à l'engagement militaire de notre pays dans une opération dont les motivations n'étaient pas claires »*.

Le président du Front national écrit : *« Dès que fut connue l'invasion du Koweït, je l'ai condamnée. (...) Vous voilà donc engagés dans une intervention militaire que je désapprouve. Vous serez bientôt – si la faiblesse de nos moyens de transport le permet ! – treize mille officiers, sous-officiers, marins, aviateurs et soldats, engagés dans la région du golfe Persique. Nul doute que vous y ferez votre devoir avec la compétence, le courage et l'abnégation qui font partie de nos traditions militaires. » « Pour quelles raisons nos troupes interviendraient-elles loin de nos frontières, lorsque nos intérêts vitaux ne sont pas directement menacés ? »*, se demande M. Le Pen en estimant, tout à la fois, que *« la France est devant un dilemme : ou bien elle conserve des ambitions de grande puissance d'intervenir partout dans le monde, ou bien elle se résout au repli sur l'Hexagone »*.

M. Chirac s'en prend au gouvernement à propos des prélèvements fiscaux

Le maire de Paris s'en est pris, jeudi 11 octobre, au gouvernement, qui *« abandonne, en pratique, la voie difficile mais prometteuse des allègements fiscaux »*, quand la Ville de Paris *« ne dévie pas du cap de modération fiscale qu'elle tient invariablement depuis dix ans »*.

En présentant l'ordre du jour du conseil de Paris qui se réunira lundi 15 octobre, M. Jacques Chirac a souligné que la part des impôts locaux dont s'acquittent les Parisiens au titre de la commune sera *« à nouveau allégée en 1990 »*. L'augmentation de 2 % sera, en effet, inférieure à l'inflation, estimée à 3,5 %. Depuis 1983, la cotisation de taxe d'habitation et celle de foncier bâti *« n'auront augmenté que de 17 % alors que la hausse des prix a dépassé 40 % »*.

Malheureusement, regrette le maire de Paris, les contribuables parisiens ne s'apercevront guère de cet allègement. Car il sera *« effacé par l'alourdissement des prélèvements effectués au profit de la région et de l'Etat »*. Celui de la région pour les deux mêmes taxes augmente d'environ 17,5 %. Quant à l'Etat, il percevra une cotisation de péréquation de la taxe professionnelle dont le taux passera, pour les entreprises, de 0,75 % à 1,25 %, soit un bond de 60 %.

Que la région relève la contribution qui lui revient, M. Chirac le comprend. Non parce que ses amis politiques y sont aux commandes, mais parce que *« la région doit faire face à de lourdes charges, notamment dans le domaine de la construction et de la rénovation des lycées »*.

En revanche, *« la frénésie des socialistes à créer des impôts nouveaux »* ne trouve pas grâce à ses yeux. Et, pour illustrer son propos, le maire de Paris cite l'exemple de la nouvelle cotisation annexe à la taxe d'habitation qui contraindra de très nombreux Parisiens à payer *« une dîme supplémentaire au profit de l'Etat »*.

C. V.

M. Robert Pandraud se dit prêt à assumer ses responsabilités dans l'affaire Mécili

Ancien ministre délégué chargé de la sécurité dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, aujourd'hui député (RPR) de Seine-Saint-Denis, M. Robert Pandraud a immédiatement réagi après l'annonce de la mise en cause de M. Jean Paolini, ancien préfet de police de Paris, dans l'affaire Mécili.

M. Roger Ribault, le juge d'instruction parisien chargé du dossier de l'assassinat, le 7 avril 1987, d'Ali Mécili, avocat et porte-parole de l'opposition algérienne, a demandé au parquet de Paris de saisir la chambre criminelle de la Cour de cassation afin qu'elle désigne la juridiction compétente pour instruire les faits de *« forfaiture et attentat aux libertés individuelles »* qui pourraient être reprochés à M. Paolini. Ces faits visent les conditions dans lesquelles un arrêté d'expulsion du principal suspect, Malek Amellou, a pu être signé alors qu'il était en garde à vue dans les locaux de la brigade criminelle, lui permettant ainsi de se réfugier en Algérie.

Si M. Paolini fut, en tant que préfet de police, l'exécuteur de cet arrêté, M. Pandraud en fut le signataire. Aussi s'est-il déclaré, dans un communiqué, prêt à assumer ses responsabilités : *« J'étais à l'époque ministre responsable de la sécurité et dans cette affaire, comme dans toutes les autres, j'ai assumé, assume, assumerai mes responsabilités. J'attends d'ailleurs avec la plus grande sérénité l'issue de cette procédure judiciaire. »*

Par ailleurs, l'ancien ministre déplore *« cette violation du secret de l'instruction qui pourrait rejaillir sur l'honneur d'un très haut fonctionnaire, qui a fait preuve, tout au long de sa carrière, d'une probité et d'un sens de l'Etat exceptionnel »*.

Mandat d'arrêt lancé contre M. Jacques Médecin

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble, sur requête du Parquet général (*le Monde* du 5 octobre), a lancé vendredi 12 octobre un mandat d'arrêt simple à l'encontre de l'ancien maire de Nice, M. Jacques Médecin. Cette procédure judiciaire a été motivée par la non-comparution, le 26 septembre de M. Médecin qui avait refusé de se rendre à une convocation de M. Jean-Marc Armingaud, juge d'instruction à Grenoble qui voulait l'inculper du délit d'ingérence, en tant que président du conseil général des Alpes-Maritimes (*le Monde* du 28 septembre). Le mandat d'arrêt lancé à son encontre pourrait, à terme et en cas, probable, d'inexécution, déboucher sur une condamnation par défaut de Jacques Médecin.

Hausse du brut

Le Parlement européen demande une enquête sur les compagnies pétrolières

Le Parlement européen a demandé, vendredi 12 octobre, que la CEE prenne des mesures pour mettre fin à la spéculation sur les prix du pétrole et enquête sur d'éventuelles ententes entre compagnies pétrolières. La hausse des cours *« n'est due qu'à la spéculation et à l'entente des grandes compagnies pétrolières »*, observe une résolution adoptée vendredi matin par les députés européens.

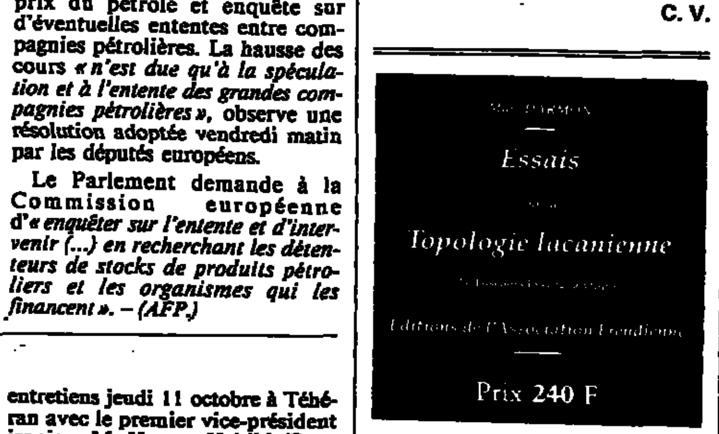
Le Parlement demande à la Commission européenne d'*« enquêter sur l'entente et d'intervenir (...) en recherchant les détenteurs de stocks de produits pétroliers et les organismes qui les financent »*. – *(AFP.)*

EN BREF

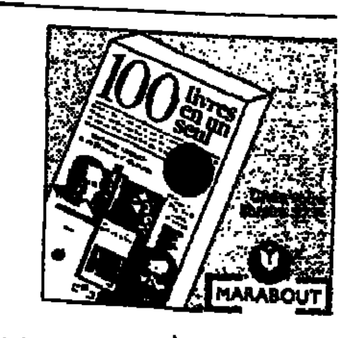
□ **AFGHANISTAN : Une attaque contre Kaboul a été repoussée.** – Les moudjahidins du Hezbz-Islami de Gulbudinne Hekmatiar ont lancé une attaque sur Kaboul qui a été repoussée avec l'aide de l'aviation et de l'artillerie, a-t-on appris, vendredi 12 octobre, de sources officielles et diplomatiques. L'attaque aurait commencé mardi soir. Un porte-parole officiel a affirmé, dès jeudi, que la riposte gouvernementale aurait fait au moins 71 morts et 31 blessés graves dans les rangs des moudjahidins, sans citer les pertes dans ceux des défenseurs.

□ **« Convergence » franco-iranienne.** – Le ministre français de l'industrie, M. Roger Fauroux, a noté *« une convergence »* des positions françaises et iraniennes sur la crise du Golfe, a-t-on indiqué dans la délégation française après des entretiens jeudi 11 octobre à Téhéran avec le premier vice-président iranien, M. Hassan Habibi. On a noté particulièrement *« la fermeté de l'Iran quant au respect de l'embargo »*. M. Fauroux, arrivé dans la capitale iranienne mercredi pour une visite de quatre jours, a également souligné la nécessité d'un règlement des vieux contentieux franco-iraniens, liés a ce qu'on appelle *« le milliard d'Eurodif »*. – *(AFP.)*

□ **Explosion d'une fusée soviétique au décollage.** – Une fusée soviétique Zenit, utilisée pour placer des satellites en orbite, a explosé le 4 octobre, quelques secondes après son décollage de Baïkonour (Asie centrale), endommageant l'un des deux pas de tir du centre spatial, a rapporté jeudi 11 octobre l'agence Tass, qui précise que l'explosion n'a pas fait de victime.







Le Monde

SANS • VISA

L'Amérique en salle d'attente

Entre 1892 et 1954, seize millions de candidats à la citoyenneté américaine sont passés dans les tourniquets du centre d'immigration d'Ellis Island, *dans le port* de New-York. Restauré, le bâtiment est devenu musée. Voyage dans la mémoire à vif d'un pays qui a mille raisons de ne rien oublier.



Vers 1900, groupe d'immigrants quittant Ellis Island pour entrer aux Etats-Unis

HARLINGUE-VIOLLET

DÉFINITIVEMENT fermé en 1954, abandonné pendant trente ans aux vents salés et aux oiseaux de mer, l'édifice principal d'Ellis Island, construit en 1900 *dans un style inspiré de la Renaissance française*, brique rose à coins de pierre, vient, après sept années d'une restauration aussi coûteuse que minutieuse, d'être rouvert au public et aménagé en Musée de l'immigration.

C'est l'occasion d'un retour sur soi comme l'Amérique aime à les mettre en scène, comme elle l'a fait depuis longtemps en Virginie et en Pennsylvanie sur les champs de bataille de la guerre d'Indépendance ou de la guerre de Sécession. Rite d'identification par l'histoire d'une nation qui doit constamment renforcer, sinon inventer, son unité.

Musée de l'immigration en général, insistent ses responsables en présentant notamment une exposition sur le peuplement de l'Amérique qui ne veut oublier ni les *« natives »*, les Indiens, ni les *« slaves »*, les Africains importés de force, ni même les immigrés de la dernière vague, aussi nombreux (*10 millions dans la décennie 80*) que ceux qui participèrent à la construction des grandes villes et à l'industrialisation intensive au début du siècle.

Embarqués à Hambourg et à Cherbourg, à Naples ou à Dantzig, au Havre ou à Constantinople, après six ou dix jours d'Atlantique, l'Amérique, ce fut d'abord, pour ces futurs citoyens – 4 millions d'Italiens, 2,3 millions de juifs d'Europe de l'Est, notamment, – une escale pleine d'incertitude et d'effroi, d'espoir et de larmes : Ellis Island. Longtemps, il a mieux valu pour un Américain avoir des ancêtres qui étaient descendus... du *Mayflower*. L'ancienneté du passage tenait lieu d'aristocratie : Anglo-Saxons, Blancs, protestants, les colons du dix-septième siècle constituaient la seule vague d'immigration dont on puisse se prévaloir.

Ellis Island, point de passage majeur du grand arrivage des années 1890-1920 (on estime que la moitié des immigrants entrés aux Etats-Unis y sont passés), personne n'aurait pensé à s'en vanter. Mais le temps a passé, les enfants et petits-enfants des « pauvres », des « harassés », des « foules entassées » (*« Give me your tired, your poor, your huddled masses »*, message d'Emma Lazarus inscrit sur la statue de la Liberté) sont devenus « quelqu'un ». Comme ce Lee Iacocca, Italien de la deuxième génération, président de Chrysler, chargé par Ronald Reagan de recueillir des fonds privés auprès des entreprises et des particuliers : plus de 330 millions de dollars qui auront servi à restaurer Miss Liberty (pour son centenaire en 1986) et aujourd'hui, symbole plus complexe, Ellis Island.

« Misérable rebut de rivages surpeuplés », *« sans-abri ballottés par la tempête »*, ces *« masses avides de respirer librement »* pour qui la statue *« lève sa lampe près de la porte d'or »*, n'étaient pas, en débarquant sur Ellis Island, au bout de leurs peines. Le navire de la Hamburg-Amerika Line ou de la French Line qui les avait transportés avait été inspecté dans l'avant-port de New-York, les malades contagieux avaient déjà été transférés dans l'île de la *Quarantine*, les douaniers avaient fait leur travail et les passagers de 1re et de 2e classe allaient être conduits là où famille et amis les attendaient, sur les vrais quais du vrai port, à Manhattan directement.

Les autres, Ukrainiens chassés par la famine, Russes blancs fuyant les rouges, juifs de Pologne fuyant les massacres, Arméniens décidés à échapper aux gendarmes de Mustapha Kemal, Siciliens sans terre, qui avaient traversé l'Atlantique dans les soutes ou sur le pont des 3e classe, avec un ticket à 35 dollars envoyé par un parent déjà exilé ou acheté après des mois de privations, il leur fallait encore faire leurs preuves, subir l'ultime et fatal examen de passage.

A une question sur sa date de naissance que lui posait l'agent d'état civil, un homme répondit, en allemand : *« vergessen »*. J'ai oublié. Désormais, il s'appellerait Ferguson, lui et toute sa famille après lui. C'est l'une des mille histoires de l'émigration que l'on peut entendre, celle-ci racontée par un visiteur, lui-même arrivé enfant de Tchécoslovaquie.



Emigrés, réfugiés, otages de la misère ou cibles de violences, de persécutions, de l'intolérance... Cette histoire-là continue. Et il faut le sépia du temps pour donner une coloration romantique, pour estomper l'émotion devant ce qui ne fut pour personne, pas plus hier qu'aujourd'hui, un voyage d'agrément.

Car ce qui chasse des paysans de leur terre, des familles entières hors de leur village, vers un ailleurs meilleur, n'est jamais un détail. *« Aller en Amérique, c'était comme partir sur la lune »*, se souvenait une petite fille juive émigrée de Russie, Golda Meir, dans des *Mémoires* qui racontaient le destin d'une femme qui accomplirait encore un autre « voyage », celui de la création de l'Etat d'Israël.

« Alors ils comprirent que le pays qui les avait vus naître ne pouvait plus être leur patrie, et un seul cri s'éleva de la foule : America ! », a raconté un survivant des pogroms du début du siècle en Europe orientale. *« America ! America ! »*, cet élan, c'était le titre du film d'Elia Kazan, l'histoire de l'enfant grec qu'il fut, fuyant les persécutions turques et s'embarquant avec risques et périls vers une terre de libertés.

Mais voilà. Si l'Amérique demandait, voulait de la main-d'œuvre, elle la préférait saine de corps et d'esprit. Les motifs d'exclusion affichés successivement par les différentes lois sur l'immigration sont disparates mais éloquents : si en 1875, la loi refoulait *« les bagnards, les prostituées et les coolies »*, en 1903, elle ne voulait ni *« épileptiques »*, ni *« mendiants professionnels »*, ni *« anarchistes »*.

Les quotas par pays d'origine (en 1921, 3 % de la population déjà représentée ; en 1924, un contingent total bloqué à 165 000 par an qui ne sera aboli qu'en 1965) coïncideront avec les mouvements de protestation et de xénophobie sur un thème – *« l'Amérique aux Américains »* – qui ne manque pas d'humour, au second degré naturellement. C'est le versant sombre de l'histoire de l'île qui servit également, pendant les périodes troublées, de prison politique, de centre de détention pour les étrangers suspects, espions, communistes avant leur déportation.

Pendant toutes ces années, New-York ne sera pas le seul port d'entrée, mais de loin le plus important, recevant chaque année dix fois plus de réfugiés que Boston ou Baltimore par exemple. Et à New-York, Ellis Island où passeront entre 1892 et 1924 douze millions de personnes, plus de seize millions si l'on compte aussi la période suivante, jusqu'à la fermeture en 1954. Des calculs savants ont fait dire que cent millions de *US citizens*, soit 40 % de la population du pays, auraient un parent qui serait passé par là. Deux cent mille personnes en tout cas ont envoyé les 100 dollars de contribution pour que leur nom soit inscrit sur un « mur de l'honneur ». Et vingt millions d'Américains ont contribué à la collecte des fonds pour la restauration.

La situation du lieu est si hautement symbolique qu'il est relativement facile d'imaginer ce qu'ont pu éprouver ces millions d'errants, si près du but. En se tournant d'un côté, à quelques centaines de mètres, ils voyaient la statue de la Liberté ; de l'autre côté, à 1,5 kilomètre à peine, la ville, la pointe dense et active de la cité, la silhouette de Manhattan à travers les fumées blanches des steamers, les chassés-croisés des remorqueurs, les cheminées crachant du noir, et la nuit, toutes fenêtres allumées, le plus beau paysage urbain du monde apparaissait à ces malheureux, à portée de volonté, paradis offert, ou, qui sait, bientôt refusé.

De ceux qui n'ont passé là que quelques heures (trois à cinq heures pour 80 % d'entre eux), simple formalité, la chronique n'a pas gardé grande trace. Mais les récits abondent de familles séparées, d'enfants malades retenus plusieurs semaines dans l'hôpital voisin, d'indésirables rembarqués sur les mêmes navires (250 000 personnes en tout) après avoir en vain tenté de convaincre jurys, médecins ou fonctionnaires.

Même s'ils ont perdu, au cours d'une restauration très aboutie, un peu « clinique », la charge émotive que le temps, la poussière et l'abandon total (vitres brisées, lits rouillés, matelas défoncés, sanitaires déglingués) leur avaient donnée, les bâtiments rouverts au public en septembre lui permettent de parcourir l'itinéraire des arrivants.

Débarquant du ferry de la Circle Line, les visiteurs font sans le vouloir office de figurants et donnent à la « salle des bagages » du rez-de-chaussée, où n'est montré qu'un amas de baluchons, de malles, de paniers et de valises antiques, le bruit et l'animation désordonnée qui devaient régner là à l'arrivée d'un nouveau contingent hagard et désemparé.

Accueillir, impressionner aussi, tel était le but de cette architecture, à l'époque des banques, des palais de justice et des gares. Telle est aussi la raison de l'intérêt qu'ont porté à sa rénovation les autorités qui en sont propriétaires (le *National Park Service, c'est-à-dire l'Etat*) avec l'apport des fonds privés, pour réaliser, au pays des superlatifs, la *« plus grande restauration jamais entreprise dans ce pays »*.

La plus chère aussi : 156 millions de dollars, soit plus de 800 millions de francs. Cette restauration a été confiée à d'excellents spécialistes, les architectes Beyer, Blinder et Belle de New-York, et Jim Alexander, de Boston, qui ont mené les recherches archéologiques et techniques pour donner à l'endroit tout le prestige d'un monument national. Le morceau de bravoure est la grande salle du premier étage, 20 mètres de *haut, 50* mètres *de long*.

Michèle Champenois

Lire la suite page 22

AU SOMMAIRE

COUP D'ŒIL

On starte à quelle heure ?

LA jeune employée égyptienne du comptoir d'Air France au Caire, déjà remarquable avec ses cils barbelés et ses bandeaux romantiques retenus sur la nuque par un simple ruban noir, a soudain utilisé un mot inconnu : « surlocation ».

La petite surprise passée, les trois ou quatre clients attendant se sont regardés : ce terme banal et neuf s'insérait décidément mieux que l'hybride *surbooking* dans le français clair et net de l'ancienne élève de Notre-Dame-des-Apôtres de Sakakini ou des franciscaines de Marie de l'île de Zamalek.

Mais le charme sémantique s'est vite dissipé quand un homme d'affaires a questionné la mignonne : « *On starte à quelle heure ?* » « *Vous partez à 8 heures !* », a-t-elle répondu sans se démonter. Dans la file d'attente, on commençait à compter les points.

Et ça m'a rappelé quand, à Paris, téléphonant à Air Inter, je fais exprès de parler de billet « ouvert prépayé », m'attirant rituellement un « *Quoi ?* » courroucé suivi d'un assez méprisant : « *Vous voulez dire un* prepaid open ? »

Comme tout voyageur, j'ai dû, depuis longtemps, apprendre à distinguer entre le statut de *request* (place demandée), celui de *waiting list* (heureux inscrit sur la liste d'attente) ou de *stand by* (embarquement à la dernière minute, s'il reste de la place). Dans cette jungle anglo-saxonne, survit encore « confirmé » au cas, bien sûr, où il n'y a pas eu d'*overbooking* plus connu sous son diminutif hexagonal de *surbooking* (surlocation).

Néanmoins, le « voyagiste » a presque complètement détrôné le *tour operator* même apprivoisé en « tour-opérateur ». Encore que le patron parisien d'une compagnie touristique m'a fait sentir mon ignorance avec un péremptoire : « *Il ne faut pas confondre le voyagiste, qui est un fabricant de voyages, avec le* whole-saler, *grossiste en voyages...* »

Je n'ai pas demandé d'explications d'autant plus que ce « manageur » (ex-*manager*) n'avait pas su me dire pourquoi OK – cette ténébreuse corruption de *all correct* en *oll korrect* – était souvent remplacée, dans le langage informatisé des voyagistes à la page, par KK (le cas échéant, prononcé tantôt *kiki*, tantôt *kaka*...).

La néologie avance quand même quelques pions quand les excès linguistiques dépassent le taux de laideur acceptable. C'est ainsi que *piggyback traffic*, synonyme de *rail-road transport*, a calé, semble-t-il, devant « ferroutage » (combinaison de transport par rail et route), nouveau-né bien franchouillard, parrainé par deux ministres, Lionel Jospin (éducation) et Michel Delebarre (équipement) dans un *Journal officiel* d'août 1989.

Mais qui aura la bonté de nous débarrasser du *caterer*, fournisseur de nos tristes plateaux aériens, lesquels seraient peut-être un peu plus appétissants si leurs auteurs revenaient à leur identité originaire de « traiteurs ». Mais il en est sans doute du *catering* comme du *casting*, l'ex-distribution (cinématographique) : pourquoi rester compréhensible quand on peut embrouiller le pékin ?

DOLCE



LA rue, heureusement, en notre siècle où l'*homo movens* a besoin chaque jour de termes nouveaux, n'hésite pas à intervenir, généralement en simplifiant : à Paris, un chauffeur d'autocar se définit de plus en plus souvent comme « autocariste » et en Alger, depuis belle lurette, les chauffeurs de taxi ont préféré se raccourcir en « taxieurs » plutôt qu'en *taximen*.

L'inventivité francophone ne s'arrête pas, en effet, aux demoiselles bien éduquées de l'agence cairote d'Air France. Au Niger, quand on n'a pas le sou, on prend volontiers « le train onze » puisque deux « 1 » symbolisent bien les jambes du marcheur. Et dans une bonne partie de l'Afrique noire, on ne vous demande pas si vous partez en vacances mais, tout bonnement si vous « vacancez » (sur le modèle de « cadeauter », faire un cadeau, ou d'« ambiancer », mettre de l'ambiance).

Méfiez-vous quand même des « dibiteries », le long des routes sénégalaises, où on ne vous débite ni essence ni limonade mais du *dibi*, viande grillée en ouolof... De même que les « dépanneurs » ouverts le dimanche dans les coins les plus reculés du Québec ne dépannent pas les automobiles mais les automobilistes en manque de... bière ou de cigarettes. Ce bien trompeur Québec où les « vire-capots » ne doivent rien aux voitures (par ailleurs souvent encore nommées « chars ») puisqu'ils sont de vulgaires retourneurs de vestes, étant entendu qu'au Canada français, le capot est un manteau masculin militairement désigné chez nous comme « capote ».

A propos de chars, on peut désormais, avec l'autorisation des autorités politiques et linguistiques françaises, québécoises et wallonnes, agissant au nom de tous les francophones, écrire « charriot » avec deux r puisque « charrette » les arbore de toute éternité. Tant qu'à faire n'aurait-on pas dû aligner « charette » sur « chariot » ? Cela a sans doute été jugé simpliste par nos linguistes. Il est vrai qu'ils ont en revanche enfin débarrassé « relai » d'un s aussi inutile que l'ancien f final de clé...

A l'heure des voyages intercontinentaux quotidiens *via* la télévision, il n'y a pas que les noms communs du lexique des déplacements qui s'anglicisent, s'exotisent, se néologisent, se simplifient ou s'absurdisent : pour rester dans l'actualité chaude, relevons que le *chott*, ce rivage salé et arabe rencontré vers 1860 au cours de notre aventure nord-africaine, s'est illogiquement transformé en *shatt* (pourtant toujours arabe) au fond du golfe Persique. Sans doute encore un coup de nos anglomanes qui ont déjà fait « saoudite » l'« Arabie *séoudite* », pays d'Ibn Séoud (le *Journal d'Egypte* parle, lui, depuis longtemps de la « *Séoudie* ») et ont transformé le port de Yanbo en Yanbu...

Mais le plus cocasse est ce *Koweït-City*. Alors que la langue française distingue très bien si l'on est *à* Koweït (ville) ou *au* Koweït (pays), sur le modèle *du* et *de* Québec (pour la ville les anglophones doivent dire *Quebec-City*). Qu'on écrive carrément *Kuwait City* ou alors qu'on laisse « Koweït » tranquille !

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

► **La collection « Le français retrouvé », aux éditions Belin, publie régulièrement des ouvrages très vivants permettant de se tenir au courant des hauts et des bas du français hexagonal ou ultramarin. Voir notamment *le Trésor des mots exotiques*, de Jean-Paul Colin, *le Français écorché*, de Pierre-Valentin Berthier et Jean-Pierre Colignon, ou encore *les Mots de la francophonie*, de Loïc Depecker. D'autre part, l'Association pour promouvoir le français des affaires (278, rue de Sandillon, 45590 Saint-Cyr-en-Val) publie régulièrement des listes de néologismes ayant trait, entre autres, au voyage. La III[e] Journée du français des affaires se déroulera à Paris jeudi 18 octobre (renseignements au 38-76-24-05).**

ESCALES

A « Saint-Pétersbourg »

Quand l'URSS se démocratise, La Fugue accumule les privilèges. Si le voyage c'est aussi une manière de prendre le monde à rebours, il est difficile de faire mieux. A Leningrad, on offre dans une seule brassée les livres de Voltaire et la musique de Chostakovitch, une soirée au Kirov et un souper au palais Youssoupov, un concert Tchaïkovski au Théâtre de l'Ermitage et un souper dans le foyer. Une journée décalée dans ce qui fut Saint-Pétersbourg et la visite obligée de l'immense Ermitage et de Pavlovsk, du palais Pouchkine et du grand palais Catherine. La bibliothèque Saltykov-Chtchedrine est l'une des plus grandes au monde. Elle contient celle de Voltaire (plus de sept mille volumes) et une partie des archives de la Bastille, ce qui permet une plongée dans le monde de l'Encyclopédie et dans ses conséquences immédiates. Les plaisirs de la table ne sont pas négligés : déjeuner au Café littéraire, pique-nique dans un parc et dîner au son grêle de la balalaïka classique et nostalgique. Hébergement privilégié enfin dans une des résidences d'Etat située sur une île à quelques minutes du centre. Ces week-ends sont prévus du jeudi au dimanche, pour des particuliers ou pour de petits groupes. Ils sont proposés jusqu'à juin 1991 à partir de 20 000 F.

► **La Fugue, 32, rue de Washington, 75008 Paris. Tél. : 43-59-10-14.**

Retour aux Pays-Bas

Rentrée artistique en force aux Pays-Bas avec trois expositions d'importance. Au Mauritshuis de La Haye, jusqu'au 13 janvier prochain, « Les maîtres hollandais des Etats-Unis » : quelque soixante-quinze tableaux illustrant l'art des Pays-Bas au dix-septième siècle et provenant de collections publiques et privées américaines. Occasion de renouer avec Rembrandt, Vermeer dont on admirera la *Femme écrivant une lettre*, Frans Hals et aussi Pieter de Hoogh, Jan Steen et Willem Van de Velde. Au Noordbrabants Museum d'Hertogenbosch (Bois-le-Duc) une « Fête de couleurs » présentera, jusqu'au 25 novembre, une centaine de toiles d'artistes post-impressionnistes. A Rotterdam, l'exposition « La ville interdite » a trait à la vie de cour sous le règne des empereurs de Chine, de 1644 à 1911. Un grand nombre d'objets seront présentés au Musée Boymans-Van Beuningen jusqu'au 25 novembre. L'office du tourisme de Rotterdam (tél. : (19) 31-10-413-60-00) propose une nuit avec petit déjeuner, l'entrée à l'exposition « Ville interdite » et au film *le Premier Empereur de Chine*, pour 270 F ou 340 F ; Images du monde (7, bd Saint-Marcel, 75013 Paris, tél. : 47-07-12-65) annonce un forfait comprenant le tour des trois expositions et de quelques lieux essentiels : Musée Frans-Hals à Haarlem, Amsterdam, Delft (du 1[er] au 4 novembre, 2 850 F par personne en chambre double et en car, tout compris). Le Tourisme français (96, rue de la Victoire, 75009 Paris, tél. : 42-80-67-80 et agences de voyages) consacre trois jours au Mauritshuis, à Anvers et à Bruxelles (départs les 26 octobre, 9 et 16 novembre, 2 550 F par personne en chambre double, tout compris). FNAC Voyages (136, rue de Rennes, 75006 Paris, tél. : 42-22-19-55), pour sa part, propose une après-midi à Amsterdam, un concert du Concertgebouw et la visite de l'exposition du Mauritshuis (les 10-11 novembre et 1[er]-2 décembre prochains, de 2 000 à 2 300 F par personne).

D'un marathon l'autre

Le 4 novembre prochain, ils seront près de 25 000, venus de 80 pays, à s'élancer du pont de Verrazzano pour rejoindre Central Park, après une course de plus de 42 km. C'est le fameux marathon de New-York, qui, cette année, se courra... sans vous. A moins que vous ne soyez déjà en possession du précieux dossard. En vous étant, par exemple, inscrit à l'un des voyages organisés à cette occasion par quelques tours-opérateurs français, dont Nouvelles Frontières, Sport Travel ou Uniclam.

A ce niveau, la « course » commence dès le mois de mars, voire bien avant. En attendant, pour vous consoler, ou pour vous

DEPARDON/MAGNUM



Le marathon de New-York

mettre en jambes, Uniclam (63, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris, tél. : 43-29-12-36) programme la première d'une série de randonnées destinées à associer le plaisir de courir à celui de découvrir. Terrain choisi, l'Afrique, plus précisément la Casamance, desservie par un charter, *via* Banjul, en Gambie. Deux courses sont organisées chaque jour, l'une le matin, l'autre en fin d'après-midi. Au total, de 12 à 25 km, à parcourir à son rythme et selon son envie. A travers savane, forêts, rizières et palmeraies ou le long des plages. A votre service, véhicules d'assistance et guides expérimentés. L'hébergement se fait en cases typiques, à l'exception de trois nuits en hôtel. Deux départs par mois, de novembre à mai. Un jogging qui coûte 5 990 F ou 6 370 F par personne (neuf jours), selon les dates choisies, pour un minimum de quatre participants.

A bord d'un cinq-mâts

Lancé en janvier 1990 au Havre, exploité ensuite aux Antilles puis en Méditerranée, le bateau du Club Méditerranée, le *Club Med I*, vient de regagner son port d'attache hivernal d'où il croisera, jusqu'au 4 mai, dans les Caraïbes. Au programme, deux croisières d'une semaine, au départ de Fort-de-France. L'une vers le nord, dans les îles Vierges, avec escales aux Saintes, à St-Barth, à Virgin, Gorda, Jost, Van Dyke, St-Thomas et St-Kitts. L'autre vers le sud, à travers les Grenadines, avec escales à Bequia, Tobago-Cays, Grenade, la Barbade, Mayeiro, Mustique et Sandy-Island. Avec la possibilité d'enchaîner l'une et l'autre.

Plus grand paquebot à voile du monde (un cinq-mâts de 187 mètres), ce bateau à dimension humaine (400 passagers), qui allie la poésie de ses sept voiles à la technologie la plus sophistiquée (les commandes sont assistées par ordinateur), est assurément l'un des plus beaux yachts du monde. Grâce au confort de ses cabines climatisées avec vue sur l'océan, les plus spacieuses du genre avec leur 18 m² et les mieux équipées avec télévision, mini-bar, téléphone et room-service. Grâce aussi à son faible tirant d'eau qui lui permet de mouiller près des côtes et des plages.

Il en coûte, selon la date de départ, entre 8 400 F et 15 400 F par personne, plus l'avion aller-retour de Paris, soit de 3 650 F à 5 700 F par personne. (Réservations : 42-96-10-00).

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard

TELEX

Les records de Van Gogh. Combien d'entrées aux musées Van Gogh à Amsterdam et à Kröller-Müller à Otterlo, entre le 30 mars et le 29 juillet dernier ? Un million deux cent cinquante mille : huit cent mille pour les peintures, quatre cent cinquante mille pour les dessins. En tête, les Français avec 130 000 visiteurs, suivis de près par les Belges (129 000). Ensuite les Allemands de l'Ouest (80 000) et les Italiens (55 000). Cette exposition célébrait le centenaire de la mort du peintre.

La Sierra-Leone à 5 h 40 de Paris, avec l'inauguration, le 28 octobre, par Sierra National Airlines, d'un vol direct, en Airbus A-310, à destination de Freetown. A cette occasion, l'Africana Tokey Village (tél. : 44-40-20-00), l'un des fleurons hôteliers locaux, propose, jusqu'au 15 décembre, un séjour d'une semaine pour moins de 6 000 F en demi-pension.

San-Francisco n'est plus desservi que quatre fois par semaine (les lundi, jeudi, vendredi et dimanche) en vol direct par une compagnie française (UTA), après l'abandon par Air France de ses trois dessertes hebdomadaires. A l'exception de celui du lundi, tous ces vols se poursuivent ensuite vers Tahiti.

Vaclav Havel, président de la République tchécoslovaque, ouvrira le 28[e] Congrès annuel de l'Association internationale de l'hôtellerie (AIH) à Prague, du 28 octobre au 2 novembre. Un signe de l'importance que les responsables tchèques accordent à l'hôtellerie, secteur-clé du développement touristique dans ce pays. « Partenariat pour le progrès », tel est le thème d'un congrès qui entend resserrer les liens avec les professionnels de l'Europe de l'Est.

Le tourisme urbain à l'honneur à Rennes, où se dérouleront, les 15 et 16 novembre, des assises européennes concernant quatorze pays. Sont attendus dans la capitale bretonne plus de 300 participants, représentant 200 villes françaises et européennes.

Dieppe tonique

De la pluie enfin ! Promenade à deux sur la grève normande et plateau de fruits de mer pour le dîner. Très sain. Mais où aller trouver tout cela ? Pas dans un refuge trop convenu. Alors à Dieppe, tout naturellement.



LIN DELPIERRE

DIEPPE, en automne, n'a pas, à proprement parler, des allures de station balnéaire. Les passagers de l'été sont depuis longtemps repartis vers leur dur boulot mériter des congés payés qui leur permettront de replonger dans l'eau glacée de leurs futures vacances. Restent les Dieppois, quelques grosses poignées de Britanniques qui essaient de traduire correctement *« Keep your right »* pour ne pas se jeter dans le décor, et des couples solitaires, fous d'ennui et de bonheur mouillé, hésitant entre le retour immédiat et l'attente improbable d'une éclaircie.

On ne va pas à Deauville ou au Touquet pour reprendre du poumon et des couleurs sous le souffle bienveillant des paquets de mer et d'un noroît d'outre-Manche. Non, plutôt pour s'envoyer une ligne d'embruns, tôt le matin, quand on sort d'une virée parisienne un peu chaude et que la bande a décidé d'aller faire fondre de l'Alka Seltzer dans les réserves de Vichy du barman d'un palace ami. Dieppe, c'est plus rugueux. Ça gratte comme un pull de marin, on voit des chalutiers qui rentrent du poisson à peine mort plein les cales. On mange des frites. Au-dessus des bruits de chaînes et des ronflements du ferry, on entend des cornes de brume ouatées et très lugubres. Le décor est modeste, mais à 160 kilomètres de Notre-Dame, on ne peut pas réclamer le dispositif scénique de Valparaiso.

Le passé, que plus personne n'ose évoquer de peur d'y perdre encore un peu plus de souvenirs, *nous montre une ville active*, installée sur les appuis d'une bourgeoisie sérieuse, pratiquante et tournée vers la mer. Deux gloires locales ont fixé la vocation : Jean Ango (1480-1551), armateur au long cours et soutien de François Ier dans sa lutte contre l'Anglais, et Abraham Duquesne, marquis, amiral-major reconnu par l'Histoire comme l'un des plus fins régatiers dans les affrontements maritimes de la guerre de Trente Ans.

Sans oublier un événement d'importance, au milieu du dix-septième siècle : le départ pour la Nouvelle France d'un contingent *d'hommes et de femmes du* cru qui vont tenter, en sautant l'Océan, de devenir canadiens. Ces mêmes Canadiens, si l'on ose dire, qui, en août 1942, le 19, reviendront témoigner de leur gratitude en se faisant tailler en pièces dans une opération de débarquement-test, répertoriée au registre des « coups pour voir » sous le nom de code de « Jubilee ». Stratège et metteur au point de l'exercice : lord Mountbatten. Huit cents morts.

Port où résonnait davantage le sabot du pêcheur batave que la sirène des grands steamers, Dieppe s'est longtemps réfugiée dans l'exotisme du trafic bananier, qui apportait à l'endroit l'estampillage d'une odeur forte venue des tropiques, mêlée à *celle, plus locale, du mazout* mariné à l'eau de mer. Le folklore n'avait pas à en souffrir. Ils étaient nombreux, les mauvais lieux où l'on pouvait, pour pas cher, se faire raconter de grossiers mensonges par des loustics surtatoués natifs du pays de Caux.

Au Melody's, par exemple, pas loin de la gare maritime, où se retrouvaient toute une population de traîneurs de quais et de navigateurs en escale, c'étaient des dames qui tenaient l'orchestre. Strictes de décolleté, l'accordéon maîtrisé au plus juste, elles lançaient des valses lentes sous les hourras de matelots à casquette, rivés de bière à leur table, qui laissaient docilement *les hommes encore valides* s'élancer sur la piste pour serrer de près un maigrichon public d'anciennes rosières entrées dans la carrière.

Secrètement, ils attendaient le quart d'heure strip-tease de Geneviève. Geneviève, une artiste tout à fait véritable, blonde, normande en diable, gentille comme tout quand elle venait se poser sur leurs genoux, papillon des champs dans la nuit, la cuisse offerte.

Derrière le bar, il y avait Madame Raymonde, une dure, la main leste toujours en alerte pour redresser la barre quand ça tournait vinaigre. Avoir une mauvaise réputation à tenir n'est pas une sinécure, et cette taulière le savait qui ne laissait à personne le soin de faire sa publicité.

Moins extrême, le café des Tribunaux, sur la place du Puits-Salé, cliquetait sous l'ivoire des dominos en attendant une clientèle délurée qui confondait la Grande-Rue avec le boulevard Saint-Germain et les bardes locaux avec les reconnus de chez Gallimard. C'était une ville de province avec un quartier haut et un quartier bas, une ville qui se souvenait avoir vu débouler les joyeux estivants des trains de plaisir et les ahuris de 36, pressés de sauter dans la vague au cas où on leur reprenne la permission de ne plus avoir en tête, durant douze jours, d'autres préoccupations que de retenir le mot vacances et de dévorer des moules marinières l'âme en paix.

Tout ça a un peu pâli sous la couleur du temps, mais ce petit bout du monde aimable et proche mérite encore parfaitement qu'on vienne se frotter à la craie de ses falaises et trébucher sur la rogue parure de ses galets.

Lieu sans pièges, ni vices, ni arnaques affirmés, il serait plutôt reposant si ses visiteurs n'y débarquaient avec une trop vive envie d'y trouver ce qu'ils viennent y chercher : l'air marin, la brusque flamme des amours de bord de mer, et des plateaux de crustacés. Dévouée aux weekendeurs d'arrière-saison, Dieppe les berce dans l'illusion que tout ici peut arriver. C'est un peu vrai, mais il est non moins vrai que les « délices de Capoue », par temps de mauvais grain normand, peuvent se révéler du plus haut scabreux pour peu qu'on ait oublié les bonnes chaussettes à se mettre aux pieds. C'est court, un week-end. Tout un art. Un œil de travers et ça dérape vers le glacial, vers des mutismes longue distance à jamais pouvoir rattraper.

En cela, Dieppe, et c'est son charme, vous offre de multiples occasions de tester la sonorité de votre sang-froid en face de l'imprévible-prévisible qui ne manquera pas d'arriver. Du vacarme des vagues, dans une chambre trop exposée, à la cuisson des bigorneaux, la route est longue où vous pourrez vous exprimer. Un voyage dans cet endroit, c'est toujours du sport, mais on n'en sort jamais vraiment tout à fait déprimé.

Jean-Pierre Quélin

Guide

● Dieppe s'accroche avec énergie à sa réputation : « Poisson dieppois, poisson de choix. »

Mais la formule ne suffit plus. Si proche de la région parisienne et même de Brighton, la riche et puissante cité anglaise qui lui fait face de l'autre côté du Channel, Dieppe se prend à rêver de l'autre Normandie, la Côte fleurie, Deauville, Cabourg...

Dieppe a pourtant de la passion qui coule dans les veines, celle qui transforma l'ivoire et les épices que ses navigateurs commencèrent à rapporter dans leurs cales à la fin du dix-neuvième siècle. Poivre, safran, muscade, canelle, gingembre, ont inondé l'arrière-pays et des villes voisines comme Fécamp, où le moine Vincelli a élaboré l'élixir devenu aujourd'hui bénédictine. L'ivoire d'Afrique a, lui aussi, été débarqué à Dieppe pendant plusieurs siècles pour y être travaillé.

Le premier témoignage de ce passé, on le retrouve au château-musée de Dieppe, forteresse du quinzième siècle, dominant la plage sur un flanc de la falaise de l'ouest. La collection d'ivoires est sans doute la plus importante en Europe. Les pièces les plus touchantes : les Quatre Saisons, personnages datant du dix-septième siècle (1).

A 8 kilomètres à l'ouest de Dieppe, Varangeville-sur-Mer est un point de passage pratiquement obligé. Du parc floral des Moutiers, avec ses allées bordées de rhododendrons et d'azalées, on passe, en quelques centaines de mètres, au cimetière marin dominant la Manche. Au milieu des tombes de célébrités, dont Georges Braque, la chapelle semble s'accrocher à la craie argileuse alors qu'inexorablement la falaise recule et s'effrite sous ses fondements. Dans l'édifice religieux, ouvert trop irrégulièrement au public, les vitraux de Braque se fondent dans une multitude d'ex-voto d'artistes locaux.

Au-delà de Varangeville-sur-Mer, Veules-les-Roses – et son « plus petit fleuve côtier » de France, la Veules – s'inscrit dans la liste des valleuses caractéristiques du pays de Caux, qui plongent vers la mer. A Veules-les-Roses on s'arrête au restaurant Les Galets. Placé sous la direction de Gilbert Plaisance, le turbot y est grillé aux pleurotes au beurre rouge, le dos de saumon grillé au gros sel (2). A force d'imagination, Gilbert Plaisance a fait des Galets et de Veules-les-Roses l'une des étapes les plus gourmandes de la Côte d'Albâtre. Retour à Dieppe au Pollet, dans le quartier des pêcheurs, chez Guy Brachet en son restaurant La Mélie. Sa création : la marmite polletaise avec soupe et poissons. Mais il y prépare également la sole dieppoise, la blanquette de morue fraîche, le filet de barbue (3). ●

Étienne Banzet

(1) Château-musée de Dieppe, fermé le mardi.

(2) *Les Galets*, 3, rue Victor-Hugo, Veules-les-Roses. Tél : 35 97 61 33. Fermé le mardi soir et le mercredi.

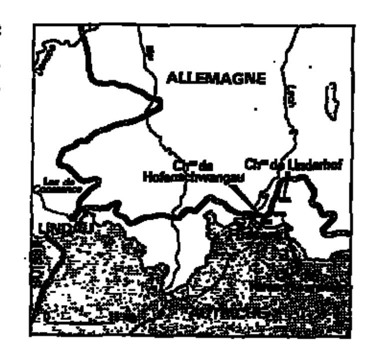
(3) *La Mélie*, 2, Grande-Rue-du-Pollet, Dieppe. Tél : 35 84 21 19.





Louis II roi-operator

Qu'est-ce qui fait courir le touriste vers les folies de Louis II de Bavière ? Deux spécialistes : Bernard Oudin, auteur d'un *Dictionnaire des architectes*, et Pierre Combescot, biographe du roi, répondent : il n'a fait que devancer de soixante ans Walt Disney.



« Après avoir été accusé d'avoir dilapidé l'Etat, Louis II est désormais célébré comme le promoteur le plus avisé du tourisme bavarois : il y a plus d'un million de visiteurs à Neuschwanstein, chiffre supérieur à celui de Chambord. Pourquoi cet engouement ?

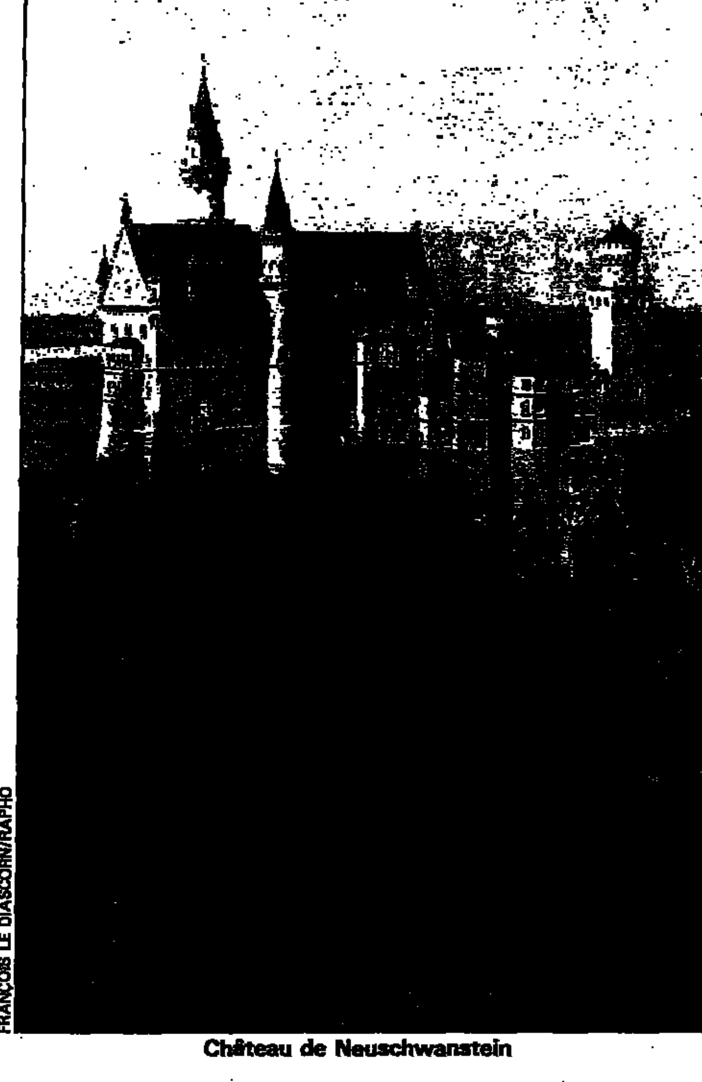
Bernard Oudin. – Parce qu'il ne fait pas « vrai ». Surtout en photo. On se dit que le cliché a été truqué. On pense à une gravure romantique, à une illustration d'un livre de contes de fées, au final scintillant d'un film de Walt Disney. Bref, on se demande comment cela a atterri au milieu des verts pâturages. On s'y bouscule aussi, bien sûr, à cause du mythe de Louis II et de Wagner, mais on se presse tout autant à Linderhof et à Herrenchiemsee, où la référence à la monarchie française l'emporte.

– Ces lieux ne semblent pas faits pour l'esprit mais pour exprimer la folie du voir. Tout y est jeux, décors pour briser – ou renforcer – une solitude.

– Oui, si l'on oppose l'esprit et le rêve, mais sont- ils antinomiques ? En tout cas, les châteaux de Louis II n'étaient pas des machines à habiter pour paraphraser Le Corbusier, plutôt des machines à rêver, des palais du facteur Cheval à grande échelle. De fait, le roi a fait dessiner la plupart de ces châteaux par un décorateur d'opéra, Christian Jank. C'est le domaine du fictif, de l'inachevé, du trompe-l'œil. Quant à dire que le roi était un solitaire, le mot est faible. Il faut l'imaginer se faisant donner des représentations d'opéra pour lui seul, se faisant éclairer la galerie des glaces d'Herrenchiemsee, construisant ses palais vides, sans reine, sans cour, retranché du monde, et pourtant, ultime paradoxe, toujours aimé du peuple.

– Y a-t-il un style Louis II qui serait la célébration du « néo » ?

– Non, vraiment pas, à moins que l'on considère le pastiche comme un style, Louis II a été incapable de fixer son choix sur un style particulier. Herrenchiemsee, réplique de Versailles, est classique, Linderhof baroque, Neuschwanstein néogothique. Et il y a aussi des parties néobyzantines à Neuschwanstein, un pavillon mauresque à Linderhof. Le château suivant, Falkenstein, devait être à nouveau gothique avec un peu de chinois. Cet éclectisme n'est pas propre à Louis II. Tout le dix-neuvième siècle est néo-quelque chose. L'Opéra de Paris peut-être, y échappe t-il, et encore... Il faudra attendre 1890 et l'Art nouveau pour voir surgir des formes vraiment novatrices, mais, vers 1870 et 1885, période à laquelle les châteaux ont été construits, l'influence de Viollet-le-Duc reste prépondérante, Louis II a d'ailleurs visité Pierrefonds et s'en est sûrement inspiré.


FRANÇOIS LE DIASCORN/RAPHO

Château de Neuschwanstein

– Après Louis II, en Europe tout au moins, le château neuf « clé en main » ne semble plus de mode. Les puissants ont la munificence plus discrète. Quand on en veut un, on l'achète avec son passé.

– En effet, il n'y a guère d'exemples à part quelques milliardaires – ces rois des temps modernes – comme Krupp avec sa villa Hügel à Essen. Ils sont moins rares en Amérique. L'exemple finalement le plus proche au vingtième siècle des châteaux de Louis II, c'est celui de San-Simeon, construit entre les deux guerres en Californie par le grand patron de presse William-Randolph Hearst, le citizen Kane du film de Welles. Cette extravagante construction a fini elle aussi comme attraction pour touristes. Parmi les chefs d'Etat récents, je ne vois guère que Hitler pour avoir sombré dans la démesure architecturale. Encore que ses projets concernaient plutôt sa capitale ou sa chancellerie que sa résidence. La mégalomanie hitlérienne est une mégalomanie moderne. Celle de Louis II est l'héritage de Louis XIV et de la monarchie de droit divin.

– Peut-on faire un parallèle entre Neuschwanstein et Yamoussoukro ? Existe-t-il encore aujourd'hui une architecture « dédiée » à sa personne par l'intermédiaire de la religion ou du peuple ?

– Heureusement. Valéry disait à peu près – je cite de mémoire – que le monde vaut par les extrêmes et vit par les moyennes. Pour notre fascination, il y a toujours eu et il y aura toujours une folie bâtisseuse, des temples élevés à sa propre grandeur par l'intermédiaire d'un alibi quelconque. La sépulture – la sienne ou celle d'un être cher – nous a valu pas mal de monuments géants, des Pyramides au Taj-Mahal. La religion est un alibi et vous avez raison d'ajouter le peuple. Aujourd'hui, par exemple, les grands chantiers parisiens ont une fonction utilitaire et collective. N'empêche qu'on les appelle *« les chantiers du président »*. Personne ne s'y est trompé. Quant à Yamassoukro, le parallèle est évident. Je ne parle pas de l'esthétique, qui est un autre problème, mais de la frilosité des catholiques à ce sujet. On n'entend que des critiques sur l'argent gaspillé. On croirait entendre les récriminations des ministres de Louis II.

∴

– Vous avez remis Louis II à la mode en France.

Pierre Combescot. – Lorsque Visconti, obsédé par la Germania, a décidé il y a vingt ans de faire un Louis II au cinéma, cela a rencontré des échos chez nous. Les meilleurs supporters de Bayreuth ont toujours été les Français. Or Louis II a été l'un des fondateurs de Bayreuth. Il y a donc eu fusion d'images entre Louis II et Wagner. J'ai un peu précédé la lancée du film en sortant un livre.

» Je pense aujourd'hui que la grande biographie de Louis II reste à faire. Ce n'est pas moi qui ouvrirai les rapports d'autopsie comme si on disséquait son cadavre une seconde fois, savoir si c'était un roi vierge ou pas, s'il avait connu ou non les hommes : cela m'ennuierait. Il faut un historien. Moi, c'est la futilité et la fragilité du personnage qui m'intéressent.

» A une époque où tout s'industrialise, où les Krupp font fortune, il y a un homme qui construit des châteaux et réalise des contes de fée, en vivant les grand mythes allemands. Il est dans une période trop prosaïquement un réservoir de rêves. C'est un luxe qu'aucune société ne peut se permettre. En réalité, il était parfaitement conscient qu'il était face à Bismark le dernier roi éclairé de cette bonne Allemagne dont parle Victor Hugo. Il est peut-être le dernier grand prince français allemand, le frère de la Palatine...

– Qu'est-ce qui fait courir le public vers ces châteaux ?

– Le mauvais goût, comme à Disneyland. Il n'y a pas grande différence entre Neuschwanstein et le château de Blanche-Neige. C'est la même construction rapide, bâclée, comme en font tous les déments du bâtiment. Versailles aussi est très mal construit. Louis XIV construisait le plus vite possible pour pouvoir y habiter le plus vite possible et en mettre plein la vue à toute l'Europe. Louis II voulait ses châteaux le plus vite possible pour pouvoir vivre sa folie. Les châteaux ne sont que les décors du théâtre de sa vie. Il s'est donné la comédie tout le temps. Il n'y a pas personnage plus pirandellien : il cherchait la réalité dans le théâtre, le théâtre dans la réalité. il ne savait plus très bien lui-même.

– Son délire du bâtiment, de la représentation, était tel que peu avant d'être interné, voulant construire un super Neuschwanstein – le fameux Falkenstein – et ayant mis toutes les caisses de l'Etat à sec, il mijota, c'est vous qui le racontez, d'en faire un refuge et, carrément, de vendre la Bavière.

– Oui. Il est le comble de l'histrionisme. Il était en représentation de lui-même. le maître d'une cour sublime dont le seul desservant est le roi lui-même. C'est exactement le thème du Graal. Parsifal est le desservant du Graal et son propre desservant.

– Mérite t-il une postérité architecturale ?

– Non, c'est sans esprit, complètement calqué. c'est la reconstitution la plus plate. Le facteur Cheval, lui, était inventif : il a bâti son tombeau. Ce sont ses châteaux qui ont tué Louis II : il n'aura de repos qu'au jour où l'on sortira sa dépouille de la tombe des Wittelsbach pour la déposer dans la chapelle de Neuschwanstein. C'est là qu'il doit être. Un acteur doit mourir en scène. »

Propos recueillis par
Régis Guyotat

▶ A noter, parmi les manifestations organisées par l'association culturelle Paris et son histoire (tél : 45-26-26-77), dans le cadre d'un cycle consacré au patrimoine des deux Allemagnes, une conférence de Marc Meunier-Thouret sur « les châteaux fous d'un roi de légende : Louis II » et « les châteaux raffinés d'un roi de fer : Frédéric II ». Le mardi 23 octobre, à 15 heures, à la salle Notre-Dame-des-Champs, 92 bis, bd du Montparnasse, 75014 Paris. Prix des places pour les non-abonnés : 75 F. Etudiants : 35 F.

L'Amérique en salle d'attente

Suite de la page 19

Autre morceau de bravoure, la très belle voûte que des artisans catalans, les Guastavinos, tapissèrent en 1918 de trois épaisseurs de tuiles vernissées : *« On les a toutes vérifiées une à une*, dit John Belle. *Et il n'y en avait qu'une dizaine à changer. »*

La seule « recréation » qui ait été autorisée est celle de l'escalier, reconstruit dans un style neutre (les documents de référence n'ont pas été retrouvés) à l'exact emplacement et sur l'exacte volée de ce qui fut pour les immigrants la première épreuve puisqu'à leur insu les médecins postés en haut examinaient leur façon de le gravir et marquaient d'un signe à la craie sur les vêtements ce qui leur semblait mériter un contrôle : H pour le cœur (*heart*), L pour *lungs* (poumons), X pour les déficiences mentales, les fous. A tous, on examinerait les yeux pour déceler d'éventuels trachomes, contagieux et conduisant à la cécité, et l'on peut voir ces photos terribles de médecins en uniforme soulevant les paupières d'hommes et de femmes dociles et inquiets.

L'escalier fameux débouche dans la grande salle, la monumentale salle d'attente, où H. G. Wells a pu voir, en 1906, *« les longues processions humaines, guidées entre des barrières de métal, progressant pas à pas (...) et de temps en temps, l'un d'entre eux est écarté, pour de plus amples recherches »*. Manquent aujourd'hui les barres de métal qui permettaient de faire le tri parmi les humains, d'assurer efficacement le *« processing »*, comme on disait, le traitement, d'environ 5 000 personnes par jour, jusqu'à 10 000 dans les années lourdes.

L'endroit est vide, majestueux, orné de deux grandes bannières étoilées et de quelques bancs, neufs. Il faut se diriger vers les ailes du bâtiment pour suivre, de salle en salle, lourdes portes de chêne, corridors carrelés, le chemin qui, dans le meilleur des cas, conduisait à un bureau de change et à un guichet pour le ferry de Manhattan. Les autres, les exclus, les retenus, prenaient, dans ce qui devint l'« escalier de la séparation », le couloir central qui les dirigeait vers les dortoirs ou l'hôpital. Ce sera la prochaine étape de la rénovation, selon un projet d'un autre architecte, Jim Rossant ; ces bâtiments répartis sur les onze hectares de l'île seront transformés en centre de conférences internationales.

Puisque tout ce qui est montré au public est rénové, astiqué, nettoyé, et qu'il n'a accès ni aux réfectoires, ni aux dortoirs, encore vétustes, la seule idée qu'il puisse s'en faire est offerte par une autre exposition, intitulée *Silent Voices* : reportages photographiques réalisés pendant les années d'abandon, et derrière des vitrines, objets brisés, usés, bleuis, oxydés, trouvés sur place : ustensiles de cuisine, jouets d'enfants, brancards et machines à coudre...

Des enfants, une étiquette épinglée sur leurs vêtements, comme elles l'étaient sur ceux des émigrants et les faisaient ressembler, s'est souvenue l'une d'entre eux, *« à des articles en soldes dans les sous-sols d'un grand magasin »*, sont venus avec leur classe, parmi la foule déjà nombreuse : 120 000 visiteurs les deux premières semaines, plus d'un million attendus dans l'année, des files d'attente de deux heures au bateau le dimanche qui ont suscité un reportage récriminateur du *New York Times*.

Objets, témoignages, récits, mémoire vivante. C'est l'un des résultats de ce musée d'avoir suscité une recherche active des matériaux dans une discipline, l'histoire de l'immigration qui, nous dit Diana Pardue, conservateur du Musée d'Ellis Island, s'est tout récemment développée. La jeune femme – elle porte un nom français du Sud-Ouest et pense avoir des ancêtres huguenots venus vers 1700 – constate que l'ouverture du musée a multiplié les propositions pour compléter les témoignages oraux (que recueillent quatre personnes à plein temps), enrichir les collections, dont le Musée présente un choix : comme des malles ouvertes, une douzaine de familles situées, nommées, qui témoignent pour des milliers d'autres.

Enfin, la dernière exposition montre pourquoi, comment et pour quoi faire, sont venus tous ces exilés et comment l'Amérique, terre promise, les a mis au travail et, peu à peu, école du soir, *« Be loyal »*, associations, entraide, assimilation, a fait d'eux des *citizens*. *« Je suis venu en Amérique*, disait un Italien, *parce qu'on disait que les rues étaient pavées d'or. Ici, j'ai découvert que les rues n'étaient pas pavées d'or : que d'ailleurs elles n'étaient pas pavées du tout ; et même qu'on m'attendait pour le faire. »*

L'ouverture du musée, qui coïncide avec un vif débat sur l'immigration, témoigne en fait d'une accélération de l'historiographie : c'est un musée où certains visiteurs peuvent en dire autant que les murs.

En les observant, en les côtoyant, l'on comprend mieux le message de cet endroit sans pareil. En voyant cet étudiant bouleversé par les images des pogroms s'emparer de son zoom pour les saisir, les emporter. En entendant ces quatre grands bourgeois new-yorkais déchiffrer une affiche en hébreu et lâcher, dans un soupir joyeux, que c'était la première fois depuis trente ans. Et en partageant l'émotion de cette jeune femme qui reconnaissait comme ceux de sa propre famille les châles brodés, les bibles ornées d'une jeune mariée arménienne à Konya, en 1920, qui avait quitté la Turquie pour faire sa vie à Philadelphie.

« Généralement, un musée est plutôt consacré à une personnalité, dit Alan Kraut, historien. *Ici, pour la première fois, c'est un musée qui rend hommage aux masses. »* Aux foules anonymes, pourrait-on dire en langage post-marxiste. Musée d'actualité autant que d'histoire, musée-miroir.

De notre envoyée spéciale à New-York
Michèle Champenois

Guide

● Le Musée d'Ellis Island est ouvert tous les jours. L'entrée est gratuite, mais les seules liaisons sont assurées par les bateaux de la Circle Line, au tarif de 6 dollars par personne. Ce prix comprend l'accès à une autre île, celle de la statue de la Liberté. Embarquement près de Castle Clinton, dans le parc de la Battery (métro Bowling Green). Départs toutes les heures de 9 à 16 heures. Sur place, boutique et caféteria, avec terrasse.

« Si vous ne conservez pas leurs noms en vie, qui le fera ? » est un appel à ceux qui voudraient faire inscrire un nom d'immigrant sur le « mur d'honneur du centenaire ». Les fonds sont réunis (100 dollars minimum) par la Statue of Liberty-Ellis Island Foundation, 52, Vanderbilt Avenue, New-York, NY 10017.

Livres

Il existe de nombreux témoignages sur Ellis Island. Des livres viennent d'être spécialement publiés qui en donnent un aperçu historique et iconographique : notamment, *Ellis Island, Echoes from a Nation's Past*, sous la direction de Susan Jonas, 152 p. 39,95 dollars, Editions Aperture, 20 East 23rd Street, New-York, NY 10010.

Séjour

Une bonne nouvelle dans une ville où les hôtels sont souvent ou bien chers (et neufs) ou bien abordables (mais vieillots) : le Paramount (453 West, 46th Street, New-York 10036, tél. : 212 764 55 00), grand hôtel de vingt étages, à deux pas de Times square, a été racheté par le promoteur du Royalton et vient d'être entièrement rénové par le « disagneur » français Philippe Starck.

Les chambres les plus petites coûtent moins de 100 dollars la nuit ; les doubles, de 110 à 170 dollars.

Voyage

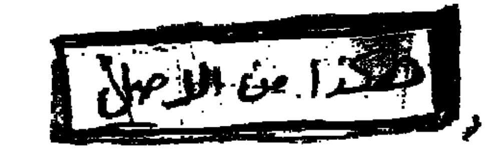
Un week-end à New-York, du jeudi au dimanche, est proposé par Jumbo, la compagnie charter d'Air France : vol aller-retour et trois nuits à l'hôtel Paramount. Prix de 4 400 F à 5 550 F selon les périodes.

Pour ceux qui préfèrent composer leur propre calendrier, le vol aller-retour (une fois par semaine) vaut, toujours chez Jumbo, de 2 800 à 3 260 F. L'hébergement à la carte est proposé, en chambre double, à 310 F la nuit au Days Inn hotel et à 560 F au Novotel. Renseignements : dans les agences Air France ; chez Jumbo, 38, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 47 42 06 92.

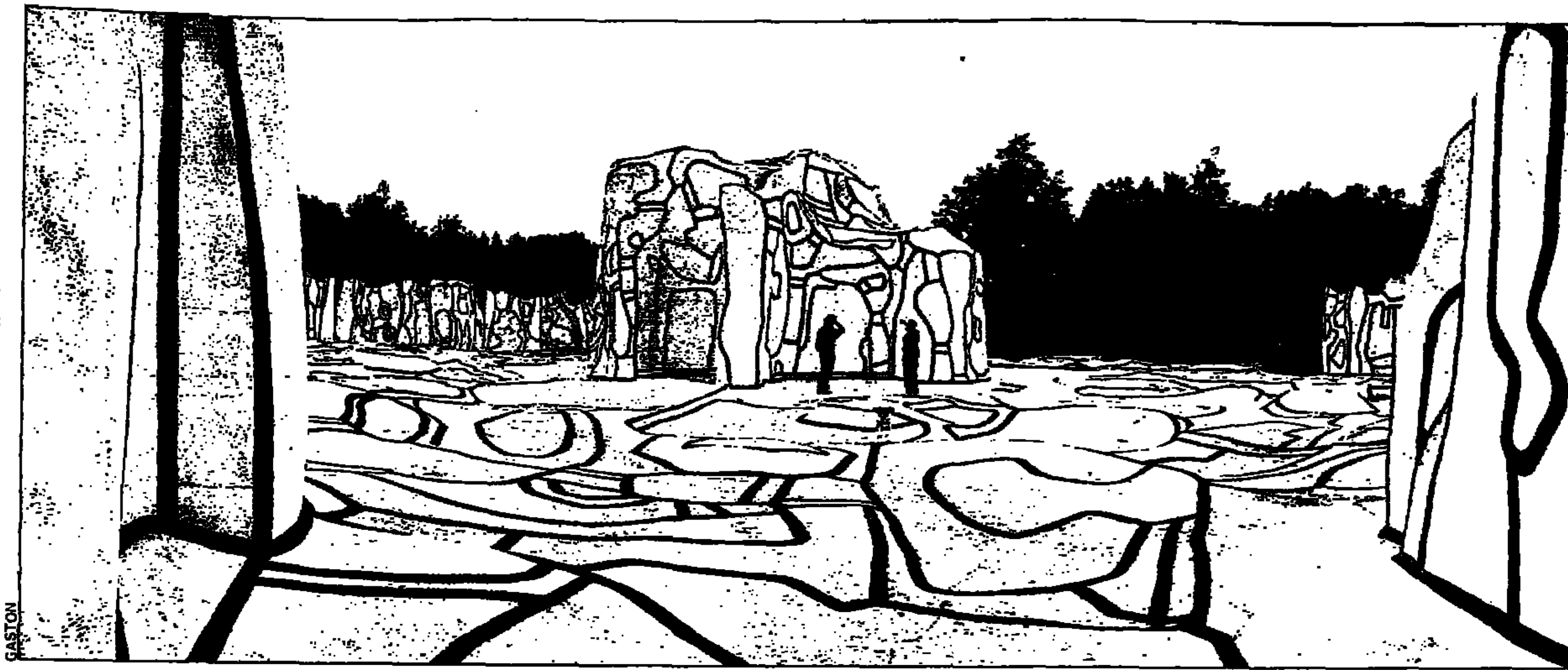
A Paris

Le spectacle de ballet *Amer America*, d'Angelin Preljocaj, est donné au Théâtre de la Ville (tél. : 42 74 22 77) jusqu'au 13 octobre.

Un festival de films de et sur Georges Perec est annoncé au cinéma Entrepôt à Paris dans les semaines qui viennent. Au programme, notamment, les *Récits d'Ellis Island*, deux films d'une heure réalisés pour la télévision avec Robert Bober. ●



Quitter Paris par la porte de Charenton en direction de Boissy-Saint-Léger. Prendre à droite à Villecresnes et foncer sur Périgny-sur-Yerres. Et là, au bout de la sente des Vaux, chercher et trouver la « Villa Falbala », le plus vaste et le plus méconnu des édifices érigés par Dubuffet. Fermée le dimanche, reste la semaine, à toute force.


GASTON

Dubuffet kilomètre 30

A l'origine, la Villa Falbala *n'a été conçue qu'à mon propre usage, pour expérimentation. Cela m'amusait de construire quelque chose pour moi-même, pour y converser avec un ami, une sorte de pavillon de chasse. Un abri aussi, pour* le Cabinet logologique. *C'est après coup que j'ai imaginé le jardin, puis les murs autour du jardin. Mais c'est devenu un peu voyant, malgré ces remparts, que je croyais plus hauts. Maintenant, on me demande d'admettre quelques visiteurs. On est rattrapé, il faut toujours courir »*, confiait Jean Dubuffet dans *le Monde* à Michel Conil Lacoste, qui prévoyait : *« Dans deux ans, on ira en autocar. »* C'était le 28 septembre 1973, à l'achèvement de *Falbala*.

Dix-sept ans après, les autocars ne sont toujours pas arrivés. Et chacun des quelque cinq cent trois visiteurs enregistrés l'an passé a dû se surprendre à souhaiter un instant qu'ils n'arrivent jamais. Dubuffet, qui haïssait *« les engouements institutionnalisés »* et estimait qu'un *« Rembrandt aujourd'hui, sans l'inscription au bas du tableau la plupart des gens passeraient sans le voir »*, avait, il est vrai, prévu quelques garde-fous (malheureuse expression, qui, pour le promoteur de l'art brut, devrait pouvoir être exactement inversée).

Entre ici qui veut, s'il est annoncé. Est annoncé celui qui sait. Ne sait que qui en prend le chemin. Manière de réévaluer le noble mot d'amateur, *ou tentative* posthume de mesurer un attachement que les Français tardent encore à manifester à Dubuffet ? A moins qu'il ne s'agisse d'une preuve supplémentaire de sa volonté de contrôler dans les plus infimes détails les modes de production et de diffusion d'une œuvre qui entendait pour le reste ne s'allier à rien de plus qu'au hasard.

En fidélité – nécessairement – avec l'auteur, on ne s'affligera donc pas que le hasard *jamais* n'indique la direction de la villa. Et pourtant ! Ce *« Rembrandt »*-là (doit-on lui mettre la majuscule ?), cette peinture enfin, qui est, elle, *Falbala*, tout entière constituée de *« l'inscription au bas du tableau »*, laquelle envahit, paraphe hautement reconnaissable, noir sur blanc, outre la villa proprement dite, les 1 600 mètres carrés de la *Closerie*, et les murs l'enveloppant : comment passer sans la voir, sans songer un instant au Beau ? Dubuffet, qui regrettait qu'elle n'ait pas été bâtie dans un endroit *« plus lyrique »* (il rêvait d'un désert) et qu'attristait la *« trivialité »* banlieusarde de Périgny-sur-Yerres, se trompait.

Falbala manifeste dans ce contexte une santé qui lui sied parfaitement. Un peu comme si un personnage de *l'Hourloupe*, profitant d'un moment d'inattention, s'était introduit dans un modeste salon petit-bourgeois et avait pris place, en tentant de se faire le plus discret possible, entre un chromo (reproduit sur torchon) de *l'Angélus* de Millet et la photographie (en relief) d'un rivage tropical.

L'Hourloupe avait commencé en juillet 1962, *par un malheureux* coup de téléphone, durant lequel Dubuffet s'était surpris à tracer au crayon à bille des lignes, et à en hachurer machinalement les interstices. Affaire si absorbante qu'il faudra quatorze ans au peintre pour s'en déprendre. Après avoir « hourloupé » les ustensiles les plus humbles : *la Cuiller à café, le Robinet, la Machine à écrire* ou *la Cuisinière à gaz*, c'est le monde animal qui sera contaminé, et *la Mouche* autant que *la Vache* devront connaître l'épreuve.

Mais, pour une victoire plus complète, c'est l'Homme, on l'imagine, que devait atteindre la terrible affection. Dès lors, *le Fugitif* sera rattrapé, *le Soldat* rendra les armes, et *l'Ivrogne* lèvera définitivement son verre. C'est ainsi que *l'Accueillant*, planté près du périphérique, devant l'hôpital Robert-Debré, rappellera narquoisement que l'accueil des malades est aussi celui de la maladie.

Cependant, pour terrasser définitivement l'adversaire, restait à pénétrer ses systèmes de défense et de pensée, à « hourlouper » son mental. Le *Cabinet logologique* sera l'un de ces instruments, une sorte d'aboutissement de *l'Hourloupe*.

Cabinet, villa, jardin, closerie, cela sentirait son rentier si l'objectif n'était pas précisément d'en *faire vaciller le sens en en donnant* des représentations provenant d'*« un monde autre que le nôtre, si l'on veut, parallèle au nôtre »*. Objectif de ses figurations incertaines, fugaces, ambiguës, suggérées par la sinuosité du trait autant que par l'imprévisibilité des volumes : *« Qu'il en résulte une prise de conscience du caractère illusoire du monde que nous croyons réel »* ou, puisque, nous dit Dubuffet, *« préside à ces travaux une humeur philosophique.... introduire un doute dans la vraie matérialité du monde auquel nous avons journellement affaire »*.

On conçoit aisément, dans une affaire empreinte d'un humour aussi grave, qu'on ne puisse pas, qu'on ne doive pas, déverser à la légère des tombereaux d'autocars devant la *Closerie Falbala*. Le mieux, si l'on ne peut être seul, est de s'embarquer dans l'aventure avec quelques proches sans trop craindre les enfants, généralement scandaleusement insensibles au *scandale, pour qui tout sera sujet* de joie et d'invention, et qui se révéleront le plus souvent immédiatement de plain-pied avec l'œuvre, comme si ce monde-ci et ce monde-là pour eux n'en faisaient qu'un depuis toujours, et que le douteux privilège du doute ne s'acquérait qu'avec l'âge.

Le relativisme absolu de Dubuffet, sa volonté, emprunte d'autant d'assurance que de doute joyeux d'amener le visiteur à rien moins qu'à un renversement de ses certitudes, sinon de ses valeurs, s'appuie sur un goût des matériaux et un art de la mise en scène qui, eux, ne peuvent pas ne pas convaincre. La découverte de l'œuvre obéit en effet à une gradation subtile. Passé le centre de Périgny, à l'extrémité de l'étroite sente des Vaux, par-delà une banale grille, on se trouve projeté abruptement en surplomb de la *Closerie*, devant un éblouissant lac immaculé (il convient d'exiger la présence du soleil ce jour-là) que rehausse un infini lacis noir.

C'est par le plus banal gazon ornementé de frêles sorbiers que l'on descend, que l'on pénètre en elle. Il convient alors d'avoir – *comme l'on dit le pied marin*, – *le* pied « dubuffetien ». Car l'altérité réelle du jardin ne s'appréhende pas du seul regard. L'insolence « hourloupéenne » offre autant de chausse-trapes que de bancs pour s'asseoir, autant d'itinéraires que de fragmentaires récits de voyages. Les murs, largement ouverts au *sud, vers le lit de la paisible* Yerres, ont été conçus comme *« des décors verticalement dressés, qui visent à évoquer d'hypothétiques paysages d'environnement »*, mais aussi pour renvoyer la lumière et reconduire l'œil vers l'énigmatique forme centrale, modelage massif d'un animal de même peau que l'ensemble : la *Villa*.

La porte d'entrée, par sa forme, annonce la couleur : celle d'une grotte inventée, comme on le pratiquait dans les jardins il y a quatre cents ans, ou celle d'une rocaille post-romantique conquise par les *matériaux de notre siècle*. Elle ouvre sur des formes plus étroites qu'à l'extérieur, où le bleu s'ajoute au noir et blanc tout au long de la sinueuse antichambre évasée qui mène au *Cabinet*.

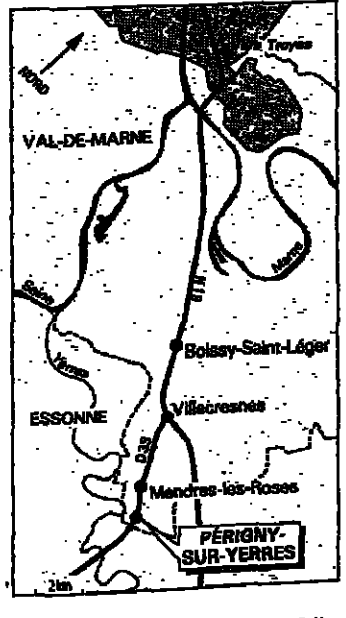
Une dernière porte, plus basse et plus large, fait alors entrer le rouge en scène, en une prolifération *finale, minuscule et vibrante, difficilement* contenue par les quatre murs de la pièce.

Nous voilà au cœur brûlant de l'œuvre, dans un espace de méditation où la vérité est appelée à connaître les plus subtiles épreuves, en ce lieu proclamé des retournements. Et d'abord, en une pirouette ultime, celui de Dubuffet lui-même, qui a placé au centre de la pièce, autour d'une table de verre de grande série, six fauteuils Breuer sortis bruts du plus proche magasin Habitat, comme si *l'Hourloupe* n'avait pu parvenir jusqu'au bout de sa mission d'absorption totale du réel et s'était cassé les dents sur ces humbles objets, comme si elle avait trouvé son maître.

A moins que nous ne soyons devant une traduction sommaire, mais tout à fait à notre portée, de ce que les quatre murs disent et se disent : rien d'autre que tous les mots, tous les récits échangés durant une vibrante nuit de veille par Dubuffet et cinq de ses semblables, qui auraient en outre, pendant ce temps, de crayons à bille noir, bleu et rouge, machinalement recouvert les pages blanches malicieusement posées devant eux.

Jean-Louis Perrier

Guide



● La *Closerie Falbala*, œuvre la plus vaste réalisée par Dubuffet, se visite tous les jours sauf le dimanche et uniquement sur rendez-vous au secrétariat de la Fondation Jean-Dubuffet, tél. : 47-34-12-63. Le prix d'entrée est de 50 F pour les individuels et de 20 F pour les groupes. Outre la visite de la *Closerie*, le billet ouvre l'accès, d'une part, aux anciens ateliers de sculpture du peintre reconvertis en salle d'exposition des maquettes d'architecture, d'autre part, à un vaste bâtiment construit afin d'abriter ses peintures ainsi que l'ensemble des praticables et costumes du spectacle *Coucou Bazar*.

Pour se rendre à la *Closerie* à Périgny-sur-Yerres (à 30 kilomètres de Paris) le mieux est d'emprunter la nationale 19 *(voir croquis)*. Arrivé devant l'église, il convient de passer devant la mairie, suivre la rue *Paul-Doumer puis la rue du* Moulin-Neuf, prendre à gauche la ruelle aux Chevaux et, enfin, à gauche encore, la sente des Vaux. Si l'on utilise les transports en commun, prendre le RER (ligne A 2) jusqu'à Boissy-Saint-Léger, puis la ligne de bus 40-23 jusqu'à Périgny (tél. : 64-05-09-20). *Des taxis existent* à la gare de Boissy, (tél. : 45-69-48-48 et 45-69-45-10.)Pour le retour, (tél. : 45-98-96-16.)

Le fascicule XXXI des travaux de Jean Dubuffet présente l'ensemble des *« sites habitables »* *conçus par le peintre.* (Editions de Minuit, 102 p., 200 F.) ●

Bridge

nº 1404

LES OLYMPIADES DE GENÈVE

L'événement le plus surprenant des récentes Olympiades de Genève a été la victoire d'une jeune équipe allemande (Bitschené, Ludewig, Nippgen et Rokowsky) qui a battu en finale le team américain de Moss.

La donne suivante (l'avant-dernière des 64 donnes) a contribué à leur victoire par 145 à 132, mais la qualité du jeu a été médiocre.

♠ 6
♡ A R 9 2
◇ R V 6
♣ 10 9 5 4 3

♠ D 8
♡ 4 3
◇ A D 10 9 4 2
♣ A D V

♠ V 10 9 3 2
♡ D V 5
◇ 8 7 5 3
♣ 6

♠ A R 7 5 4
♡ 10 8 7 6
◇ ---
♣ R 8 7 2

Donne 63. S. don. N-S vuln.

Ouest Coon	Nord Rokowsky	Est Moss	Sud Nippgen
–	–	–	1 ♠
2 ◇	contre	5 ◇	passe
passe	contre	passe	...

De combien de levées le contrat de CINQ CARREAUX aurait-il dû chuter ?

RÉPONSE

Nord entama le 6 de Pique pour le Roi de Sud sur lequel le déclarant en OUEST fournit la Dame de Pique. Au lieu de tirer ensuite l'As de Pique, car le 6 était forcément un singleton (puisque avec 8 6 Nord aurait attaqué le 8) *Nippgen crut bon de contre-attaquer Cœur*, et Ouest put défausser un Pique sur la Dame de Cœur. La défense ne fit que cinq levées (500 de chute)...

Salle ouverte

Ouest Ludewig	Nord Casen	Est Bitsc.	Sud Seamon
–	–	–	1 ♠
2 ◇	contre	4 ◇	passe
passe	contre	passe	4 ç...

Comment, après l'entame de l'As de Carreau, Sud aurait-il pu gagner QUATRE CŒURS contre toute défense ?

RÉPONSE

Après avoir coupé l'As de Carreau, le déclarant doit tirer As Roi de Cœur et As Roi de Pique *et couper le troisième Pique* (après avoir défaussé un Trèfle sur le Roi de Pique). Ensuite Trèfle pour le 6 et le 7 pris par le Valet d'Ouest qui est « mis en main ». Il ne peut rejouer Trèfle car il affranchirait le Roi et le 10, et *il doit donc rejouer Carreau*. Le déclarant fait l'impasse à la Dame et tire le Roi de Carreau (défaussant deux Trèfles de sa main), ensuite il rejoue Trèfle. Ouest prend le Roi de Trèfle sec avec l'As, mais il ne peut continuer Trèfle car le déclarant couperait (avec son dernier atout), puis il couperait une deuxième fois Pique avec le dernier Cœur du mort...

En fait Seamon espéra une répartition favorable à Trèfle et il chuta.

TOP A BUDAPEST

Quand on a une entame évidente, il n'est pas conseillé d'aller en chercher une autre. C'est pour avoir oublié cette règle d'or que Ouest a permis au champion autrichien Babsch de faire toutes les levées au Festival de Budapest de 1988.

♠ A V 7 6 3
♡ 5 2
◇ 8 7 5
♣ D 5 4

♠ D 10 8 5 4 2
♡ 7
◇ V 10 6 2
♣ 9 8

♠ R 9
♡ V 9
◇ A D 9 4 3
♣ R 6 3 2

♠ ---
♡ A R D 10 8 6 4 3
◇ R
♣ A V 10 7

Ann : E. don. Tous vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
–	–	1 ◇	4 ♡
passe	passe	passe	

Ouest ayant cru bon d'entamer le 9 de Trèfle (au lieu du Valet de Carreau), *comment Babsch, en Sud, a-t-il gagné QUATRE CŒURS avec trois levées de mieux* (grand chelem) contre toute défense ?

Note sur les enchères

La main de Sud est trop belle pour se contenter de la manche à Cœur. Mais que pouvait-il dire sur « 1 Carreau » puisqu'il n'était pas possible de faire un contre d'appel ou un cue bid à « 2 Carreaux » avec chicane à Pique. D'autre part, il est rare de pouvoir faire un chelem quand c'est l'adversaire qui a ouvert.

COURRIER DES LECTEURS

Pour les transports en commun :

« N'existe-t-il pas des publications de bridge hebdomadaires ou semestrielles d'un format moins important que celui des revues habituelles afin de les mettre dans la poche pour les lire dans le métro ? », demande J. Louvain.

La Lettre du bridge, une revue bimensuelle, est d'un format léger et commode pour se distraire dans... le métro ou l'autobus. Les principaux rédacteurs sont Lebel et Dupont (adresse : 33, av. de Ségur, 75007 Paris - Tél. : 42-73-01-70.

Philippe Brugnon

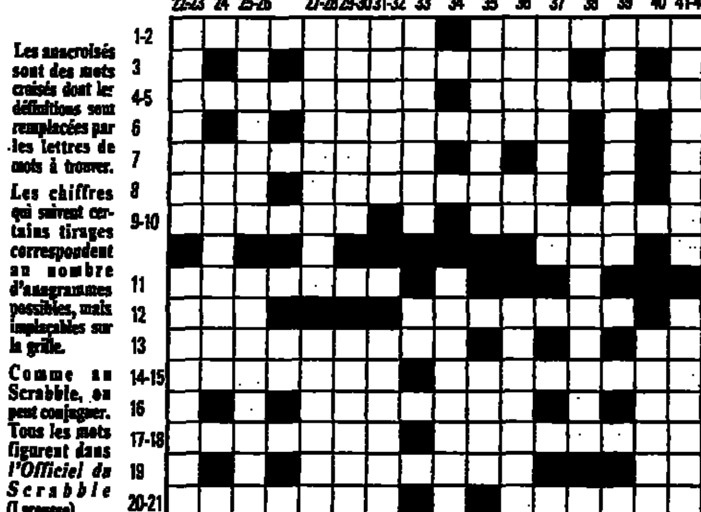
Anacroisés (R)

nº 635

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implaçables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).



HORIZONTALEMENT

1. ELOSPTUV. – 2. ACDOSTU – 3. AEIIPRRU. – 4. EGILOORU. – 5. EFIILNT. – 6. ACELORST (+2). – 7. AHILNOPT. – 8. AEEIMNST (+5). – 9. EEIMRS (+6). – 10. AEFIRSU (+3). – 11. AEENRUX. – 12. CEEILNU. – 13. EEGILORT+S (+1). – 14. BCEINOY. – 15. AEEINRRT (+7). – 16. EIMOPST (+1). – 17. ADIORRU. – 18. EESSTTUV. – 19. AGILNTU (+2). – 20. EEEERSX. – 21. AEPRST (+7).

VERTICALEMENT

22. EOOSUVY. – 23. ABCEIORT (+1). – 24. EEILMNRU. – 25. EEILNNO. – 26. DEEGORSU (+1). – 27. ACHINOPR+E (+2). – 28. EILNSY. – 29. AGIIRST (+1). – 30. BEIIRS. – 31. EINOPS (+2). – 32. AEELPT (+3). – 33. EESSTTU. – 34. AEFILSTV. – 35. CEEILLS (+1). – 36. ACEORTT. – 37. EFIINSST. – 38. AACFIINS (+1). – 39. ACEILRST (+3). – 40. CEENRT (+3). – 41. ADEFFIRT. – 42. EELISSS (+2).

SOLUTION DU Nº 634

1. PRESBYTE. – 2. CAPETIEN (EPINCETA PATIENCE). – 3. OUDLERS (LOURDES REDOULS SOLDEUR). – 4. ENNOYEES. – 5. OESTRAUX. – 6. ARRETEE. – 7. UNANIMES. – 8. STOMOXES. – 9. ETALES (ATELES SALETE TALEES). – 10. MANIPE. – 11. MATADOR. – 12. AFFEAGE (aliène une partie de son fief contre redevance). – 13. MERGUEZ. – 14. DERASER. – 15. VETUSTE. – 16. AUTORAIL. – 17. EMMETRE. – 18. RAINUREE. – 19. TRISSEES (RESISTES RETISSES SERTISSE). – 20. PERÇOIS (PICORES). – 21. ADAGES. – 22. RUAIENT (NUERAIT TAURINE URANITE). – 23. MYELOME. – 24. ASSOMMA. – 25. SCROTUM. – 26. ATLANTES (TANTALES). – 27. ORNAISE (de l'Orne) (AERIONS NOIERAS). – 28. YPREAUX. – 29. POURVUE. – 30. EXASPERE. – 31. JEUNAIT (ANTIJEU). – 32. SAMOURAI. – 33. ENDORMIE. – 34. FESSAIS (FASSIES FIASSES). – 35. LYRENT (pleurnichent). – 36. FRETINS (FRISENT). – 37. CREEES. – 38. ILEAUX. – 39. AISSELLE. – 40. GEIGNES. – 41. EUSSIEZ.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Bis repetita non placent.

Vous trouverez en page ci-contre la « bonne » grille de l'AC nº 634

Scrabble (R)

nº 390

MOTS A HISTOIRE

Quand vous aurez déchiffré les tirages ci-dessous, vous n'en serez pas quitte : vous devrez aussi préciser l'origine de vos trouvailles : pays, ville, personnage... Vous pourrez vérifier vos hypothèses dans la fin de notre article, ou, mieux encore, dans le *Dictionnaire des mots qui ont une histoire*, de Gilles Henry (1).

1. AAAGMNRZ – 2. AACINOS – 3. ACFHISU – 4. ACEFLMNO – 5. AEILNOPU – 6. AEIMOQSU – 7. BIILORSU – 8. CEENPRS – 9. EHJOPS – 10. EOPSTY.

Solutions. 1. MAZAGRAN, autrefois café servi à la va-vite, comme lors de la bataille de Mazagran (Oranie) entre Français et troupes d'Abd El Kader en 1840. 2. JACONAS, tissu de coton, de la ville indienne de Jagganath, où on le fabriquait. 3. FUCHSIA, fleur qui rend hommage à Fuchs, botaniste bavarois du seizième siècle. Cette étymologie permet de ne pas se tromper à propos du groupe consonantique CHS. 4. FLAMENCO, mot désignant les gitans parce qu'ils étaient originaires des Flandres. 5. POULAINE, chaussure à longue pointe relevée, dont la mode était censée venir de Pologne. 6. MOSAIQUE, travail inspiré par les Muses. 7. OLIBRIUS, nom d'un hypothétique gouverneur d'Antioche, persécuteur de sainte Marguerite. 8. SPENCER, habit sans basques. Lord Spencer, endormi devant sa cheminée, aurait brûlé les basques mouillées de sa redingote, et en aurait ensuite lancé la mode. 9. JOSEPH, papier-filtre créé par Joseph Montgolfier, père de l'inventeur de l'aérostat. 10. YSOPET, recueil de fables, du nom d'Esope, fabuliste grec.

(1) Editions Tallandier, 115 F.

Contrairement à ce que nous avons écrit dans notre chronique OKA CORRAL, le québécisme JASER, vt, raconter, n'est pas rentré dans l'ODS. On ne peut donc jouer « jasée ».

Michel Charlemagne

MANDELIEU (4 août 1990)
Tournoi au 802 du bd des Ecureuils
lundi et samedi à 14 h 30

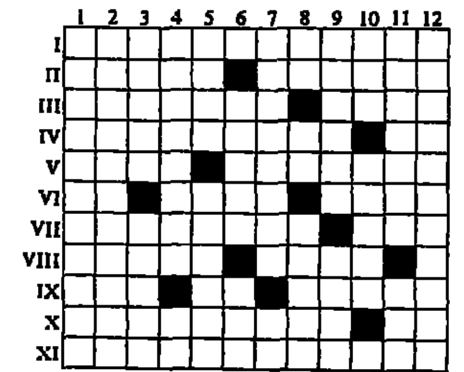
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

Nº	TIRAGE	SOLUTION	REF.	PTS
1	EEESSDO			
2	O+TRLUPB	DEESSE	H 4	18
3	TLU+NEJT	PROBE	5 D	18
4	-FFEEOTL	JULEP	D 1	44
5	L+LRESAV	ETOUFFE	2 A	42
6	LE+RHTIO	SERVAL	A 1	39
7	OREHIMN	HOTELIER	9 B	64
8	O+TTAAU?	MENHIR	1 G	36
9	EWXSNIA	AOUTAT (S)	J 3	69
10	WI+AEIRV	TEXANS	8 J	75
11	EIRV+ERU	IWAN	N 5	33
12	RR+IMTUE	EXUVIE	L 7	36
13	AUEOOST	MEURTRE	E 8	68
14	AO+QCMGE	OUEST	13 I	31
15	-DSNAGYU	CHOMAGE	B 8	32
16	DAU+BLEN	YANGS	31	50
17	NPALCIK	DENEBULA	15 D	89
18	NPLCI+I?	OKA	F 5	32
19	IZANQD	CAPIT(O)LIN (a)	12 A	84
20	INQD+	GAZ	L 3	26
21		DENEBULAI	15 D	13
			TOTAL	899

(a) du Capitole, à Rome.
1. Josette David 819. 2. Désirée Lesbats 740. 3. André Rys 718.

Mots croisés

nº 633



HORIZONTALEMENT

I. Commencent à mériter leur nom. – II. A ses sources. Chassé. – III. Inextricable. Suisse. – IV. Matériel. Voyelles. – V. Méditerranéen perturbé. Montrait tout. – VI. Grecque inversée. Il y fait froid. Quand la rivière remonte vers sa source. – VII. Dans chaque port. Va choquer. – VIII. Prend des mesures ou considère si cela en vaut la peine. S'il est bien tenu, cela mérite compliment. – IX. A mettre dans le bon sens pour ma pomme. Pronom. En situation. – X. En a fait des montagnes ! Pronom. – XI. Désamorcées.

VERTICALEMENT

1. Actuellement se place sous l'égide du I. – 2. Egoïsme. – 3. N'a rien qui plaît. Appel. – 4. Fis scandale. Au gîte. – 5. Pour un droit de regard. Enlever le haut. – 6. Va à l'école. Ecole. – 7. Ne mène pas très grand train. Article d'ailleurs. – 8. A l'Université. Doublé, il est peu fréquentable. Fit pleurer Margot. – 9. Plan. Amis. – 10. Archives. Plante. – 11. Pièges. C'est terminé. – 12. Rebelles.

SOLUTION DU Nº 632

Horizontalement

I. Golfe Persique. – II. Upsilon. Clubs. – III. Lido. Scrapers. – IV. Fa. Latran. Lee. – V. Scier. Aïda. – VI. Tes. Cassèrent. – VII. Sponsorisai. – VIII. Eburnéen. Sone. – IX. Aléa. Tn. Papal. – X. Mésopotamiens.

Verticalement

1. Gulf Stream. – 2. Opiacé. Blé. – 3. LSD. Issues. – 4. Fiole. Prao. – 5. El. Arçon. – 6. Post. Aneto. – 7. Encrassèrent. – 8. Raison. – 9. Scander. PM. – 10. Ilp. Arisai. – 11. Quel. Esope – 12. Ubre. Nanan. – 13. Essentiels.

François Dorlet

Echecs

nº 1406

14ᵉ Tournoi Interpolis, Tilburg, septembre 1990
Blancs : Y. Seirawan (USA)
Noirs : J. Timman (Hollande)
Défense est-indienne. Système Averbach.

1. d4	Cf6	21. Rg3 (t)	Txg2+!!
2. Ç4	g6	22. Rxg2	Db2+
3. Çç3	Fg7	23. Rg3 (u)	Ch5+
4. é4	d6	24. Dxh5 (v)	gxh5
5. Fé2 (a)	0-0 (b)	25. Cd5	Rf8
6. Fg5	h6 (ç)	26. Tç-d1	é6
7. Fé3 (d)	ç5 (e)	27. Cf4	Ré7
8. dxç5 (f)	Da5 (g)	28. Th2	Dé5! (w)
9. Dd2 (h)	dxç5	29. Th-d2	Dç7
10. Fxh6 (i)	Td8	30. Cxf7	Tg8+! (x)
11. Dé3	Fxh6	31. Cg5	Txg5+!
12. Dxh6	Cxé4	32. hxg5	h4+
13. Tç1	Cç6 (j)	33. Rf2	Dxf4
14. Cf3	Cd4! (k)	34. Td7+	Ré8
15. h4! (l)	Cxé2	35. Td8+	Rf7
16. Cg5! (m)	Cf6	36. Td1-d7+	Rg6
17. Rxé2 (n)	Ff5!	37. Tg8+	Rh5
18. f3 (o)	Db4! (p)	38. Td-g7 (y)	Dd2+
19. b3	Da3!! (q)	39. Rg1	Dé1+
20. Rf2 (r)	Td2+! (s)	40. Abandon (z)	

NOTES

a) Alors que la variante classique 5. Cf3, 0-0 ; 6. Fé2 permet aux Noirs de contre-attaquer sur les cases noires par 6..., é5, le système 5. Fé2 et 6. Fg5 vise à empêcher ou à retarder l'avance é7-é5.

b) Par exemple, *5..., é5* est ici faible à cause de 6. dxé5, dxé5 ; 7. Dxd8+, Rxd8 ; 8. f4! et les Blancs sont déjà mieux : 8..., Fé6 ; 9. Cf3, Cç6 ; 10. 0-0, éxf4 ; 11. Fxf4, Cd7 ; 12. Ta-d1 ou encore 8..., Cf-d7 ; 9. Cf3, h6 ; 10. 0-0, Cç6 ; 11. Fé3, Cd4 ; 12. Ta-d1, Cxé2+ ; 13. Cxé2, éxf4 ; 14. Fxf4, Té8 ; 15. é5, ç6 ; 16. Cç3, Ré7 ; 17. Cé4, g5 ; 18. Fg3, g4 ; 19. Ch4, Cxé5 ; 20. Cd6, Fé6 ; 21. Ch-f5+, Fxf5 ; 22. Txf5, Rf8 ; 23. Cxé8 (Panno-Minic, 1970).

c) Naturellement si *6..., é5?* ; 7. dxé5, dxé5 ; 8. Dxd8, Txd8 ; 9. Cd5. Les Noirs ont plusieurs réponses à leur disposition, 6..., Cb-d7 ; 6..., Ca6 et 6..., ç5 mais certains joueurs préfèrent précéder l'avance du pion ç de la question au Fg5.

d) Ou 7. Fh4, ç5 ; 8. d5, a6 ; 9. Cf3, b5! ; 10. Dç2 (et non 10. çxb5, axb5 ; 11. Fxb5, Cxé4!), bxç4 ; 11. Cd2, é6! (Bobotzov-Tal, Moscou, 1967). Sur 7. Ff4, les Noirs répondent tranquillement 7..., Cç6 ; 8. d5, é5.

e) Une réplique que plusieurs maîtres estiment inférieure au retour classique 7..., é5.

f) Par 8. é5! les Blancs obtiennent un jeu actif, selon Geller ; 8..., dxé5 ; 9. dxé5, Dxd1+ ; 10. Txd1, Cg4 ; 11. Fxç5, Cgxé5 ; 12. Cd5, Cb-ç6 ; 13. f4!, Cg4 ; 14. h3, Cf6 ; 15. Ff3! et le développement de l'aile-R des Noirs est difficile.

g) Menace 9..., Cxé4.

h) Ou 9. Fd2, Dxç5 (9..., dxç5 ; 10. é5, Ch7 ; 11. f4, Cç6 ; 12. Cf3, Ff5 ; 13. 0-0, Ta-d8 ; 14. Cd5, Da6 ; 15. Db3, Td7 est peu clair) ; 10. Fé3, Da5 ; 11. Dd2, Cç6 ; 12. h3, Rh7 ; 13. Cf3, Fé6 ; 14. 0-0, Cd7 semble donner un jeu égal.

i) Le gain du pion h6 au prix du pion é4 conduit à d'extraordinaires complications dans lesquelles la sauvegarde du R noir tient à un fil.

j) Si 13..., Cxç3 ; 14. bxç3, Dxa2 ; 15. Cf3, Fg4 ; 16. 0-0! menaçant Cg5. Cependant, les Noirs peuvent se défendre par 14..., Cd7 et 15..., Cf6.

k) La partie a désormais pris une tournure tactique aiguë.

l) Une avance extrêmement dangereuse.

m) Après 16. Rxé2, Cxç3+ ; 17. bxç3, Fg4! l'attaque des Blancs se meurt. Reste l'ultime tentative 16. h5 qui demande des Noirs la plus grande précision : 16..., g5! ; 17. Cxg5, Cf6 ; 18. Rxé2, Ff5 menaçant Cg4. Les Blancs devaient-ils s'orienter dans cette voie ?

n) Et maintenant 17. h5 n'a plus le même effet après 17..., Cf4 ; 18. hxg6, Cxg6.

o) Si 18. h5, gxh5! et si 18. Cd5, Txd5! ; 19. çxd5, Db5+ ; 20. Ré1, Dxb2 et les Blancs s'écroulent.

p) Un plan apparemment anodin mais diabolique.

q) Une D excentrique.

r) D'où la nécessité de trouver un havre en h2.

s) L'ordre des coups est important : si 20..., Db2+ ; 21. Rg3, Ch5+ ; 22. Rh2.

t) Si 21. Ré3 ?, Td3+!

u) Si 23. Cé2, Dxé2+ ; 24. Rg1, Td8 suivi de Td2.

v) Forcé.

w) Un clouage désagréable.

x) Et non 30..., Rxf7?, Td7+.

y) Ultime menace de mat.

z) Car si 40. Rg2, Fh3+ ; 41. Rxh3, Dh1 mat et si 40. Rh2, Dg3+ ; 41. Rh1, Dxf3+ ; 42. Rg1(h2), Fh3, etc.

SOLUTION DE L'ÉTUDE Nº 1405
C. MANN (1913)

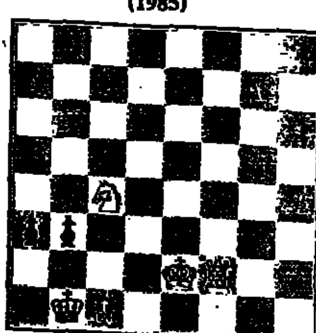
(Blancs : Ré1, Dg2, Ff8. Noirs : Rb3, Da8, Pa3 et é4.)

1. Dg8+, Ra4 (si 1..., Rb2 ou Rç3 : 2. Fg7+ et si 1..., Rç2 ; 2. Dç4+, Rb2 ; 3. Fg7+) ; 2. Dç4+, Ra5 ; 3. Fd6! le premier moment de la décision (si 3. Dç5+, Ra6 et si 3. Fb4+, Rb6 ; 4. Dç5+, Rb7 ; 5. Dd5+, Ra7 ; 6. Fç5+, Rb8 ; 7. Fd6+, Ra7 nulle), Rb6 ; 4. Fç7+, Rb7 (si 4..., Ra7 ; 5. Dç5+, Rb7 ; 6. Dd5+, ce qui ne change rien) ; 5. Dd5+!, Ra7 ; 6. Fb6+, Rb8 ; 7. Dd7!, Da6 ; 8. Dç6!, Db7, une position dans laquelle les Blancs pourraient mettre leur adversaire en zugzwang s'il n'y avait pas de pions noirs. Il faut donc commencer par les prendre. 9. Dd6+, Ra8 ; 10. Dxa3+, Rb8 ; 11. Dd6+, Ra8 ; 12. Dd8+, Db8 ; 13. Dd5+, Db7 ; 14. Da5+, Rb8 ; 15. Dé5+, Ra8 ; 16. Dé8+, Db8 ; 17. Dxé4+, Db7 ; retour à la position de zugzwang (sans les pions noirs). 18. Dé8+, Db8 ; 19. Da4+!, Rb7 ; 20. Db5!! et les Noirs sont perdus :

A) 20..., Dg8 ; 21. Fd8+, Ra7 (ou 21..., Rç8 ; 22. Dç6+, Rb8 ; 23. Fç7+) ; 22. Db6+, Ra8 ; 23. Dç6+, Ra7 ; 24. Fb6+, Ra6 ; 25. Fç7+ et mat en deux coups.

B) 20..., Da8 ; 21. Fa5+, Rç8 ; 22. Dé8+, Rb7 ; 23. Dd7+, Ra6 ; 24. Dd6+!, Rb5 (ou 24..., Rb7 et les Noirs sont mat en deux coups) ; 25. Db4+, Rç6 ; 26. Dé4+ avec gain de la D.

ÉTUDE Nº 1406
S. NOCEK
(1985)



Blancs (3) : Ré2, Tf2, Cç4.
Noirs (4) : Rb1, Fç1, Pa3, b3.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

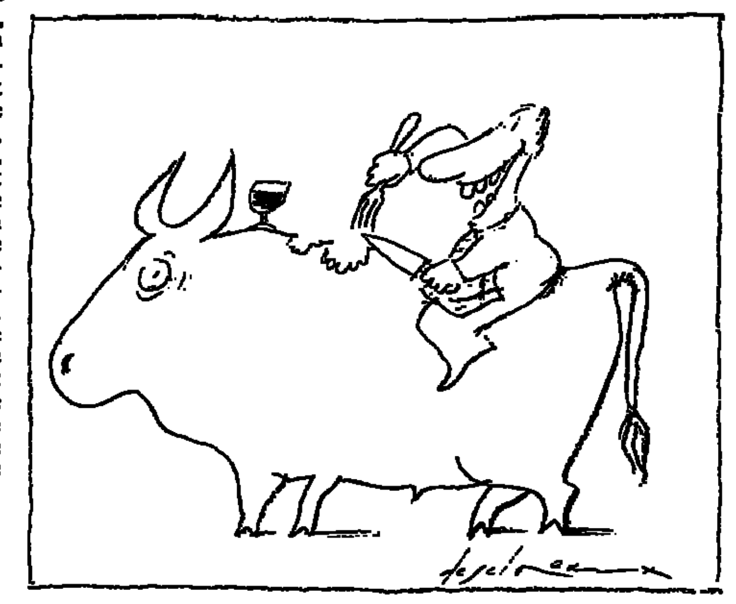
Steak tartare

Comme chacun sait, un steak tartare c'est de la viande rouge crue. Mais si la recette est simple, rares sont les restaurants qui proposent de bons tartares. Autant, donc, le préparer à la maison...

TARTARE. On imagine les hordes d'Attila, mitonnant entre cheval et selle, pour l'attendrir, un morceau de barbaque. Ou mieux les Tatars (d'où vient le mot), ces Turco-Mongols envahisseurs de l'Occident au douzième siècle. Mais culinairement parlant, ce n'est qu'à la fin du dix-huitième siècle que l'on retrouve le mot, désignant une sauce (mayonnaise moutardée aux câpres), un apprêt (mets panés, grillés et accompagnés d'une sauce relevée), le bifteck enfin. Sans oublier la sauce tartare, c'est le steak tartare qui a pris le dessus, et si les puristes soutiennent qu'il doit être de viande de cheval, c'est évidemment de bœuf que nous le rencontrons souvent.

Tout simple soit-il à préparer, le steak tartare est difficile à trouver, *bon. D'abord il* doit être haché au couteau, ce qui est trop rare au restaurant. De viande de qualité et surtout d'extrême fraîcheur. Cette viande (rumsteck, contre-filet, tranche grasse), mélangée de sel, poivre, un soupçon de cayenne et quelques gouttes de worcestershire sauce ou (et) de tabasco, sera façonnée en boule puis aplatie légèrement sur une assiette. Creusée légèrement au centre, on y disposera un jaune d'œuf cru et on l'entourera d'une cuillerée à café d'oignons hachés, d'une autre de câpres égouttés, de persil ciselé et d'échalote hachée. A vous de malaxer le tout, ou, mieux, si le restaurant est honorable, au maître d'hôtel de le faire, ajoutant à votre goût huile d'olive, tomato-ketchup, worcestershire sauce.

Quelques feuilles de salade verte, une belle portion de frites, cela peut être un simple mais délicieux repas. On compterait sur les doigts de la main les restaurants ou bars où le trouver.



Reste alors la ressource de le préparer à la maison. Où il est, reconnaissons-le, difficile de le couper soi-même au couteau. Alors on achète chez le boucher de la viande hachée. Et c'est là que les ennuis commencent. Quand encore ce ne sont pas des déchets et rebuts de coupe que le boucher entasse dans l'appareil à hacher, il reste, en celle-ci, toujours le reste de la précédente affaire. Il vous faudra donc choisir le morceau de votre choix, y faire couper les 200/250 grammes (par personne) que vous désirez et, une fois le prix, fixé demander poliment au boucher de vous passer « votre » viande dans la machine vidée. Trop souvent il refusera. Quelques honnêtes commerçants acceptent, et les meilleurs, assez rares, utilisent un appareil réfrigéré pour ce faire. Ils auraient alors intérêt à afficher (comme la boucherie Deyand, à Bois-Colombes) : *« Ici votre viande est hachée sur commande et en appareil frigorifié » !*

La worcestershire sauce aurait été inventée en Inde par Sir Marcus Sandy, natif de ce comté britannique, et est enrichie d'essence d'anchois, de soja, d'ail, d'un mélange d'épices et de vinaigre. Vous pourrez à la rigueur la remplacer par des anchois pilés bien assaisonnés. La sauce tabasco (portant le nom d'un état du Mexique) est à base de piments rouges macérés dans du vinaigre d'alcool, avec sel, épices et sucre. Ces deux ingrédients sont indispensables pour relever la viande crue (la purée sanguine, dirait Roland Barthes), mais ne peuvent rien, sinon cacher sa dangerosité, contre une viande malsaine ou simplement médiocre. C'est là qu'il faut faire attention : plus que tout autre aliment sans doute le steack tartare peut être « sublime » ou perfidement dangereux.

J'ajouterai que la mode du poisson cru venue du Japon incline les chefs à proposer, trop souvent, le tartare de poisson. Ce n'est point mauvais et même, quelquefois, fort bon. Mais là encore il faut se méfier.

La Reynière

Un Anglais grand cru

Depuis 1966, Hugh Johnson a vendu près de dix millions d'ouvrages sur le vin. Sa remarquable *Histoire mondiale du vin* est aussi un guide du nouveau savoir boire. Rencontre au sud de l'Italie, au pays des vins de la Campanie, avec le gentleman champion.

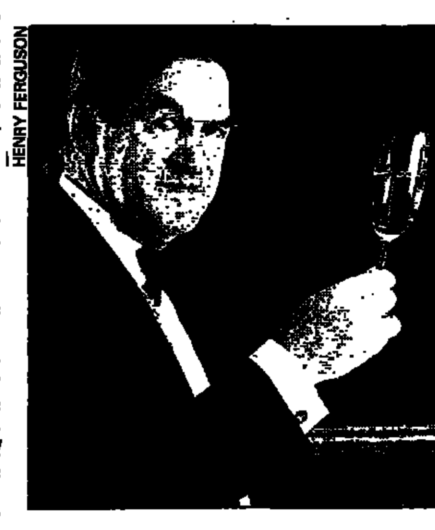
HUGH JOHNSON ou l'art, tout britannique, de bien vivre de ses passions. Pour ce citoyen anglais âgé de cinquante et un ans, aujourd'hui sacré champion mondial toutes catégories des auteurs spécialisés dans les choses du vin, la chance prend la jolie forme, dans les années 60, d'un viatique de mille livres.

Après plusieurs échecs, le jeune homme avait, en ces temps d'inculture œnologique, réussi à convaincre un éditeur qu'un ouvrage sur le thème du vin pourrait lui permettre de rentrer dans ses frais. Une avance de mille livres en poche, le couple Johnson, tout juste fondé, commença un long voyage dans les vignobles de la planète. Baptisé en toute simplicité *Wines*, le premier ouvrage signé Hugh Johnson sortit dans les librairies londoniennes en 1966. Il y est toujours disponible, après avoir été traduit en sept langues et vendu à près d'un million d'exemplaires. Partant, le couple Johnson n'est pas encore revenu de son épopée viticole.

Au départ, bien sûr, rien n'était acquis. Fils d'un avocat, le jeune Johnson avait découvert le vin comme on doit le faire, à l'adolescence, dans la bourgeoisie anglaise, au rythme des bouteilles de Bordeaux sur les tables du week-end. Il y eut ensuite, sans surprise, les cours de littérature anglaise à l'université de Cambridge. Cambridge où l'on trouvait alors un club d'amateurs en herbe soucieux de faire à sa manière ses propres humanités. Ceux-ci étaient initiés par quelques-uns des principaux marchands de vin londoniens qui, sans prendre trop de risques, investissaient là dans une solide clientèle à venir.

Pour Hugh Johnson, la littérature anglaise s'ouvrit très vite sur le journalisme et, en 1962, le journaliste entamait une collaboration avec *Vogue* et *House and Garden*. Son goût pour l'œnologie était déjà bien développé et, conscient des vertus qu'il peut y avoir dans ce métier à joindre l'utile à l'agréable, le jeune journaliste suggéra à ses éditeurs de publier des « papiers » sur le vin, une pratique pour eux alors totalement inusitée.

La véritable découverte du vin étant, avant toute chose, un parcours initiatique, les choses ne seraient peut-être pas allées beaucoup plus loin sans la rencontre décisive avec M. André Simon. Ce Français exilé en Angleterre, au service du champagne Pommery, défendit pendant près de trois quarts de siècle les vertus d'un mode de vie épicurien dans lequel la consommation des vins tenait une place essentielle.



HENRY FERGUSON

Hugh Johnson ne cesse de découvrir et d'approfondir par ses livres (guides, atlas, encyclopédies), avec quelques années d'avance, ce phénomène en pleine expansion qu'est le monde du vin.

André Simon, qui *« aimait autant l'encre d'imprimerie que le bon vin »* avait déjà multiplié les livres, les articles et les pamphlets dans lesquels il exposait ses conceptions sur l'art du bien-vivre. A sa manière, plus didactique, l'élève Johnson prit sa suite.

Après *Wines*, il y eut, en 1971, l'*Atlas mondial du vin*, qui, plusieurs fois réédité, approche aujourd'hui les deux millions d'exemplaires. *« Après cela, j'ai pensé que j'avais épuisé le sujet ou, plus exactement, que le vin m'avait épuisé*, confie-t-il. *Je me suis alors tourné vers ma seconde passion, que sont les arbres et le jardinage. »* Autre passion, autres ouvrages. Ce fut cette fois *Principles of gardening* et *Encyclopedia of trees*.

En réalité, l'épuisement était factice, et le retour à la terre ne faisait que précéder celui à la vigne. On vit ainsi dans les années suivantes une *Encyclopédie*, un *Guide de poche annuel du vin* et quelques autres ouvrages, au premier rang desquels figure la remarquable *Histoire mondiale du vin* qui, après être sortie en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, est publiée aujourd'hui en France en même temps que dans la plupart des pays industrialisés.

Tout cela fait de Hugh Johnson non pas, comme a jugé bon de l'indiquer l'éditeur français, *« le plus grand spécialiste mondial du vin »* – un titre qu'il refuse, – mais bien, avec près de dix millions d'ouvrages vendus, l'un des principaux auteurs sur le vin. A écouter ce Frédéric Dard anglais, il y aurait là, et sans fausse modestie, aucun secret, à l'exception peut-être d'un certain *« don pour attirer les lecteurs »*. *« Je crois que mon succès tient pour beaucoup au fait que je n'entre jamais dans des domaines trop techniques, alors même que je comprends – ou que j'espère comprendre – cet aspect des choses. Cela me donne en définitive une certaine autorité. Je cherche aussi à écrire de manière très serrée, très concentrée. Et mon plus grand plaisir est d'attirer les gens intelligents vers le monde du vin. »*

Bardé de tous les prix que la littérature gourmande prend plaisir à s'autodécerner, vivant heureux en famille dans un manoir anglais du seizième siècle, membre de la Wine and Food Society de Cambridge et du conseil de gérance du Château-Latour, Hugh Johnson représente, avec quelques autres, l'archétype de l'auteur journaliste anglo-saxon, craint autant que respecté, dans la plupart des milieux viticoles internationaux.

Sans doute, n'y aurait-il là qu'une *success story* comme tant d'autres si cette trajectoire ne résumait, à sa manière, ce phénomène essentiel qu'est l'accès au monde du vin par un nombre sans cesse croissant de nos contemporains. Guides, atlas, encyclopédies, l'auteur ne cesse en effet de découvrir et d'approfondir, avec quelques années d'avance, un domaine en pleine expansion. Ses publications témoignent ainsi de l'appétit incessant pour le verre et pour tout ce qu'il peut contenir.

On sort ici, fort heureusement, de l'impasse où conduisent les commentaires souvent ampoulés de dégustation, pour embrasser l'ampélographie et la géologie, entendre parler des hommes, de leurs techniques comme de leur appareil sensoriel, comprendre les modes, interpréter les croyances et les passions que nourrissent les vins. Ainsi, à sa façon, cette *Histoire mondiale du vin*, qui vient compléter celle, française et magistrale, de Roger Dion, marque-t-elle l'aboutissement de cette démarche et, pourrait-on dire, la fin d'une époque.

En brossant à grands traits la naissance du vin, son époque, son âge d'or et les nouveaux défis qu'il se lance, Hugh Johnson dépasse l'instant et l'anecdote, pour donner à sa passion une perspective historique. L'auteur, du même coup, achève son voyage et met un terme à l'entreprise de défrichage et de vulgarisation qu'il a démarrée il y a plus d'un demi-siècle.

L'erreur, ainsi, serait de croire que cette *Histoire mondiale du vin* est à ranger au rayon des doctes ouvrages historiques. Parce qu'il s'agit de vins, cet ouvrage personnel est bien, au contraire, un guide on ne peut plus original du savoir-boire. Et il fallait, il y a quelques jours, être avec l'auteur entre Naples, Avelino et Pompei, pour bien saisir à quel point l'histoire des vins peut être une clé essentielle et trop ignorée encore de notre propre histoire.

Dans cette région de Campanie, il y a toujours, bien sûr, le Lacryma Christi d'El Vesuvio, issu des antiques cépages Coda di Volpe (pour les blancs) et Piedirosso (pour les rouges), récoltés au flanc du Vésuve. Beaucoup plus intéressant sans doute, le Greco di Tufo, et le Vignadangelo, de la maison Mastroberardino, récolté à partir des cépages blancs importés par les Grecs avant la naissance de Rome.

Et puis, bien sûr, Pompéi, centre international du monde viticole, au moment de l'éruption du Vésuve, et auquel Hugh Johnson consacre une large place. Pompéi, où, bien qu'il soit omniprésent dans la magnificence des villas de négociants, dans les carrefours ou sur les multiples lieux réservés à une sexualité libre et marchande, le vin ne trouve que peu de place dans les discours des guides officiels. Plus qu'ailleurs, la clé du vin et, avec elle, celle de l'ivresse, joue ici à merveille, comme dans la célèbre Villa des mystères, cet ancêtre sacré du château bordelais d'aujourd'hui, ancienne propriété viticole, où le pressoir et le chais jouxtent la salle réservée à un étrange sacrifice dionysiaque.

Après celle de Pompéi, ce sera l'histoire complexe des rapports longuement entretenus entre les vins et la chrétienté, la montée en puissance des vins de la péninsule ibérique, la guerre du Porto, le mythe du château, l'impérialisme du champagne ou encore le lointain Eldorado californien. De cette longue quête, menée avec l'aide d'une historienne de Cambridge, l'auteur rapporte autant de motifs d'inquiétude que de certitudes quant à la prééminence du vin dans notre société.

Ainsi, la mécanisation à outrance, qui fait suite aujourd'hui à la maîtrise des fermentations, constitue-t-elle une grave menace pour l'image que l'on peut avoir de ce qui est bien autre chose qu'un fluide sublime. On risque ainsi, en sacrifiant trop vite au culte de la technique – comme dans le cas de la mécanisation des vendanges, – de couper le vin de ce qui a toujours fait ses racines et sa richesse. Et quel que soit l'engouement dont il fait l'objet depuis peu, ce risque apparaît aujourd'hui d'autant plus grand que le vin a perdu, avec la désacralisation en Occident, une bonne part du rôle qu'il occupa durant des siècles dans la vie religieuse collective.

De notre envoyé spécial à Pompéi
Jean-Yves Nau

► ***Histoire mondiale du vin, de l'Antiquité à nos jours,*** **de Hugh Johnson, 220 cartes et illustrations, 480 p. 348 F (éditions Hachette). Les amateurs se reporteront également avec intérêt à l'ouvrage de M. Roger Dion, *Histoire de la vigne et du vin en France, des origines jusqu'au XIXe siècle,* Flammarion, 768 p. 295 F. Ce livre a été réédité en janvier 1990.**

La bonne grille

La grille des anacroisés publiée la semaine dernière (n° 634) était erronée. Voici la bonne. Nous prions nos lecteurs d'accepter nos excuses pour cette erreur.

HORIZONTALEMENT

1. BEEPRSTY. – 2. ACEEINPT (+ 2). – 3. DELORSU (+ 3). – 4. EEENNOSY. – 5. AEORSTUX. – 6. AEEERRT. – 7. AEIMNNSU. – 8. EMOOSSTX. – 9. AEELST (+ 3). – 10. AEIMNP. – 11. AADMORT. – 12. AAEEFFG. – 13. EEGMRUZ. – 14. ADEERRS. – 15. EESTTUV. – 16. AAILORTU. – 17. EEEMMRT. – 18. AEEINRRU. – 19. EEIRSSST (+ 3).

VERTICALEMENT

20. CEIOPRS (+ 1). – 21. AADEGS. – 22. AEINRTU (+ 3). – 23. EELMMOY. – 24. AAMMOSS. – 25. CMORSTU. – 26. AAELNSTT (+ 1). – 27. AEINORS (+ 2). – 28. AEPRUXY. – 29. EOPRUUV. – 30. AEEEPRSX. – 31. AEIJNTU (+ 1). – 32. AAIMORSU. – 33. DEEIMNOR. – 34. AEFISSS (+ 2). – 35. ELNRTY. – 36. EFINRST (+ 1). – 37. CEEERS. – 38. AEILUX. – 39. AEEILLSS. – 40. EEGGINS. – 41. EEISSUZ.

